BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1750694

COMPTE GÉNÉRAL

DE L'ADMINISTRATION

DES FINANCES

RENDU POUR L'ANNÉE 1904

PAR LE MINISTRE DES FINANCES

2e VOLUME

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE

Coll folio 16

PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

1905

798

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

comprises dans le 2e volume du Compte général de l'Administration des finances rendu pour l'année 1904.

		PAGES.
TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE		4
COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE :		
DETTE CONSOLIDÉE		14
DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.	Rentes 3 p. o/o amortissables	66
	Annuités aux compagnies de chemins de fer	79
	Annuités diverses	119
	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	123
	Annuités de rachat des canaux	124
	Cautionnements en numéraire et en rentes	33
	Obligations du Trésor et dette flottante. (V. le 1er vol. p. 232, 233, 528 et 529).	
	Annuités pour construction d'établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire	141
	Annuité pour remboursement à la Caisse nationale d'épargne de l'avance relative à l'acquisition d'un immeuble destiné au service des Postes et des Télégraphes	154
	Annuités pour remboursement des avances faites pour travaux d'amélioration des rivières, des canaux et des ports	155
	Remboursement des avances faites pour les travaux d'amélioration des chemins de fer de l'État	156
	Annuités à payer aux compagnies de chemins de fer. (Ministère des Travaux publics.)	157
DETTE VIAGÈRE	Rentes viagères pour l'année 1904	166
	Pensions inscrites au Trésor	167
	Compte spécial des pensions civiles	180
	Allocations supplémentaires	188
Table détaillée des matières		191

TABLEAU RÉCAPITULAT DE LA DETTE PUBLIQUE.

SITUATION 1er JANVIER 1905.

Nos des CHAPITRES du budget de 1904.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1904 d'après le compte général des finances de 1903 pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1904 d'après le compte général des finances de 1903 pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précéden — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER aux chiffres des colonnes précéden — Diminutions.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1904. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL DE LA DETTE au 1er janvier 1905.	OBSERVATIONS.
			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME.											
	1° MINISTÈRE DES FINANCES.											
1	Rentes 3 p. o/o	13	22,222,321,064 00	"	"	"	22,222,321,064 00	(A1) 4,632 00	"	(A1) 565,052 00	(A) 22,221,760,644 00	(A) Sur cette somme, il restait à inscrire, au 1er janvier 1905, 115,611 fr. 428 de rentes provenant de la conversion du 3 1/2 p. o/o représentant un capital de 3,853,714 francs.
2	Rentes 3 p. o/o amortissables par annuités	65	"	3,737,175,000 00	"	"	3,737,175,000 00	"	24,914,500 00	"	3,712,260,500 00	(A1) La somme de 4632 francs correspond à l'accroissement de 139 francs de rente; celle de 565,052 francs au décroissement de 16,951 fr. 54 (voir page 14).
9	Annuité à la compagnie des chemins de fer de l'Est	79	"	313,135,991 21	"	"	313,135,991 21	"	895,664 85	"	312,240,326 36	
10	Annuité à la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée	81	"	64,848,157 90	"	"	64,848,157 90	"	438,434 90	"	64,409,723 00	
11	Annuité à la Compagnie des chemins de fer d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État	82	"	54,036,852 27	"	"	54,036,852 27	"	321,618 00	"	53,715,234 27	
15	Annuités aux compagnies de chemins de fer	83	"	834,731,601 17	"	"	834,731,601 17	"	3,902,984 66	"	830,828,616 51	
8	Annuités aux compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêts de 1871 et 1872	111	"	38,558,150 00	"	"	38,558,150 00	"	129,067 00	"	38,429,083 00	
12	Remboursement de la dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902		"	733,600,000 00	"	"	733,600,000 00	"	27,200,000 00	"	706,400,000 00	
"	Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires		"	78,291,609 71	"	"	78,291,609 71	"	"	"	78,291,609 71	
13	Annuité pour construction destinée au service de l'intendance	123	"	66,151 00	"	"	66,151 00	"	20,986 00	"	45,165 00	
16	Rachat de concessions de canaux. — Canaux d'Orléans et du Loing	124	"	4,240,208 63	"	"	4,240,208 63	"	88,670 13	"	4,151,538 50	
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 17 février 1898.)	140	197,620,000 00	"	"	"	197,620,000 00	"	"	"	(B) 197,620,000 00	(B) Voir compte des finances de 1904, 1er volume, p. 232 et 233.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 30 mars 1902.)	140	44,000,000 00	"	"	"	44,000,000 00	"	44,000,000 00	"	(C) "	(C) *Idem.* p. 595.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 12 juillet 1902.)	140	53,410,000 00	"	"	"	53,410,000 00	"	1,000,000 00	"	(D) 52,410,000 00	(D) *Idem.* p. 597.
"	Obligations du Trésor à court terme. (Loi du 26 février 1903.)	140	107,557,500 00	"	"	"	107,557,500 00	"	"	"	(E) 107,557,500 00	(E) *Idem.* p. 598.
	A reporter	....	22,624,908,564 00	5,858,683,721 89	"	"	28,483,592,285 89	4,632 00	102,911,925 54	565,052 00	28,380,119,940 35	
			28,483,592,285f 89c		"				103,476,977f 54c			
								103,472,345f 54c				

Suite du TABLEAU RÉCAPITULATIF DE LA DETTE PUBLIQUE.

Suite de la SITUATION AU 1er JANVIER 1905.

Nos des CHAPITRES du budget de 1904.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	PAGES.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1904 d'après le compte général des finances de 1903, pages 4 à 7. — Dette non amortissable par annuités.	CAPITAL AU 1er JANVIER 1904 d'après le compte général des finances de 1903, pages 4 à 7. — Dette amortissable par annuités.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Augmentations.	MODIFICATIONS À APPORTER AUX CHIFFRES des colonnes précédentes. — Diminutions.	CAPITAL au 1er JANVIER 1904. — Situation rectifiée.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Augmentations.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Diminutions. — Amortissement sur les crédits budgétaires.	MODIFICATIONS PROPRES À L'ANNÉE 1904. — Diminutions. — Autres causes.	CAPITAL de LA DETTE au 1er janvier 1905.	OBSERVATIONS.
	DETTES PERPÉTUELLE ET À TERME. (Suite.)											
	Report	....	22,624,908,564f 00c	5,858,683,721f 89c	"	"	28,483,592,285f 89c	4,632f 00c	102,911,925f 54c	565,052f 00c	28,380,119,940f 35c	
	3e MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.											
	SERVICE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.											
97	Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au payement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire. — 1° Enseignement supérieur	142	"	1,736,443 90	"	"	1,736,443 90	"	36,538 94	"	1,699,904 96	
	2° Enseignement secondaire	144	"	5,191,716 76	"	"	5,191,716 76	"	140,183 50	"	5,051,533 26	
	3° Enseignement primaire	152	"	13,495,709 16	"	"	13,495,709 16	"	514,513 83	"	12,981,195 33	
	TOTAL	....	"	20,423,869 82	"	"	20,423,869 82	"	691,236 27	"	19,732,633 55	
	4e MINISTÈRE DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.											
	2e SECTION.											
	4e PARTIE. — *Frais de régie.*											
28	Annuité de remboursement à la Caisse nationale d'épargne	154	"	950,509 68	"	"	950,509 68	"	105,174 00	"	845,335 68	
	5e MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.											
43	Remboursement des avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports en France	155	"	3,760,420 00	"	"	3,760,420 00	"	1,193,080 00	"	2,567,340 00	
44	Remboursement des avances, autres que celles des compagnies, affectées à des travaux de chemins de fer	156	1,000,000 00	"	"	"	1,000,000 00	"	600,000 00	"	400,000 00	
45	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	157	"	47,105,864 82	135 18	"	47,106,000 00	2,095,000 00	515,000 00	"	48,686,000 00	
46	Annuités aux compagnies concessionnaires de chemins de fer. (Conventions nouvelles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.)	157	"	864,602,110 00	"	110 00	864,602,000 00	37,849,000 00	7,658,000 00	"	894,793,000 00	
	TOTAL	....	1,000,000 00	915,468,394 82	135 18	110 00	916,468,420 00	39,944,000 00	9,966,080 00	"	946,446,340 00	
	TOTAL GÉNÉRAL	....	22,625,908,564 00	6,795,526,496 21	135 18	110 00	29,421,435,085 39	39,948,632 00	113,674,415 81	565,052 00	29,347,144,249 58	
			29,421,435,060f 21c		25 18c				114,239,467f 81c			
								En moins : 74,290,835f 81c				
"	Cautionnements en numéraire	133	255,925,330 79	"	"	"	255,925,330 79	"	"	7,728,923 31	248,196,407 48	
"	DETTE FLOTTANTE (1)	140	1,121,787,274 67	"	"	"	1,121,787,274 67	140,881,156 43	"	"	1,262,668,431 10	

(1) La situation détaillée de la dette flottante du Trésor se trouve dans le 1er volume du Compte général des finances, page 528.

MONTANT DES CHARGES DE LA DETTE VIAGÈRE AU 1er JANVIER 1905.

NUMÉROS DES CHAPITRES du budget de 1904.	NATURE DES DÉPENSES.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1904.	ACCROISSEMENTS.	DÉCROISSEMENTS.	SITUATION DES INSCRIPTIONS au 1er janvier 1905.	OBSERVATIONS.
21	Rentes viagères d'ancienne origine. (Loi du 23 floréal, an XI.)	790f 00c	//	//	790f 00c	(A) Le compte des allocations supplémentaires ne présente pas de décroissements, les extinctions survenues en cours d'exercice étant réparties annuellement entre les titulaires survivants.
16	Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	169,140 32	1,714f 26c	2,857f 10c	167,997 48	
20	Pensions civiles. (Lois du 22 août 1790 et lois subséquentes.)	514,114 18	20,377 00	52,580 10	481,911 08	(B) Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère. Il y a lieu d'y ajouter :
22	Pensions de donataires dépossédés. (Loi du 26 juillet 1821.)	164,255 00	2,200 00	22,125 00	144,330 00	1° Les traitements viagers des membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1904 pour une somme de..... 11,821,544 dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur ;
23	Pensions militaires de la Guerre. (Loi du 11 avril 1831 et subséquentes.)	103,098,724 72	7,140,319 00	5,179,632 73	105,059,410 99	
24	Pensions militaires de la Marine. (Loi du 18 avril 1831 et subséquentes.)	38,898,738 00	2,711,184 00	2,273,045 00	39,336,877 00	2° La somme de 4,100,000 francs inscrite au budget de 1904 pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves ;
26	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe. (Loi du 23 juin 1835 et subséquentes.)	2,190 00	//	406 00	1,784 00	3° La somme de 550 francs inscrite au budget de 1904 pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X ;
27	Pensions à titre de récompense nationale. (Loi du 13 juin 1850.)	28,725 00	//	1,550 00	27,175 00	4° La somme de 3,000 francs inscrite au budget de 1904 pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.
29	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	84,543,906 00	6,725,855 00	5,447,024 00	85,822,737 00	
30	Pensions des grands fonctionnaires. (Loi du 17 juillet 1856.)	69,000 00	//	//	69,000 00	
31	Pensions ecclésiastiques sardes. (Convention internationale du 23 août 1860 et décret du 21 novembre 1860.)	8,596 37	//	3,267 06	5,329 31	
32	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret du 18 décembre 1861.)	188,750 00	1,450 00	2,900 00	187,300 00	
34	Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. (Loi du 30 juillet 1881.)	3,150,676 00	41,960 00	242,384 00	2,950,252 00	
35	Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	624,474 00	6,782 00	57,971 00	573,285 00	
36	Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. (Loi du 27 juin 1835.)	33,157 00	//	2,500 00	30,657 00	
37	Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins. (Loi du 18 avril 1888.)	85,580 00	2,100 00	7,000 00	80,680 00	
	TOTAUX	231,580,026 59	16,653,941 26	13,295,241 99	234,938,725 86	
39	Allocations supplémentaires	4,806,540 00	//	(A) //	4,806,540 00	
	TOTAL	236,387,356 59	16,653,941 26	13,295,241 99	239,746,055 86 (B)	

COMPTES

DE LA DETTE PUBLIQUE

POUR L'ANNÉE 1904.

MINISTÈRE DES FINANCES.

DETTE CONSOLIDÉE.

DETTE CONSOLIDÉE.

Au 1er janvier 1905, la Dette consolidée du Trésor public se compose :

1° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 9 juillet 1902 [conversion des rentes 3 1/2 p. o/o (1894)].

2° Des rentes 3 p. o/o inscrites en vertu de la loi du 27 avril 1825 et des lois subséquentes.

Le compte de la Dette consolidée comprend plusieurs états ou tableaux qui font connaître le mouvement de cette dette depuis son origine, par nature de rentes et dans son ensemble, savoir :

1°, 2° et 3° Deux tableaux des rentes émises et annulées depuis la création du Grand-Livre et un tableau récapitulatif faisant ressortir le montant des rentes existantes.

4° Un tableau indiquant les résultats au point de vue du Trésor des diverses conversions opérées sur les rentes;

5° *Un état présentant le mouvement des rentes* 3 p. o/o depuis leur création, avec la distinction des opérations effectuées pendant la dernière année, tant en accroissements qu'en décroissements.

La balance de ces opérations donne, pour résultat final, la situation ci-après des rentes inscrites au Grand-Livre à l'époque du 1er janvier 1905 [1] :

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1904. Accroissement.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1904. Décroissement.	SITUATION DES RENTES AU 1er JANVIER 1905. MONTANT des rentes.	CAPITAL NOMINAL.	NOMBRE des inscriptions.
Rentes 3 p. o/o.....	666,669,631f 650	139f 00	16,951 542	666,652,819f 108 (A)	22,221,760,644f	4,560,687
NET du décroissement.....		16,812f 542				
Rentes restant à inscrire (émission 1901).....				317 000		
TOTAL.....				666,653,136 108		

6° *Un tableau indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur,*

7° *Un état indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds.*

---

[1] Les rentes 3 p. o/o amortissables qui figurent ci-après, pages 66 à 77 présentent, au 1er janvier 1905, la situation suivante :

Nombre des parties.....	409,155
Montant des rentes inscrites.....	111,367,815 francs.
Montant du capital nominal.....	3,712,260,500 francs.

(A) Sur cette somme il restait à inscrire 115,611 fr. 428 de rentes 3 p. o/o correspondant à des titres 3 1/2 p. o/o convertis et non retirés par les propriétaires. — Les inscriptions correspondant à ces rentes ne sont pas comprises dans le chiffre de 4,560,687 qui figure ci-dessus.

8° *Un tableau présentant, par nature de rentes et par période,* le montant des rentes *inscrites* et des rentes annulées;

9° Un tableau sommaire indiquant par période et par fonds depuis l'origine du Grand-Livre, avec la distinction des rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, le montant des rentes *créées* et des rentes *annulées.*

D'après ce tableau (voir pages 46 à 59), le montant des rentes inscrites pour la liquidation des anciennes dettes de l'État et des pays réunis s'élevait, au 1er avril 1814, à..... 63,307,637f 000

Depuis cette époque, les rentes créées pour les besoins du service se sont élevées à 2,142,322,126 845

TOTAL des rentes créées jusqu'au 1er janvier 1905..... 2,205,629,763 845

Les annulations s'élèvent à 1,538,976,627 fr. 737, savoir :

Rentes annulées comme ayant fait retour à l'État, ou par suite d'échange, de remboursements et réductions à divers titres		1,312,851,601f 737	
Rentes annulées par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement, savoir (voir p. 950 et 951 du Compte des finances de 1889) :			
Rentes rachetées directement.....	83,418,063f 000		
Rentes achetées par la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	12,577,793 000	226,125,026 000	
Rentes annulées comme provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement.....	130,129,170 000		
TOTAL des annulations		1,538,976,627 737	1,538,976,627 737
RESTE pour le montant des rentes au 1er janvier 1905...			666,653,136 108 (1)

10° *Un relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1905.*

11° *Un tableau présentant le mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte de portions non réclamées.*

(1) Ce chiffre ne comprend pas les rentes inscrites par suite des emprunts contractés depuis 1878 en rentes 3 p. o/o amortissables qui sont classées au budget, non à la *Dette consolidée,* mais à la *Dette remboursable à terme ou par annuités.* C'est donc sous ce titre qu'on en trouvera plus loin (pages 66 à 77) le compte détaillé.
Ce chiffre comprend les 317 francs de rentes restant à inscrire à cette date de l'émission de 1901.

I. — RENTES ÉMISES.

1° Rentes provenant d'emprunts.

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS 5 P. o/o. Ancien.	5 P. o/o. 1871-1872.	4 1/2 P. o/o. 1825.	4 1/2 P. o/o. 1852.	4 1/2 P. o/o. 1883.	4 P. o/o.	3 P. o/o.	3 1/2 P. o/o.	TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
1	L. 28 avril 1816, art. 117	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	6,000,000	"	"	"	"	"	"	"	6,000,000	1er mai 1816 / 1er avril 1817	57 26 prix moyen	120,000,000	69,763,000 00	Sur la place et à l'étranger.	1
2	L. 25 mars 1817	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	30,000,000	"	"	"	"	"	"	"	30,000,000	Années 1817-18.	57 51 prix moyen	600,000,000	345,065,000 00	Cies françaises et étrangères (négociations sur la place).	2
3	L. 6 et 15 mai 1818	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815	14,925,500	"	"	"	"	"	"	"	14,925,500	9 mai 1818	66 50	298,510,000	197,909,040 00	A divers souscripteurs.	3
4	L. 6 mai 1818	Payement des sommes dues aux puissances alliées	12,313,433	"	"	"	"	"	"	"	12,313,433	9 octobre 1818	67 00	246,268,660	165,000,000 00	Maisons Hope et Ce, Baring frères et Ce.	4
5	L. 6 et 15 mai 1818 et L. 8 mars 1821	Payement des dettes de la France reconnues par le traité du 30 mai 1814 et les conventions du 20 novembre 1815 / Payement des sommes dues aux puissances alliées / Remboursement des reconnaissances de liquidation	1,674,500 / 6,615,944 / 1,294,776	"	"	"	"	"	"	"	9,585,220	9 août 1821	85 55	191,704,400	164,003,114 00	Maisons Hottinguer et Ce, Hope et Ce, Bagneault et Ce, Delesser et Ce (adjudication).	5
6	L. 1821-1822-1823	*Idem* / Dépenses extraordinaires de l'exercice 1823 (Guerres d'Espagne)	19,114,516 / 4,000,000	"	"	"	"	"	"	"	23,114,516	10 juillet 1823	89 55	462,290,320	413,980,981 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	6
7	L. 19 juin 1828	Dépenses extraordinaires des exercices 1828 et 1829. (Affaires du Levant.)	"	"	"	"	"	3,134,950	"	"	3,134,950	12 janvier 1830	102 07 1/2	78,373,750	80,000,005 00	Maisons Rothschild frères (adjudication).	7
8	L. 25 mars 1831	Besoins extraordinaires de l'exercice 1831	7,142,858	"	"	"	"	"	"	"	7,142,858	19 avril 1831	84 00	142,857,160	120,000,014 00	Divers banquiers et receveurs généraux.	8
9	L. 21 avril 1831	Échange des obligations de l'emprunt national au pair	1,021,945	"	"	"	"	"	"	"	1,021,945	Année 1831	Pair.	20,438,900	20,438,900 00	Divers souscripteurs.	9
10	L. 1831 et 21 avril 1832	Besoins extraordinaires des exercices 1831 et 1832	7,614,213	"	"	"	"	"	"	"	7,614,213	8 août 1832	98 50	152,284,260	150,000,000 00	Maisons Rothschild, Davillers et Hottinguer (adjudication).	10
11	L. 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 26 juin 1845	Rentes transférées à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des Caisses d'épargne et de prévoyance	"	"	"	"	"	8,092,647	"	"	8,092,647		Pair.	202,316,175	202,316,175 00	Compte courant des caisses d'épargne.	11
12	L. 25 juin 1841	Travaux extraordinaires régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	5,730,659	"	5,730,659	18 octobre 1841	78 52 1/2	191,021,967	150,000,000 00	Rothschild frères, Hottinguer, Baudon, Saint-Didier et receveurs généraux (adjudication).	12
13	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,079,646	"	7,079,646	9 décembre 1844	84 75	235,988,200	200,000,000 00	Rothschild frères (adjudication).	13
14	L. 8 août 1847	Avances du Trésor sur les travaux régis par la loi du 25 juin 1841	"	"	"	"	"	"	2,569,413	"	2,569,413	10 nov. 1847	78 25	85,647,100	64,449,443 00	*Idem.*	14
15	D. 9 mars 1848	Emprunt national au pair	1,309,104	"	"	"	"	"	7	"	1,309,104	Année 1848	Pair.				15
16	D. 7 juillet, 9 août et 21 nov. 1848	Compensation aux souscripteurs de l'emprunt national	519,283	"	"	"	"	"	"	"	519,283	*Idem*	71 60	298,707,740	223,442,563 00	Divers souscripteurs.	16
17	D. 24 juillet 1848	Besoins de l'exercice 1848	13,107,000	"	"	"	"	"	"	"	13,107,000	25 juillet 1848	75 25				17
18	L. 11 mars 1854	Emprunt de 250 millions	"	"	"	4,550,640	"	"	"	"	4,550,640	Mars 1854	92 50	101,125,333	93,540,933 00		18
19	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	7,159,590	"	7,159,590	*Idem*	65 25	238,653,000	155,721,082 50		19
20	L. 31 décembre 1854	Emprunt de 500 millions	"	"	"	8,052,120	"	"	"	"	8,052,120	Janvier 1855	92 00	178,936,000	164,621,120 00	Souscriptions publiques.	20
21	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	15,857,530	"	15,857,530	*Idem*	65 25	528,584,333	344,901,277 50		21
22	L. 11 juillet 1855	Emprunt de 750 millions	"	"	"	4,389,760	"	"	"	"	4,389,760	Juillet 1855	92 25	97,550,222	89,990,080 00		22
23	*Idem*	*Idem*	"	"	"	"	"	"	31,699,740	"	31,699,740	*Idem*	65 25	1,056,658,000	689,469,345 00		23
24	L. 26 avril 1855 et 19 juin 1857	Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée	"	"	"	"	"	"	7,942,315	"	7,942,315	Années 1857-58-59-60-61	69 10 prix moyen	264,743,833	182,947,676 00	Consolidation.	24
25	L. 9 juin 1857	Rentes transférées à la Banque de France	"	"	"	"	"	"	4,000,000	"	4,000,000	31 déc. 1859	75 00	133,333,333	100,000,000 00	Traité avec la Banque de France.	25
26	L. 2 mai 1859	Emprunt de 500 millions	"	"	"	"	"	"	25,199,660	"	25,199,660	Mai 1859	60 00	839,988,667	508,193,143 33	Souscription publique.	26
27	*Idem*	*Idem*	"	"	"	573,710	"	"	"	"	573,710	*Idem*	90 00	12,749,111	11,474,200 00	*Idem.*	27
28	L. 12 février 1862	Conversion des obligations trentenaires	"	"	"	"	"	"	12,092,520	"	12,092,520	Année 1862	66 49 prix moyen	403,084,000	268,000,000 00	Produit approximatif d'après les divers taux d'émission des obligations (p. 434 du *Compte des Finances* de 1862).	28
		A reporter	126,653,072	"	"	17,566,230	"	11,227,597	119,331,073	"	274,777,972			7,181,814,464	5,175,227,092 33		

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

1° Rentes provenant d'emprunts. (Suite.)

ÉTAT A.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et arrêtés.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS							TOTAL des RENTES émises pour chaque emprunt.	DATE des NÉGOCIATIONS.	TAUX de LA NÉGOCIATION.	CAPITAL NOMINAL.	PRODUIT RÉEL de L'EMPRUNT.	MODE de NÉGOCIATION.	NUMÉROS D'ORDRE.
			5 p. o/o.		4 1/2 p. o/o.			4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o						
			Ancien.	1871-1872.	1825.	1852.	188									
			francs.	francs.		francs.		francs.	francs.	francs.	francs.		fr. c.	francs.	fr. c.		
		Report.....	126,653,072	//	//	17,566,230	//	11,227,597	119,331,073	//	274,777,972	.....	.....	7,181,814,464	5,175,227,092 33		
29	L. 30 décembre 1863.....	Emprunt de 300 millions.....	//	//	//	//	//	//	14,249,339	//	14,249,339	Janvier 1864....	66 30	474,977,967	314,910,391 90	Souscription publique.	29
30	L. 1er août 1868.....	Emprunt de 429 millions.....	//	//	//	//	//	//	19,514,315	//	19,514,315	Août 1868.....	69 25	650,477,167	450,456,720 32	*Idem.*	30
31	L. 12 août 1870.....	Emprunt de 750 millions.....	//	//	//	//	//	//	39,830,306	//	39,830,306	Année 1870.....	60 60	1,327,676,867	804,572,181 20	*Idem.*	31
32	L. 20 juin 1871.....	Emprunt de 2 milliards.....	//	138,975,295	//	//	//	//	//	//	139,975,295	Année 1871.....	82 50	2,779,505,900	2,293,092,367 50	*Idem.*	32
33	L. 15 juillet 1872.....	Emprunt de 3 milliards.....	//	207,026,310	//	//	//	//	//	//	207,026,310	Année 1872.....	84 50	4,140,526,200	3,498,744,639 00	*Idem.*	33
34	L. 4 août 1874.....	Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.	//	//	//	//	//	//	4,404,287	//	4,404,287	Année 1875.....	.....	146,809,567	93,196,997 91		34
35	L., D. et A. du 1er mai 1886....	Emprunt de 500 millions.....	//	//	//	//	//	//	18,947,368	//	18,947,368	10 mai 1886....	79 80	631,578,933	503,999,988 80	Souscription publique.	35
36	L. 1er mai 1886.....	Consolidation des fonds des Caisses d'épargne.....	//	//	//	//	//	//	13,157,894	//	13,157,894	*Idem*.....	79 80	438,596,467	349,999,980 40	Consolidation.	36
37	L., D. et A. du 1er mai 1886....	Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	//	//	//	//	//	//	1,879,699	//	1,879,699	*Idem*.....	79 80	62,656,633	49,999,993 40	*Idem.*	37
38	L. 24 déc. 1890, D. et A. 2 janv. 1891.	Émission de rentes 3 p. o/o.....	//	//	//	//	//	//	28,184,376	//	28,184,376	10 janvier 1891.	92 55	939,479,200	869,488,000 00	Souscription publique.	38
39	L. 17 janvier 1894, art. 9.....	Rentes émises pour produire le capital correspondant aux rentes 4 1/2 p. o/o (1883) remboursées aux propriétaires.	//	//	//	//	//	//	//	45,624	45,624	Année 1894.....	.....	1,303,542	1,393,837 25		39
40	L. 6 décembre 1901.....	Émission de rentes 3 p. o/o pour la régularisation des dépenses de l'expédition de Chine.....	//	//	//	//	//	//	7,950,000	//	7,950,000	Année 1901.....	100 00	265,000,000	(A) //	(A) Le produit réel de l'emprunt ne peut être déterminé au 31 décembre 1904, toutes les rentes n'étant pas inscrites à cette date. Souscription publique.	40
		Totaux.....	126,653,072	346,001,605	//	17,566,230	//	11,227,597	267,448,657	45,624	768,942,785	.....	.....	19,040,402,907	14,405,082,190 01		
			472,654,677		17,566,230												
							768,942,7										

2° Rentes provenant de conversions.

ÉTAT B.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS et ordonnances.	NATURE DES CONVERSIONS.	FONDS						TOTAL des RENTES converties.	CAPITAL NOMINAL.	OBSERVATIONS.	NUMÉROS D'ORDRE.
			5 p. o/o	4 1/2 p. o/o.			4 p. o/o	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.			
				1825.	1852.	1883.						
				francs.	fr. c.	fr. c.		francs.	francs.	francs.	francs.	
1	L. 1er mai 1825.....	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 et 3 p. o/o...	//	1,034,764	//	//	//	24,459,035 00	//	25,493,799	838,295,922	1
2	D. 14 mars 1852.....	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o.....	//	//	158,097,609 08	//	//	//	//	158,097,609 080	3,513,280,201	2
3	L. 12 février 1862.....	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o.	//	//	//	//	//	135,255,410 00	//	135,255,410	4,508,513,666	3
4	L. 27 avril 1883.....	——— 5 p. o/o (1871-72) en rentes 4 1/2 p. o/o.	//	//	//	306,164,085 3	//	//	//	306,164,085 300	6,803,646,340	4
5	L. 7 novembre 1887.....	——— 4 1/2 p. o/o (1852) et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o.....	//	//	//	//	//	37,632,997 00	//	37,632,997	1,254,433,233	5
6	L. 17 janvier 1894.....	——— 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o.	//	//	//	//	//	//	237,595,231 841	237,595,231 841	6,788,435,195	6
7	L. 9 juillet 1902.....	——— 3 1/2 p. o/o (1894) en rentes 3 p. o/o.	//	//	//	//	//	203,638,159 102	//	203,638,159 102	6,787,938,638	7
		Totaux.....	//	1,034,764	158,097,609 08	306,164,085 3	//	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195	
				465,296,458 38								
						1,103,877,291 3						

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° *Rentes provenant de consolidations ou remises à divers.*

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	FONDS. 5 p. o/o. Ancien.	5 p. o/o. 1871 et 187	4 1/2 p. o/o. 1825.	4 1/2 p. o/o. 1852.	4 1/2 p. o/o. 1883.	4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	L. 24 août 1793 et 9 vendémiaire an VI	Rentes consolidées	40,216,000f 00c	//	//	//	//	//	//	//	40,216,000f 00c	804,320,000f	1
2	L. 29 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.	Dette des pays réunis à la France	6,086,000 00	//	//	//	//	//	//	//	6,086,000 00	121,720,000	2
		Création de rentes pour le payement de l'arriéré antérieurement à l'année 1809	11,428,193 00	//	//	//	//	//	//	//	11,428,193 00	228,563,860	
3	L. 24 avril 1806. L. 15 janvier et D. du 3 février 1810.	Création pour le service courant : 1° au profit de la Caisse d'amortissement en échange de bons	5,000,000 00	//	//	//	//	//	//	//	5,000,000 00	100,000,000	3
		2° au profit du domaine extraordinaire en échange de valeurs	750,000 00	//	//	//	//	//	//	//	750,000 00	15,000,000	
		3° pour divers motifs et appoints négligés	1,637 00	//	//	//	//	//	//	//	1,637 00	32,740	
4	L. 20 mars 1814 et O. 6 juin 1814	Rentes inscrites au nom des Communes en remboursement de leurs biens vendus	2,632,448 00	//	//	//	//	//	//	//	2,632,448 00	52,648,960	4
5	L. 23 septembre 1814 et 28 avril 1816.	Payement du service de l'arriéré du 1er janvier 1810 au 1er janvier 1816	8,777,629 00	//	//	//	//	//	//	//	8,777,629 00	175,552,580	5
6	L. 15 mai 1818 et 17 août 1822	Payement du service de l'arriéré antérieurement au 1er janvier 1810	2,129,867 00	//	//	//	//	//	//	//	2,129,867 00	42,597,340	6
7	L. 21 décembre 1814	Payement des dettes contractées par le roi Louis XVIII	1,499,654 00	//	//	//	//	//	//	//	1,499,654 00	485,063,360	7
8	L. 23 décembre 1815 et 6 mai 1818	Rentes remises en payement des créances étrangères. (Conventions des 20 novembre 1815 et 25 avril 1818.)	24,253,168 00	//	//	//	//	//	//	//	24,253,168 00	29,993,080	8
9	L. 31 juillet 1821	Rentes remises à la Légion d'honneur en remboursement de ses biens vendus.	240,000 00	//	//	//	//	//	//	//	240,000 00	4,800,000	9
10	*Idem*	Rentes inscrites pour remboursement de cautionnements à des Français anciens comptables en Westphalie	2,654 00	//	//	//	//	//	//	//	2,654 00	53,080	10
11	L. 27 avril 1825	Indemnité des émigrés	//	//	//	//	//	//	25,995,310	//	25,995,310 00	866,510,334	11
12	Décision du 14 novembre 1832	Rétablissement d'une rente dont le Trésor avait la jouissance temporaire	109 00	//	//	//	//	//	//	//	109 00	2,180	12
13	L. 10 juin 1833	Consolidation des réserves de l'amortissement	//	//	//	//	//	15,294,420	110,430,463	//	125,724,883 00	4,063,375,933	13
14	D. 7 juillet 1848	Consolidation des livrets des Caisses d'épargne	19,619,118 00	//	//	//	//	//	//	//	19,619,118 00	392,382,360	14
15	*Idem*	Consolidation des bons du Trésor émis antérieurement au 24 février 1848.	//	//	//	//	//	//	13,541,574	//	13,541,574 00	451,385,800	15
16	D. 17 août 1848	Rachat des actions du chemin de fer de Lyon	6,817,348 60	//	//	//	//	//	//	//	6,817,348 60	136,346,972	16
17	D. 17 juillet, 9 août et 21 novembre 1848.	Diverses compensations accordées en 1848 aux porteurs de bons du Trésor.	//	//	//	//	//	//	2,152,786	//	2,152,786 00	71,759,534	17
18	D. 29 juillet 1848	Consolidation des fonds des communes et établissements tontiniers	449,166 00	//	//	//	//	//	11,869	//	461,035 00	9,378,953	18
19	L. 30 avril 1849 et 30 juillet 1850	Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale	3,871,172 00	//	//	1,915,945	//	//	//	//	5,787,117 00	119,999,995	19
20	D. 14 mars 1852	Rétablissement de rentes comprises à tort dans les remboursements effectués lors de la conversion de 1852	//	//	//	1,051	//	//	//	//	1,051 00	23,355	20
			//	//	//	//	//	//	4,403,436	//	4,403,436 00	146,781,200	21
21	D. 17 mars 1852	Rentes émises en remplacement de rentes 4 1/2 p. o/o			//	500,000	//	//	//	//	500,000 00	11,111,111	22
22	D. 27 mars 1852	Rentes concédées à la Légion d'honneur	//	//									
23	L. 10 juillet 1856	Rentes inscrites au nom de la feue reine des Belges	//	//	//	//	//	//	600,000	//	600,000 00	20,000,000	23
24	L. 6 juin 1857	Rentes créées pour le rachat du Palais de l'Industrie	//	//	//	//	//	//	441,176	//	441,176 00	14,705,867	24
		A reporter	133,774,163 60	//	//	2,416,996	//	15,294,420	157,576,614	//	309,062,193 60	8,364,108,594	

I. — RENTES ÉMISES. (Suite.)

ÉTAT C.

3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers. (Suite.)

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	MOTIFS DES ÉMISSIONS.	5 p. o/o.		FONDS. 4 1/2 p. o/o.			4 p. o/o.	3 p. o/o.	3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES émises.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			Ancien.	1871 et 1872.	1825.	1852.	1883.						
		Report	133,774,163f 60	//	//	2,416,996f	//	15,294,420f	157,576,614f	//	309,062,193f 60c	8,364,108,594f	
25	D. 19 mars 1858	Rétablissement d'une partie du majorat du duc d'Istrie	//	//	//	8,397	//	//	//	//	8,397 00	186,600	25
26	A. 9 juillet 1862	Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825)	//	//	//	298,283	//	//	//	//	298,283 00	6,628,511	26
27	L. 2 août 1868	Conversion des titres mexicains	//	//	//	//	//	//	5,701,606	//	5,701,606 00	190,053,533	27
28	L. 26 mars 1873	Rentes destinées à remplacer les inscriptions disparues pendant la Commune.	//		//	//	//	//	350,000	//	350,000 00	11,666,667	28
29	L. 22 décembre 1880	Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862	//	//	//	50	//	//	//	//	50 00	1,111	29
30	L. 27 avril 1883	Rentes émises en échange des rentes 5 p. o/o remboursées aux particuliers.	//	//	//	//	3,963	//	//	//	3,963 00	88,067	30
31	L. et D. 7 novembre 1887	Rentes 3 p. o/o provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. o/o et qui ont été remboursées ultérieurement	//	//	//	//	//	//	194 922	//	194 922	6,497	31
32	L. 11 décembre 1902	Rétablissement d'une partie des rentes cédées à la Caisse des dépôts et consignations	//	//	//	//	//	//	15,256,172	//	15,256,172	508,539,100	32
		Totaux	133,774,163 60	//	//	2,723,726	3,963	15,294,420	178,884,586 922	//	330,680,859 522	9,081,278,680	
			133,774,163f 60c		2,727,689f								
											330,680,859f522c		

RÉCAPITULATION DES RENTES CRÉÉES.

	5 P. 0/0.		4 1/2 P. 0/0.			4 P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	ANCIEN.	1871-1872.	1825.	1852.	1883.					
1° Rentes provenant d'emprunts	126,653,072f 00	346,001,605f	//	17,566,230f 00	//	11,227,597f	267,448,657f	45,624f	768,942,785f	19,040,402,907f
2° Rentes provenant de conversions	//	//	1,034,764f	158,097,609 08	306,164,085f 30	//	400,985,601 102	237,595,231 841	1,103,877,291 323	30,494,543,195
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers	133,774,163 60	//	//	2,723,726 00	3,963 00	15,294,420	178,884,586 922	//	330,680,859 522	9,081,278,680
Totaux	260,427,235 60	346,001,605	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	847,318,845 024	237,640,855 841	2,203,500,935 845	58,616,224,782
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			2,203,500,935f845c							

II. RENTES ANNULÉES.

1° *Rentes qui ont fait retour à l'État.*

ÉTAT D.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES des LOIS, DÉCRETS ET DÉCISIONS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS. 5 p. 0/0. Ancien. fr. c.	5 p. 0/0. 1871-1872. francs.	4 1/2 p. 0/0. 1825. francs.	4 1/2 p. 0/0. 1852. fr. c.	4 1/2 p. 0/0. 1883. fr. c.	4 p. 0/0. francs.	3 p. 0/0. francs.	3 1/2 p. 0/0. francs.	TOTAL DES RENTES annulées. francs.	CAPITAL NOMINAL. francs.	NUMÉROS D'ORDRE.
1	Années 1814, 1815 et 1817.....	Annulation de rentes admises en payement de domaines nationaux.....	1,812 00	//	//	//	//	//	//	//	1,812	36,240	1
2	//	——— de rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraord^re.	1,291,086 00	//	//	//	//	//	//	//	1,291,086	25,821,720	2
3	Années 1817 et 1818.....	——— de rentes inscrites au nom des princes de Salm et de Carignan.....	273,000 00	//	//	//	//	//	//	//	273,000	5,460,000	3
4	L. 24 juillet 1820.....	——— de rentes sur celles affectées au remboursement des créances algériennes.	41,658 00	//	//	//	//	//	//	//	41,658	833,160	4
5	Diverses décisions.....	——— de rentes par suite d'extinction d'usufruit.....	16,728 00	//	//	//	//	//	//	//	19,738	401,449	5
6	L. 17 avril 1822.....	——— de rentes pour déchéance encourue.....	29,914 00	//	//	3,010 00	//	//	//	//	29,914	598,280	6
7	L. 17 août 1828 et 29 janv. 1831, art. 13.....	——— de deux rentes appartenant à la Caisse du sceau des titres.....	120,690 00	//	//	//	//	//	//	//	120,690	2,413,800	7
8	L. 28 mai 1829.....	——— de rentes inscrites au nom de la Chambre des pairs.....	1,330,818 00	//	//	//	//	//	//	//	1,330,818	26,616,360	8
9	L. 11 avril 1832, art. 50.....	——— de rentes provenant de la dotation des invalides de la guerre.....	45,116 00	//	//	//	//	//	//	//	45,116	902,320	9
10	*Idem*.....	——— de rentes provenant de successions non réclamées des invalides de la guerre.	14,876 00	//	//	//	//	//	//	//	14,876	297,520	10
11	L. 29 juin 1835 et d^on du 17 juil. 1835	——— de rentes appartenant à la Caisse de vétérance de l'ancienne liste civile...	135,196 00	//	//	//	//	//	//	//	135,196	2,703,920	11
12	D^ons des 26 nov. 1833 et 7 nov. 1840.	——— de rentes appartenant à divers régiments.....	2,318 00	//	//	//	//	//	//	//	2,318	46,360	12
13	Diverses décisions.....	Extinction de majorats reversibles à l'État.....	116,002 00	//	//	//	//	//	//	//	310,025	6,631,662	13
14	D^ons des 20 nov. 1839 et 25 avr. 1840.	Rentes annulées comme indûment liquidées au profit des communes.....	1,312 00	//	//	194,023 00	//	//	//	//	1,312	26,240	14
15	D^on du 23 mai 1840.....	Annulation de rentes ayant fait partie de l'ancien domaine privé de l'emp^r Napoléon.	750 00	//	//	//	//	//	//	//	750	15,000	15
16	L. 24 mars 1841, art. 2.....	——— de rentes formant la dotation de l'Université de France.....	584,151 00	//	//	//	//	//	//	//	584,151	11,683,020	16
17	D^on du 8 mai 1841.....	——— d'une rente inscrite au nom du conseil d'adm^on du pénit^er m^re de S^t-Germain.	1,550 00	//	//	//	//	//	//	//	1,550	31,000	17
18	L. du 24 juillet 1843.....	——— de rentes inscrites au nom des commissions sanitaires de Caen et Hyères..	75 00	//	//	//	//	//	186	//	261	7,700	18
19	Année 1844.....	——— de rentes appartenant à une caisse particulière du roi Charles X.....	927 00	//	//	//	//	//	//	//	927	18,540	19
20	L. 19 juillet 1845, art. 10.....	——— de rentes inscrites au nom des maisons de force et de correction.....	285,992 00	//	//	//	//	//	//	//	285,992	5,719,840	20
21	D. 7 juillet 1848.....	——— de rentes des Caisses d'épargne par suite de la consolidation des livrets.	//	//	//	//	//	//	//	//	6,260	125,200	22
22	D. 17 novembre 1849.....	——— d'une rente appartenant à une caisse particulière du Ministère de la Marine.	6,260 00	//	//	//	//	8,035,211	//	//	8,035,211	200,880,275	21
23	L. 4 décembre 1849.....	——— de rentes provenant de la consolidation des réserves de l'amortissement..	//	//	//	//	//	//	//	//	46,441,087	1,420,582,733	23
24	D. 14 mars 1852.....	——— de rentes remboursées en exécution du décret du 14 mars 1852.....	3,685,592 51	//	//	//	//	15,294,420	31,146,667	//	3,685,592 510	73,711,850	24
25	*Idem*.....	Remboursement des portions non inscriptibles sur les rentes converties.....	//	//	//	//	//	//	//	//	206,432 180	4,587,381	25
26	D. 28 avril 1852.....	Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 échangées contre des rentes 3 p. 0/0.....	//	//	//	206,432 18	//	//	//	//	4,475,655 900	99,459,020	26
27	L. 9 juin 1853, art. 2.....	Rentes annulées au profit de l'État.....	//	//	//	4,475,655 90	//	//	//	//	189,358	4,452,400	27
28	L. 9 et 19 juin 1857 et 14 juil. 1860.	Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	//	//	//	167,358 00	//	//	22,000	//	11,942,315	398,077,167	28
29	L. 12 juin 1861.....	——— de rentes en exécution de la loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.	//	5,814,259	//	//	//	//	11,942,315	//	12,577,793	314,544,580	29
30	Arrêté du 9 juillet 1862.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825).....	//	//	10,742	1,608,765 00	627,689 00	266,827	4,249,571	//	298,283	6,638,512	30
31	L. 28 juin 1865 et 11 juillet 1866..	——— de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement.....	//	//	298,283	//	//	//	//	//	67,341,481	2,244,716,033	31
32	L. 2 août 1868. — D. 10 déc. 1868.	——— de rentes inscrites au compte spécial des emprunts mexicains.....	//	//	//	//	//	//	67,341,481	//	1,735,305	57,843,500	32
33	D^on 19 octobre 1875.....	——— d'une rente provenant d'un legs fait à l'État.....	//	//	//	//	//	//	1,735,305	//	16,427	365,044	33
34	L. 22 décembre 1880.....	——— d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	//	//	//	16,427 00	//	//	//	//	50	1,667	34
35	L. 27 novembre 1883.....	——— de rentes remboursées aux particuliers qui n'ont pas accepté la conversion.	//	4,767	//	//	//	//	50	//	4,767	95,340	35
36	L. 17 juin et 19 août 1887.....	——— de rentes ayant appartenu à la tontine Lafarge.....	//	//	//	//	//	//	//	//	245,555	5,456,778	36
37	D. des 8 mars et 6 mai 1888.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remb. en 1888 après leur conv. en rentes 3 p. 0/0.	//	//	//	245,555 00	//	//	//	//	194 922	6,498	37
38	D^ons 13 juil., 10 déc. 1888 et 15 janvier 1889.....	——— de rentes appartenant à la tontine Lafarge.....	//	//	//	//	//	//	804,212 452	//	804,212 452	26,807,082	38
39	L. 24 décembre 1890, art. 4.....	——— de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations.....	//	//	//	//	//	//	5,560,777	//	60,692	1,348,712	40
40	*Idem*.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires.....	//	//	//	//	60,692 00	//	//	//	1,555 555	44,444	41
41	D^on 3 avril 1894.....	——— de rentes 4 1/2 p. 0/0 remb. après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0..	//	//	//	//	//	//	16,500,000	//	16,500,000	550,000,000	42
42	Loi du 30 décembre 1900, art. 6.	——— de rentes 3 p. 0/0 cédées par la Caisse des dépôts et consignations.....	//	//	//	828 00	83 50	//	64,250 260	1,074	66,497 760	2,197,879	43
43	Diverses décisions.....	——— de rentes qui ont fait retour au domaine de l'État.....	//	263	//	//	//	//	174,608 282	//	174,608 282	5,820,277	44
44	//	Extinctions de dotations reversibles.....	//	//	//	1,439 00	//	//	5,401	//	27,112	617,451	45
45	//	Annulation de rentes pour divers motifs.....	20,272 00	//	//	//	//	//	//	60,374	60,374	1,724,971	46
46	L. 9 juillet 1902.....	——— 3 1/2 p. 0/0 remboursées aux particuliers n'ayant pas accepté la conversion.....	//	//									
		TOTAUX.....	8,006,095 51	5,819,288	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	139,547,018 916	63,003 555	184,948,786 561	5,695,718,158	
			13,825,383 51		7,916,922 58								
					184,948,786 561								

II. — RENTES ANNULÉES.

2° *Rentes annulées à la suite de conversions.*

ÉTAT E.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES ANNULATIONS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-18	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL des RENTES ANNULÉES.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 1er mai 1825	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	//	//	//	//	//	//	//	31,723,956 00	634,479,120	1
2	D. du 14 mars 1852	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	//	//	//	//	//	//	//	175,664,010 09	3,513,280,201	2
3	L. du 12 février 1862	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	586,277	133,033,310	//	1,635,823	//	//	135,255,410 00	3,010,219,730	3
4	L. du 27 avril 1883	Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o	//	340,182	//	//	//	//	//	//	340,182,317 00	6,803,646,340	4
5	L. du 7 novembre 1887	Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	37,186,901	//	446,096	//	//	37,632,997 00	837,527,977	5
6	L. du 17 janvier 1894	Rentes 4 1/2 p. o/o converties en rentes 3 1/2 p. o/o	//	//	//	//	305,479,583 80	//	//	//	305,479,583 80	6,788,435,195	6
7	L. du 9 juillet 1902	Rentes 3 1/2 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o	//	//	//	//	//	//	//	237,577,852,286	237,577,852 286	6,787,938,638	7
		TOTAUX	207,387,966 09	340,182	586,277	170,220,211	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852,286	1,263,516,126 176	28,375,527,201	
			547,570,283 09		476,286,071 80								
					1,263,516,126 176								

3° *Rentes rachetées à la Bourse.*

ÉTAT F.

NUMÉROS D'ORDRE.	DATES DES LOIS ET DÉCRETS.	MOTIFS DES RACHATS.	FONDS 5 p. o/o. Ancien.	FONDS 5 p. o/o. 1871-187	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1825.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1852.	FONDS 4 1/2 p. o/o. 1883.	FONDS 4 p. o/o.	FONDS 3 p. o/o.	FONDS 3 1/2 p. o/o.	TOTAL DES RENTES rachetées.	COÛT DES RACHATS.	CAPITAL NOMINAL.	NUMÉROS D'ORDRE.
			francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	francs.	
1	L. du 26 juillet 1821, art. 7	Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire	492,196	//	1,096	//	//	4,902	62,343	//	560,537	10,433,088 05	12,068,925	1
2	L. du 1er mai 1825	Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement	44,540,978	//	138,366	1,247,921	//	838,738	41,056,347	//	87,822,350	1,786,799,499 81	2,311,139,286	2
		TOTAUX	45,033,174	//	139,462	1,247,921	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887	1,797,232,587 86	2,323,208,211	
			45,033,174		1,387,383									
					88,382,887									

RÉCAPITULATION DES RENTES ANNULÉES.

	5 P. 0/0. ANCIEN.	5 P. 0/0. 1871-187	4 1/2 P. 0/0. 1825.	4 1/2 P. 0/0. 1852.	4 1/2 P. 0/0. 1883.	4. P. 0/0.	3 P. 0/0.	3 1/2 P. 0/0.	TOTAL.	CAPITAL NOMINAL.
	fr. c.	francs.	francs.	fr. c.	fr c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1° Rentes qui ont fait retour à l'État	8,006,095 51	5,819,2	309,025	6,919,433 08	688,464 50	23,596,458	139,547,018 916	63,003 555	184,948,786 561	5,695,718,158
2° Rentes annulées à la suite de conversions	207,387,966 09	340,182,3	586,277	170,220,211 00	305,479,583 80	2,081,919	//	237,577,852 286	1,263,516,126 176	28,375,527,201
3° Rentes rachetées à la Bourse	45,033,174 00	//	139,462	1,247,921 00	//	843,640	41,118,690	//	88,382,887 739	2,323,208,211
TOTAUX	260,427,235 60	346,001,4	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	26,522,017	180,665,708 916	237,640,855 841	1,536,847,799 737	36,394,453,570
	606,428,840 60		485,590,377 38							
			1,536,847,799 737							

III. RÉCAPITULATIO GÉNÉRALE.

FONDS.	RENTES CRÉÉES.		RENTES ANNULÉES.		MONTANT DES RENTES EXISTANT AU 1er JANVIER 1905.		OBSERVATIONS.
	MONTANT des rentes créées.	MONTANT du capital nominal.	MONTANT des rentes annulées.	MONTANT du capital nominal.	Montant des rentes au 1er janvier 1905.	Montant du capital nominal au 1er janvier 1905.	
		francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
Rentes 5 p. o/o (ancien fonds)	260,427,235f 600	5,208,544,710	260,427,235 600	5,208,544,710	"	"	
—— 5 p. o/o (1871-1872)	346,001,605 000	6,920,032,100	346,001,605 000	6,920,032,100	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1825)	1,034,764 000	22,994,756	1,034,764 000	22,994,756	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1852)	178,387,565 080	3,964,168,112	178,387,565 080	3,964,168,112	"	"	
—— 4 1/2 p. o/o (1883)	306,168,048 300	6,803,734,407	306,168,048 300	6,803,734,407	"	"	
—— 4 p. o/o	26,522,017 000	663,050,425	26,522,017 000	663,050,425	"	"	
—— 3 p. o/o	847,318,845 024	28,243,961,534	180,665,708 916	6,022,190,322	666,653,136f 108	(A) 22,221,771,212	(A) Cette somme diffère de celle de 22,221,760,644 francs (Voir page 14) de 10,568 francs correspondants au capital de la rente de 317 francs restant à inscrire (Émission de 1901).
—— 3 1/2 p. o/o	237,640,855 841	6,789,738,738	237,640,855 841	6,789,738,738	"	"	
TOTAUX	2,203,500,935 845	58,616,224,782	1,536,847,799 737	36,394,453,570	666,653,136 108	22,221,771,212	

IV. RÉSULTAT DES CONVERSIONS.

DATES des lois et décrets.	NATURE DES CONVERSIONS.	ANCIENNES RENTES.	NOUVELLES RENTES.	ÉCONOMIE EN RENTES résultant de la conversion.	CAPITAL NOMINAL des anciennes rentes.	CAPITAL NOMINAL des nouvelles rentes.	AUGMENTATION DU CAPITAL nominal.	BÉNÉFICE EN CAPITAL réalisé par le Trésor.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	fr. c.	
Loi du 1er mai 1825	Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 3 p. o/o et 4 1/2 p. o/o	31,723,956 00	25,493,799 000	6,230,157 000	634,479,120	838,295,922	203,816,802	"	
Décret du 14 mars 1852	——— 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o	175,664,010 09	158,097,609 080	17,566,401 010	3,513,280,201	3,513,280,201	"	"	
Loi du 12 février 1862	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 o/o	135,255,410 00	135,255,410 000	"	3,010,219,730	4,508,513,666	1,498,293,936	160,834,721 70	
Loi du 27 novembre 1883	——— 5 o/o p. en rentes 4 1/2 p. o/o	340,182,317 00	306,164,085 300	34,018,231 700	6,803,646,340	6,803,646,340	"	"	
Loi du 7 novembre 1887	——— 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o	37,632,997 00	37,632,997 000	"	837,527,977	1,254,433,233	416,905,256	174,100,219 00	
Loi du 17 janvier 1894	——— 4 1/2 p. o/o en rentes 3 1/2 p. o/o	305,479,583 80	237,595,231 841	67,884,351 959	6,788,435,195	6,788,435,195	"	"	
Loi du 9 juillet 1902	——— 3 1/2 p. o/o en rent s 3 p. o/o	237,577,852 286	203,638,159 102	33,939,693 184	6,787,938,638	6,787,938,638	"	"	
	TOTAUX	1,263,516,126 176	1,103,877,291 323	159,638,834 853	28,375,527,201	30,494,543,195	2,119,015,994	334,934,940 70	

V. — MOUVEMENT ET SITUATION DES RENTES 3 P. 0/0.

ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À L'ANNÉE 1904.

Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 5 p. o/o. (Loi du 1er mai 1825.)		24,459,035f 00c
Rentes appliquées à l'indemnité des émigrés. (Loi du 27 avril 1825.) (Voir page 449 du compte de 1843.)		25,995,310 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, aux termes de l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, jusqu'au mois de juillet 1848. (Voir page 455 du compte de 1848.)		22,971,814 00
Rentes remises à la Caisse d'amortissement pour la consolidation de ses réserves, postérieurement au mois de juillet 1848.		91,862,936 00
Emprunt de 150 millions. (Loi du 25 juin 1841.) (Voir, pour le développement, page 427 du compte de 1845.)		5,730,659 00
Emprunt de 200 millions. (Loi du 25 juin 1841 et ordonnance du 9 novembre 1844.) (Voir page 445 du compte de 1847.)		7,079,646 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 8 août 1847 et ordonnance du 9 octobre 1847.) Inscription réduite à		2,569,413 00
Rentes inscrites pour la consolidation des bons du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848.)		13,541,574 00
Rentes inscrites pour compensation aux porteurs de bons du Trésor. (Loi du 21 novembre 1848.)		2,152,786 00
Consolidation de fonds placés au Trésor par les communes et établissements publics. (Décret du 29 juillet 1848.)		11,869 00
Rentes émises en échange de 4,475,655 fr. 90 de rentes 4 1/2 p. o/o, conformément au décret du 27 avril 1852		4,403,436 00
Emprunt de 250 millions. (Loi du 11 mars 1854.)		7,159,590 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 31 décembre 1854.)		15,857,530 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 11 juillet 1855.)		31,699,740 00
Rentes inscrites au nom des héritiers de la reine des Belges et des princesses de la maison d'Orléans. (Loi du 10 juillet 1856.)		600,000 00
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.)		441,176 00
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Lois des 26 avril 1855 et 19 juin 1857.)		7,942,315 00
Emprunt de 500 millions. (Loi du 2 mai 1859.)		25,199,660 00
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857, decret du 28 novembre 1859.)		4,000,000 00
Rentes provenant de la conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.) (A)		135,255,410 00
Rentes émises en échange de 604,626 obligations converties. (Loi du 12 février 1862.)		12,092,520 00
Emprunt de 300 millions. (Loi du 30 décembre 1863.)		14,249,339 00
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.)		19,514,315 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 1er de l'arrêté ministériel du 5 février 1869 (B)		4,000,001 00
Conversion des emprunts mexicains... Art. 2 du même arrêté		1,701,605 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.)		39,830,306 00
Rente destinée à remplacer les inscriptions de même somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.)		350,000 00
Consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		1,879,699 00
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886.)		18,947,368 00
Rentes provenant de la conversion des rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o (Loi et décret du 7 novembre 1887) :		
Le montant des rentes 4 1/2 p. o/o à convertir était de 33,683,385 francs, ce qui, à raison de 0 fr. 833 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 1/2 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	28,058,259f 705(C)	
Le montant des rentes 4 p. o/o à convertir était de 345,817 francs, ce qui, à raison de 0f 937 de rente 3 p. o/o pour 1 franc de rente 4 p. o/o, donne, en rentes 3 p. o/o, une somme de	324,030 529	28,382,290 234
Conversion des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o. Souscriptions privilégiées, rentes négociées ou remises à divers. (Loi et décret du 7 novembre 1887.)		9,250,901 688
Émission de rentes autorisée par la loi du 24 décembre 1890 et les décret et arrêté du 2 janvier 1891		28,184,376 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o	203,638,159 102	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations. Loi du 11 décembre 1902	15,256,172 00	226,843,875 102
Émission 1901	7,949,544 00	
TOTAL des accroissements		847,318,389 024
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1904 :		
Émission 1901		139 00
TOTAL des rentes inscrites (à reporter)		847,318,528 024

(A) Rentes 4 1/2 p. o/o (1825) 586,277f 00c
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852) 133,033,310 00 = 133,619,587f 00c
Rentes 4 p. o/o 1,635,823 00
TOTAL ÉGAL 135,255,410 00

(B) Voir le Compte général des finances de 1883, page 871.

(C) Ce chiffre excède de 194 fr. 922 le montant des rentes définitivement converties d'office, qui n'est que de 28,382,095 fr. 312. L'explication de la différence dont il s'agit a été donnée au Compte général des finances de 1888, pages 778 et 787. En outre, la somme de 194 fr. 922 figure ci-après parmi les décroissements.

Report		847,318,528f 024

DÉCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1904.

Rentes annulées au profit de l'État pour erreurs de liquidation et pour divers motifs		2,909f 00c
Rentes rachetées par la Caisse d'amortissement, du 22 juin 1825 au 22 juin 1830, et annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mai 1825		16,003,286 00
Rentes rachetées avec les fonds libres de l'ancien domaine extraordinaire. (Loi du 26 juillet 1821.)		62,343 00
Rentes provenant de la commission sanitaire d'Hyères. (Art. 9 de la loi du 24 juillet 1843.)		186 00
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Lois des 4 décembre 1849, 28 juin 1865 et 11 juillet 1866.) (A)		123,541,209 00
Rentes annulées en exécution de la loi du 12 juin 1861 sur la Caisse des retraites pour la vieillesse (B)		4,249,571 00
Rentes annulées en exécution de l'article 2 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles		22,000 00
Rachat du palais de l'Industrie		2,492 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Loi du 9 juin 1857		4,000,000 00
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement. (Rentes provenant de rachats effectués directement.) Lois des 17 juin 1857 et 14 juillet 1860		7,942,315 00
Extinctions de dotations réversibles		157,656 74
Rente annulée en vertu de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 février 1869. (Report au compte spécial des emprunts mexicains.)		1,735,304 00
Rente annulée. (Conversion des emprunts mexicains.)		1 00
Annulation de rentes au nom du domaine de l'État. (Décisions ministérielles des 14 décembre 1877, 14 mai 1878, 1er juillet 1881, 30 mai, 28 juillet, 20 octobre 1882, 20 juin 1881, 25 novembre 1884, 26 mai, 9 juin 1885, 9 juillet 1886, 17 juin 1887, 6 mars, 27 mai 1888, 5, 12, 23 juillet, 18 octobre 1889 et 6 juin 1890, 29 mai, 8 août et 22 septembre 1891, 13 mai 1892, 10 juin 1892, 19 mai 1893, 18 mai 1894, 9 avril, 17 mai, 13 septembre 1895, 13 août 1896, 29 mai, 11 et 25 octobre 1897, 13 juin 1898, 22 juin 1899, 3 juillet 19 novembre et 1er décembre 1900, 5 juin et 6 juillet 1901, 29 mars, 30 juin et 26 août 1902, 8 juillet et 11 août 1903.)		64,250 26
Annulation d'une rente qui avait été inscrite deux fois lors de la conversion de 1862. (Voir la contre-partie aux rentes 4 1/2 p. o/o (1852). — Compte général de 1887, page 731.)		50 00
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. o/o. (Décisions ministérielles des 6 mars et 8 mai 1888.)		194 922
Annulation de rentes appartenant à la tontine Lafarge. (Décision ministérielle des 13 juillet, 10 décembre 1888, 15 janvier 1889 et 5 juin 1896.)		804,212 452
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4)		5,560,777 00
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 déc. 1900, art. 6)		16,500,000 00
TOTAL		180,648,757 374

DÉCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1904.

Extinction de dotations reversibles. (Décision ministérielle du 30 janvier 1904.)		16,951 542
TOTAL GÉNÉRAL des décroissements	180,665,708 916	180,665,708 916
RESTE, pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1905		666,652,819 108
Nombre d'inscriptions	4,560,687	

(A) Rentes provenant : 1° De la consolidation des réserves de l'amortissement 114,834,750f 00c
2° De rachats effectués directement par la Caisse d'amortissement 8,706,459 00
TOTAL ÉGAL 123,541,209 00

(B) Pour le développement par année, voir le Compte général des finances de 1883, page 1041.

VI. — *État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixte et au porteur 3 p. 0/0 inscrites au 1er janvier 1905.*

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.			OBSERVATIONS.
	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES		TOTAL GÉNÉRAL.	
	mixtes.	au porteur.		mixtes.	au porteur.		
				francs.	francs.	francs.	
2 francs	4,137	65,985	70,122	8,274	131,970	140,244	
3	2,593	117,800	120,393	7,779	353,400	361,179	
4	3,424	73,589	77,013	13,696	294,356	308,052	
5	7,006	242,582	249,588	35,030	1,212,910	1,247,940	
6	8,248	192,749	290,997	49,488	1,156,494	1,205,982	
7	3,112	92,291	95,403	21,784	646,037	667,821	
8	3,416	82,179	85,595	27,328	657,432	684,760	
9	3,310	98,401	101,711	29,790	885,609	915,399	
10	7,970	236,893	244,863	79,700	2,368,930	2,448,630	
20	18,775	403,514	422,289	375,500	8,070,280	8,445,780	
30	29,443	582,328	611,771	883,290	17,469,840	18,353,130	
50	16,395	301,237	317,632	819,750	15,061,850	15,881,600	
100	12,365	264,789	277,154	1,236,500	26,478,900	27,715,400	
200	6,580	124,331	130,911	1,316,000	24,866,200	26,182,200	
300	4,415	83,951	88,366	1,324,500	25,185,300	26,509,800	
500	2,172	39,034	41,206	1,086,000	19,517,000	20,603,000	
1,000	1,741	21,966	23,707	1,741,000	21,966,000	23,707,000	
1,500	429	6,976	7,405	643,500	10,464,000	11,107,500	
3,000	662	9,350	10,012	1,986,000	28,050,000	30,036,000	
TOTAUX	136,193	3,039,945	3,176,138	11,684,909	204,836,508	216,521,417	

VII. — *État indiquant le classement des rentes, par catégori d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904.*

I. — RELEVÉ GÉNÉRAL DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIO DE RENTES DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES (a).						MONTANT DES RENTES (a).					
	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS de rentes nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3).	au porteur. (4).		directes. (1)	départementales. (2)		mixtes. (3)	au porteur. (4)	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
31 décembre 1885	1,092,088	131,967	1,224,055	218,818	2,474,267	3,917,110	404,945,083	45,228,543	450,173,626	26,840,983	229,443,429	706,458,038
——— 1886	1,088,001	133,042	1,221,043	219,544	2,617,305	4,057,892	422,786,825	45,774,876	468,561,701	26,625,146	239,922,431	735,109,278
——— 1887	998,152	132,293	1,130,425	223,313	2,863,485	4,217,223	416,365,306	46,362,776	462,728,082	26,576,230	241,634,807	730,939,119
——— 1888	1,004,993	136,792	1,141,785	223,581	2,852,202	4,217,568	426,142,312	46,884,347	473,026,659	26,585,319	239,820,575	739,432,554
——— 1889	1,005,935	137,139	1,143,074	219,937	2,806,454	4,169,465	429,940,641	47,564,079	477,504,720	25,821,357	236,070,928	739,397,005
——— 1890	992,061	138,483	1,130,544	215,061	2,746,842	4,092,447	437,078,091	47,824,583	484,902,674	25,221,017	229,271,717	739,395,408
——— 1891	996,184	141,146	1,137,330	212,781	2,739,516	4,089,627	435,618,968	48,077,261	483,696,229	25,620,570	225,513,517	733,830,316
——— 1892	1,007,315	143,750	1,151,065	207,150	2,757,382	4,115,597	458,521,868	48,610,624	507,132,492	24,118,978	230,717,877	761,960,347
——— 1893	960,458	146,646	1,107,104	198,327	2,714,819	4,020,250	461,057,354	49,107,869	510,165,223	23,080,193	228,762,562	762,007,978
——— 1894	988,697	147,978	1,136,675	204,582	2,701,809	4,043,066	425,163,482	49,843,083	475,006,565	20,121,599	198,978,231	694,106,395
——— 1895	965,439	150,902	1,116,341	202,203	2,755,166	4,073,710	420,783,223	50,316,392	471,099,615	19,643,270	203,359,895	694,102,780
——— 1896	970,333	153,111	1,123,444	195,290	2,806,853	4,125,587	418,182,869	50,911,108	469,093,077	18,733,985	206,202,350	694,030,312
——— 1897	993,603	137,464	1,131,067	188,455	2,805,691	4,125,213	432,154,631	39,383,496	471,537,527	18,201,741	204,290,080	694,029,348
——— 1898	1,019,169	121,193	1,140,362	181,846	2,850,148	4,172,356	437,885,207	33,435,682	471,320,889	17,647,331	205,060,631	694,028,851
——— 1899	1,050,056	107,909	1,157,965	176,642	2,887,770	4,222,377	443,028,075	28,886,658	471,914,733	17,071,496	205,019,346	694,005,775
——— 1900	1,087,821	95,829	1,183,650	171,507	2,982,979	4,338,136	445,967,905	25,262,631	471,230,536	16,048,148	206,713,009	693,991,693
——— 1901	1,180,634	84,564	1,265,198	164,580	3,007,838	4,437,616	434,441,807	21,954,604	456,396,411	15,083,372	206,007,622	677,487,405
——— 1902	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
——— 1903	1,369,738	47,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
——— 1904	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820

(a) Pour les rentes 3 p. 0/0 amortissables, voir le tableau de la page 77.
(1) Loi du 24 août 1793.
(2) Loi du 14 avril 1819.
(3) Décret du 18 juin 1864.
(4) Ordonnances royales du 29 avril et 10 mai 1831.

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.					MONTANT DES RENTES.				
	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.	RENTES				TOTAL GÉNÉRAL.
	(a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.		(a) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
1. — Inscriptions nominatives directes. (Loi du 24 août 1793.)										
31 décembre 1885.	454,323	90,856	596	546,313	1,092,088	147,907,237	26,882,086	377,372	229,778,388	404,945,083
——— 1886.	445,962	89,448	623	551,968	1,088,001	146,488,032	26,089,457	369,326	249,840,010	422,786,825
——— 1887.	382,613	//	//	615,519	998,132	145,516,137	//	//	270,849,169	416,365,306
——— 1888.	379,372	//	//	625,621	1,004,993	146,150,221	//	//	279,992,091	426,142,312
——— 1889.	383,782	//	//	622,153	1,005,935	148,392,548	//	//	281,548,093	429,940,641
——— 1890.	375,634	//	//	616,427	992,061	150,745,587	//	//	286,332,504	437,078,091
——— 1891.	367,915	//	//	628,269	996,184	153,954,093	//	//	281,664,875	435,618,968
——— 1892.	352,552	//	//	654,763	1,007,315	158,902,251	//	//	299,619,617	458,521,868
——— 1893.	328,132	//	//	632,326	960,458	165,026,090	//	//	296,031,264	461,057,354
——— 1894.	322,926	//	//	665,771	988,697	128,190,813	//	//	296,972,669	425,163,482
——— 1895.	323 121	//	//	642,318	965,439	126,407,586	//	//	294,375,637	420,783,223
——— 1896.	321,429	//	//	648,904	970,333	124,587,326	//	//	293,595,543	418,182,869
——— 1897.	322,923	//	//	670,680	993,603	125,420,662	//	//	306,733,369	432,154,031
——— 1898.	323,282	//	//	695,887	1,019,169	125,836,816	//	//	312,048,391	437,885,207
——— 1899.	323,889	//	//	726,167	1,050,056	127,702,151	//	//	315,325,924	443,028,075
——— 1900.	324,701	//	//	763,120	1,087,821	128,301,516	//	//	317,666,389	445,967,905
——— 1901.	321,143	//	//	859,491	1,180,634	129,775,246	//	//	304,666,561	434,441,807
——— 1902.	//	//	//	1,104,077	1,104,077	//	//	//	459,254,132	459,254,132
——— 1903.	//	//	//	1,369,738	1,369,738	//	//	//	438,400,084	438,400,084
——— 1904.	//	//	//	1,355,136	1,355,136	//	//	//	443,488,266	443,488,266
2. — Inscriptions nominatives départementales. (Loi du 14 avril 1819.)										
31 décembre 1885.	//	5,582	29	126,356	131,967	//	1,220,926	11,874	43,995,743	45,228,543
——— 1886.	//	5,428	27	127,587	133,042	//	1,206,357	11,410	44,557,109	45,774,876
——— 1887.	//	//	//	132,293	132,293	//	//	//	46,362,776	46,362,776
——— 1888.	//	//	//	136,792	136,792	//	//	//	46,884,347	46,884,347
——— 1889.	//	//	//	137,139	137,139	//	//	//	47,564,079	47,564,079
——— 1890.	//	//	//	138,483	138,483	//	//	//	47,824,583	47,824,583
——— 1891.	//	//	//	141,146	141,146	//	//	//	48,077,261	48,077,261
——— 1892.	//	//	//	143,750	143,750	//	//	//	48,610,624	48,610,624
——— 1893.	//	//	//	146,646	146,646	//	//	//	49,107,869	49,107,869
——— 1894.	//	//	//	147,978	147,978	//	//	//	49,843,083	49,843,083
——— 1895.	//	//	//	150,902	150,902	//	//	//	50,316,392	50,316,392
——— 1896.	//	//	//	153,111	153,111	//	//	//	50,911,108	50,911,108
——— 1897.	//	//	//	137,464	137,464	//	//	//	39,383,496	39,383,496
——— 1898.	//	//	//	121,193	121,193	//	//	//	33,435,682	33,435,682
——— 1899.	//	//	//	107,909	107,909	//	//	//	28,886,658	28,886,658
——— 1900.	//	//	//	95,829	95,829	//	//	//	25,262,631	25,262,631
——— 1901.	//	//	//	84,564	84,564	//	//	//	21,954,604	21,954,604
——— 1902.	//	//	//	67,401	67,401	//	//	//	16,925,003	16,925,003
——— 1903.	//	//	//	47,170	47,170	//	//	//	11,650,547	11,650,547
——— 1904.	//	//	//	29,413	29,413	//	//	//	6,643,137	6,643,137

(a) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 (1883) à partir de 1883 et au fonds de 3 1/2 à partir de 1894.

(a) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégorie d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904.*

II. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES DIVERSES CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DÉVELOPPÉ PAR NATURE DE RENTES, DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904. (Suite.)

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
3. — Total des inscriptions nominatives. (Articles nos 1 et 2.)										
31 décembre 1885.	454,323	96,438	625	672,669	1,224,055	147,907,237	28,103,012	389,246	273,774,131	450,173,626
1886.	445,962	94,876	650	679,555	1,221,043	146,488,032	27,295,814	380,736	294,397,119	468,561,701
1887.	82,613	//	//	747,812	1,130,425	145,516,137	//	//	317,211,945	462,728,082
1888.	379,372	//	//	762,413	1,141,785	146,150,221	//	//	326,876,438	473,026,659
1889.	383,782	//	//	759,292	1,143,074	148,392,548	//	//	329,112,172	477,504,720
1890.	375,634	//	//	754,910	1,130,544	150,745,587	//	//	334,157,087	484,902,674
1891.	367,915	//	//	769,415	1,137,330	153,954,093	//	//	329,742,136	483,696,229
1892.	352,552	//	//	798,513	1,151,065	158,902,251	//	//	348,230,241	507,132,492
1893.	328,132	//	//	778,972	1,107,104	165,026,090	//	//	345,139,133	510,165,223
1894.	322,926	//	//	813,749	1,136,675	128,190,813	//	//	346,815,752	475,006,565
1895.	323,121	//	//	793,220	1,116,341	126,407,586	//	//	344,692,029	471,099,615
1896.	321,429	//	//	802,015	1,123,444	124,587,326	//	//	344,506,651	469,093,977
1897.	322,923	//	//	808,144	1,131,067	125,420,662	//	//	346,116,865	471,537,527
1898.	323,282	//	//	695,887	1,019,169	125,836,816	//	//	312,048,391	437,885,207
1899.	323,889	//	//	726,167	1,050,056	127,702,151	//	//	315,325,924	443,028,075
1900.	324,701	//	//	763,120	1,087,821	128,301,516	//	//	317,666,389	445,967,905
1901.	321,143	//	//	859,491	1,180,634	129,775,246	//	//	304,666,561	434,441,807
1902.	//	//	//	1,104,077	1,104,077	//	//	//	459,254,132	459,254,132
1903.	//	//	//	1,369,738	1,369,738	//	//	//	438,400,084	438,400,084
1904.	//	//	//	1,355,136	1,355,136	//	//	//	443,488,266	443,488,266
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.)										
31 décembre 1885.	133,050	//	//	85,768	218,818	14,898,302	//	//	11,942,681	26,840,983
1886.	133,927	//	//	85,617	219,544	14,760,219	//	//	11,864,927	26,625,146
1887.	134,847	//	//	88,466	223,313	14,508 059	//	//	12,068,171	26,576,230

(A) Les chiffres portés dans cette colonne se rapportent au fonds 4 1/2 p. 0/0 à partir de 1883 et au fonds 3 1/2 p. 0/0 à partir de 1894.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.	MONTANT DES RENTES. RENTES (A) 5 p. 0/0 4 1/2 p. 0/0 (1883) et 3 1/2 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 (1852).	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	TOTAL GÉNÉRAL.
						francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
4. — Inscriptions mixtes. (Décret du 18 juin 1864.) (Suite.)										
31 décembre 1888.	133,550	//	//	90,031	223,581	14,439,054	//	//	12,146,265	26,585,319
1889.	131,091	//	//	88,846	219,937	13,999,595	//	//	11,821,762	25,821,357
1890.	127,543	//	//	87,518	215,061	13,555,527	//	//	11,665,490	25,221,017
1891.	123,775	//	//	89,006	212,781	13,232,053	//	//	11,388,517	24,620,570
1892.	116,487	//	//	90,663	207,150	12,696,648	//	//	11,422,330	24,118,978
1893.	102,827	//	//	95,500	198,327	11,585,664	//	//	11,494,529	23,080,013
1894.	108,707	//	//	95,875	204,582	9,008,039	//	//	11,113,560	20,121,599
1895.	107,085	//	//	95,118	202,203	8,856,741	//	//	10,786,529	19,643,270
1896.	103,819	//	//	91,471	195,290	8,369,301	//	//	10,364,684	18,733,985
1897.	100,833	//	//	87,622	188,455	8,330,425	//	//	9,871,316	18,201,741
1898.	97,205	//	//	84,641	181,846	8,087,386	//	//	9.559,945	17,647,331
1899.	94,266	//	//	82,376	176,642	7,860.035	//	//	9,211,461	17,071.496
1900.	91,018	//	//	80,489	171,507	7,233,939	//	//	8,814,209	16,048,148
1901.	86,989	//	//	77,591	164,580	6,832,422	//	//	8,250,950	15,083,372
1902.	//	//	//	112,415	112,415	//	//	//	11,104,720	11,104,720
1903.	//	//	//	141,007	141,007	//	//	//	12,247,016	12,247,016
1904.	//	//	//	136,193	136,193	//	//	//	11,684,909	11,684,909
5. — Inscriptions au porteur. (Ordonnances royales des 29 avril et 10 mai 1831.)										
31 décembre 1885.	1,561,453	96,847	560	815,321	2,474,327	142,734,820	8,721,230	56,850	77.321,539	229,443,429
1886.	1,628,819	103,630	616	884,193	2,617,305	144,292,108	9,330,220	65,360	85.428,243	239,922,431
1887.	1,755,539	//	//	1,107,946	2,863,485	145,516,163	10,136,720	//	96,118,644	241,634,807
1888.	1,675,323	//	//	1,176,879	2,852,202	144,951,027	//	//	94,869,548	239,820,575
1889.	1,662,587	//	//	1,143,867	2,806,454	143,148,142	//	//	92,922,786	236,070,928
1890.	1,636,769	//	//	1,110,073	2,746,842	141,239 162	//	//	88,032,555	229,271,717
1891.	1,598,972	//	//	1,140,544	2,739,516	138,354,130	//	//	87,159,387	225,513,517
1892.	1,491,628	//	//	1,265,754	2,757,382	133,941,377	//	//	96,776,500	230,717,877
1893.	1,369,105	//	//	1,345,714	2,714,819	128,928,522	//	//	99,834,040	228,762,562
1894.	1,368,787	//	//	1,333,022	2,701,809	100,440,330	//	//	98,537,901	198,978,231
1895.	1,393,282	//	//	1,361.884	2,755,166	102,374,078	//	//	100.985,817	203,359,895
1896.	1,442,838	//	//	1,364,015	2,806,853	104,681,771	//	//	101,520,579	206,202,350
1897.	1,473,019	//	//	1,332,672	2,805,691	103,887,308	//	//	100,402,772	204,290,080
1898.	1,489,730	//	//	1,360,418	2,850,148	103,714,193	//	//	101,346,438	205,060,631
1899.	1,461,598	//	//	1,426,172	2,887,770	102,076,188	//	//	102,943,358	205,019,546
1900.	1,484,862	//	//	1,498,117	2,982,979	102,102,812	//	//	104,610,197	206,713,009
1901.	1,472,655	//	//	1,535,183	3,007,838	101,030,578	//	//	104,977,044	206,007,622
1902.	//	//	//	2,445,894	2,445,894	//	//	//	179,393,096	179,393,096
1903.	//	//	//	2,944,373	2,944,373	//	//	//	204,371,985	204,371,985
1904.	//	//	//	3,039,945	3,039,945	//	//	//	204,836,508	204,836,508

(A) Voir la note de la page ci-contre.

Suite de l'*État indiquant le classement des rentes, par catégories*

III. — RELEVÉ DE LA SITUATION DES RENTES DÉVELOPPÉ P

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 5 P. 0/0, 4 1/2 P. 0/0 (1883) ET 3 1/2 P. 0/0 (a).												
31 déc. 1885.	454,323	//	454,323	133,050	1,561,453	2,148,826	147,907,237	//	147,907,237	14,898,302	142,734,820	305,540,35
—— 1886.	445,962	//	445,962	133,927	1,628,819	2,208,708	146,488,032	//	146,488,032	14,760,219	144,292,108	305,540,35
—— 1887.	382,613	//	382,613	134,847	1,755,539	2,272,299	145,516,137	//	145,516,137	14,508,059	145,516,163	305,540,33
—— 1888.	379,372	//	379,372	133,550	1,675,323	2,188,245	146,150,221	//	146,150,221	14,439,054	144,951,027	305,540,30
—— 1889.	383,782	//	383,782	131,091	1,662,587	2,177,460	148,392,548	//	148,392,548	13,999,595	143,148,142	305,540,28
—— 1890.	375,634	//	375,634	127,543	1,636,769	2,139,946	150,745,587	//	150,745,587	13,555,527	141,239,162	305,540,27
—— 1891.	367,915	//	367,915	123,775	1,598,972	2,090,062	153,954,093	//	153,954,093	13,232,053	138,354,130	305,540,27
—— 1892.	352,552	//	352,552	116,487	1,491,628	1,960,667	158,902,251	//	158,902,251	12,696,648	133,941,377	305,540,27
—— 1893.	328,132	//	328,132	102,827	1,369,105	1,800,064	165,026,090	//	165,026,090	11,585,664	128,928,522	305,540,27
—— 1894.	322,926	//	322,926	108,707	1,368,787	1,800,420	128,190,813	//	128,190,813	9,008,039	100,440,330	237,639,18
—— 1895.	323,121	//	323,121	107,085	1,393,282	1,823,488	126,407,586	//	126,407,586	8,856,741	102,374,078	237,638,40
—— 1896.	321,429	//	321,429	103,819	1,442,838	1,868,086	124,587,326	//	124,587,326	8,369,301	104,681,771	237,638,39
—— 1897.	322,923	//	322,923	100,833	1,473,019	1,896,775	125,420,662	//	125,420,662	8,330,425	103,887,308	237,638,39
—— 1898.	323,282	//	323,282	97,205	1,489,730	1,910,217	125,836,816	//	125,836,816	8,087,386	103,714,193	237,638,39
—— 1899.	323,889	//	323,889	94,266	1,461,598	1,879,753	127,702,151	//	127,702,151	7,860,035	102,076,188	237,638,37
—— 1900.	324,701	//	324,701	91,018	1,484,862	1,900,581	128,301,516	//	128,301,516	7,333,939	102,102,812	237,638,26
—— 1901.	321,143	//	321,143	86,989	1,472,655	1,880,787	129,775,246	//	129,775,246	6,832,422	101,030,578	237,638,24
—— 1902.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1903.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
—— 1904.	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//

(a) Le nouveau fonds de rentes 5 p. 0/0 a pour origine les emprunts contractés en 1871 et 1872. Ce fonds a été converti en rentes 4 1/2 p. 0/0 à compter du 3 août 1883 ce fonds a été converti en rentes 3 1/2 p. 0/0 à compter du 16 février 1894 et ce dernier converti en 3 p. 0/0 (loi du 9 juillet 1902.)

d'inscriptions, pour chaque nature de Fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904.

CATÉGORIES D'INSCRIPTIONS, DU 31 DÉCEMBRE 1885 AU 31 DÉCEMBRE 1904.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.						MONTANT DES RENTES.					
	INSCRIPTIONS nominatives		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.	INSCRIPTIONS NOMINATIVES		TOTAL pour les inscriptions nominatives.	INSCRIPTIONS		TOTAL GÉNÉRAL.
	directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.		directes.	départementales.		mixtes.	au porteur.	
							francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
RENTES 3 P. 0/0.												
31 déc. 1885.	546,313	126,356	672,669	85,768	815,321	1,573,758	229,778,388	43,995,743	273,774,131	11,942,681	77,321,539	363,038,351
—— 1886.	551,968	127,587	679,555	85,617	884,193	1,649,365	249,840,010	44,557,109	294,397,119	11,864,927	85,428,243	391,690,289
—— 1887.	615,519	132,293	747,812	88,466	1,107,946	1,944,224	270,849,169	46,362,776	317,211,945	12,068,171	96,118,644	425,398,760
—— 1888.	625,621	136,792	762,413	90,031	1,176,879	2,029,323	279,992,091	46,884,347	326,876,438	12,146,265	94,869,548	433,892,251
—— 1889.	622,153	137,139	759,292	88,846	1,143,867	1,992,005	281,548,093	47,564,079	329,112,172	11,821,762	92,922,786	433,856,720
—— 1890.	616,427	138,483	754,910	87,518	1,110,073	1,952,501	286,332,504	47,824,583	334,157,087	11,665,490	88,032,555	433,855,132
—— 1891.	628,269	141,146	769,415	89,006	1,140,544	1,998,965	281,664,875	48,077,261	329,742,136	11,388,517	87,159,387	428,290,040
—— 1892.	654,763	143,750	798,513	90,663	1,265,754	2,154,930	299,619,617	48,610,624	348,230,241	14,422,330	96,776,500	456,429,071
—— 1893.	632,326	146,646	778,972	95,500	1,345,714	2,220,186	296,031,264	49,107,869	345,139,133	11,494,529	99,834,040	456,467,702
—— 1894.	665,771	147,978	813,749	95,875	1,333,022	2,242,646	296,972,669	49,843,083	346,815,752	11,113,560	98,537,901	456,467,213
—— 1895.	642,318	150,902	793,220	95,118	1,361,884	2,250,222	294,375,637	50,316,392	344,692,029	10,786,529	100,985,817	456,464,375
—— 1896.	648,904	153,111	802,015	91,471	1,364,015	2,257,501	293,595,543	50,911,108	344,506,651	10,364,684	101,520,579	456,391,914
—— 1897.	670,680	137,464	808,144	87,622	1,332,672	2,228,438	306,733,369	39,383,496	346,116,865	9,871,316	100,402,772	456,390,953
—— 1898.	695,887	121,193	817,080	84,641	1,360,418	2,262,139	312,048,391	33,435,682	345,484,073	9,559,945	101,346,438	456,390,456
—— 1899.	726,167	107,909	834,076	82,376	1,426,172	2,342,624	315,325,924	28,886,658	344,212,582	9,211,461	102,943,358	456,367,401
—— 1900.	763,120	95,829	858,949	80,489	1,498,117	2,437,555	317,666,389	25,262,631	342,929,020	8,814,209	104,610,197	456,353,426
—— 1901.	859,491	84,564	944,055	77,591	1,535,183	2,556,829	304,666,561	21,954,604	326,621,165	8,250,950	104,977,044	439,849,159
—— 1902.	1,104,077	67,401	1,171,478	112,415	2,445,894	3,729,787	459,254,132	16,925,003	476,179,135	11,104,720	179,393,096	666,676,951
—— 1903.	1,369,738	41,170	1,416,908	141,007	2,944,273	4,502,188	438,400,084	11,650,547	450,050,631	12,247,016	204,371,985	666,669,632
—— 1904.	1,355,136	29,413	1,384,549	136,193	3,039,945	4,560,687	443,488,266	6,643,137	450,131,403	11,684,909	204,836,508	666,652,820

VIII. — *État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1904.*

RENTES INSCRITES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825.	1852.	1883.			
							francs.
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
1re période (1er avril 1814 ou 31 juillet 1830)...	39,693,976 00	1,034,764	"	"	"	"	47,505,695 00
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	63,323,383 00	"	"	"	"	"	2,948,650 00
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1851)..	29,934,964 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	1,341,123 00	"	160,818,541 08	"	"	"	240,322,650 00
Total.....	134,293,446 60	1,034,764	160,818,541 08	"	"	"	325,091,579 00
§ 2. — Rentes négociées.							
1re période (1er avril 1814 au 31 juillet 1830)...	95,938,669 00	"	"	"	"	3,134,950	"
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848).....	15,779,016 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,585 00
3e période (1er mars 1848 au 31 décembre 1870).	14,416,104 00	"	"	"	"	"	60 00
4e période (1er janvier 1852 au 31 décembre 1870).	"	"	17,566,230 00	"	"	"	142,462,332 36
Total.....	126,133,789 00	"	17,566,230 00	"	"	26,522,017	178,077,977 36
Total des rentes inscrites.....	260,427,235 60	1,034,764	178,384,771 08	"	"	26,522,017	503,169,556 36
5e période (du 1er janv. 1871 au 31 déc. 1904)...							
§ 1er. — Rentes remises à divers.							
Rentes inscrites pour l'indemnité coloniale.....	"	"	2,744f 00	"	"	"	"
Rentes inscrites au nom des héritiers des princesses de la maison d'Orléans.....	"	"	"	"	"	"	400,000 00
Rentes inscrites pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.).....	"	"	"	"	"	"	2,675 00
Conversion des emprunts mexicains. (Loi du 2 août 1868.).....	"	"	"	"	"	"	12,890 63
Rente destinée à remplacer les inscriptions disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873.).....	"	"	"	"	"	"	350,000 00
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1862.....	"	"	50 00	"	"	"	"
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Loi du 27 avril 1883.).....	"	"	"	306,164,085f30	"	"	"
Rentes 4 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion...	"	"	"	3,963 00	"	"	"
Consolidation des fonds des caisses d'épargne....	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00
Consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse.....	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.) ..	"	"	"	"	"	"	28,382,290 32
Emploi des fonds des caisses d'épargne. Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 7 novembre 1887.).....	"	"	"	"	"	"	6,000,000 00
Conversion des rentes 4 1/2 p. o/o (1883) en rentes 3 1/2 p. o/o. (Loi du 17 janvier 1894.).....	"	"	"	"	237,595,231f841	"	"
Rentes 3 1/2 p. o/o émises en représentation du capital des rentes 4 1/2 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.	"	"	"	"	45,624 000	"	"
Réinscription de rentes au nom de la caisse des dépôts et consignations.....	"	"	"	"	"	"	15,256,172 00
Conversion des rentes 3 1/2 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 9 juillet 1902).....	"	"	"	"	"	"	203,638,159 16
Total.....	"	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	269,079,779 97
§ 2. — Rentes négociées.							
Emprunt de 429 millions. (Loi du 1er août 1868.).	"	"	"	"	"	"	18,237 00
Emprunt de 750 millions. (Loi du 12 août 1870.).	"	"	"	"	"	"	16,718,626,00
Emprunt de 2 milliards. (Loi du 20 juin 1871.)	138,975,295f00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 3 milliards. (Loi du 20 juillet 1872.	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"
Emprunt de 500 millions. (Loi du 1er mai 1886.)	"	"	"	"	"	"	18,947,368 00
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852 en rentes 3 p. o/o. (Loi du 7 novembre 1887.).	"	"	"	"	"	"	3,250,901 63
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890.).	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901)...	"	"	"	"	"	"	7,950,000 00
Total.....	346,001,605 00	"	"	"	"	"	75,069,508 63
Total des rentes inscrites.....	346,001,605 00	"	2,794 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	344,149,288 60
Total des rentes inscrites au 31 déc. 1904.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024

RENTES ANNULÉES.	RENTES						
	5 p. o/o.	4 1/2 p. o/o.			3 1/2 p. o/o.	4 p. o/o.	3 p. o/o.
		1825.	1852.	1883.			
1re période (1er avril 1814 au 30 juillet 1830)..	35,177,914f 00c	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761
2e période (1er août 1830 au 1er mars 1848)...	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529
3e période (1er mars 1848 au 31 déc. 1851)...	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164
4e période (1er janvier 1852 au 31 déc. 1870).	183,659,317 60	895,302	140,837,039f08	"	"	1,925,815	88,175,587
Total.....	260,427,235 60	1,034,764	140,837,039 08	"	"	26,075,921	154,841,041
5e période (du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904).							
Extinction de majorats réversibles à l'État....	"	"	8,397f00	"	"	"	138,126f 282c
Rentes annulées pour divers motifs.....	"	"	245,555 00	"	"	"	812,128 374
Rentes annulées en exécution de l'article 12 de la loi du 28 mai 1853 sur les rentes viagères pour la vieillesse.....	5,814,259f 00c	"	"	627,689f00	"	"	2,759,365 000
Annulation de rentes appartenant au domaine de l'État.....	262 00	"	9,673 00	83 50	1,074f000	"	59,071 260
Rentes 5 p. o/o converties en rentes 4 1/2 p. o/o.	340,182,317 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 5 p. o/o remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	4,767 00	"	"	"	"	"	"
Annulation des rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	3,503,516 00	"	"	100,279	"
Rentes 4 et 4 1/2 p. o/o (1852) converties en rentes 3 p. o/o.....	"	"	33,683,385 00	"	"	345,817	"
Annulation de rentes appartenant à la Caisse des dépôts et consignations en vertu de la loi du 24 décembre 1890 (art. 4).....	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883) converties en rentes 3 1/2 p. o/o.....	"	"	"	305,540,275 80	"	"	"
Annulation de rentes 4 1/2 p. o/o (1883) s'élevant à 2,000 francs remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. o/o. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.).....	"	"	"	"	1,555 555	"	"
Annulation de rentes cédées par la Caisse des dépôts et consignations (loi du 30 déc. 1900).	"	"	"	"	"	"	16,500,000 000
Rentes 3 1/2 p. o/o converties en 3 p. o/o..	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"
Rentes remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion.....	"	"	"	"	60,374 000	"	"
Total des rentes annulées.....	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,824,667 916
Total des rentes annulées au 31 déc. 1904.	606,428,840 60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	180,665,708 916

Pour la nomenclature détaillée des rentes inscrites ou annulées antérieurement au 1er janvier 1871, voir le Compte général des finances, année 1856 (pages 456 à 458), année 1882 (pages 890 à 893), année 1883 (pages 892 à 897).

Tableau résumé des rentes inscrites et annulées depuis l'origine du Grand-Livre jusqu'au 31 décembre 1904.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RENTES EXISTANTES.
Rentes 5 p. o/o.....	606,428,840f 60c	606,428,840f 60c	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....	1,034,764 00	1,034,764 00	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1852).....	178,387,565 08	178,387,565 08	"
Rentes 4 1/2 p. o/o (1883).....	306,168,048 30	306,168,048 30	"
Rentes 4 p. o/o.....	26,522,017 00	26,522,017 00	"
Rentes 3 p. o/o.....	847,318,845 024	180,665,708 916	666,653,136 108
Rentes 3 1/2.....	237,640,855 841	237,640,855 841	"
Total.....	2,203,500,935 845	1,536,847,799 737	(A)666,653,136 108

Voir ci-après les tableaux détaillés par fonds et par périodes, pages 44 à 59.

(A) Ce chiffre surpasse celui des rentes inscrites au 1er janvier 1905 (page 14) de 317 francs somme égale au montant des rentes restant à inscrire à cette date sur les 7,950,000 francs émis en vertu de la loi du 6 décembre 1901.

Suite de l'*État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1904.*

TABLEAU PAR NATURE DE RENTES.

	RENTES INSCRITES.	RENTES ANNULÉES.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des émissions sur les annulations.	RÉSULTATS POUR CHAQUE PÉRIODE. Excédent des annulations sur les émissions.	OBSERVATIONS.
RENTES 5 P. 0/0.					
1er avril 1814	63,307,637f 00c	//	63,307,637f 00c	//	
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	135,632,645 00	35,177,914f 00c	100,454,731 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	15,794,762 00	32,807,539 00	//	17,012,777f 00c	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	44,351,068 60	8,782,465 00	35,568,603 60	//	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	1,341,123 00	183,659,317 60	//	182,318,194 60	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1883	346,001,605 00	346,001,605 00	//	//	
TOTAUX	606,428,840 60	606,428,840 60	199,330,971 60	199,330,971 60	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).					
Du 1er janvier 1883 au 31 décembre 1894	306,168,048f 30c	306,168,048 30	//	//	
TOTAUX	306,168,048 30	306,168,048 30	//	//	
RENTES 3 1/2 P. 0/0.					
Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1904	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
TOTAUX	237,640,855 841	237,640,855 841	//	//	
Rentes inscrites au 1er janvier 1905	.....	.....	//	//	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).					
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	2,794 00	37,450,526 00	//	37,447,732 00	
TOTAUX	178,387,565 08	178,387,565 08	37,447,732 00	37,447,732 00	
RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	//	1,096 00	//	1,096 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	131,298 00	//	131,298 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	//	895,302 00	//	895,302 00	
TOTAUX	1,034,764 00	1,034,764 00	1,027,696 00	1,027,696 00	
RENTES 4 P. 0/0 (1828).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1831	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	23,387,067 00	4,902 00	23,382,165 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	//	24,135,464 00	//	24,135,464 00	
Du 1er janvier 1851 au 31 décembre 1870	//	1,925,815 00	//	1,925,815 00	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1887	//	446,096 00	//	446,096 00	
TOTAUX	26,522,017 00	26,522,017 00	26,507,375 00	26,507,375 00	
RENTES 3 P. 0/0 (1825-1904).					
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	//	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848	38,564,235 00	62,529 00	38,501,706 00	//	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	34,314,644 00	50,599,164 00	//	16,284,520 00	
Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	382,784,982 36	88,175,587 00	294,609,395 36	//	
Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904	344,149,288 664	25,824,667 916	318,324,620 748	//	
TOTAUX	847,318,845 024	180,665,708 916	682,937,656 108	16,284,520 00	
Rentes inscrites au 1er janvier 1905	.....	.....	666,653,136 108		

TABLEAU PAR PÉRIODE.

	MONTANT DES RENTES inscrites à l'origine de chaque période.	RENTES INSCRITES.	TOTAL.	RENTES ANNULÉES.	MONTANT DES RENTES inscrites à la fin de chaque période.	OBSERVATIONS.
Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.						Pour le montant des rentes restant à inscrire à la fin de chaque période, voir page 58.
Rentes 5 p. 0/0	63,307,637f 00c	135,632,645f 00c	198,940,282f 00c	35,177,914f 00c	163,762,368f 00c	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	//	1,034,764 00	1,034,764 00	7,068 00	1,027,696 00	
—— 4 p. 0/0	//	3,134,950 00	3,134,950 00	9,740 00	3,125,210 00	
—— 3 p. 0/0	//	47,505,695 00	47,505,695 00	16,003,761 00	31,501,934 00	
TOTAUX	63,307,637 00	187,308,054 00	250,615,691 00	51,198,483 00	199,417,208 00	
Du 1er août 1830 au 23 février 1848.						
Rentes 5 p. 0/0	163,762,368 00	15,794,762 00	179,557,130 00	32,807,539 00	146,749,591 00	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,027,606 00	//	1,027,696 00	1,096 00	1,026,600 00	
—— 4 p. 0/0	3,125,210 00	23,387,067 00	26,512,277 00	4,902 00	26,507,375 00	
—— 3 p. 0/0	31,501,934 00	38,564,235 00	70,066,169 00	62,529 00	70,003,640 00	
TOTAUX	199,417,208 00	77,746,064 00	277,163,272 00	32,876,066 00	244,287,206 00	
Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.						
Rentes 5 p. 0/0	146,749,591 00	44,351,068 60	191,100,659 60	8,782,465 00	182,318,194 60	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	1,026,600 00	//	1,026,600 00	131,298 00	895,302 00	
—— 4 p. 0/0	26,507,375 00	//	26,507,375 00	24,135,464 00	2,371,911 00	
—— 3 p. 0/0	70,003,640 00	34,314,644 00	104,318,284 00	50,599,164 00	53,719,120 00	
TOTAUX	244,287,206 00	78,665,712 60	323,952,918 60	83,648,391 00	239,304,527 60	
Du 1er janvier 1852 au 31 déc. 1870.						
Rentes 5 p. 0/0	182,318,194 60	1,341,123 00	183,659,317 60	183,659,317 60	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1825)	895,302 00	//	895,302 00	895,302 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	//	178,384,771 08	178,384,771 08	140,937,039 08	37,447,732 00	
—— 4 p. 0/0	2,371,911 00	//	2,371,911 00	1,925,815 00	446,096 00	
—— 3 p. 0/0	53,719,120 00	382,784,982 36	436,504,102 36	88,175,587 00	348,328,515 36	
TOTAUX	239,304,527 60	562,510,876 44	801,815,404 04	415,593,060 68	386,222,343 36	
Du 1er janvier 1871 au 31 déc. 1904.						
Rentes 5 p. 0/0	//	346,001,605 00	346,001,605 00	346,001,605 00	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1883)	//	306,168,048 30	306,168,048 30	306,168,048 30	//	
—— 3 1/2 p. 0/0	//	237,640,855 841	237,640,855 841	237,640,855 841	//	
—— 4 1/2 p. 0/0 (1852)	37,447,732 00	2,794 00	37,450,526 00	37,450,526 00	//	
—— 4 p. 0/0	446,096 00	//	446,096 00	446,096 00	//	
—— 3 p. 0/0	348,328,515 36	344,149,288 664	692,477,804 024	25,824,667 916	666,653,136 108	
TOTAUX	386,222,343 36	1,233,962,591 805	1,620,184,935 165	953,531,799 057	666,653,136 108	

IX. *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée avec la distinction des rentes actives et de celles depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
PREMIÈRE PÉRIODE. (Du 24 août 1793 à l'année 1800.)			
Les rentes intégrales, susceptibles d'être inscrites au Grand-Livre créé par la loi du 24 août 1793 devaient s'élever à 174,716,000 francs. (Note annexée au compte de 1832, page 472.) (A)			
La consolidation au tiers, opérée en vertu de la loi du 9 vendémiaire an VI, et les diverses annulations qui ont eu lieu de rentes reçues en payement de domaines nationaux, ou confisquées sur les émigrés et les mainmortables, etc., ont réduit les rentes inscrites à	40,216,000f	"	"
DEUXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814.)			
Dette des pays réunis à la France	6,086,000f	"	"
Créations de rentes pour le payement de l'arriéré. (Lois des 30 ventôse an IX, 21 floréal an X, 4 germinal an XI, 15 septembre 1807, 15 janvier 1810 et 20 mars 1813.)			
Arriéré antérieur à l'an V	5,663,000	"	"
Arriéré de l'an V à l'an IX	4,591,000	"	"
Arriéré de l'an X à l'année 1809	1,000,000	"	"
Créations pour le service courant. (Loi du 24 avril 1806, loi du 15 janvier et décret du 3 février 1810.)			
Au profit de la Caisse d'amortissement, en échange de bons	5,000,000	"	"
Au profit du domaine extraordinaire, en échange de valeurs	750,000	"	"
Pour divers motifs et appoints négligés	1,637	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 2e période.	23,091 637	23,091,637	"
TOTAL au 1er avril 1814 (5 p. 0/0)	63,307,637	"	63,307,637f
TROISIÈME PÉRIODE. (Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830.)			
ACCROISSEMENTS.			
Rentes créées pour le payement des dettes arriérées. (Lois des 23 septembre, 21 décembre 1814, 28 avril 1816, etc. — 5 p. 0/0.)	35,622,768	"	"
A reporter	35,622,768	63,307,637	"

(A) On a, dans ce travail, rapporté toutes les émissions à la date de la création des rentes ou à celle des actes qui en ont autorisé l'inscription, sans avoir égard aux époques de leur délivrance, qui, dans plusieurs cas, a pu s'étendre d'une période à l'autre.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
			PREMIÈRE PÉRIODE.				
40,216,000f	40,216,000f	"	"	"	"	"	
			DEUXIÈME PÉRIODE.				
6,086,000	6,086,000	"	"	"	"	"	
5,663,000	5,663,000	"	"	"	"	"	
4,591,000	4,591,000	"	"	"	"	"	
1,000,000	1,000,000	"	"	"	"	"	
5,000,000	5,000,000	"	"	"	"	"	
750,000	750,000	"	"	"	"	"	
1,637	1,637	"	"	"	"	"	
23,091,637	23,091,637	"	"	"	"	"	
63,307,637	63,307,637	"	"	"	"	"	
			TROISIÈME PÉRIODE.				
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	
35,622,768	35,622,768	"	"	"	"	"	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée*
avec la distinction des rentes actives

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.
Report	35,622,768f	63,307,637f	"	"
Rentes créées pour l'acquit des contributions et charges de guerre. (Lois des 23 décembre 1815, 6 mai 1818, etc. — 5 p. o/o.)	43,185,199	"	"	"
Rentes créées pour couvrir l'insuffisance des budgets. (Lois des 28 avril 1816, 6 mai et 15 mai 1818, etc. — 5 et 4 p. o/o.)	59,974,950	"	"	"
Conversion facultative autorisée par la loi du 1er mai 1825. (4 1/2 et 3 p. o/o.)	25,493,799	"	"	"
Rentes créées pour l'indemnité accordée aux émigrés et anciens propriétaires dépossédés. (Loi du 27 avril 1825. — 3 p. o/o.)	25,995,310	"	"	"
(Savoir : Pour emprunts 99,073,619f ; Rentes remises à divers 91,198,407)				
TOTAL	190,272,026	"	"	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de cette caisse (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	53,833,174	"	53,833,174f	"
RESTE	136,438,852	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 3e période		"	"	"
ANNULATIONS.				
Rentes converties. (Loi du 1er mai 1825. — 5 p. o/o.) 31,723,956f ; Annulations de diverses rentes ayant fait retour à l'État (5 et 3 p. o/o) 3,454,433	35,178,389f	"	"	"
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissemt. (Loi du 1er mai 1825. — 4 1/2, 4 et 3 p. o/o.)	"	"	16,020,094	"
RESTE en rentes actives	101,260,463	101,260,463	"	"
TOTAL des rentes annulées pendant la 3e période		"	"	"
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er août 1830		164,568,100	37,813,080	202,381,180f
QUATRIÈME PÉRIODE. (Du 1er août 1830 au 29 février 1848.)				
ACCROISSEMENTS.				
Rentes créées pour le service de divers emprunts. (De 1830 à 1847. — 5 et 3 p. o/o.)	31,158,734f	"	"	"
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (1837 et 1845. — 4 p. o/o.)	8,092,647	"	"	"
Rentes délivrées aux communes pour biens vendus (5 p. o/o)	315	"	"	"
Rétablissements (5 p. o/o)	109	"	"	"
TOTAL	39,251,805	"	"	"
Consolidation des réserves de l'amortissement. (Loi du 10 juin 1833. — 4 et 3 p. o/o.)		"	35,530,347	"
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 1er mars 1848, à déduire des rentes actives, à ajouter à celles de l'amortissement (5, 4 1/2, 4 et 3 p. o/o)	26,098,472	"	26,098,472	"
RESTE	13,153,333	"	"	"
TOTAL des rentes créées pendant la 4e période		"	"	"
À reporter	13,153,333	164,568,100	99,441,899	"

depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905,
et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0 1825.	4 1/2 p. 0/0 1852.	4 1/2 p. 0/0 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
35,622,768f	35,622,768f	"	"	"	"	"	
43,185,199	43,185,199	"	"	"	"	"	
59,974,950	56,840,000	"	"	"	3,134,950f	"	
25,493,799	"	1,034,764f	"	"	"	24,459,035f	
25,995,310	"	"	"	"	"	25,995,310	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
190,272,026	135,647,967	1,034,764	"	"	3,134,950	50,454,345	
31,723,956	31,723,956	"	"	"	"	"	
3,454,433	3,453,958	"	"	"	"	475	
16,020,094	"	7,068	"	"	9,740	16,003,286	
51,198,483	35,177,914	7,068	"	"	9,740	16,003,761	
(A) 202,381,180	163,777,690	1,027,696	"	"	5,210	34,450,584	
		QUATRIÈME PÉRIODE.					
31,158,734	15,779,016	"	"	"	"	15,379,718	
8,092,647	"	"	"	"	8,092,647	"	
315	315	"	"	"	"	"	
109	109	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
35,530,347	"	"	"	"	15,294,420	20,235,927	
"	"	"	"	"	"	"	
"	"	"	"	"	"	"	
74,782,152	15,779,440	"	"	"	23,387,067	35,615,645	
"	"	"	"	"	"	"	

(A) Rentes inscrites 199,417,208f ; Rentes restant à inscrire 2,963,972 ; TOTAL ÉGAL 202,381,180

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.	RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report.....	164,568,100f 00	99,441,899f	//	//	//	//	//	//	//	//	
ANNULATIONS diverses : 5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0..... 876,066 00	//	//	//	876,066f 00	807,539f 00	1,096f	//	//	4,902f	62,529f	
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissem^t. (Lois des 27 et 28 juin 1833. — 5 p. 0/0.)..... //	//	32,000,000	//	32,000,000 00	32,000,000 00	//	//	//	//	//	
RESTE en rentes actives..... 12,277,267 00	12,277,267 00	//	//								(A) Rentes inscrites..... 244,287,206f Rentes restant à inscrire..... 60 TOTAL ÉGAL..... 244,287,266
TOTAL des rentes annulées pendant la 4e période.....	//	//	//	32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	//	//	4,902	62,529	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er mars 1848.	176,845,367 00	67,441,899	244,287,266f 60	(A) 244,287,266 00	146,749,591 00	1,026,600	//	//	26,507,375	70,003,700	
CINQUIÈME PÉRIODE. (Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851.)											
ACCROISSEMENTS.											
Emprunts. (Décrets des 9 mars 1848, 7 et 24 juillet 1848. — 5 p. 0/0.)..... 14,935,387f 00	//	//	//	14,935,387f 00	14,935,387f 00	//	//	//	//	//	
Consolidation des livrets des caisses d'épargne et de la dette flottante du Trésor. (Décret du 7 juillet 1848. — 5 et 3 p. 0/0.)..... 35,774,513 00	//	//	//	35,774,513 00	20,068,284 00	//	//	//	//	15,706,229f	
Rachat du chemin de fer de Paris à Lyon. (Décret du 17 août 1848. — 5 p. 0/0.)..... 6,817,348 60	//	//	//	6,817,348 60	6,817,348 60	//	//	//	//	//	
Indemnité coloniale. (Lois des 30 avril 1849 et 30 juillet 1850. — 5 p. 0/0.)..... 6,000,000 00	//	//	//	6,000,000 00	6,000,000 00	//	//	//	//	//	
TOTAL..... 63,527,248 60	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. 0/0).....	//	18,608,355	//	18,608,355 00	//	//	//	//	//	18,608,355	
RACHATS faits par la Caisse d'amortissement jusqu'au 14 juillet 1848, à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 et 3 p. 0/0)..... 1,019,054 00	//	1,019,054	//	//	//	//	//	//	//	//	
RESTE..... 62,508,194 60	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
TOTAL.....	//	87,069,308	//								
TOTAL des rentes créées pendant la 5e période.....	//	//	//	82,135,603 60	47,821,019 60	//	//	//	//	34,314,584	
ANNULATIONS.											
Rentes des caisses d'épargne annulées par suite de la consolidation des livrets. (Décret du 7 juillet 1848. — 4 p. 0/0.)..... 8,035,211f	//	//	//	8,035,211 00	//	//	//	//	8,035,211f	//	
Annulations diverses (5 p. 0/0)..... 549,487 — 8,584,698f 00	//	//	//	549,487 00	549,487 00	//	//	//	//	//	
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement (Loi du 4 décembre 1849), savoir :											
Rentes provenant de rachats (5, 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0)..... 28,622,606f	//	//	//	28,622,606 00	8,232,978 00	131,298f	//	//	805,833	19,452,497	
Rentes provenant de la consolidation des réserves (4 et 3 p. 0/0)..... 46,441,087	//	//	75,063,693	46,441,087 00	//	//	//	//	15,294,420	31,146,667	
RESTE en rentes actives..... 53,923,496 60	53,923,496 60	//	//								(B) Rentes inscrites... 239,304,528 Rentes restant à inscrire..... 3,469,950 TOTAL ÉGAL..... 242,774,478
TOTAL des rentes annulées pendant la 5e période.....	//	//	//	83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	//	//	24,135,464	50,599,164	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1852.....	230,768,863 60	12,005,615	242,774,478f 60	(B) 242,774,478 60	185,788,145 60	895,302	//	//	2,371,911	53,719,120	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES	TOTAL des RENTES CRÉÉES ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.						OBSERVATIONS.
							5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0.			4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	
								1825.	1852.	1883.			
SIXIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1853 au 31 décembre 1870.)		Report.....	230,768,863f 60	12,005,615f	//				SIXIÈME PÉRIODE.				
ACCROISSEMENTS.													
Conversion des rentes 5 p. o/o en rentes 4 1/2 p. o/o. (Décret du 14 mars 1852).....		158,097,609f 08	//	//	//	158,097,609f 08	//	//	158,097,609f 08	//	//	//	
Rentes provenant de l'indemnité coloniale :													
Montant des rentes 5 p. o/o restant à inscrire.....	2,128,828f												
Diminution d'un dixième.....	212,883												
Reste à inscrire en rentes 4 1/2 p. o/o.....	1,915,945	1,915,945 00	//	//	//	1,915,945 00	//	//	1,915,945 00	//	//	//	
Rentes échangées pour faciliter la conversion. (Décret du 27 avril 1852.—3 p. o/o.)..		4,403,436 00	//	//	//	4,403,436 00	//	//	//	//	//	4,403,436f	
Rentes créées au profit de la Légion d'honneur. (Décret du 27 mars 1852.—4 1/2 p. o/o.)		500,000 00	//	//	//	500,000 00	//	//	500,000 00	//	//	//	
Emprunts occasionnés par la guerre d'Orient. (1854 et 1855. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)....		71,709,380 00	//	//	//	71,709,380 00	//	//	16,992,520 00	//	//	54,716,860	
Rentes créées au nom des héritiers de la reine des Belges. (Loi du 10 juillet 1856.—3 p. o/o)		200,000 00	//	//	//	200,000 00	//	//	//	//	//	200,000	
Rentes créées pour le rachat du palais de l'Industrie. (Loi du 6 juin 1857.—3 p. o/o.).		441,176 00	//	//	//	441,176 00	//	//	//	//	//	441,176	
Rétablissement de rentes indûment annulées lors de la conversion. (4 1/2 p. o/o).....		1,051 00	//	//	//	1,051 00	//	//	1,051 00	//	//	//	
Rentes inscrites au nom de la dotation de l'armée. (Loi du 19 juin 1857. — 3 p. o/o.)..		7,942,315 00	//	//	//	7,942,315 00	//	//	//	//	//	7,942,315	
Rétablissts d'une partie du majorat du duc d'Istrie. (Décret du 19 mars 1858.—4 1/2 p. o/o)		8,397 00	//	//	//	8,397 00	//	//	8,397 00	//	//	//	
Emprunt occasionné par la guerre d'Italie. (Loi du 2 mai 1859. — 4 1/2 et 3 p. o/o.)..		25,773,370 00	//	//	//	25,773,370 00	//	//	573,710 00	//	//	25,199,660	
Rentes transférées à la Banque de France. (Loi du 9 juin 1857. — 3 p. o/o.).....		4,000,000 00	//	//	//	4,000,000 00	//	//	//	//	//	4,000,000	
Conversion des obligations trentenaires. (Loi du 12 février 1862. — 3 p. o/o.).....		12,092,520 00	//	//	//	12,092,520 00	//	//	//	//	//	12,092,520	
Conversion facultative des rentes 4 1/2 et 4 p. o/o en rentes 3 p. o/o (Loi du 12 février 1862), savoir :													
4 1/2 p. o/o.....	133,619,587f												
4 p. o/o.....	1,635,823	135,255,410 00	//	//	//	135,255,410 00	//	//	//	//	//	135,255,410	
Report au compte des rentes 4 1/2 p. o/o (1852) des rentes 4 1/2 p. o/o (1825).....		298,283 00	//	//	//	298,283 00	//	//	298,283 00	//	//	//	
Emprunt occasionné par la guerre du Mexique. (Loi du 30 déc. 1863. — 3 p. o/o.)...		14,249,339 00	//	//	//	14,249,339 00	//	//	//	//	//	14,249,339	
Emprunt de 1868. (Loi du 1er août 1868. — 3 p. o/o.).....		19,514,315 00	//	//	//	19,514,315 00	//	//	//	//	//	19,514,315	
Conversion des emprunts mexicains (Loi du 2 août 1868. — 3 p. o/o), savoir :													
Article 1er de l'arrêté du 5 février 1869.....	4,000,000f												
Article 2 du même arrêté.....	1,701,605												
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, pages 869 et 874.)	1	5,701,606 00	//	//	//	5,701,606 00	//	//	//	//	//	5,701,606	
Emprunt de 1870. (Loi du 12 août 1870. — 3 p. o/o.).....		39,830,306 00	//	//	//	39,830,306 00	//	//	//	//	//	39,830,306	
Total.....		501,934,458 08	//	//	//		//	//	//	//	//	//	
Consolidation des réserves de l'amortissement (3 p. o/o).....			//	75,990,468	//	75,990,468 00	//	//	//	//	//	75,990,468	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la Caisse des retraites pour la vieillesse (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	3,381,280f												
Rachats faits par la Caisse d'amortissement (4 1/2, 4 et 3 p. o/o).....	6,488,166	9,869,446f 00	//	9,869,446	//	»	//	//	//	//	//	//	
Reste.....		492,065,012 08	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	
Total des rentes créées pendant la 6e période.....		//	//	//	//	577,924,926 08	//	//	178,387,515 08	//	//	399,537,411	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.													
Résultat de la conversion ordonnée par le décret du 14 mars 1852 :													
Rentes 5 p. o/o à convertir.....	175,664,010f 09	175,664,010f 09											
Rentes 4 1/2 p. o/o remises en remplacement.	158,097,609 08		//	//	//	175,664,010 09	175,664,010f 09	//	//	//	//	//	
Réduction.....	17,566,401 01												
Annulation des rentes 5 p. o/o de l'indemnité coloniale restant à inscrire à l'époque de la conversion.....		2,128,828 00	//	//	//	2,128,828 00	2,128,828 00	//	//	//	//	//	
Rembourst effectués en vertu du décret du 14 mars 1852 (5 p. o/o).		3,685,592 51	//	//	//	3,685,592 51	3,685,592 51	//	//	//	//	//	
Remboursements de portions de rentes non inscriptibles, en exécution du même décret (4 1/2 p. o/o).....		206,432 18	//	//	//	206,432 18	//	//	206,432 18	//	//	//	
Rentes annulées par suite d'échange. (Décr. du 27 avril 1852.—4 1/2 p. o/o)		4,475,655 90	//	//	//	4,475,655 90	//	//	4,475,655 90	//	//	//	
Rentes 4 1/2 p. o/o et 4 p. o/o converties en rentes 3 p. o/o. (Loi du 12 février 1862.).....		135,255,410 00	//	//	//	135,255,410 00	//	586,277f	133,033,310 00	//	1,635,823f	//	
A reporter.....		321,415,928 68	492,065,012 08	230,768,863 60	97,865,529	//	321,415,928 68	181,478,430 60	586,277	137,715,398 08	//	1,635,823	//

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.		RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report	321,415,928f 68	492,065,012f 08	230,768,863f 60c	97,865,529f	"	321,415,928f 68	181,478,430f 60	586,277f	137,715,398f 08	"	"	1,635,823f	"	
Report des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1825) au compte des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852)	298,283 00		"	"	"	298,283 00	"	298,283	"	"	"	"	"	
Annulations diverses (4 1/2 et 3 p. 0/0)	427,646 00		"	"	"	427,646 00	1,715 00	"	365,015 00	"	"	"	60,916f 00c	
Annulation des rentes afférentes aux obligations et titres mexicains qui n'ont pas été déposées au Trésor avant le 31 décembre 1869. (Arrêté ministériel du 25 mars 1870, art. 2.) (3 p. 0/0) (A) 33,699f 1,701,605	1,735,305 00		"	"	"	1,735,305 00	"	"	"	"	"	"	1,735,305 00	
Opération d'ordre. (Compte général de 1882, p. 875.) 1														
TOTAL	323,877,162 68	323,877,162 68												
Annulations de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, savoir:														
Rentes rachetées antérieurs à 1848. (Déc. du 17 mars 1852. 5 p. 0/0.)	4,308,000 00		"	"	"	4,308,000 00	4,308,000 00	"	"	"	"	"	"	
Rentes rachetées en 1859 et 1860. (Loi du 28 juin 1865. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	2,467,363 00		"	"	"	2,467,363 00	"	"	1,247,921 00	"	"	23,165	1,196,277 00	
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 4 1/2, 4 et 3 p. 0/0.)	3,381,280 00		"	"	"	3,381,280 00	"	10,742	1,608,705 00	"	"	266,827	1,495,006 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles émises pour la dotation de l'armée. (Lois des 19 juin 1857 et 14 juillet 1860. — 3 p. 0/0.)	7,942,315 00	"	"	93,844,726	"	7,942,315 00	"	"	"	"	"	"	7,942,315 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves, en somme égale à celles transférées à la Banque de France. (L. du 8 juin 1857. 3 p. 0/0.)	4,000,000 00		"	"	"	4,000,000 00	"	"	"	"	"	"	4,000,000 00	
Rentes provenant de la consolidation des réserves. (Lois des 28 juin 1865 et 11 juillet 1866. — 3 p. 0/0.)	71,745,768 00		"	"	"	71,745,768 00	"	"	"	"	"	"	71,745,768 00	
RESTE en rentes actives	168,187,849 40	168,187,849 40	"	"	"									(A) Rentes inscrites 386,222,343f Rentes restant à inscrire 16,755,173
TOTAL des rentes annulées pendant la 6e période						417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00	TOTAL ÉGAL. 402,977,516
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1871		398,956,713 00	4,020,803	402,977,516	(A) 402,977,516 00		"	"	37,450,476 00	"	"	446,096	365,080,944 00	
SEPTIÈME PÉRIODE. (Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904.)														
ACCROISSEMENTS.														
Emprunt de 1871. (Loi du 21 juin 1871. — 5 p. 0/0.)	138,975,295f00	"	"	"		138,975,295f00c	138,975,295f 00	"	"	"	"	"	"	
Emprunt de 1872. (Loi du 15 juillet 1872. — 5 p. 0/0.)	207,026,310 00	"	"	"		207,026,310 00	207,026,310 00	"	"	"	"	"	"	
Rentes créées en faveur des princes de la maison d'Orléans. (L. du 10 juil. 1856. 3 p. 0/0.)	400,000 00	"	"	"		400,000 00	"	"	"	"	"	"	400,000f00c	
Rentes destinées à remplacer les inscriptions de pareille somme disparues pendant l'insurrection de 1871. (Loi du 26 mars 1873. — 3 p. 0/0.)	350,000 00	"	"	"		350,000 00	"	"	"	"	"	"	350,000 00	
Rétablissement d'une rente convertie par double emploi en 1860. (L. du 22 déc. 1880. 4 1/2 0/0.)	50 00	"	"	"		50 00	"	"	50f 00	"	"	"	"	
Conversion des rentes 5 p. 0/0 en rentes 4 1/2. (Loi du 27 avril 1883.)	306,164,085 30	"	"	"		306,164,085 30	"	"	"	306,164,085f30c	"	"	"	
Rentes émises en échange des rentes 5 p. 0/0 remboursées aux particuliers. (Loi du 27 avril 1883, art. 9; décret du 12 mai 1883. — 4 1/2 p. 0/0.)	3,963 00	"	"	"		3,963 00	"	"	"	3,963 00	"	"	"	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds des caisses d'épargne. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)	13,157,894 00	"	"	"		13,157,894 00	"	"	"	"	"	"	13,157,894 00	
Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations pour la consolidation des fonds de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)	1,879,699 00	"	"	"		1,879,699 00	"	"	"	"	"	"	1,879,699 00	
Emprunt de 500 millions. (Loi, décret et arrêté du 1er mai 1886. — 3 p. 0/0.)	18,947,368 00	"	"	"		18,947,368 00	"	"	"	"	"	"	18,947,368 00	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	37,632,997 00	"	"	"		37,632,997 00	"	"	"	"	"	"	37,632,997 00	
Rente 3 p. 0/0. — Ces rentes, provenant de la conversion d'office des rentes 4 1/2 p. 0/0 1852, ont été remboursées au Sénégal et à la Réunion et figurent ci-après aux annulations	194 922	"	"	"		194 922	"	"	"	"	"	"	194,922	
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890. Décret et arrêté du 2 janvier 1891.)	28,184,376 00	"	"	"		28,184,376 00	"	"	"	"	"	"	28,184,376 00	
Conversion des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Loi du 17 janvier 1894.)	237,595,231 841	"	"	"		237,595,231 841	"	"	"	"	237,595,231f841c	"	"	
Rentes émises en échange des rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux particuliers. (Loi du 17 janvier 1894, art. 9. — 3 1/2 p. 0/0.)	45,624 000	"	"	"		45,624	"	"	"	"	45,624 00	"	"	
Émission de 1901. (Loi du 6 décembre 1901.)	7,950,000 000	"	"	"		7,950,000 000	"	"	"	"	"	"	7,950,000 000	
Réinscription de rentes au nom de la Caisse des dépôts et consignations	15,256,172 000	"	"	"		15,256,172 000	"	"	"	"	"	"	15,256,172 000	
Conversion des rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	203,638,159 102	"	"	"		203,638,159 102	"	"	"	"	"	"	203,638,159 102	
TOTAL	1,217,207,419 165	"	"	"		"	"	"	"	"	"	"	"	
Rentes transférées à la Caisse d'amortissement par la caisse des retraites pour la vieillesse. (Lois des 28 mai 1853 et 12 juin 1860), à déduire des rentes actives et à ajouter à celles de l'amortissement (3, 4, 4 1/2 et 5 p. 0/0 9,196,513f Rachats faits par la Caisse d'amortissement en 1871 (3 p. 0/0) 383,484	9,579,997 000	"	9,579,997	"		"	"	"	"	"	"	"	"	
RESTE à reporter	1,207,627,422 165	398,956,713 00	13,600,800			"	"	"	"	"	"	"	"	
TOTAL des rentes créées pendant la 7e période à reporter						1,217,207,419 165	346,001,605 00	"	50 00	306,168,048 30	237,640,855 841	"	327,396,860024	

(A) Voir le Compte général des finances de 1869, page 638.

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

NATURE DES OPÉRATIONS.			RENTES ACTIVES.	RENTES DE LA CAISSE d'amortissement.	TOTAL DES RENTES.	TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS. 5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.	OBSERVATIONS.
Report		1,207,627,422f 165	398,956,713f 00c	13,600,800f	"	1,217,207,419f 165	346,001,605f	"	50f	306,168,048f 30c	237,640,855f 841	"	327396,860f 024	
ANNULATIONS ET RÉDUCTIONS.														
Annulation de la somme restée disponible sur le crédit d'inscriptions afférent au rachat du palais de l'Industrie. (Décision ministérielle du 31 mai 1872.)	2,492f 00c		"	"	"	2,492 00	"	"	"	"	"	"	2,492 00	
Dotations réversibles ayant fait retour à l'État (3 et 4 1/2 p. 0/0)	146,523 282		"	"	"	146,523 282	"	"	8,397	"	"	"	138,126 282	
Annulations de rentes au nom du domaine de l'État (5, 4 1/2, 3 1/2 et 3 p. 0/0)	75,342 760		"	"	"	75,342 760	262	"	9,673	83 50	1,074	"	64,250 260	
Annulation d'une rente convertie par double emploi en 1862. (Loi du 22 décembre 1880. — 3 p. 0/0.)	50 00		"	"	"	50 00	"	"	"	"	"	"	50 00	
Annulation de rentes 5 p. 0/0 remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	4,767 00		"	"	"	4,767 00	4,767	"	"	"	"	"	"	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 27 avril 1883 :														
Rentes 5 p. 0/0 à convertir	340,182,317f 00c	340,182,317 00	"	"	"	340,182,317 00	340,182,317	"	"	"	"	"	"	
Rentes 4 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	306,164,085 30													
Réduction	34,018,231 70													
Annulation de rentes ayant appartenu à la caisse d'épargne dite « Tontine Lafarge » (4 1/2 p. 0/0 (1852) et 3 p. 0/0)	1,049,767f 452		"	"	"	1,049,767 452	"	"	245,555	"	"	"	804,212 452	
Annulation de rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	3,603,795 00		"	"	"	3,603,795 000	"	"	3,503,516	"	"	100,279f	"	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1852) remboursées en 1888 après leur conversion en rentes 3 p. 0/0. (Déc. minist. des 6 mars et 8 mai 1888.)	194 922		"	"	"	194 922	"	"	"	"	"	"	194 922	
Conversion des rentes 4 et 4 1/2 p. 0/0 (1852) en rentes 3 p. 0/0	34,029,202 00		"	"	"	34,029,202 000	"	"	33,683,385	"	"	345,817	"	
Annulation de rentes 3 p. 0/0 appartenant à la Caisse des dépôts et consignations, annulées en vertu de la loi du 24 décembre 1890	5,560,777 00		"	"	"	5,560,777 000	"	"	"	"	"	"	5,560,777 000	
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) remboursées aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,692 00		"	"	"	60,692 000	"	"	"	60,692 00	"	"	"	
Résultat de la conversion ordonnée par la loi du 17 janvier 1894 :														
Rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) à convertir	305,479,583 800	305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 800	"	"	"	305,479,583 80	"	"	"	
Rentes 3 1/2 p. 0/0 remises en remplacement	237,595,231 841													
Réduction	67,884,351 959													
Annulation de rentes 4 1/2 p. 0/0 (1883) s'élevant à 2,000 fr. remboursées après leur conversion en rentes 3 1/2 p. 0/0. (Décision ministérielle du 3 avril 1894.)	1,555 555		"	"	"	1,555,555	"	"	"	"	1,555 555	"	"	
Annulation des rentes 3 p. 0/0, cédées par la Caisse des dépôts et consignations. (Loi du 30 décembre 1900, art. 6.)	16,500,000 000		"	"	"	16,500,000 000	"	"	"	"	"	"	16,500 000	
Annulation de rentes 3 1/2 p. 0/0 aux propriétaires qui n'ont pas accepté la conversion	60,374 000		"	"	"	60,374 000	"	"	"	"	60,374	"	"	
Conversion de rentes 3 1/2 p. 0/0 en rentes 3 p. 0/0	237,577,852 286		"	"	"	237,577,852 286	"	"	"	"	237,577,852 286	"	"	
		944,335,286 057												
Annulation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement :		263,292,136 108	263,292,136 108											
Rentes provenant des achats de la Caisse des retraites pour la vieillesse. (Loi des 28 mai 1853 et 12 juin 1860. — 3, 5 et 4 1/2 p. 0/0.)	9,196,513f 00c													
Négociation de rentes appartenant à la Caisse d'amortissement, 3 p. 0/0. (Loi du 4 août 1874.)	4,404,287 00	"	"	13,600,800	"	9,196,513 000	5,814,259	"	"	627,689 00	"	"	2,754,565 00	
			4,404,287 00											
TOTAL des rentes annulées pendant la 7e période						953,531,799 057	346,001,605	"	37,450,526	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,824,667 916	
SITUATION des rentes inscrites ou à inscrire au 1er janvier 1905			666,653,136 108	"	666,653,136 108	666,653,136 108	"	"	"	"	"	"	666 653,136 108	

Suite du *Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la Dette consolidée depuis l'origine du Grand-Livre, et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et celles appartenant à la Caisse d'amortissement.*

RÉCAPITULATION.

	CONSOLIDATION des réserves de l'amortissement. (b)	OPÉRATIONS diverses.
RENTES CRÉÉES.		
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	40,216,000f00c
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	23,091,637 00
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	"	190,272,026 00
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	35,530,347f	39,251,863 60
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	18,608,355	63,527,245 08
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	75,990,468	501,934,458 30
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904	"	1,217,207,419 165
TOTAL	130,129,170	2,075,500,893
RENTES ANNULÉES.	RENTES RACHETÉES par l'intermédiaire de la Caisse d'amortissement. (b)	ANNULATIONS diverses.
1re période. Du 24 août 1793 au 31 décembre 1799	"	"
2e ——— Du 1er janvier 1800 au 31 mars 1814	"	"
3e ——— Du 1er avril 1814 au 31 juillet 1830	16,020,094f	35,178,383
4e ——— Du 1er août 1830 au 29 février 1848	32,000,000	876,066
5e ——— Du 1er mars 1848 au 31 décembre 1851	75,063,693	8,584,693
6e ——— Du 1er janvier 1852 au 31 décembre 1870	93,844,726	323,877,165
7e ——— Du 1er janvier 1871 au 31 décembre 1904	9,196,513	944,335,288
TOTAL	226,125,026	1,312,851,632

NATURE DES OPÉRATIONS.

SITUATION DES RENTES AUX DIVERSES ÉPOQUES.

ÉPOQUES.	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.	RESTE pour LE MONTANT des rentes.	RENTES INSCRITES.	RENTES RESTANT à inscrire.	
1er avril 1814	63,307,637f	"	63,307,637f	63,307,637f		
1er août 1830	253,579,663	51,198,483f	202,381,180	199,417,208	(A)	2,963,972
1er mars 1848	328,361,815	84,074,549	244,287,266	244,287,206	(B)	
1er janvier 1852	410,497,418	167,722,940	242,774,478	239,304,528	(C)	3,469,950
1er janvier 1871	988,422,344	585,444,828	402,977,516	386,222,343	(D)	16,755,173
1er janvier 1905	2,205,629,763	1,538,976,627	666,653,136	666,652,819	(E)	

	RENTES CRÉÉES.	RENTES ANNULÉES.
Le montant des rentes inscrites (page 37) est de	2,203,500,935f00c	1,536,847,172
Le montant des rentes annulées (page 37) est de	"	
TOTAUX au 31 décembre 1904	2,203,500,935 00	1,536,847,172
Mais ces mêmes opérations figurent au tableau de la récapitulation ci-dessus	2,205,629,763 00	1,538,976,000
D'où il résulte, au tableau par période, tant aux accroissements qu'aux décroissements, une différence en plus de	2,128,828f00c (A)	

DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS PAR NATURE DE FONDS.

TOTAL DES RENTES créées ou annulées.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
40,216,000f00c	40,216,000f00	"	"	"	"	"	"
23,091,637 00	23,091,637 00	"	"	"	"	"	"
190,272,026 00	135,647,967 00	1,034,764f	"	"	"	3,134,950c	50,454,345f00c
74,782,152 00	15,779,440 00	"	"	"	"	23,387,067	35,615,645 00
82,135,603 60	47,821,019 60	"	"	"	"	"	34,314,584 00
577,924,926 08	"	"	178,387,515f08c	"	"	"	399,537,411 00
1,217,207,419 165	346,001,605 00	"	50	306,168,048f30c	237,640,855f841	"	327,396,860 024
2,205,629,763 845	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	847,318,845 024
"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"
51,198,483f00c	35,177,914 00	7,068	"	"	"	9,740	16,003,761 00
32,876,066 00	32,807,539 00	1,096	"	"	"	4,902	62,529 00
83,648,391 00	8,782,465 00	131,298	"	"	"	24,135,464	50,599,164 00
417,721,888 68	185,788,145 60	895,302	140,937,039 08	"	"	1,925,815	88,175,587 00
953,531,799 057	346,001,605 00	"	37,450,526 00	306,168,048 30	237,640,855 841	446,096	25,824,667 916
1,538,976,627 737	608,557,668f60	1,034,764	178,387,565 08	306,168,048 30	237,640,855 841	26,522,017	180,665,708 916

(b) Voir le compte général des finances de 1884, pages 950 et 951.

(c) Note concernant les rentes 5 p. o/o.

TABLEAUX	RENTES 5 P. 0/0. CRÉÉES.	RENTES 5 P. 0/0. ANNULÉES.
N° X...	608,557,668f	608,557,668f
N° IX,... page 42.)	606,428,840	606,428,840
DIFFÉRENCE ÉGALE : 2,128,828f (A)		

DÉVELOPPEMENT DES RENTES PAR NATURE DE FONDS.

TOTAL DES RENTES existantes.	5 p. 0/0.	4 1/2 p. 0/0. 1825.	4 1/2 p. 0/0. 1852.	4 1/2 p. 0/0. 1883.	3 1/2 p. 0/0.	4 p. 0/0.	3 p. 0/0.
63,307,637f	63,307,637f	"	"	"	"	"	"
202,381,180	163,777,690	1,027,696f	"	"	"	3,125,210f	34,450,584f
244,287,266	146,749,591	1,026,600	"	"	"	26,507,375	70,003,700
242,774,478	185,788,145	895,302	"	"	"	2,371,911	53,719,120
402,977,516	"	"	37,450,476f	"	"	446,096	365,080,944
666,653,136	"	"	"	"	"	"	666,653,136

OBSERVATIONS.

(A) Rentes 5 p. o/o	15,322f
——— 3 p. o/o	948,650
TOTAL	2,963,972
(B) Rentes 3 p. o/o.	
(C) ——— 5 p. o/o.	
(D) Rentes 4 1/2 p. o/o.	2,744f
——— 3 p. o/o.	16,752,429
TOTAL	16,755,173
(E) ——— 3 p. 100	317

(A) Cette différence s'explique comme il suit :

En conformité de la loi du 30 avril 1849, il avait été ouvert, pour l'indemnité coloniale, un crédit d'inscription en rentes 5 p. o/o (voir le Compte général des finances de 1849, pages 434 et 435) de 6,000,000f00c

Cette somme figure parmi les accroissements de la 5e période. 3,871,172 00

A l'époque de la conversion de 1852, les rentes inscrites sur ce crédit ne montaient qu'à (voir le Compte général des finances de 1852, page 439) 2,128,828 00

Il restait donc de ce chef, au 2 avril 1852, en rentes 5 p. o/o, un crédit disponible de .....

qui est mentionné parmi les annulations de la 6e période.

Les rentes représentées par cette dernière somme, n'ayant jamais été inscrites, n'ont pu figurer au nombre des rentes créées et annulées du tableau n° IX ; il en résulte que les chiffres de ce tableau, comparés à ceux du tableau n° X, présentent, pour les rentes 5 p. o/o, une différence en moins de 2,128,828 francs.

X. — *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1905. — Rentes inscrites* (A).

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. 0 (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.				francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1830	151,427	163,857,078	"	"	"	"	533	1,029,237	"	"	43,610	39,810,144	195,570	204,696,459	1er janvier 1830	Compte général de l'Administration des finances pour 1829, page 357.
1er août 1830	"	163,762,368	"	"	"	"	"	1,027,696	"	3,125,3	"	31,501,934	"	199,417,208	1er août 1830	pour 1836, page 916.
1er janvier 1831	152,344	163,827,894	"	"	"	"	598	1,027,696	454	3,125,3	39,929	38,455,274	193,325	206,436,074	1er janvier 1831	pour 1830, pages 316-317.
1832	174,229	174,376,383	"	"	"	"	531	1,027,696	1,194	3,125,3	39,211	35,455,274	215,165	213,984,563	1832	pour 1831, pages 398-399.
1833	179,723	178,896,502	"	"	"	"	557	1,027,696	1,246	2,125,3	36,192	35,455,274	217,718	218,504,682	1833	pour 1832, pages 490-491.
1834	178,982	146,623,104	"	"	"	"	533	1,026,600	1,148	3,121,1	32,505	33,931,483	613,168	184,702,333	1834	pour 1833, pages 435, 441, 445, 447.
1835	182,902	146,910,045	"	"	"	"	529	1,026,600	1,473	3,120,6	29,779	34,090,725	214,683	185,148,055	1835	pour 1834, pages 437-443.
1836	260,654	146,846,399	"	"	"	"	616	1,026,600	1,791	7,886,1	29,999	34,181,956	293,060	189,941,074	1836	pour 1835, pages 366, 377 à 383.
1837	251,095	147,118,472	"	"	"	"	643	1,026,600	2,453	7,886,1	31,270	35,743,303	285,461	191,774,494	1837	pour 1836, pages 403, 417 à 423.
1838	241,662	147,118,615	"	"	"	"	826	1,026,600	2,595	11,978,7	30,186	35,788,055	275,269	195,912,036	1838	pour 1837, pages 367, 381 à 387.
1839	231,346	147,119,749	"	"	"	"	939	1,026,600	2,811	11,978,7	29,737	35,791,786	264,833	195,916,901	1839	pour 1838, pages 454, 475 à 479.
1840	230,975	147,112,481	"	"	"	"	925	1,026,600	2,900	11,978,7	30,647	35,793,290	265,447	195,911,137	1840	pour 1839, page 481.
1841	225,854	147,105,997	"	"	"	"	1,033	1,026,600	3,174	18,221,1	31,199	35,794,434	261,260	202,148,154	1841	pour 1840, page 481.
1842	230,791	147,042,988	"	"	"	"	1,189	1,026,600	3,348	22,507,3	31,058	37,753,026	266,386	208,329,989	1842	pour 1841, page 417.
1843	227,312	147,040,481	"	"	"	"	1,238	1,026,600	3,434	22,507,3	34,540	44,834,543	266,524	215,408,999	1843	pour 1842, page 412.
1844	230,496	147,040,480	"	"	"	"	1,266	1,026,600	3,453	22,507,3	31,435	47,763,216	266,650	218,337,671	1844	pour 1843, page 436.
1845	229,092	147,039,095	"	"	"	"	2,068	1,026,600	3,484	22,507,3	33,892	50,367,456	268,536	220,940,526	1845	pour 1844, page 414.
1846	227,667	147,038,935	"	"	"	"	1,343	1,026,600	3,518	26,507,3	38,506	56,849,874	271,034	231,422,784	1846	pour 1845, page 418.
1847	230,906	146,752,528	"	"	"	"	1,395	1,026,600	3,636	26,507,3	40,803	62,826,863	276,740	237,113,366	1847	pour 1846, page 428.
1848	243,055	146,749,591	"	"	"	"	1,545	1,026,600	3,817	26,507,3	43,391	66,525,399	291,808	240,808,965	1848	pour 1847, page 432.
24 février 1848	"	146,749,591	"	"	"	"	"	1,026,600	"	26,507,3	"	70,003,640	"	244,287,206	24 février 1848	pour 1848, page 460.
1er janvier 1849	669,164	175,189,829	"	"	"	"	1,522	1,026,600	3,935	18,472,1	73,123	86,153,920	747,744	280,842,513	1er janvier 1849	pour 1848, page 445.
1850	742,387	180,320,040	"	"	"	"	1,677	895,302	3,862	2,371,9	98,404	46,021,505	846,330	229,608,758	1850	pour 1849, page 432.
1851	723,428	180,451,122	"	"	"	"	1,661	895,302	3,934	2,371,9	94,767	49,722,646	823,790	233,440,981	1851	pour 1850, page 424.
1852	711,751	182,318,194	"	"	"	"	1,621	895,302	3,858	2,371,9	93,671	53,719,120	810,901	239,304,527	1852	pour 1851, page 426.
1853	"	"	"	"	625,698	155,138,808	1,994	895,302	3,803	2,371,9	93,695	61,523,464	725,190	219,929,485	1853	pour 1852, page 436.
1854	"	"	"	"	651,785	155,131,086	1,907	886,196	2,617	2,363,3	128,934	64,305,634	785,243	222,686,242	1854	pour 1853, page 439.
1855	"	"	"	"	651,852	159,219,079	1,881	884,560	2,650	2,354,2	178,774	73,984,906	835,157	236,442,772	1855	pour 1854, page 453.
1856	"	"	"	"	780,215	171,132,165	1,979	884,560	2,653	2,353,5	235,491	110,298,232	1,020,338	284,668,525	1856	pour 1855, page 448.
1857	"	"	"	"	778,235	171,768,668	1,810	884,560	2,441	2,353,5	245,798	124,092,446	1,028,284	299,099,242	1857	pour 1856, page 446.
1858	"	"	"	"	747,917	172,004,413	1,805	884,560	2,382	2,353,5	256,578	135,638,412	1,008,682	310,880,953	1858	pour 1857, page 450.
1859	"	"	"	"	714,334	171,935,268	1,831	884,560	2,350	2,353,5	219,187	140,820,250	937,711	315,993,646	1859	pour 1858, page 434.
1860	"	"	"	"	728,929	172,397,811	1,838	884,560	2,312	2,301,7	340,722	162,772,464	1,073,801	338,356,589	1860	pour 1859, page 440.
1861	"	"	"	"	630,221	172,498,884	1,744	884,560	2,237	2,177,5	354,263	174,326,213	988,465	349,887,166	1861	pour 1860, page 456.

a) La période du 1er vendémiaire an IX au 1er janvier 1829 a figuré pour la dernière fois au Compte des finances de 1838, pages 916 et 917.

Suite du *Relevé de la situation de la Dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1905. — Rentes inscrites.*

ÉPOQUES.	RENTES 5 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1883).		RENTES 3 1/2 P. 0/0.		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1852).		RENTES 4 1/2 P. 0/0 (1825).		RENTES 4 P. (1828).		RENTES 3 P. 0/0 (1825-1862).		TOTAL GÉNÉRAL.		ÉPOQUES.	OBSERVATIONS.
	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.	NOMBRE d'inscriptions.	SOMMES.		
		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		francs.		
1er janvier 1862	//	//	//	//	//	//	709,220	172,425,877	1,519	884,560	2,145	2,112	395,792	180,621,924	1,108,676	36,044,376	1er janvier 1862	Compte général de l'Administration des finances pour 1861, page 474.
1863	//	//	//	//	//	//	197,866	39,726,987	//	//	938	472	769,698	335,568,108	968,502	375,767,481	1863	pour 1862, page 462.
1864	//	//	//	//	//	//	191,988	39,319,394	//	//	976	472	775,034	342,911,185	967,998	382,702,965	1864	pour 1863, page 502.
1865	//	//	//	//	//	//	186,401	39,148,204	//	//	885	469	978,245	364,344,570	1,165,531	403,962,035	1865	pour 1864, page 536.
1866	//	//	//	//	//	//	185,327	37,708,982	//	//	895	446	898,973	305,396,397	1,085,195	343,551,475	1866	pour 1865, page 534.
1867	//	//	//	//	//	//	179,858	37,495,296	//	//	789	446	915,036	302,634,936	1,095,683	340,576,328	1867	pour 1866, page 558.
1868	//	//	//	//	//	//	174,982	37,448,159	//	//	775	446	910,394	302,458,993	1,086,151	340,353,248	1868	pour 1867, page 566.
1869	//	//	//	//	//	//	172,353	37,477,706	//	//	755	446	936,556	310,040,967	1,109,664	347,934,769	1869	pour 1868, page 572.
1870	//	//	//	//	//	//	169,173	37,445,729	//	//	769	446	1,084,098	320,195,685	1,254,040	358,087,510	1870	pour 1869, page 582.
1871	//	//	//	//	//	//	168,672	37,447,732	//	//	778	446	1,100,289	348,328,515	1,269,739	386,222,343	1871	pour 1870, page 588.
1872	633,858	101,061,885	//	//	//	//	171,358	37,447,732	//	//	772	446	1,342,050	363,170,543	2,148,038	502,126,256	1872	pour 1871, page 632.
1873	1,338,383	224,055,390	//	//	//	//	172,063	37,450,476	//	//	774	446	1,462,255	364,168,244	3,473,475	626,120,306	1873	pour 1872, page 616.
1874	2,457,854	287,169,770	//	//	//	//	171,385	37,450,476	//	//	795	446	1,500,006	364,947,151	4,130,040	690,013,493	1874	pour 1873, page 600.
1875	2,769,552	345,756,055	//	//	//	//	167,907	37,450,476	//	//	765	446	1,441,504	364,752,344	4,379,728	748,404,971	1875	pour 1874, page 606.
1876	2,790,143	345,975,800	//	//	//	//	163,837	37,443,636	//	//	763	446	1,450,020	364,392,526	4,404,763	748,258,058	1876	pour 1875, page 622.
1877	2,774,235	346,001,605	//	//	//	//	161,641	37,443,636	//	//	761	446	1,461,129	363,949,429	4,367,766	747,840,766	1877	pour 1876, page 636.
1878	2,635,056	346,001,605	//	//	//	//	160,747	37,443,636	//	//	768	446	1,488,675	363,486,354	4,285,246	747,377,691	1878	pour 1877, page 696.
1879	2,431,176	345,873,512	//	//	//	//	159,459	37,442,779	//	//	786	446	1,476,114	363,040,565	4,067,535	746,802,952	1879	pour 1878, page 750.
1880	2,318,603	344,996,919	//	//	//	//	162,405	37,442,436	//	//	850	446	1,468,063	363,039,704	3,949,921	745,925,155	1880	pour 1879, page 814.
1881	2,278,436	343,893,162	//	//	//	//	166,474	37,442,210	//	//	857	446	1,456,659	363,039,256	3,902,426	744,820,724	1881	pour 1880, page 818.
1882	2,221,383	342,388,441	//	//	//	//	170,005	37,442,235	//	//	887	446	1,475,526	363,038,988	3,867,801	743,315,760	1882	pour 1881, page 856.
1883	2,295,830	340,845,836	//	//	//	//	175,086	37,433,505	//	//	962	446	1,502,738	363,047,685	3,974,616	741,773,122	1883	pour 1882, page 864.
1884	//	//	1,800,714	305,540,359	//	//	186,375	37,433,284	//	//	1,134	446	1,534,969	363,047,128	3,523,192	706,466,867	1884	pour 1883, page 866.
1885	//	//	1,970,592	305,540,359	//	//	186,632	37,433,278	//	//	1,180	446	1,563,944	363,046,046	3,722,348	706,465,779	1885	pour 1884, page 918.
1886	//	//	2,148,826	305,540,359	//	//	193,285	37,433,232	//	//	1,241	446	1,573,758	363,038,351	3,917,116	706,458,038	1886	pour 1885, page 948.
1887	//	//	2,208,708	305,540,359	//	//	198,506	32,432,534	//	//	1,313	446	1,649,365	391,690,289	4,057,892	735,109,278	1887	pour 1886, page 714.
1888	//	//	2,272,999	305,540,359	//	//	//	//	//	//	//	//	1,944,224	425,398,760	4,217,223	730,939,119	1888	pour 1887, page 727.
1889	//	//	2,188,245	305,540,363	//	//	//	//	//	//	//	//	2,029,323	433,892,251	4,217,568	739,432,554	1889	pour 1888, page 776.
1890	//	//	2,177,460	305,540,285	//	//	//	//	//	//	//	//	1,992,005	433,856,720	4,169,465	739,397,005	1890	pour 1889, page 775.
1891	//	//	2,139,946	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//	1,952,501	433,855,132	4,092,447	739,395,408	1891	pour 1890, page 783.
1892	//	//	2,090,662	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//	1,998,965	428,200,040	4,089,627	733,830,316	1892	pour 1891, page 793.
1893	//	//	1,960,667	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//	2,154,930	456,429,070	4,115,597	761,969,346	1893	pour 1892, page 813.
1894	//	//	1,800,064	305,540,276	//	//	//	//	//	//	//	//	2,220,186	456,467,702	4,020,250	762,007,978	1894	pour 1893, page 853.
1895	//	//	//	//	1,785,191	237,639,182	//	//	//	//	//	//	2,242,646	456,467,213	4,027,837	694,106,395	1895	pour 1894, page 820.
1896	//	//	//	//	1,823,488	237,638,405	//	//	//	//	//	//	2,250,222	456,464,375	4,073,710	694,102,780	1896	pour 1895, page 791.
1897	//	//	//	//	1,868,086	237,638,398	//	//	//	//	//	//	2,257,501	456,391,914	4,125,587	694,030,312	1897	pour 1896, page 797.
1898	//	//	//	//	1,896,775	237,638,395	//	//	//	//	//	//	2,228,438	456,390,953	4,125,213	694,029,348	1898	pour 1897, page 803.
1899	//	//	//	//	1,910,217	237,638,395	//	//	//	//	//	//	2,262,139	456,390,456	4,172,356	694,028,851	1899	pour 1898, 1e vol., page 14.
1900	//	//	//	//	1,879,763	237,638,374	//	//	//	//	//	//	2,342,624	456,367,401	4,222,377	694,005,775	1900	pour 1899, 2e vol., page 14.
1901	//	//	//	//	1,900,581	237,638,267	//	//	//	//	//	//	2,437,555	456,353,426	4,338,136	693,991,693	1901	pour 1900, 2e vol., page 14.
1902	//	//	//	//	1,880,787	237,638 246	//	//	//	//	//	//	2,556,829	439,849,158	4,437,616	677,487,404	1902	pour 1901, 2e vol., page 14.
1903	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	3,729,787	666,676,950	3,729,787	666,676,950	1903	pour 1902, 2e vol., p. 14.
1904	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4,502,188	666,669,631	4,502,188	666,669,631	1904	pour 1903, 2e vol., p. 14.
1905	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	4,560,687	666,652,819	4,560,687	666,652,819	1905	pour 1904, 2e vol., p. 14.

XI. — *Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des* Portions non réclamées.

	MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1904.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1905.
		Accroissement (rejets).	Décroissement (rétablissements).	
	francs.	francs.	francs.	francs.
Rentes 3 p. o/o.....	1,676,579,288	676,206,598	705,424,470	1,647,361,416

DETTE

REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

RÉSUMÉ

DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES.

ÉMISSIONS DE 1878 À 1905.

En exécution de la loi du 11 juin 1878 et du décret du 16 juillet suivant, il a été inscrit au Grand-Livre de la Dette publique une section spécialement consacrée à la Dette amortissable par annuités.

Le capital au pair des rentes 3 p. o/o amortissables a été divisé en 175 séries remboursables annuellement par la voie du tirage au sort en 75 ans, conformément au tableau d'amortissement ci-après.

Le minimum de rente 3 p. o/o amortissable inscriptible est fixé à 15 francs (quinze francs).

Les inscriptions nominatives sont délivrées pour toute somme de 15 francs et les multiples de 15 francs.

Les rentes au porteur seront émises dans les coupures suivantes :

Coupure de	15 fr.	Coupure de	300 fr.
Coupure de	30	Coupure de	600
Coupure de	60	Coupure de	1,500
Coupure de	150	Coupure de	3,000

TABLEAU D'AMORTISSEMENT.

	ANS.		SÉRIES.
De 1879 à 1907	29	1 série par an	29
De 1908 à 1925	18	2 séries par an	36
De 1926 à 1938	13	3 séries par an	39
De 1939 à 1945	7	4 séries par an	28
De 1946 à 1950	5	5 séries par an	25
De 1951 à 1953	3	6 séries par an	18
	75		175

Les émissions de rentes 3 p. o/o amortissables ont été autorisées par la loi et le décret précités des 11 juin et 16 juillet 1878, le décret du 7 mars 1881, la loi du 30 décembre 1882, le décret du 14 mars 1883 et l'arrêté ministériel du même jour, la loi du 30 janvier 1884, le décret du 2 février 1884 et les arrêtés des 2 et 8 février et 24 mai 1884, la loi du 24 décembre 1890, le décret du 14 janvier 1891 et l'arrêté du 3 février 1891. (Voir le Compte général des finances de 1883, pages 926 et suivantes, de 1884, pages 963 et suivantes, et le Compte de l'année 1891, pages 844 et suivantes.)

Les diverses opérations effectuées en conformité des dispositions dont le résumé précède sont consignées dans les deux comptes des *Annuités* et des *Rentes* dressés ci-après.

SITUATION AU 1er JANVIER 1905.

I. COMPTE DES ANNUITÉS.

1° *Relevé du résultat des émissions.*

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	LOIS ET DÉCRETS qui ont autorisé les émissions. 2	JOUISSANCES des RENTES ÉMISES. 3	MONTANT des RENTES. 4	MONTANT du CAPITAL nominal. 5	MONTANT du CAPITAL effectif. 6	TAUX de L'ÉMISSION pour 15 francs de rente. 7	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE des rentes. 8	MONTANT POUR CHAQUE SÉRIE du capital nominal. 9
1	Loi du 11 juin 1878. Décret du 16 juillet 1878.	16 octobre 1878.....	16,495,500f	549,850,000	439,878,547f 00c	400f environ.	94,260f	3,142,000f
2	Lois des 22 décembre 1878, 21 décembre 1879 et 22 décembre 1880. Décret du 7 mars et arrêté du 21 mars 1881.	16 octobre 1881..... 3,728,745f 16 janvier 1882..... 32,306,115f	36,034,860	1,201,162,000	999,967,365 00	416f 25c	209,505	6,983,500
3	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 avril 1883.....	37,265,700	1,242,190,000	1,000,010,277 44	402 51905	220,515	7,350,500
	Idem.....	16 avril 1883.....	221,850	7,395,000	5,953,256 75	403 51905		
4	*Idem*.....	16 juillet 1883.....	2,975,850	99,195,000	80,029,107 50	403 39285	17,505	585,500
5	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 janvier 1884 (avec rappel d'arrérages à compter du 1er janvier)	11,032,125	367,737,500	294,769,204 95	400 787525	64,905	2,163,500
	Idem.....	16 janvier 1884 (B).....	(A) 1,725	57,500	45,166 61	392 75315		
6	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 14 mars 1883 et arrêté du 14 mars 1883.	16 janvier 1884.....	2,289,900	76,330,000	59,957,695 88	392 75315	13,470	449,000
7	Loi du 30 janvier 1884. Décret du 2 février 1884.	16 avril 1884.....	13,706,745	456,891,500	349,978,889 00	383 00	81,105	2,703,500
8	Loi du 30 décembre 1882. Décret du 30 décembre 1882.	16 avril 1884.....	2,096,445	69,881,500	53,991,376 32	386 30665	12,405	413,500
9	Loi du 24 décembre 1890. Décret du 14 janvier 1891. Arrêté du 3 février 1891.	16 janvier 1891.....	5,503,695	183,456,500	174,778,659 00	476 34905o	33,765	1,125,500
		TOTAUX.....	127,624,395 (C)	4,254,146,500 (C)	3,459,359,545 45	406 586791 (C)	747,435	24,914,500

2° *Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente* (B).

NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 1	MODE DE LA NÉGOCIATION. 11	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir à l'époque de l'émission. 10	NOMBRE DES SÉRIES amorties. 12	NOMBRE DES SÉRIES restant à amortir. 13	NOMBRE DES UNITÉS À AMORTIR à l'origine. 14	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES antérieurement au 1er janvier 1904. 15	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES pendant l'année 1904. (C) 16	NOMBRE DES UNITÉS AMORTIES au 1er janvier 1905. 17	NOMBRE DES UNITÉS RESTANT à amortir. 18	NUMÉROS D'ORDRE des émissions. 19
1	Souscription publique..	175	26	149	1,099,700	157,100	6,284	163,384	936,316	1
2	*Idem*.....	172	23	149	2,402,324	307,274	13,967	321,241	2,081,083	2
3	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).....	170	21	149	2,499,170	294,020	14,701	308,721	2,190,449	3
4	*Idem*.....	170	21	149	198,390	23,340	1,167	24,507	173,883	4
5	Dotation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.....	170	21	149	735,590	86,540	4,327	90,867	644,723	5
6	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	170	21	149	152,660	17,960	898	18,858	133,802	6
7	Souscription publique..	169	20	149	913,783	102,733	5,407	108,140	805,643	7
8	Consolidation des capitaux de la Dette flottante (A).	169	20	149	139,763	15,713	827	16,540	123,223	8
9	Rentes remises à la Caisse des dépôts et consignations, en échange de 5,560,777 francs de rente 3 p. o/o perpétuelle.	163	14	149	366,913	29,363	2,251	31,514	335,399	9
			TOTAUX.....		8,508,293	1,033,943	(G) 49,829	1,083,772	7,424,521	

(A) Pour les 1,725 francs de rente se rapportant à la consolidation des capitaux de la dette flottante, le nombre des unités de 15 francs de rente n'est que de..... 115
qu'on ne peut répartir en 170 séries ; aussi convient-il de réunir cette émission à la précédente, dont le nombre des unités de 15 francs de rente est de..... 735,475

On a ainsi un groupe homogène composé de..... 735,590

unités. Ce nombre est, en effet, divisible par 170 et donne, pour chaque série $\frac{735,590}{170} = 4,327$ unités. Le taux moyen de ces deux émissions sera donc de $\frac{294,814,371^f 56}{735,590} = 400^f 788,268,9$.

(B) Voir, ci-après, l'amortissement des capitaux et des rentes.

(C) Le montant du capital étant de 3,459,359,545f 45c et le nombre des unités de 15 francs de rente 8,508,293 (voir le tableau ci-contre), il en résulte que le cours moyen est de :
$\frac{3,459,359,545^f 45^c}{8,508,293} = 406^f 586,790,728$.

(A) Voir le relevé de ces émissions au Compte général de 1884, page 992.

(B) Les chiffres de ce tableau permettent de connaître la situation de chaque émission pour les rentes, le capital nominal et le capital effectif, à l'aide d'une multiplication. Il suffit, en effet, de multiplier par les nombres du tableau : 1° 15 francs, s'il s'agit des rentes ; 2° 500 francs, s'il s'agit du capital nominal ; et 3° le taux de l'émission (colonne 7 du tableau n° 1) pour le capital effectif.
Soit à déterminer, pour toutes les émissions, la situation des rentes et du capital nominal au 1er janvier 1905, on aura :
$15 \times 7,424,521 = 111,367,815^f$ de rente (voir page 77).
$500 \times 7,424,521 = 3,712,260,500^f$ de capital nominal.

(C) Les chiffres de cette colonne indiquent le nombre d'unités contenues dans chaque série.

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

3° *État des dépenses.*

DÉSIGNATION DES ÉMISSIONS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES									MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1905.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			PENDANT L'ANNÉE 1904.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.					
	SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.	francs.	fr. c.	fr. c.
Émission de 1878	549,850,000	821,334,510 00	1,371,184,510 00	78,550,000	382,931,250 00	461,481,25	3,142,000	14,091,870 00	17,233,870 00	81,692,000	397,023,120 00	478,715,120 00	468,158,000	424,311,390 00	892,469,390 00
Émission de 1881	1,201,162,000	1,714,859,160 00	2,916,021,160 00	153,637,000	740,451,405 00	894,088,4	6,983,500	31,320,997 50	38,304,497 50	160,620,500	771,772,402 50	932,392,902 50	1,040,541,500	943,086,757 50	1,983,628,257 50
Émission de 1883	1,348,780,000	1,888,182,757 50	3,236,962,757 50	158,680,000	781,151,737 50	939,831,7	7,934,000	35,583,990 00	43,517,990 00	166,614,000	816,735,727 50	983,349,727 50	1,182,166,000	1,071,447,030 00	2,253,613,030 00
Émission de 1884	970,898,000	1,338,649,519 37	2,309,547,519 37	111,473,000	539,212,384 37	650,685,3	5,729,500	25,696,807 50	31,426,307 50	117,202,500	564,909,191 87	682,111,691 87	853,695,500	773,740,327 50	1,627,435,827 50
Émission de 1891	183,456,500	224,359,983 75	407,816,483 75	14,631,500	67,318,968 75	81,950,4	1,125,500	5,047,867 50	6,173,367 50	15,757,000	72,366,836 25	88,123,836 25	167,699,500	151,994,147 50	319,693,647 50
TOTAL	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62	516,971,500	2,511,065,745 62	3,028,037,2	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	541,886,000	2,622,807,278 12	3,164,693,278 12	3,712,260,500	3,364,578,652 50	7,076,839,152 50

Suite du COMPTE DES ANNUITÉS.

4° *Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891.*

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE de SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
				francs.	fr. c.	fr. c.	
DÉPENSES EFFECTUÉES.							
1879	175	549,850.000	1	3,142,000	16,448,370 00	19,590,370 00	N° de la série sortie
1880	174	546,708,000	1	3,142,000	16,354,110 00	19,496,110 00	N° de la série sortie
1881	173	543,566,000	1	3,142,000	16,259,850 00	19,401,850 00	N° de la série sortie
1882	172	1,741,586,000	1	10,125,500	50,480,392 50	60,605,892 50	N° de la série sortie
1883	171	3,080,240,500	1	10,125,500	71,279,670 00	81,405,170 00	N° de la série sortie
1884	170	4,041 013,000	1	20,672,000	110,147,449 37	130,819,449 37	N° de la série sortie
1885	169	4,020,341,000	1	23,789,000	120,253,395 00	144,042,395 00	N° de la série sortie
1886	168	3,996,552,000	1	23,789,000	119,539,725 00	143,328,725 00	N° de la série sortie
1887	167	3,972,763,000	1	23,789,000	118,826,055 00	142,615,055 00	N° de la série sortie
1888	166	3,948,974,000	1	23,789,000	118,112,385 00	141,901,385 00	N° de la série sortie
1889	165	3,925,185,000	1	23,789,000	117,398,715 00	141,187,715 00	N° de la série sortie
1890	164	3,901,396,000	1	23,789,000	116,685,045 00	140,474,045 00	N° de la série sortie
1891	163	4,061.063,500	1	24,914,500	120,082,263 75	144,996,763 75	N° de la série sortie
1892	162	4,036,149,000	1	24,914,500	120,710 752 50	145,625,252 50	N° de la série sortie
1893	161	4,011,234,500	1	24,914,500	119,963,317 50	144,877,817 50	N° de la série sortie
1894	160	3,986,320,000	1	24,914,500	119,215,882 50	144,130,382 50	N° de la série sortie
1895	159	3,961,405,500	1	24,914,500	118,468,447 50	143,382,947 50	N° de la série sortie
1896	158	3,936,491,000	1	24,914,500	117,721,012 50	142,635,512 50	N° de la série sortie
1897	157	3,911,576,500	1	24,914,500	116,973,577 50	141,888,077 50	N° de la série sortie
1898	156	3,886,662,000	1	24,914,500	116,226,142 50	141,140,642 50	N° de la série sortie
1899	155	3,861,747,500	1	24,914,500	115,478,707 50	140,393,207 50	N° de la série sortie
1900	154	3,836,833,000	1	24,914,500	114 731,272 50	139,645,772 50	N° de la série sortie
1901	153	3,811,918,500	1	24,914,500	113,983,837 50	138,898,337 50	N° de la série sortie
1902	152	3,787,004,000	1	24,914,500	113,236,402 50	138,150,902 50	N° de la série sortie
1903	151	3,762,089,500	1	24,914,500	112,488,967 50	137,403,467 50	N° de la série sortie
1904	150	3,737,175 000	1	24,914,500	111,741,532 50	136,656,032 50	N° de la série sortie
TOTAL			26	541,886,000	2,622,807,278 12	3,164,693,278 12	
DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER.							
1905	149	3,712,260,500	1	24,914,500	110,994,097 50	135,908,597 50	
1906	148	3,687,346,000	1	24,914,500	110,246,662 50	135,161,162 50	
1907	147	3,662,431,500	1	24,914,500	109,499,227 50	134,413,727 50	
1908	146	3,637,517,000	2	49,829,000	108,378,075 00	158,207,075 00	
1909	144	3,587,688,000	2	49,829,000	106,883,205 00	156,712,205 00	
1910	142	3,537,859,000	2	49,829,000	105,388,335 00	155,217,335 00	
1911	140	3,488,030,000	2	49,829 000	103,893 465 00	153,722,465 00	
1912	138	3,438,201,000	2	49,829,000	102,398,595 00	152,227,595 00	
1913	136	3,388,372,000	2	49,829,000	100,903,725 00	150,732,725 00	
1914	134	3,338,543,000	2	49,829,000	99,408,855 00	149,237,855 00	
1915	132	3,288,714,000	2	49,829,000	97,913,985 00	147,742,985 00	
1916	130	3,238,885,000	2	49,829,000	96,419,115 00	146,248,115 00	
1917	128	3,189,056,000	2	49,829,000	94,924,245 00	144,753,245 00	
1918	126	3,139,227.000	2	49,829,000	93,429,375 00	143,258,375 00	
1919	124	3,089,398,000	2	49,829,000	91,934,505 00	141,763,505 00	
A reporter			27	672,691,500	1,532,615,467 50	2,205,306 967 50	

DÉSIGNATION des ANNÉES.	NOMBRE des SÉRIES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT. NOMBRE des séries.	AMORTISSEMENT. CAPITAL AMORTI et à amortir.	INTÉRÊTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE annuelle.	OBSERVATIONS.
		francs.		francs.	fr. c.	fr. c.	
Report			27	672,691,500	1,532,615,467 50	2,205,306,967 50	
1920	122	3,639,369,000	2	49,829,000	90,439,635 00	140,268,635 00	
1921	120	2,989,740,000	2	49,829,000	88,944,765 00	138,773,765 00	
1922	118	2,939,911,000	2	49,829,000	87,449,895 00	137,278,895 00	
1923	116	2,890,082,000	2	49,829,000	85,955,025 00	135,784,025 00	
1924	114	2,840,253,000	2	49,829,000	84,460,155 00	134,289,155 00	
1925	112	2,790,424,000	2	49,829,000	82,965,285 00	132,794,285 00	
1926	110	2,740,595,000	3	74,743,500	81,096,697 50	155,840,197 50	
1927	107	2,665,851,500	3	74,743,500	78,854,392 50	153,597,892 50	
1928	104	2,591,108,000	3	74,743,500	76,612,087 50	151,355,587 50	
1929	101	2,516,364,500	3	74,743,500	74,369,782 50	149,113,282 50	
1930	98	2,441,621,000	3	74,743,500	72,127,477 50	146,870,977 50	
1931	95	2,366,877,500	3	74,743,500	69,885,172 50	144,628,672 50	
1932	92	2,292,134,000	3	74,743,500	67,642,867 50	142,386,367 50	
1933	89	2,217,390,500	3	74,743,500	65,400,562 30	140.144,062 50	
1934	86	2,142,647,000	3	74,743,500	63,158,257 50	137,901,757 50	
1935	83	2,067,903,500	3	74,743,500	60,915,952 50	135,659,452 50	
1936	80	1,993,160,000	3	74,743,500	58,673,647 50	133,417,147 50	
1937	77	1,918,416,500	3	74,743,500	56,431,342 40	131,174,842 50	
1938	74	1,843,673,000	3	74,743,500	54,189,037 50	128,932,537 50	
1939	71	1,768,929,500	4	99,658,000	51,573,015 00	151,231,015 00	
1940	67	1,669,271,500	4	99,658,000	48,583,275 00	148,241,275 00	
1941	63	1,569,613.500	4	99,658,000	45,593,535 00	145,251,535 00	
1942	59	1,469,955,500	4	99,658,000	42,603,795 90	142,261,795 00	
1943	55	1,370,297,500	4	99,658,000	39,614,055 00	139,272,055 00	
1944	51	1,270,639,500	4	99,658,000	36,624,315 00	136,282,315 00	
1945	47	1,170,981,500	4	99,658,000	33,634,575 00	133,292,575 00	
1946	43	1,071,323,500	5	124,572,500	30,271,117 50	154,843,617 50	
1947	38	946,751,000	5	124,572,500	26,533,942 50	151,106,442 50	
1948	33	822,178,500	5	124,572,500	22,796,767 50	147,369,267 50	
1949	28	697,606,000	5	124,572,500	19,059,592 50	143,632,092 50	
1950	23	573,033,500	5	124,572,500	15,322,417 50	139,894,917 50	
1951	18	448,461,000	6	149,487,000	11,211,525 00	160,698,525 00	
1952	12	298,974,000	6	149,487,000	6,726,915 00	156,213,915 00	
1953	6	149,487,000	6	149,487,000	2,242 305 00	151,729,305 00	
TOTAL	149	3,712,260,500		3,364,578,652 50		7,076,839,152 50	

RÉCAPITULATION.

Dépenses effectuées	26	541,886,000	2,622,807,278 12	3,164,693,278 12
Dépenses restant à effectuer	149	3,712,260,500	3,364,578,652 50	7,076,839,152 50
TOTAL GÉNÉRAL	175	4,254,146,500	5,987,385,930 62	10,241,532,430 62

5° *Observations sur le tableau des annuités.*

1re PÉRIODE, DE 1879 À 1890. (Amortissement d'une série.)

Années 1879 à 1882. — (Voir le *Compte général des finances de 1882*, p. 920.)

Année 1883. — (Voir le *Compte général des finances de 1883*, p. 938.)

Année 1884. — (Voir le *Compte général des finances de 1884*, p. 974.)

Années 1885 à 1890. — (Voir le *Compte général des finances de 1895*, p. 840.)

2e PÉRIODE DE 1891 À 1907. (Amortissement d'une série.)

Pendant cette période, les intérêts diminuent chaque année de 747,435 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, à la série amortie pendant l'année courante, et pour deux autres trimestres, à la série amortie pendant l'année précédente.

En comparant les années 1903 et 1904, on constate les faits suivants :

1° La série, au capital nominal de 24,914,500 francs, mise en remboursement le 16 avril 1903, a eu droit aux arrérages des trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril 1903, soit 373,717 fr. 50. Le payement de ces deux trimestres ne devant plus avoir lieu en 1904, il en résulte pour cette année, comparée à 1903, une diminution de dépenses provenant de l'amortissement de 1903 et montant à..... 373,717f 50c

2° La série mise en remboursement le 16 avril 1904 a eu droit à quatre trimestres d'arrérages en 1903, soit..... 747,435f 00c

alors que, pour ladite série, il n'a été payé en 1904 que les trimestres échéant les 16 janvier et 16 avril, ci..... 373,717 50

Il ressort donc de cette opération, au profit de l'année 1904, une seconde diminution provenant de l'amortissement afférent à ladite année et montant à..... 373,717 50 373,717 50

Le total de la diminution pour 1904 est donc de..... 747,435 00

Cette somme, quoique représentant les arrérages annuels d'une série, se rapporte, dans l'espèce, à deux séries. Il en résulte que le montant des intérêts relaté au tableau d'amortissement ne représente pas l'intégralité des intérêts annuels du capital restant à amortir au 1er janvier de l'année que l'on considère.

ES ANNUITÉS.

Pour l'année 1904, le décompte de ces intérêts peut être établi comme il suit :

1° Le capital nominal restant à amortir au 1er janvier 1904 montait à 3,737,175,000 francs. L'intérêt de ce capital à 3 p. o/o l'an est de 112,115,250f 00c

Mais la série mise en remboursement le 16 avril 1904 a cessé d'être productive d'intérêts pour les trimestres des 16 juillet et 16 octobre. Il convient donc de retrancher de ce chef 373,717 50

Le montant des intérêts à payer en 1904 est ainsi ramené à 111,741,532 50

2° On pourrait aussi procéder de la manière suivante :

Il restait 150 séries à rembourser au 1er janvier 1904.

L'intérêt annuel à 3 p. o/o de 149 de ces séries était de 747,435 × 149 = ... 111,367,815f 00c

L'intérêt des trimestres aux 16 janvier et 16 avril de la série amortie le 16 avril étant de 373,717 50

on aura comme ci-dessus pour le montant des intérêts annuels ..... 111,741,532 50 | 111,741,532 50

3e PÉRIODE, DE 1908 À 1925. (Amortissement de deux séries.)

Année 1908. — Les intérêts de 1907 monteront à 109,499,227 50

A déduire :

1° Quatre trimestres d'arrérages se rapportant à une série amortie pendant l'année 1907 et à une série amortie pendant l'année 1908, ci. 747,435f 00c

2° Les arrérages de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) de la deuxième série qui sera amortie en 1908 pour la première fois, ci ..... 373,717 50 | 1,121,152 50

MONTANT des intérêts pour 1908 ..... 108,378,075 00

Années 1909 à 1925. — Les intérêts diminuent chaque année de 1,494,870 francs, somme représentant quatre trimestres d'arrérages se rapportant, pour deux trimestres, aux séries amorties pendant l'année courante et, pour deux autres trimestres, aux séries amorties pendant l'année précédente.

Les mêmes observations s'appliquent aux périodes pendant lesquelles on amortit trois, quatre cinq et six séries.

Pour toute année durant laquelle il n'a pas été effectué d'émission, les intérêts représentent toujours les arrérages afférents au capital à amortir au 1er janvier, déduction faite de deux trimestres (16 juillet et 16 octobre) se rapportant au capital de la série ou des séries amorties pendant ladite année.

EXEMPLE : — Année 1909.

Montant du capital restant à amortir le 1er janvier 3,587,688,000f

INTÉRÊTS à 3 p. o/o 107,630,640f

A déduire deux trimestres d'arrérages se rapportant à 47,578,000 francs, montant des deux séries remboursables le 16 avril 1909 747,435

INTÉRÊTS à payer en 1909 106,883,205

II. — COMPTE DES RENTES.

1° État au 1er janvier 1905, des Crédits d'inscription.

Le montant des crédits d'inscription accordés antérieurement au 1er janvier 1904 par diverses lois était de..... 127,624,395f

Voir l'énumération de ces crédits au compte général des finances de 1886, p. 752, et de 1891, p. 852.

Ces crédits ont été complètement employés.

2° Mouvement et situation des rentes.

Accroissements antérieurs à 1904 :

Émission de 1878. (Loi du 11 juin 1878 et décret du 16 juillet 1878.)..	16,495,500f
Émission de 1881. (Loi du 22 décembre 1880 et décret du 7 mars 1881, et arrêté du 29 mars 1881.).....	36,034,860
Émission de 1883. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883.).....	40,463 400
Émission de 1884. (Loi du 30 décembre 1882, décret et arrêté du 14 mars 1883. — Loi du 29 décembre 1883. — Loi du 30 janvier 1884. — Décret et arrêté du 2 février 1884.).....	29,126,940
Émission de 1891. (Loi du 24 décembre 1890, décret du 14 janvier 1891 et arrêté du 3 février 1891.).....	5,503,695
TOTAL.....	127,624,395

Accroissements pendant l'année 1904 : Néant.

Décroissements antérieurs à 1904 :

Rentes afférentes aux séries sorties :

1° Pendant les années 1879 à 1881, soit trois fois 94,260 francs, ci	282,780f	
2° Pendant les années 1882 et 1883, soit deux fois 303,765 francs, ci	607,530	
3° Pendant l'année 1884.....	620,160	
4° Pendant les années 1885 à 1890, soit six fois 713,670 francs, ci.....	4,282,020	
5° Pendant les années 1891 à 1903, soit treize fois 747,435 francs, ci.....	9,716,655	
TOTAL.....	15,509,145	
Décroissement pendant l'année 1904 : Rentes afférentes à la série sortie le 1er mars 1904...	747,435	
TOTAL.....	16,256,580	16,256,580
Reste pour le montant des rentes inscrites au 1er janvier 1905.....		111,367,815

3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées.

MONTANT DES RENTES au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS DE L'ANNÉE 1904.		SITUATION DES RENTES au 1er janvier 1905.
	Accroissement. (Rejets.)	Décroissement. (Rétablissements.)	
16,290f	2,820f	900f	18,210f

Suite du COMPTE DES RENTES.

4° État indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur.

COUPURES.	NOMBRE DES PARTIES.	MONTANT DES RENTES.
15	182,057	2 730.855f
30	112,444	3.373,320
60	79,646	4,778,760
150	21,632	3,244,800
300	8,775	2,632,500
600	2,892	1.735,200
1,500	742	1,113,000
3,000	967	2,901,000
TOTAUX	409.155	22,509.435

5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1904.

DATES.	NOMBRE DES PARTIES.			MONTANT DES RENTES.		
	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.	INSCRIPTIONS nominatives.	INSCRIPTIONS au porteur.	TOTAL.
31 décembre 1878	5,415	104,616	110,031	5,891,505f	8,921,235f	14,812,740f
31 décembre 1879	8,905	135,302	144,207	8,104,830	8,296,410	16,401,240
31 décembre 1880	10,912	139,781	150,693	8,000,850	8,306,130	16,306,980
31 décembre 1881	13,441	173,487	186,928	8,574.720	9,804,360	18,379,080
31 décembre 1882	24,569	422,295	446,864	23,047,215	28,896,600	51,943,815
31 décembre 1883	20,508	446,011	466,519	62,738,445	29,365,005	92,103,450
31 décembre 1884	19,667	604,333	624,000	83,505,165	37,104,540	120,609,705
31 décembre 1885	37,765	600,968	638,733	84,924,105	34,972,455	119,896,560
31 décembre 1886	39,715	579,910	619,625	85,393,665	33,789.225	119,182,890
31 décembre 1887	41,207	562,480	603,687	85,123,215	33,346,005	118,469,220
31 décembre 1888	41,462	554,187	595,649	84,786,345	32,969,205	117,755,550
31 décembre 1889	40,916	497,967	538,883	88,322,445	28,719,435	117,041,880
31 décembre 1890	39,378	467,378	506,756	89,317,635	27,010,575	116,328,210
31 décembre 1891	39,299	459,364	498,663	94,633,830	26,450,640	121,084,470
31 décembre 1892	36,583	431,402	467,985	95,589,075	24,747,960	120,337,035
31 décembre 1893	40,546	430.035	470,581	94,934,895	24,654.705	119,589,600
31 décembre 1894	38,692	415 053	453,745	95,067,855	23,774,310	118,842,165
31 décembre 1895	37,640	411,099	448 739	94,410,585	23,684,145	118,094,730
31 décembre 1896	37,036	408,720	445,756	93,824,715	23,522,580	117.347,295
31 décembre 1897	36,294	400,297	436,591	93,546,420	23,053,440	116,599,860
31 décembre 1898	39,174	398,043	437,217	93,079,785	22,772,640	115,852,425
31 décembre 1899	38,941	396,744	435,685	92,617,590	22,487,400	115,104,990
31 décembre 1900	39,314	400,133	439,447	91,833,240	22,524,315	114,357,555
31 décembre 1901	43,567	408,292	451,859	90,853,005	22,757,115	113,610,120
31 décembre 1902	44,363	411,313	455.676	90,135,900	22,726,785	112,862,685
31 décembre 1903	44,928	409,624	454,552	89.459,790	22,655,460	112,115,250
31 décembre 1904	45,529	409,155	454,684	88,858,380	22,509,435	111,367,815

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

(Loi du 17 juin 1873.)

Pour tenir compte à la Compagnie des chemins de fer de l'Est des dommages et dépenses pouvant résulter pour elle de l'application du traité de Francfort et de la convention du 17 juin 1873, il lui a été remis, avec jouissance du 1er novembre 1873, un titre d'annuité de vingt millions cinq cent mille francs (20,500,000f) représentant, au taux de l'emprunt du 2 juillet 1871, un capital de trois cent vingt-cinq millions (325,000,000f). Les intérêts de cette somme ont couru à compter du 18 mai 1871.

L'annuité de 20,500,000 francs est payable par semestre, les 1er mai et 1er novembre, pendant quatre-vingt-un ans, de 1874 à 1954 inclusivement.

Le titre dont il s'agit a été délivré en exécution de la loi du 17 juin 1873, de la convention du même jour et de la décision ministérielle du 8 octobre 1873. Des extraits de ces documents ont été insérés au Compte général des finances de 1884, pages 1005 et 1006.

L'état des dépenses afférentes à l'annuité de 20,500,000 francs ressort du tableau suivant :

SITUATION AU 1er JANVIER 1905

Montant des dépenses à effectuer :

Capital nominal.....	325,000,000f 00c	1,710,776,484f 01
Intérêts.....	1,385,776,484 01	
A reporter.....		1,710,776,484 01

Report.....		1,710,776,484f 01c
Période du 19 mai 1871 au 31 octobre 1873 :		
Année 1871, du 19 mai au 31 décembre.....	12,693,150f 68c	
Année 1872, du 1er janvier au 31 décembre.....	26,500,000 00	
Année 1873, du 1er janvier au 30 juin. 10,250,000f 00c Année 1873, du 1er juillet au 31 octobre..... 6,833,333 33	17,083,333 33	
	50,276,484 01	
Période de 1874 à 1954 inclusivement :		
81 annuités de 20,500,000 francs.....	1,660,500,000 00	
Somme égale.....	1,710,776,484 01	

DÉCROISSEMENTS.

Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1904 :		
De 1871 à 1873 inclusivement.....	(A) 50,276,484f 01c	
De 1874 à 1903 inclusivement, 30 annuités à 20,500,000f.	615,000,000 00	
Total.....	665,276,484 01	
Dépenses effectuées pendant l'année 1904 :		
Annuité de (intérêts et amortissement).....	20,500,000 00	
Total général des décroissements.....	685,776,484 01	685,776,484 01c
Dépenses restant à effectuer de 1905 à 1954, soit 50 annuités à 20,500,000 francs, ci.....		1,025,000,000 00

AMORTISSEMENT (B).

Montant du capital à amortir.....			325,000,000f 00c
Capital amorti	de 1874 à 1903 inclusivement.....	11,864,008f 79c	
	pendant l'année 1904.....	895,664 85	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1905.		12,759,673 64	12,759,673 64
Capital restant à amortir de 1905 à 1954.....			312,240,326 36

(A) Pour la répartition de cette somme parmi les dépenses résultant des services faits, voir le Compte général des finances de 1884, page 1007.

(B) Le taux de l'intérêt semestriel est de 3 fr. 1325282328 p. 0/0

ANNUITÉ

À LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DE PARIS À LYON ET À LA MÉDITERRANÉE.

Aux termes d'une convention passée le 14 juin 1897 entre les Ministres des travaux publics et des finances et la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et approuvée par la loi du 18 février 1898, la ligne du Rhône au Mont-Cenis a été incorporée à l'ancien réseau de la Compagnie et le compte de garantie spécial à cette ligne a été supprimé à partir du 1er janvier 1897.

En compensation de la suppression de ce compte de garantie, l'État s'est engagé à payer à la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée pendant 62 ans, de 1897 à 1958 inclusivement, une annuité de 2,546,000 francs.

La valeur de cette annuité calculée au taux de 3 fr. 25 p. o/o représente un capital de 67,554,177 fr. 90.

L'état des dépenses afférentes à cette annuité ressort au tableau suivant :

SITUATION AU 1ER JANVIER 1905.

Montant des dépenses à effectuer		157,852,000f
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1904	17,822,000f	
Dépenses effectuées pendant l'année 1904	2,546,000	
TOTAL	20,368,000	20,368,000
Dépenses restant à effectuer de 1905 à 1958, soit 54 annuités à 2,546,000 francs, ci		137,484,000
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		67,554,177f 90c
Capital amorti : antérieurement à l'année 1904	2,706,020f00c	
Capital amorti : pendant l'année 1904	438,434 90	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1905	3,144,454 90	3,144,454 90
Capital restant à amortir de 1905 à 1958		64,409,723 00

ANNUITÉ À LA COMPAGNIE D'ORLÉANS

POUR LES LIGNES ÉCHANGÉES ENTRE ELLE ET L'ÉTAT.

(Convention du 18 juin 1883.)
(Loi du 20 novembre 1883. — Arrêté ministériel du 18 janvier 1900.)

Une convention passée le 18 juin 1883, entre le Ministre des travaux publics et la Compagnie des chemins de fer d'Orléans et approuvée par la loi du 20 novembre suivant, a réglé l'échange entre cette Compagnie et l'État de diverses lignes de chemins de fer. La soulte résultant de cette opération devait être versée annuellement à la compagnie.

Le montant de cette soulte n'a été déterminé que par un arrêté pris le 18 janvier 1900 par le Ministre des travaux publics, sur le rapport de la Commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer et après avis conforme du Ministre des finances. Il a été fixé pour les années courues de 1884 à 1891 inclusivement ainsi qu'il suit :

1884	2,962,200f 43c
1885	2,579,032 40
1886	2,779,607 53
1887	2,344,076 08
1888	2,569,038 43
1889	2,695,233 92
1890	2,588,085 22
1891	2,350,700 02

Quant aux années ultérieures, l'article 2 dudit arrêté a transformé ces annuités variables en une annuité fixe de 2,348,000 francs que l'État s'est engagé à payer à la Compagnie d'Orléans jusqu'en 1957 inclusivement (A).

Le montant du capital correspondant aux annuités dues à la Compagnie dès 1884, calculé au taux de 3 fr. 75 p. o/o, s'élevait à 60,191,675 fr. 03, valeur au 1er janvier 1884.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1905.

Montant des dépenses à effectuer		173,487,974f 03c
Décroissements.		
Dépenses effectuées antérieurement à l'année 1904	46,695,974f 03c	49,043,974 03
Dépenses effectuées pendant l'année 1904	2,348,000 00	
Dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1905 (53 annuités de 2,348,000 francs)		124,444,000 00
Amortissement.		
Montant du capital à amortir		60,191,675 03
Capital amorti : antérieurement au 1er janvier 1904	6,154,822f 76c	
Capital amorti : pendant l'année 1904	321,618 00	
Total de l'amortissement au 1er janvier 1905	6,476,440 76	6,476,440 76
Capital restant à amortir de 1905 à 1957		53,715,234 27

(A) Comme il n'a été fait aucun payement à la Compagnie d'Orléans pendant l'année 1900, le point terminal de l'annuité se trouve reporté au 1er janvier 1957.

ANNUITÉS

AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

POUR LES LIGNES

DONT LES TRAVAUX SONT TERMINÉS ET REÇUS.

C'est seulement à partir du 1er janvier 1875 que ces annuités ont commencé à être inscrites parmi les dépenses de la Dette publique, conformément aux prescriptions de la loi du 5 août 1874.

Le compte de ces annuités se divise en deux articles, savoir :

L'article 1er, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des subventions accordées par l'État aux compagnies de chemins de fer;

L'article 2, comprenant les annuités destinées à l'amortissement des avances faites par les compagnies.

La situation de ce compte, au 1er janvier 1905, ressort du relevé ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1905.

	MONTANT des ANNUITÉS.	MONTANT DES DÉPENSES		
		À EFFECTUER.	EFFECTUÉES.	RESTANT à effectuer.
Situation au 1er janvier 1904 telle qu'elle figure au Compte général des finances de 1903, pages 97 et suivantes.....	41,915,468f 76c	3,593,656,363f 48c	1,346,798,454f 46c	2,246,857,909f 02c
Accroissement provenant de l'inscription des annuités rattachées au budget du Ministère des finances à compter du 1er janvier 1904..	"	"	"	"
Situation définitive au 1er janvier 1904.....	41,915,468 76	3,593,656,363 48	1,346 98,454 46	2,246,857,909 02
Montant des opérations de l'année 1904, à ajouter aux dépenses effectuées et à retrancher des dépenses restant à effectuer.....	"	"	41,915,468 76	41,915,468 76
Situation au 1er janvier 1905.....	41,915,468 76	3,593,656,363 48	1,388,713,923 22	2,204,942,440 26

Les cinq tableaux suivants offrent, au sujet du présent compte, des renseignements complets et détaillés, savoir :

Le tableau n° I fait connaître le montant des annuités à payer à chaque compagnie;

Le tableau n° II indique pour chaque ligne : 1° le montant des sommes à amortir, et 2° les conditions de l'amortissement;

Le tableau n° III présente, pour chaque ligne et pour chaque compagnie, l'état développé des dépenses en capital et intérêts;

Le tableau n° IV est un résumé de la situation des dépenses afférentes à chacune des compagnies;

Enfin le tableau n° V donne le développement par année des dépenses restant à effectuer.

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE PAYEMENT des subventions.	ANNUITÉS INSCRITES pour LE REMBOURSEMENT des avances.	TOTAL DES ANNUITÉS inscrites.
ACCROISSEMENTS ANTÉRIEURS À 1904.			
Compagnie du Nord	360,042f 46c	909,860f 80c	1,269,903f 26c
Compagnie de l'Est	4,069,955 40	"	4,069,955 40
Compagnie de l'Ouest	3,473,958 86	228,991 12	3,702,949 98
Compagnie d'Orléans	4,334,068 36	213,983 82	4,548,052 18
Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	13,818,734 58	3,167,451 51	16,986,186 09
Compagnie du Midi	2,074,061 58	6,388,917 28	8,462,978 86
Compagnie d'Orléans à Châlons	1,117,224 38	"	1,117,224 38
Compagnie de Lille à Valenciennes	387,748 34	"	387,748 34
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	1,262,500 00	1,262,500 00
Syndicat de Grande-Ceinture	"	22,478 35	22,478 35
Compagnie de Fives-Lille	"	85,491 92	85,491 92
TOTAL des accroissements antérieurs à 1904 à reporter	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76
Report	29,635,793f 96c	12,279,674f 80c	41,915,468f 76c
ACCROISSEMENTS PENDANT L'ANNÉE 1904.	"	"	"
TOTAL général des accroissements au 1er janvier 1905	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76
Décroissements antérieurs à l'année 1904	"	"	"
Décroissements pendant l'année 1904	"	"	"
TOTAL général des décroissements au 1er janvier 1905	"	"	"
Annuités inscrites au 1er janvier 1905	29,635,793 96	12,279,674 80	41,915,468 76

II. — *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant les annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	1,841,833f 64c	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1954 (90 ans).
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	137,622 00	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 15 janvier 1886 au 15 juillet 1954 (89 ans).
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	686,443 38	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)	26,416,667 00	1,334,342 54	5.	Convention du 11 juin 1883, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1863 au 1er avril 1956 (93 ans).
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat	45,400,000 00	2,077,635 32	4 1/2.	Convention du 11 juillet 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863. — Amortissement du 1er octobre 1864 au 1er avril 1956 (92 ans).
Pithiviers à Malesherbes	1,500,000 00	68,752 86	4 1/2.	Convention du 11 juin 1863, loi du 11 juin et décret du 6 juillet 1863, décret du 8 août 1865, concession définitive. — Amortissement du 1er octobre 1866 au 1er août 1956 (90 ans).
Embranchement de Romorantin	1,100,000 00	50,552 76	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Réseau central	1,333,333 00	67,348 50	5.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1864 au 1er novembre 1956 (93 ans).
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang	33,000,000 00	1,540,175 42	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas	21,300,000 00	974,749 60	4 1/2.	*Idem.* — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1875. P.	188,233,805 00	8,749,456 02		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATE DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	188,233,805f 00c	8,749,456f 02c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1876. (Loi du 3 août 1875.) Antérieurement au 1er janvier 1876, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	489,662 94	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er juin 1865 au 1er décembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac	21,000,000 00	961,020 74	4 1/2.	Convention du 1er mai 1863, loi et décret du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement de Saint-Affrique	3,000,000 00	138,291 24	4 1/2.	Convention, décret et loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1957 (84 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1876.	34,700,000 00	1,588,974 92		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant ces annuités étaient effectués : 1° pour les lignes de l'Algérie, par le Ministère de l'intérieur, et 2° pour les autres lignes, par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon	13,000,000 00	594,917 58	4 1/2.	Loi, décret et convention du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1867 au 1er novembre 1958 (92 ans).
Chemins de fer de l'Algérie	80,000,000 00	3,661,031 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, art. 3. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
COMPAGNIES DIVERSES.				
Orléans à Châlons	24,374,800 00	1,117,224 38	4 1/2.	Lois des 18 juillet 1868 et 16 février 1870, décret du 29 mai 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Dombes et Sud-Est. (Lyon à Montbrison.) (A)	12,000,000 00	550,022 66	4 1/2.	Loi du 8 mai 1869, décret du 16 novembre 1869. — Amortissement du 1er janvier 1871 au 15 juillet 1960 (90 ans).
Lille à Valenciennes. (Lérouville à Sedan.)	8,445,000 00	387,748 34	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868, décrets des 7 avril et 29 août 1869. — Amortissement du 1er janvier 1873 au 15 juillet 1960 (88 ans)
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1877.	137,819,800 00	6,310,944 32		
A reporter	360,753,605 00	16,649,375 26		

(A) Cette ligne a été rattachée à la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée à compter de l'année 1884.

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1878. (Loi du 30 mars 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1878, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
Report.....	360,753,605f 00c	16,649,375f 26c		
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Sablé à Châteaubriant.....	12,000,000 00	551,484 60	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	399,826 34	4 1/2.	Loi du 26 juillet 1868. — Amortissement du 1er avril 1873 au 1er octobre 1959 (87 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, Clermont à Montbrison Dijon à Langres.....	43,200,000 00	1,976,956 94	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	334,879 96	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Antérieurement à l'insertion de ces deux lignes au budget du Ministère des finances, il avait été payé par le Ministère des travaux publics cinq annuités afférentes aux années ci-après désignées : 1868, 1869, 1875, 1876 et 1877. — Amortissement du 1er mai 1868 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1878...	71,200,000 00	3,263,147 84		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878.) Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe.....	38,000,000 00	1,746,367 94	4 1/2.	Loi du 4 juillet 1868. — Amortissement du 1er juin 1870 au 1er décembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	2 295,727 40	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863 et décret du 2 janvier 1869. — Amortissement du 1er mai 1869 au 1er novembre 1956 (88 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879...	88,000,000 00	4,042,095 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Ligne de Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen.....	8,700,000 00	402,958 54	4 1/2	Loi du 26 juil. 1868. — Amortissement du 1er avril 1877 au 1er octobre 1956 (80 ans).
A reporter.....	528,653,605 00	24,357,576 98		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
I. — SUBVENTIONS PAYABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report.....	528,653,605f 00c	24,357,576f 98c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Ligne de Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	594,917 60	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1865 au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	873,183 96	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	165,445 38	4 1/2.	Loi du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	927,576 92	4 1/2.	Loi du 3 juillet 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1956 (79 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1886.....	42,600,000 00	1,966,206 26		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1888. (Loi du 30 mars 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1888, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thonon à Saint-Gingolph.....	5,800,000 00	266,550 90	4 1/2.	Loi du 11 juin 1863. — Amortissement du 1er mai 1870 au 1er novembre 1956 (87 ans).
COMPAGNIE DU NORD.				
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	337,145 06	4,52824	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1885 au 1er novembre 1950 (66 ans).
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	22,897 40	"	Loi et convention du 30 décembre 1875. — Amortissement du 21 mai 1886 au 21 novembre 1950 (65 ans).
TOTAL des annuités inscrites en 1888.....	13,450,000 00	626,593 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Révigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne.....	37,500,000 00	1,821,042 74	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1888 au 1er novembre 1954 (67 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1889.....	635,203,605 00	29,366,336 94		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Is-sur-Tille à Gray.....	5,500,000 00	269,457 02	4,673464	Loi et convention du 31 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1889 au 1er novembre 1954 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites à titre de subvention au 31 décembre 1904.....	640,703,605 00	29,635,793 96		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS.				
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1875. (Loi du 5 août 1874.) Antérieurement au 1er janvier 1875, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Chemin de Ceinture	5,000,000f 00c	228,991f 12c	4 1/2.	Convention du 31 mai 1865, loi du 10 juillet 186[illegible] — Amortissement du 1er juin 1866 au 1er [illegible] cembre 1956 (91 ans).
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Libourne à Bergerac	4,656,170 00	213,983 83	4 1/2.	Convention du 26 juillet 1868, loi et décret [illegible] 16 juillet 1868. — Amortissement du 1er [illegible] 1870 au 1er octobre 1956 (87 ans).
Embranchement de Saint-Éloi				
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1845	9,656,170 00	442,974 94		
ANNUITÉ INSCRITE PENDANT L'ANNÉE 1877. (Loi du 26 décembre 1876.) Antérieurement au 1er janvier 1877, les payements concernant cette annuité étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Rodez à Millau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000 00	1,587,972 36	4 1/2.	Loi et décret du 11 juin 1863, convention du 1er mai 1863, loi, décret et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 186[illegible] au 1er novembre 1956 (92 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1879. (Loi du 22 décembre 1878. Antérieurement au 1er janvier 1879, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	208,996 22	4 1/2.	Loi du 22 mai 1869. — Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom	4,000,000 00	183,828 20	4 1/2.	Loi du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1874 au 1er novembre 1960 (87 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1879	8,500,000 00	392,824 42		
A reporter	52,856,170 00	2,423,771 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II.—AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite				
Report	52,856,170f 00c	2,423,771f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1880. (Loi du 21 décembre 1879.) Antérieurement au 1er janvier 1880, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	505,074 20	4 1/2.	Amortissement du 1er novembre 1872 au 1er mai 1950 (78 ans).
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1882. (Loi du 29 juillet 1881.) Antérieurement au 1er janvier 1882, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU NORD.				
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville (1)	4,000,000 00	195,790 38	4,72666648	Lois des 11 juin 1863, 14 et 30 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1878 au 1er novembre 1950 (74 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement de Condom (2)	3,000,000 00	154,354 68	4,9308,934	Loi des 8 août 1868 et 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er mai 1957 (80 ans 1/2).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1882	7,0000,00 00	350,145 06		(1) Voir le Compte général de 1882, page 967, observation A.
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1886. (Loi du 8 août 1885.) Antérieurement au 1er janvier 1886, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				(2) Voir même compte et même page, observation B.
COMPAGNIE DU MIDI.				
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Vichy à Thiers	4,000,000 00	185,268 30	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	648,439 04	4 1/2.	*Idem.*
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1886	22,000,000 00	1,018,975 64		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1887. (Loi du 27 février 1887.) Antérieurement au 1er janvier 1887, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Thiers à Ambert	10,000,000 00	463,170 74	4 1/2.	Loi du 23 mars 1874. Convention du 18 juillet 1868. — Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
COMPAGNIE DU MIDI.				
Foix à Tarascon et Mende à Séverac avec embranchement sur Marvejols	20,000,000 00	920,964 22	4 1/2.	Lois et convention du 10 août 1868. — Amortissement du 1er mai 1872 au 1er novembre 185[illegible] (85 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1887	30,000,000 00	1,384,134 96		
A reporter	122,731,170 00	5,682,101 58		

Suite du *Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissement.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	122,731,170f 00c	5,682,101f 58c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1889. (Loi du 29 décembre 1888.) Antérieurement au 1er janvier 1889, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Montauban à Saint-Sulpice. — Saint-Sulpice à Castres. — Puyôo à Saint-Palais	11,700,000 00	557,050 56	4,477970	Loi et convention du 14 décembre 1875. — Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	1,398,926 22	5,1768069	Lois des 27 septembre 1867 et 18 juillet 1868.— Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 (73 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1889	37,831,547 24	1,955,976 78		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1889	160,562,717 24	7,638,078 36		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1890. (Loi du 17 juillet 1889.) Antérieurement au 1er janvier 1890, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Tarascon à Ax	4,900,000 00	233,294 98	4,477 96	Loi et convention du 14 décembre 1875.— Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	499,000 00	4,934,487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 17 septembre 1978 (92 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1890	14,880,000 00	732,294 98		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1890	175,442,717 24	8,370,373 34		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1891. (Loi du 26 décembre 1890.) Antérieurement au 1er janvier 1891, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	1,482,146 38	4 1/2.	Loi et convention du 10 août 1868. — Loi du 23 mars 1874. Amortissement du 1er mai 1877 au 1er novembre 1956 (80 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1891	207,442,717 24	9,852,519 72		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1893. (Loi du 28 avril 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1893, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.				
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	763,500 00	4,934487	Convention du 21 février 1883. — Loi du 19 décembre 1884. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er octobre 1981 (95 ans).
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1893	222,712,717 24	10,616,019 72		
A reporter	222,712,717 24	10,616,019 72		

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	MONTANT des ANNUITÉS.	TAUX de L'INTÉRÊT nominal annuel.	OBSERVATIONS. (DATES DES LOIS, décrets et conventions, amortissements.)
II. — AVANCES REMBOURSABLES EN ANNUITÉS. (Suite.)				
Report	222,712,717f 24c	10,616,019f 72c		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1894. (Loi du 26 juillet 1893.) Antérieurement au 1er janvier 1894, les payements concernant ces annuités étaient effectués par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Condom à Risle et Marmande à Casteljaloux	15,800,000 00	753,966 00	4,5803	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1886 au 1er mai 1957 (71 ans).
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	133.465 86	4,1538	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er novembre 1891 au 1er mai 1957 (66 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1894	18,800,000 00	887,431 86		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1894	241,512,717 24	11,503,451 58		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1899. (Loi du 30 mai 1899.) Antérieurement au 1er janvier 1899, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DU MIDI.				
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	196,605 74	4,85358	Loi et convention du 14 décembre 1875. Amortissement du 1er mai 1879 au 1er mai 1957 (78 ans 1/2).
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.				
Travaux de parachèvement de la ligne de Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	22,478 35	4,573	Convention du 20 novembre 1884. — Loi du 1er juillet 1885. Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1958 (72 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1899	4,493,486 00	219,084 09		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1899	246,006,203 24	11,722,535 67		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1901. Antérieurement au 1er janvier 1901, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Crest à Aspres-les-Veynes	4,594,542f 68c 5,189,108 27 1,442,099 08	471,647 21	3,9959616 3,89581154 3,6498546	Convention du 5 août 1887. — Loi du 13 avril 1888. — Amortissement du 1er janvier 1889 au 1er janvier 1958 (70 ans). — Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1958 (69 ans). — Amortissement du 1er janvier 1891 au 1er janvier 1958 (68 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1901	11,225,750 03	471,647 21		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1902	257,231,953 27	12,194,182 88		
ANNUITÉS INSCRITES PENDANT L'ANNÉE 1903. (Loi du 31 mars 1903.) Antérieurement au 1er janvier 1903, les payements concernant ces annuités étaient faits par le Ministère des travaux publics.				
COMPAGNIE DE FIVES-LILLE.				
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (matériel roulant, outillage, mobilier, etc.)	895,531 56	85,491 92	4,865	Convention du 16 avril 1886. — Loi du 28 août 1886. — Amortissement du 1er août 1899 au 1er août 1913 (15 ans).
TOTAL des annuités inscrites pendant l'année 1903	895,531 56	85,491 92		
TOTAL des annuités inscrites pour le remboursement des avances au 31 décembre 1904	258,127,484 83	12,279,674 80		
RÉCAPITULATION.				
Subventions	640,703,605 00	29,635,793 96		
Avances	258,127,484 83	12,279,674 80		
TOTAL GÉNÉRAL	898,831,089 83	41,915,468 76		

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SUBVENTIONS.

III. — *État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Réseau des Ardennes. — Épinal à Remiremont. — Lunéville à Saint-Dié. — Châtillon à Chaumont. — Chaumont à Pagny. — Strasbourg à Barr. — Haguenau à Niederbronn. — Dieuze à Avricourt. — Sainte-Marie-aux-Mines à Schlestadt. — Belfort à Guebwiller. — Niederbronn à Thionville	40,183,805f 00c	125,581,222f 60c	165,765,027f 60c	3,484,550f 17c	68,346,961f 79c	71,831,511f 96c	192,508f 84c	1,649,324f 80c	1,841,833f 64c	3,677,059f 01c	69,996,286f 59c	73,673,345f 60c	36,506,745f 99c	55,584,936f 01c	92,091,682f 00c
Bar-sur-Seine à Châtillon	3,000,000 00	9,248,358 00	12,248,358 00	257,829 55	4,931,806 45	5,229,636 00	14,384 34	123,237 66	137,622 00	272,213 89	5,095,044 11	5,367,258 00	2,727,786 11	4,153,313 89	6,881,100 00
Revigny à Vouziers. — Châtillon à Is-sur-Tille. — Recey à Langres. — Vallée de l'Ourcq à Esternay. — Jessains à Éclaron. — Esternay à Romilly. — La Ferté-Gaucher à Sézanne	37,500,000 00	84,808,095 58	122,308,095 58	2,228,124 00	27,206,791 84	29,434,915 84	174,641 00	1,646,401 74	1,821,042 74	2,402,765 00	28,853,193 58	31,255,958 58	35,097,235 00	55,954,902 00	91,052,137 00
Is-sur-Tille à Gray	5,500,000 00	12,291,812 32	17,791,812 32	280,873 00	3,768,631 30	4,049,504 30	25,841 00	243,616 02	269,457 02	306,714 00	4,012,247 32	4,318,961 32	5,193,286 00	8,279,565 00	13,472,851 00
OTAL	86,183,805 00	231,929,488 50	318,113,293 50	6,251,376 72	104,294,191 38	110,545,568 10	407,375 18	3,662,580 22	4,069,955 40	6,658,751 90	107,956,771 60	114,615,523 50	79,525,053 10	123,972,716 90	203,497,770 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Caen à Flers. — Mayenne à Laval. — Louviers à la ligne de Paris à Rouen. — Pontivy à Saint-Brieuc	15,000,000 00	48,152,790 96	63,152,790 96	1,188,085 92	25,583,205 90	26,771,291 82	65,637 45	620,805 93	686,443 38	1,253,723 37	26,204,011 83	27,457,735 20	13,746,276 63	21,948,779 13	35,695,055 74
Ligne de Flers à Mayenne	10,700,000 00	34,348,990 48	45,048,990 48	847,500 69	18,249,353 97	19,096,854 66	46,821 34	442,841 60	489,662 94	894,322 03	18,692,195 57	19,586,517 60	9,805,677 97	15,656,794 91	25,462,472 88
Ligne de Sablé à Châteaubriant	12,000,000 00	35,979,160 20	47,979,160 20	903,587 75	17,846,888 65	18,750,476 40	52,732 69	498,751 91	551,484 60	956,320 44	18,345,640 56	19,301,961 00	11,043,679 56	17,633,519 64	28,677,199 20
Laval à Angers. — Saint-Lô à Lamballe	38,000,000 00	113,934,010 78	151,934,010 78	2,861,364 67	56,515,145 29	59,376,509 96	166,987 06	1,579,380 88	1,746,367 94	3,028,351 73	58,094,526 17	61,122,877 90	34,971,648 27	55,839,484 61	90,811,132 88
TOTAL	75,700,000 00	232,414,952 42	308,114,952 42	5,800,539 03	118,194,593 81	123,995,132 84	332,178 54	3,141,780 32	3,473,958 86	6,132,717 57	121,336,374 13	127,469,091 70	69,567,282 43	111,078,578 29	180,645,860 72
A reporter	161,883,805 00	464,344,440 92	626,228,245 92	12,051,915 75	222,488,785 19	234,540,700 94	739,553 72	6,804,360 54	7,543,914 26	12,791,469 47	229,293,145 73	242,084,615 20	149,092,335 53	235,051,295 19	384,143,630 72

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	161,883,805f00c	464,344,440f92c	626,228,245f92c	12,051,915f75c	222,488,785f19c	234,540,700f94	739,553f72c	6,804,360f54c	7,543,914f26c	12,791,469 47	229,293,145f73c	242,084,615f20c	149,092,335f53	235,051,295f19c	384,143,630f72c
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Réseau central et ligne de Bretagne (sud)....	26,416,667 00	97,677,189 22	124,093,856 22	1,726,390 05	52,314,482 82	54,040,872 87	101,077 42	1,233,265 12	1,334,342 54	1,827,467 47	53,547,747 94	55,375,215 41	24,589,199 53	44,129,441 28	68,718,640 81
Cahors à Libos. — Villeneuve-d'Agen à la ligne de Périgueux. — Tulle à Brive. — Châteaulin à Landerneau. — Commentry à Gannat.....	45,400,000 00	145,742,449 44	191,142,449 44	3,694,165 70	78,372,429 44	82,066,595 14	203,132 54	1,874,502 78	2,077,635 32	3,897,298 24	80,246,932 22	84,144,230 46	41,502,701 76	65,495,317 22	106,998,218 98
Pithiviers à Malesherbes.....	1,500 000 00	4,687,757 40	6,187,757 40	119,867 74	2,458,364 51	2,578,232 25	6,721 89	62,030 97	68,752 86	126,589 63	2,520,395 48	2,646,985 11	1,373,410 37	2,167,361 92	3,540,772 29
Embranchement de Romorantin.....	1,100,000 00	3,298,090 12	4,398,090 12	82,831 28	1,635,962 56	1,718,793 84	4,833 89	45,718 87	50,552 76	87,665 17	1,681,681 43	1,769,346 60	1,012,334 83	1,616,408 69	2,628,743 52
Châteaubriant à Nantes.....	8,700,000 00	26,084,891 58	34,784,891 58	550,105 57	11,844,510 97	12,394,616 54	33,453 26	366,373 08	399,826 34	583,558 83	12,210,884 65	12,794,442 88	8,116,441 17	13,874,007 53	21,990,448 70
Bergerac à la ligne de Périgueux à Agen...	8,700,000 00	23,536,683 20	32,236,683 20	592,078 15	10,287,802 43	10,879,880 58	38,530 71	364,427 83	402,958 54	630,608 86	10,652,230 26	11,282,839 12	8,069,391 14	12,884,452 94	20,953,844 08
TOTAL.....	91,816,667 00	301,027,060 96	392,843,727 96	6,765,438 49	156,913,552 73	163,678,991 22	387,749 71	3,946,318 65	4,334,068 36	7,153,188 20	160,859,871 38	168,013,059 58	84,663,478 80	140,167,189 58	224,830,668 38
COMPAGNIE DU MIDI.															
Perpignan à Port-Vendres. — Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Langon à Bazas.	21,300,000 00	68,376,963 20	89,676,963 20	1,687,082 08	36,328,152 32	38,015,234 40	93,205 25	881,544 35	974,749 60	1,780,287 33	37,209,696 67	38,989,984 00	19,519,712 67	31,167,266 53	50,686,979 20
Ligne d'Agde à Lodève, à Milhau, à Graissessac.....	21,000,000 00	67,413,908 08	88,413,908 08	1,663,320 38	35,816,488 48	37,479,808 86	91,892 45	869,128 29	961,020 74	1,755,212 83	36,685,616 77	38,440,829 60	19,244,787 17	30,728,391 31	49,973,078 48
Embranchement de Saint-Affrique.....	3,000,000 00	8,616,464 16	11,616,464 16	204,788 10	3,943,949 10	4,148,737 20	12,647 56	125,643 68	138,291 24	217,435 66	4,069,592 78	4,287,028 44	2,782,564 34	4,546,871 38	7,329,435 72
TOTAL.....	45,300,000 00	144,407,335 44	189,707,335 44	3,555,190 56	76,088,589 90	79,643,780 46	197,745 26	1,876,316 32	2,074,061 58	3,752,935 82	77,964,906 22	81,717,842 04	41,547,064 18	66,442,429 22	107,989,493 40
A reporter.....	299,000,472 00	909,778,837 32	1,208,779,309 32	22,372,544 80	455,490,927 82	477,863,472 62	1,325,048 69	12,626,995 51	13,952,044 20	23,697,593 49	468,117,923 33	491,815,516 82	275,302,878f51c	441,660,913 99	716,963,792 50

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			PENDANT L'ANNÉE 1904.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.					
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
SUBVENTIONS. (Suite.)															
Report.....	299,000,472f 00c	909,778,837f 32c	1,208,779,309f 32c	22,372,544f 80c	455,490,927f 82c	477,863,472f 62c	1,325,048f 69c	12,626,995f 51c	13,952,044f 20c	23,697,593f 49c	468,117,923f 33c	491,815,516f 82c	275,302,878f 51c	441,660,913f 99c	716,963,792f 50c
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Réseau central.....	1,333,333 00	4,930,077 50	6,263,410 50	84,682 33	2,609,257 67	2,693,940 00	4,977 40	62,371 10	67,348 50	89,659 73	2,671,628 77	2,761,288 50	1,243,673 27	2,258,448 73	3,502,122 00
Grenoble à Montmélian. — Annecy à Aix. — Grasse à la ligne de Nice. — Var à la frontière d'Italie. — Santenay à Étang.....	33,000,000 00	105,936,138 64	138,936,138 64	2,613,790 37	36,283,051 01	58,896,841 38	144,402 74	1,365,772 68	1,510,175 42	2,758,193 11	57,648,823 69	60,407,016 80	30,241,806 89	48,287,314 95	78,529,121 84
Embranchement d'Hyères. — Embranchement d'Avallon.....	13,000,000 00	41,732,417 36	54,732,417 36	923,221 20	21,088,729 26	22,011,950 46	52,041 49	542,876 09	594,917 58	975,262 69	21,631,605 35	22,606,868 04	12,024,737 31	20,100,812 01	32,125,549 32
Chemins de fer de l'Algérie.....	80,000,000 00	256,814,885 12	336,814,885 12	6,336,456 83	136,443,766 21	142,780,223 04	350,066 35	3,310,965 01	3,661,031 36	6,686,523 18	139,754,731 22	146,441,254 40	73,313,476 82	117,060,153 90	190,373,630 72
Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour. — Clermont à Montbrison. — Dijon à Langres...	43,200,000 00	138,680,038 48	181,880,038 48	3,421,686 63	73,679,634 03	77,101,320 66	189,035 83	1,787,921 11	1,976,956 94	3,610,722 46	75,467,555 14	79,078,277 60	39,589,277 54	63,212,483 34	102,801,760 88
Embranchement d'Apt. — Embranchement de Digne.....	7,300,000 00	22,504,316 44	29,804,316 44	561,886 43	9,819,392 33	10,381,278 76	32,021 09	302,858 87	334,879 96	593,907 52	10,122,251 20	10,716,158 72	6,706,092 48	12,382,065 24	19,088,157 72
Grenoble à Gap.....	50,000,000 00	152,024,011 20	202,024,011 20	3,807,703 76	76,542,755 24	80,350,459 00	219,516 15	2,076,211 25	2,295,727 40	4,027,219 91	78,618,966 49	82,646,186 40	45,972,780 09	73,405,044 71	119,377,824 80
Thonon à Collonges.....	13,000,000 00	41,732,419 20	54,732,419 20	1,029,673 20	22,172,113 20	23,201,786 40	56,885 69	538,031 91	594,917 60	1,086,558 89	22,710 145 11	23,796,704 00	11,913,441 11	19,022,274 09	30,935,715 20
Lyon à Montbrison.....	12,000,000 00	37,502,039 40	49,502,039 40	744,547 99	17,406,199 79	18,150,747 78	44,017 00	506,005 66	550,022 66	788,564 99	17,912,205 45	18,700,770 44	11,211,435 01	19,589,833 95	30,801,268 96
Aix à Carnoules.....	19,000,000 00	56,967,004 52	75,967,004 52	1,430,681 87	28,257,572 77	29,688,254 64	83,493 51	789,690 45	873,183 96	1,514,175 38	29,047,263 22	30,561,438 60	17,485,824 62	27,919,741 30	45,405,565 92
Albertville à la ligne de Chambéry à Modane.....	3,600,000 00	10,793,748 06	14,393,748 06	271,076 57	5,354,066 35	5,625,142 92	15,819 82	149,625 56	165,445 38	286,896 39	5,503,691 91	5,790,588 30	3,213,103 61	5,290,056 15	8,503,159 76
Gap à Briançon.....	20,000,000 00	53,278,576 68	73,278,576 68	1,336,242 34	22,780,757 58	24,116,999 92	88,694 55	838,882 37	927,576 92	1,424,936 89	23,619,639 95	25,044,576 84	18,575,063 11	29,658,936 63	48,233,999 74
Thonon à Saint Gingolph.....	5,800,000 00	17,389,928 30	23,189,928 30	436,735 56	8,625,995 04	9,062,730 60	25,487 49	241,063 41	266,550 90	462,223 05	8,867,058 45	9,329,281 50	5,337,776 95	8,522,869 85	13,860,646 80
TOTAL.....	301,233,333 00	940,285,600 90	1,241,518,933 90	22,993,385 08	481,063,290 48	504,061,675 56	1,306,459 11	12,512,275 47	13,818,734 58	24,304,844 19	493,575,565 95	517,880,410 14	276,928,488 81	446,710,034 95	723,638,523 76
COMPAGNIE DU NORD.															
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	7,171,875 00	15,079,698 96	22,251,573 96	544,807 89	5,860,948 25	6,405,756 14	43,231 33	293,913 73	337,145 06	588,039 22	6,154,861 98	6,742,901 20	6,583,835 78	8,924,836 98	15,508,672 76
Amiens à la vallée de l'Ourcq.....	478,125 00	1,010,206 00	1,488,331 00	34,108 95	378,044 25	412,153 20	2,822 82	20,074 58	22,897 40	36,931 77	398,118 83	435,050 60	441,193 23	612,087 17	1,053,280 40
TOTAL.....	7,650,000 00	16,089,904 96	23,739,904 96	578,916 84	6,238,992 50	6,817,909 34	46,054 15	313,988 31	360,042 46	624,970 99	6,552,980 81	7,177,951 80	7,025,029 01	9,536,924 15	16,561,953 16
COMPAGNIES DIVERSES.															
COMPAGNIE D'ORLÉANS À CHÂLONS.															
Orléans à Châlons-sur-Marne.....	24,374,800 00	76,175,394 20	100,550,194 20	1,512,351 96	35,356,052 58	36,868,404 54	89,408 88	1,027,815 50	1,117,224 38	1,601,760 84	36,383,868 08	37,985,628 92	22,773,039 16	39,791,526 12	62,564,565 28
COMPAGNIE DE LILLE À VALENCIENNES.															
Lérouville à Sedan.....	8,445,000 00	25,676,853 92	34,121,853 92	510,272 60	11,509,925 94	12,020,198 54	31,030 70	356,717 60	387,748 34	541,303 34	11,866,643 54	12,407,946 88	7,903,696 66	13,810,210 38	21,713,907 04
TOTAL.....	32,819,800 00	101,852,248 12	134,672,048 12	2,022,624 56	46,865,978 52	48,888,603 08	120,439 62	1,384,533 10	1,504,972 72	2,143,064 18	48,250,511 62	50,393,575 80	30,676,735 82	53,601,736 50	84,278,472 32
TOTAL GÉNÉRAL pour les subventions..	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	47,972,471 28	989,659,189 32	1,037,631,660 60	2,798,001 57	26,837,792 39	29,635,793 96	50,770,472 85	1,016,496,981 71	1,067,267,454 56	589,933,132 15	951,509,609 59	1,541,442,741 74

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — AVANCES.

Etat développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1905.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.		
	Sommes à amortir.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes amorties.	Intérêts.	Total.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	Total.
AVANCES.															
COMPAGNIE DU MIDI.															
Rodez à Milhau. — Port-Vendres à la frontière. — Carcassonne à Quillan	34,700,000f 00c	111,393,457f 12c	146,093,457f 12c	2,748,439f 30c	59,182,482f 74c	61,930,922f 04c	151,841f 34c	1,436,131f 02c	1,587,972f 36c	2,900,280f 64c	60,618,613f 76c	63,518,894f 40c	31,799,719f 36c	50,774,843f 36c	82,574,562f 72c
Embranchement de Condom	4,000,000 00	11,993,053 40	15,993,053 40	238,210 61	5,276,635 39	5,514,846 00	14,711 34	169,116 86	183,828 20	252,921 95	5,445,752 25	5,698,674 20	3,747,078 05	6,547,301 15	10,294,379 20
Embranchement de Condom	3,000,000 00	9,405,172 56	12,405,172 56	164,881 93	3,982,315 25	4,147,197 18	11,280 81	143,073 87	154,364 68	176,162 74	4,125,389 12	4,301,551 86	2,823,837 26	5,279,783 44	8,103,620 70
Embranchement d'Oloron	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	272,220 21	4,730,023 89	5,002,244 10	17,715 29	167,553 01	185,268 30	289,935 50	4,897,576 90	5,187,512 40	3,710,064 50	5,923,887 10	9,623,951 60
Foix à Tarascon et Mende à Séverac, avec embranchement sur Marvéjols	20,000,000 00	58,281,958 70	78,281,958 70	1,469,295 37	28,001,559 67	29,470,855 04	88,062 00	832,902 22	920,964 22	1,557,357 37	28,834,461 89	30,391,819 26	18,442,642 63	29,447,496 81	47,890,139 44
Montauban à Saint-Sulpice, Saint-Sulpice à Castres, Puyoo à Saint-Palais	11,700,000 00	27,894,021 76	39,594,021 76	657,988 93	9,133,827 87	9,791,816 80	51,600 10	505,450 46	557,050 56	709,589 03	9,639,278 33	10,348,867 36	10,990,410 97	18,254,743 43	29,245,154 40
Tarascon à Ax	4,900,000 00	11,682,126 58	16,582,126 58	275,563 00	3,825,282 15	4,100,845 15	21,610 00	211,684 98	233,294 98	297,173 00	4,036,967 13	4,334,140 13	4,602,827 00	7,645,159 45	12,247,986 45
Mazamet à Bédarieux et Marvejols à Neussargues	32,000,000 00	86,571,710 40	118,571,710 40	2,177,760 00	37,840,192 26	40,017,952 26	141,723 00	1,340,423 38	1,482,146 38	2,319,483 00	39,180,615 64	41,500,098 64	29,680,517 00	47,391,094 76	77,071,611 76
Marmande à Casteljaloux, Condom à Riscle	15,800,000 00	37,731,586 00	53,531,586 00	798,797 77	12,395,607 23	13,194,405 00	67,617 36	686,348 64	753,966 00	866,415 13	13,081,955 87	13,948,371 00	14,933,584 87	24,649,630 13	39,583,215 00
Casteljaloux à Roquefort	3,000,000 00	5,808,746 76	8,808,746 76	143,128 95	1,525,194 30	1,668,323 25	14,948 68	118,517 18	133,465 86	158,077 63	1,643,711 48	1,801,789 11	2,841,922 37	4,165,035 28	7 006,957 65
Travaux complémentaires sur diverses lignes	4,000,000 00	11,433,550 59	15,433,550 59	225,420 80	4,689,722 70	4,915,143 50	15,760 30	180,845 44	196,605 74	241,181 10	4,870,568 14	5,111,749 24	3,758,818 90	6,562,982 45	10,321,801 35
TOTAL	137,100,000 00	383,016,847 87	520,116,847 87	9,171,706 87	170,582,843 45	179,754,550 32	596,870 22	5,792,047 06	6,388,917 28	9,768,577 09	176,374,890 51	186,143,467 60	127,331,422 91	206,641,957 36	333,973,380 27
COMPAGNIE DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.															
Vichy à Thiers	4,000,000 00	10,821,464 00	14,821,464 00	272,220 21	4,730,023 89	5,002,244 10	17,715 29	167,553 01	185,268 30	289,935 50	4,897,576 90	5,187,512 40	3,710,064 50	5,923,887 10	9,633,951 60
Annecy à Annemasse	14,000,000 00	37,875,123 20	51,875,123 20	952,770 66	16,555,083 42	17,507,854 08	62,003 51	586,435 53	648,439 04	1,014,774 17	17,141,518 95	18,156,293 12	12,985,225 83	20,733,604 25	33,718,830 08
Thiers à Ambert	10,000,000 00	27,053,659 20	37,053,659 20	680,550 70	11,825,059 28	12,505,609 98	44,388 22	418,882 52	463,170 74	724,838 92	12,243,941 80	12,968,780 72	9,275,161 08	14,809,717 40	24,084,878 48
Rhône au Mont-Cenis	26,131,547 24	76,294,514 06	102,426,061 30	1,208,153 24	22,878,039 74	24,086,192 98	81,220 00	1,317,706 22	1,398,926 22	1,289,373 24	24,195,745 96	25,485,119 20	24,842,174 00	52,098,768 10	76,940,942 10
Crest à Aspres-les-Veynes	11,225,750 03	21,456,466 82	32,682,216 85	617,929 02	6,123,691 28	6,741,620 30	57,383 76	414,263 45	471,647 21	675,312 78	6,537,954 73	7,213,267 51	10,550,437 25	14,918,512 09	25,468,949 34
TOTAL	65,357,297 27	173,501,227 28	238,858,524 55	3,731,623 83	62,111,897 61	65,843,521 44	262,610 78	2,904,840 73	3,167,451 51	3,994,234 61	65,016,738 34	69,010,972 95	61,363,062 66	108,484,488 94	169,847,551 60
A reporter	202,457,297 27	556,518,075 15	758,975,372 42	12,903,330 70	232,694,741 06	245,598,071 76	859,481 00	8,696,887 79	9,556,368 79	13,762,811 70	241,391,628 85	255,154,440 55	188,694,485 57	315,126,446 30	503,820,931 87

Suite de l'*État développé des dépenses, en capital et intérêts, au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.		
	SOMMES à amortir.	INTÉRÊTS.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes amorties.	Intérêts.	TOTAL.	Sommes restant à amortir.	Intérêts.	TOTAL.
AVANCES. (Suite.)															
Report	202,457,297f 27c	556,518,075f 15c	758,975,372f 42c	12,903,330f 70c	232,694,741f 06c	245,598,071f 76c	859,481f 00c	8,696,887f 79c	9,556,368f 79c	13,762,811f 70c	241,391,628f 85c	255,154,440f 55c	188,694,485f 57c	315,126,446f 30c	503,820,931f 87c
COMPAGNIE DU NORD.															
Luzarches à la ligne de Saint-Denis à Pontoise	4,500,000 00	11,801,705 16	16,301,705 16	442,097 93	6,141,283 00	6,583,380 93	26,687 50	182,308 72	208,996 22	468,785 43	6,323,591 72	6,792,377 15	4,031,214 57	5,478,113 44	9,509,328 01
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	10,875,000 00	28,520,787 60	39,395,787 60	1,068,403 42	14,841,433 88	15,909,837 30	64,494 85	440,579 35	505,074 20	1,132,898 27	15,282,013 23	16,414,911 50	9,742,101 73	13,238,774 37	22,980,876 10
Ligne d'Arras à Étaples et de Béthune à Abbeville	4,000,000 00	10,292,697 74	14,292,697 74	330,403 99	4,760,145 89	5,090,549 88	22,340 83	173,449 55	195,790 38	352,744 82	4,933,595 44	5,286,340 26	3,647,255 18	5,359,102 30	9,006,357 48
TOTAL	19,375,000 00	50,615,190 50	69,990,190 50	1,840,905 34	25,742,862 77	27,583,768 11	113,523 18	796,337 62	909,860 80	1,954,428 52	26,539,200 39	28,493,628 91	17,420,571 48	24,075,990 11	41,496,561 59
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Chemin de Ceinture	5,000,000 00	15,838,191 92	20,838,191 92	392,473 68	8,309,188 88	8,701,662 56	21,896 03	207,095 09	228,991 12	414,369 71	8,516,283 97	8,930,653 68	4,585,630 29	7,321,907 95	11,907,538 24
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Libourne à Bergerac Embranchement de Saint-Éloi	4,656,170 00	13,960,422 34	18,616,592 34	350,605 19	6,924,844 69	7,275,449 88	20,461 05	193,522 77	213,983 82	371,066 24	7,118,367 46	7,489,433 70	4,285,103 76	6,842,054 88	11,127,158 64
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX.															
Casamozza au Fium'Orbo	9,980,000 00	34,930,000 00	44,910,000 00	160,506 00	8,055,844 00	8,216,350 00	14,459 00	484,541 00	499,000 00	174,965 00	8,540,385 00	8,715,350 00	9,805,035 00	26,389,615 00	36,194,650 00
Ponte-Leccia à Calvi	15,270,000 00	53,445,000 00	68,715,000 00	204,198 00	10,777,702 00	10,981,900 00	20,077 00	743,423 00	763,500 00	224,275 00	11,521,125 00	11,745,400 00	15,045,725 00	41,923,875 00	56,969,600 00
TOTAL	25,250,000 00	88,375,000 00	113,625,000 00	364,704 00	18,833,546 00	19,198,250 00	34,536 00	1,227,964 00	1,262,500 00	399,240 00	20,061,510 00	20,460,750 00	24,850,760 00	68,313,490 00	93,164,250 00
SYNDICAT DE GRANDE CEINTURE DE PARIS.															
Palaiseau à Villeneuve-Saint-Georges	493,486 00	1,124,955 20	1,618,441 20	43,964 10	338,167 85	382,131 95	1,921 70	20,556 65	22,478 35	45,885 80	358,724 50	404,610 30	447,600 20	766,230 70	1,213,830 90
COMPAGNIE DE FIVES-LIVES.															
Saint-Georges-de-Commiers à La Mure	895,531 56	386,847 24	1,282,378 80	231,034 37	196,425 23	427,459 60	53,164 13	32,327 79	85,491 92	284,198 50	228,753 02	512,951 52	611,333 06	158,094 22	769,427 28
TOTAL GÉNÉRAL pour les avances	258,127,484 83	726,818,682 35	984,946,167 18	16,127,017 38	293,039,776 48	309,166,793 86	1,104,983 09	11,174,691 71	12,279,674 80	17,232,000 47	304,214,468 19	321,446,468 66	240,895,484 36	422,604,214 16	663,499,698 52
RÉCAPITULATION.															
Subventions	640,703,605 00	1,968,006,591 30	2,608,710,196 30	47,972,471 28	989,659,189 32	1,037,631,660 60	2,798,001 57	26,837,792 39	29,635,793 96	50,770,472 85	1,016,496,981 71	1,067,267,454 56	589,933,132 15	951,509,609 59	1,541,442,741 74
Avances	258,127,484 83	726,818,682 35	984,946,167 18	16,127,017 38	293,039,776 48	309,166,793 86	1,104,983 09	11,174,691 71	12,279,674 80	17,232,000 47	304,214,468 19	321,446,468 66	240,895,484 36	422,604,214 16	663,499,698 52
TOTAL GÉNÉRAL	898,831,089 83	2,694,825,273 65	3,593,656,363 48	64,099,488 66	1,282,698,965 80	1,346,798,454 46	3,902,984 66	38,012,484 10	41,915,468 76	68,002,473 32	1,320,711,449 90	1,388,713,923 22	830,828,616 51	1,374,113,823 75	2,204,942,440 26

IV. — *Résumé de la situation*

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.		
	Subventions.	Avances.	TOTAL.
Compagnie du Nord	23,739,904f 96c	69,990,190f 50c	93,730,095f 46c
Compagnie de l'Est	318,113,293 50	"	318,113,293 50
Compagnie de l'Ouest	308,114,952 42	20,838,191 92	328,953,144 34
Compagnie d'Orléans	392,843,727 96	18,616,592 34	411,460,320 30
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	1,241,518,933 90	238,858,524 55	1,480,377,458 45
Compagnie du Midi	189,707,335 44	520,116,847 87	709,824,183 31
Compagnies diverses	134,672,048 12	"	134,672,048 12
Compagnie des chemins de fer départementaux	"	113,625,000 00	113,625,000 00
Syndicat de grande ceinture de Paris	"	1,618,441 20	1,618,441 20
Compagnie de Fives-Lille	"	1,282,378 80	1,282,378 80
TOTAL	2,608,710,196 30	984,946,167 18	3,593,656,363 48

les dépenses au 1er janvier 1905

MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.			OBSERVATIONS.
Subventions.	Avances.	TOTAL.	Subventions.	Avances.	TOTAL.	
7,177,951f 80c	28,493,628f 91c	35,671,580f 71c	16,561,953f 16c	41,496,561f 59c	58,058,514f 75c	
114,615,523 50	"	114,615,523 50	203,497,770 00	"	203,497,770 00	
127,469,091 70	8,930,653 68	136,399,745 38	180,645,860 72	11,907,538 24	192,553,398 96	
168,013,059 58	7,489,433 70	175,502,493 28	224,830,668 38	11,127,158 64	235,957,827 02	
517,880,410 14	69,010,972 95	586,891,383 09	723,638,523 76	169,847,551 60	893,486,075 36	
81,717,842 04	186,143,467 60	267,861,309 64	107,989,493 40	333,973,380 27	441,962,873 67	
50,393,575 80	"	50,393,575 80	84,278,472 32	"	84,278,472 32	
"	20,460,750 00	20,460,750 00	"	93,164,250 00	93,164,250 00	
"	404,610 30	404,610 30	"	1,213,830 90	1,213,830 90	
"	512,951 52	512,951 52	"	769,427 28	769,427 28	
1,067,267,454 56	321,446,468 66	1,388,713,923 22	1,541,442,741 74	663,499,698 52	2,204,942,440 26	

V. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1905.*

DÉSIGNATION DES ANNÉES AUXQUELLES SE RAPPORTENT les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES ANNUELLES. SUBVENTIONS.	AVANCES.	TOTAL.	DURÉE des ENGAGEMENTS.	MONTANT DE LA DÉPENSE pour chaque période.
1905 à 1913	29,635,793f 96c	12,279,674f 80c	41,915,468f 76c	9	377,239,218f 84c
1914 à 1949	29,635,793 96	12,194,182 88	41,829,976 84	36	1,505,879,166 24
1950	29,635,793 96	11,837,147 67	41,472,941 63	1	41,472,941 63
1951 à 1954	29,275,751 50	11,284,322 08	40,560,073 58	4	162,240,294 32
1955	25,205,796 10	11,284,322 08	36,490,118 18	1	36,490,118 18
1956	23,465,430 74	11,284,322 08	34,749,752 82	1	34,749,752 82
1957	3,522,910 50	4,353,748 89	7,876,659 39	1	7,876,659 39
1958	3,384,619 26	3,339,379 98	6,723,999 24	1	6,723,999 24
1959	2,789,701 68	2,845,254 42	5,634,956 10	1	5,634,956 10
1960	2,389,875 34	1,446,328 20	3,836,203 54	1	3,836,203 54
1961	334,879 96	1,262,500 00	1,597,379 96	1	1,597,379 96
1962 à 1976	//	1,262,500 00	1,262,500 00	15	18,937,500 00
1977	//	850,950 00	850,950 00	1	850,950 00
1978	//	536,100 00	536,100 00	1	536,100 00
1979	//	378,500 00	378,500 00	1	378,500 00
1980	//	300,200 00	300,200 00	1	300,200 00
1981	//	198,500 00	198,500 00	1	198,500 00
			TOTAL	77	2,204,942,440 26

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Casamozza à Fium' Orbo (Corse).

La somme de 9,980,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de onze règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux à rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants :

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATES DES ÉCHÉANCES.	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à III.	1er janvier	2,209,000f	110,450f
IV à VI.	1er avril	2,286,000	114,300
VII et VIII.	1er juillet	1,196,000	59,800
IX.	17 septembre	2,952,000	147,600
X et XI.	1er octobre	1,337,000	66,850
	TOTAUX	9,980,000	499,000

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
Total	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	791,000f	39,550f	1er janvier 1887	1er janvier 1976.
II.	27 juin 1887	877,000	43,850	1er janvier 1888	1er janvier 1977.
III.	5 avril 1888	541,000	27,050	1er janvier 1889	1er janvier 1978.
	Totaux pour l'échéance de janvier	2,209,000	110,450		
IV.	5 août 1886	643,000	32,150	1er avril 1887	1er avril 1976.
V.	6 août 1887	1,074,000	53,700	1er avril 1888	1er avril 1977.
VI.	30 juin 1888	569,000	28,450	1er avril 1889	1er avril 1978.
	Totaux pour l'échéance d'avril	2,286,000	114,300		
VII.	23 décembre 1886	350,000	17,500	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
VIII.	25 octobre 1887	846,000	42,300	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
	Totaux pour l'échéance de juillet	1,196,000	59,800		
IX.	6 octobre 1888	2,952,000	147,600	17 septembre 1889	17 septembre 1978
X.	1er mai 1887	1,021,000	51,050	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XI.	4 février 1888	316,000	15,800	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
	Totaux pour l'échéance d'octobre	1,337,000	66,850		
	Total général	9,980,000	499,000		

DÉVELOPPEMENT

concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse).

La somme de 15,270,000 francs à rembourser par l'État à la Compagnie dont il s'agit a fait l'objet de vingt et un règlements de comptes au fur et à mesure de l'achèvement des travaux. Des décisions du Ministre des travaux publics rendues conformément à la convention du 21 février 1883, approuvée par la loi du 19 décembre suivant, ont déterminé le montant des capitaux a rembourser, le montant des annuités, la durée des engagements, la date des payements et le taux du remboursement. La durée des engagements a été uniformément fixée à 90 ans, et le taux de remboursement (amortissement compris) à 5 p. 0/0. Ce taux fait ressortir l'intérêt annuel pour un franc à 0 fr. 04934487. Les autres dispositions des décisions précitées sont résumées dans les tableaux suivants.

I. — ÉTAT DES ANNUITÉS PAR ÉCHÉANCE.

NUMÉROS des ANNUITÉS.	DATE DES ÉCHÉANCES	MONTANT	
		DES CAPITAUX à rembourser.	DES ANNUITÉS.
I à V.	1er janvier	3,310,000f	165,500f
VI.	15 février	3,970,000	198,500
VII à XI.	1er avril	3,205,000	160,250
XII à XVI.	1er juillet	2,525,000	126,250
XVII à XXI.	1er octobre	2,260,000	113,000
	TOTAUX	15,270,000	763,500

II. — *Relevé détaillé, par échéance, des capitaux à rembourser et du montant des annuités.*

La durée pour chaque remboursement est de 90 ans.

Le taux (amortissement compris) est de 5 p. 0/0, savoir :

Intérêts	0.04934487
Amortissement	0.00065513
TOTAL	0.05000000

NUMÉROS D'ORDRE des annuités.	DATES DES DÉCISIONS DU MINISTRE des travaux publics.	MONTANT DU CAPITAL à rembourser.	MONTANT des ANNUITÉS.	DATES DE LA 1re ÉCHÉANCE.	DATES DE LA 90e ÉCHÉANCE.
I.	31 mars 1886	740,000f	37,000f	1er janv. 1887	1er janv. 1976.
II.	27 juin 1887	805.000	40,250	1er janv. 1888	1er janv. 1977.
III.	5 avril 1888	866,000	43,300	1er janv. 1889	1er janv. 1978.
IV.	13 mai 1889	363,000	18,150	1er janv. 1890	1er janv. 1979.
V.	28 avril 1890	536,000	26,800	1er janv. 1891	1er janv. 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de janvier	3,310,000	165,500		
VI.	20 mars 1891. — Échéance de février.	3,970,000	198,500	15 février 1892	15 février 1981.
VII.	5 août 1886	537,000	26,850	1er avril 1887	1er avril 1976.
VIII.	6 août 1887	955,000	47,750	1er avril 1888	1er avril 1977.
IX.	30 juin 1888	671,000	33,550	1er avril 1889	1er avril 1978.
X.	16 juillet 1889	413,000	20,650	1er avril 1890	1er avril 1979.
XI.	10 juin 1890	629,000	31,450	1er avril 1891	1er avril 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'avril	3,205,000	160,250		
XII.	23 décembre 1886	800,000	40,000	1er juillet 1887	1er juillet 1976.
XIII.	25 octobre 1887	863,000	43,150	1er juillet 1888	1er juillet 1977.
XIV.	8 novembre 1888	130,000	6,500	1er juillet 1889	1er juillet 1978.
XV.	30 septembre 1889	380,000	19,000	1er juillet 1890	1er juillet 1979.
XVI.	9 octobre 1890	352,000	17,600	1er juillet 1891	1er juillet 1980.
	TOTAUX pour l'échéance de juillet	2,525,000	126,250		
XVII.	1er mars 1887	397,000	19,850	1er octobre 1887	1er octobre 1976.
XVIII.	4 février 1888	561,000	28,050	1er octobre 1888	1er octobre 1977.
XIX.	15 février 1889	375,000	18,750	1er octobre 1889	1er octobre 1978.
XX.	9 janvier 1890	410,000	20,500	1er octobre 1890	1er octobre 1979.
XXI.	11 mars 1891	517,000	25,850	1er octobre 1891	1er octobre 1980.
	TOTAUX pour l'échéance d'octobre	2,260,000	113,000		
	TOTAL GÉNÉRAL	15,270,000	763,500		

ANNUITÉS DUES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER
POUR PAYEMENT DES GARANTIES D'INTÉRÊTS
AFFÉRENTES AUX ANNÉES D'EXPLOITATION 1871 ET 1872.

Les garanties afférentes aux années d'exploitation 1871 et 1872 ont été, moyennant un accord intervenu entre le Gouvernement et les Compagnies énumérées ci-dessous, converties en annuités représentant les charges des obligations émises pour réaliser les sommes dues par l'État.

Ces annuités comprennent : 1° une partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations; 2° une somme annuelle constante destinée à tenir compte aux compagnies des droits de timbre et des frais d'administration des titres émis par elles pour la réalisation du capital de la garantie.

Le compte des annuités dont il s'agit est développé ci-après pour chaque Compagnie intéressée.

Le service des dépenses afférentes à ces annuités a été transporté du budget du Ministère des travaux publics à celui des finances par la loi du 29 décembre 1888.

I. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Capital de la garantie de 1871	10,239,425f 01c
Capital de la garantie de 1872	1,784,846 85
TOTAL	12,024,271 86

Les 67 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 134 termes semestriels égaux, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 134e terme le 1er juillet 1954.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement des obligations	607,559f 10c	110,008f 58c	717.567f 68c
2° Somme annuelle constante représentant les droits de timbre et les frais d'administration	14,628 45	2,654 40	17,282 85
	622,187 55	112,662 98	734,850 53

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe	358,783f 84c
2° Frais de timbre et d'administration	8,641 425
TOTAL	367,425 265

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 029,587,305. pour 1 franc.

Le capital à amortir primitivement était de	12,024,271f 86c
Le capital amorti au 31 juillet 1887 étant de	141,696 86
Il ne restait plus à amortir après l'échéance du 31 juillet 1887, c'est-à-dire du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954, que	11,882,575 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 134 termes semestriels de 358,783 fr. 84.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer de l'Est se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine de l'opération au 31 décembre 1887	141,696f 86c	10,672,629f 19c	10,814,326f 05c
2° Du 1er janv. 1888 au 1er juillet 1954, 67 annuités de 734,850 fr. 53. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888.)	11,882,575 00	37,352,410 51	49,234,985 51
TOTAUX	12,024,271 86	48,025,039 70	60,049,311 56

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1905 figure ci-après, page 118.

II. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER D'ORLÉANS.

Capital de la garantie de 1871	7,710,144f 07c
Capital de la garantie de 1872	9,973,645 36
TOTAL	17,683,789 43

Les 64 annuités restant dues après l'échéance du 1er janvier 1887 seront payées en 128 termes semestriels égaux, le premier échéant le 1er juillet 1887 et le 128e le 1er janvier 1951.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service d'intérêt et d'amortissement.....	460,841f 30c	605,941f 69c	1,066,782f 99c
2° Somme annuelle constante représentant les frais de timbre et d'administration.....	10,331 44	13,730 37	24,061 81
TOTAL.....	471,172 74	619,672 06	1,090,844 80

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	533,391,495f 00c
2° Frais de timbre et d'administration.....	12,030,905 00
TOTAL.....	545,422,400 00

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 02986513 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	17,683,789f 43c
Le capital amorti au 1er janvier 1887 étant de.....	236,824 43
Il ne reste plus à amortir après l'échéance du 1er janvier 1887, c'est-à-dire du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, que.....	17,446,965 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 128 termes semestriels de 533,391 fr. 495.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie du chemin de fer d'Orléans se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL
1° De l'origine au 1er janvier 1887.....	236,824f 43c	14,803,634f 67c	15,040,459f 10c
2° Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951, 128 termes semestriels de 545,422 fr. 40 chacun. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887.).....	17,446,965 00	52,367,102 20	69,814,067 20
TOTAUX.....	17,683,789 43	67,170,736 87	84,854,526 30

La situation des dépenses au 1er janvier 1905 figure ci-après, page 118.

III. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Capital de garantie de 1871	2,533,215f 55c
Capital de garantie de 1872	2,499,723 51
TOTAL	5,032,939 06

Les 73 annuités restant dues après le 31 décembre 1885 seront payées en un seul terme annuel le 1er janvier, le premier terme échéant le 1er janvier 1887 pour l'année 1886 et le 73e terme le 1er janvier 1959 pour l'année 1958.

Ces annuités se décomposent comme il suit :

	GARANTIE DE 1871.	GARANTIE DE 1872.	TOTAL.
1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement	147,994f 31c	153,538f 92c	301,533f 23c
2° Somme annuelle représentant les droits de timbre et les frais d'administration	3,322 45	3,419 02	6,741 47
TOTAUX	151,316 76	156,957 94	308,274 70

Le taux de l'intérêt annuel est de 0 fr. 059504755 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de	5,032,939f 06c
Le capital amorti au 31 décembre 1886 étant de	40,078 06
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959 qu'une somme de	4,992,861 00

C'est à l'amortissement de cette dernière somme et au taux désigné ci-dessus que s'appliquent les 73 termes annuels de 301,533 fr. 23.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 1er janvier 1886	40,078f 06c	3,962,968f 14c	4,003,046f 20c
2° Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959, 73 termes annuels de 308 274 fr. 90. (Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888.)	4,992,861 00	17,511,192 10	22,504,053 10
TOTAUX	5,032,939 06	21,474,160 24	26,507,099 30

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1905 figure ci-après, page 118.

IV. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI.

Capital de garantie de 1872 ..... 5,602,359f 28c

Les 70 annuités restant dues après l'échéance du 1er juillet 1887 seront payées en 140 termes semestriels égaux les 1er janvier et 1er juillet, le premier terme échéant le 1er janvier 1888 et le 140e terme le 1er juillet 1957.

Garantie de 1872 :

1° Partie fixe représentant le service des intérêts et d'amortissement.....	340,915f 54c
2° Somme annuelle représentant les frais de timbre et d'administration.....	7,417 16
TOTAL.....	348,332 70

Le terme semestriel se composera donc de :

1° Partie fixe.....	170,457 77
2° Frais de timbre et d'administration.....	3,708 58
TOTAL.....	174,166 35

Le taux de l'intérêt semestriel est de 0 fr. 03022147 pour un franc.

Le capital à amortir primitivement était de.....	5,602,359 28
Le capital amorti au 1er juillet 1887 étant de.....	49,371 28
Il ne reste plus à amortir du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957 qu'une somme de.....	5,552,988 00

C'est à cette dernière somme et au taux d'intérêt mentionné ci-dessus que s'appliquent les 140 termes semestriels de 170,457 fr. 77.

Les dépenses concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer du Midi se rapportent à deux périodes, savoir :

	CAPITAL.	INTÉRÊTS ET FRAIS DIVERS.	TOTAL.
1° De l'origine au 31 décembre 1887.....	49,371f 28c	4,729,828f 32c	4,779,199f 60c
2° Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957, 70 annuités de 348,332 fr. 70 chacune (arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887).....	5,552,988 00	18,830,301 00	24,383,289 00
TOTAUX.....	5,602,359 28	23,560,129 32	29,162,488 60

La situation détaillée des dépenses au 1er janvier 1905 figure ci-après, page 118.

V. RELEVÉ ET COMPOSITION DES ANNUITÉS.

	SERVICE DES INTÉRÊTS et de l'amortissement.	DROITS DE TIMBRE et frais de négociation des obligations.	MONTANT des ANNUITÉS.	DURÉE DES ENGAGEMENTS.
Compagnie de l'Est.....	717,567f 68c	17,282f 85c	734,850f 53c	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1954. — 67 ans (A).
Compagnie d'Orléans.....	1,066,782 99	24,061 81	1,090,844 80	Du 1er juillet 1887 au 1er janvier 1951. — 64 ans (B).
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.....	301,533 23	6,741 47	308,274 70	Du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1959. — 73 ans (C).
Compagnie du Midi.....	340,915 54	7,417 16	348,332 70	Du 1er janvier 1888 au 1er juillet 1957. — 70 ans (D).
TOTAUX.....	2,426,799 44	55,503 29	2,482,302 73	

(A) Arrêté du Ministre des travaux publics du 3 janvier 1888. Convention du 11 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(B) Arrêté du Ministre des travaux publics du 19 novembre 1887. Convention du 28 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.
(C) Arrêté du Ministre des travaux publics du 11 février 1888. Conventions des 9 juin 1866 et 17 juin 1867. Loi et décret du 22 septembre 1887.
(D) Arrêté du Ministre des travaux publics du 15 décembre 1887. Conventions des 28 juillet 1872 et 9 juin 1883. Loi du 20 novembre 1883.

VI. ÉTAT DES ANNUITÉS RESTANT À PAYER AU 1er JANVIER 1905.

DÉSIGNATION DES ANNÉES auxquelles se rapportent les dépenses.	MONTANT DES DÉPENSES annuelles.	DUREE des ENGAGEMENTS	MONTANT DES DÉPENSES pour chaque période.	OBSERVATIONS.
De 1905 à 1950.....	2,482,302f 73c	46 ans.	114,185,925f 58c	Les quatre annuités.
Année 1951.....	1,936,880 33	1 an.	1,936,880 33	Pendant cette année, il ne sera payé qu'un seul semestre de l'annuité afférente à la Compagnie de l'Est.
De 1952 à 1954.....	1,391,457 93	3 ans.	4,174,373 79	Trois annuités : Est.–Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
De 1955 à 1957.....	656,607 40	3 ans.	1,969,822 20	Deux annuités : Paris-Lyon-Méditerranée. – Midi.
Années 1958 et 1959.....	308,274 70	2 ans.	616,549 40	Une seule annuité : Paris-Lyon-Méditerranée.
TOTAUX.....		55 ans.	122,883,551 30	

VII. — SITUATION DES DÉPENSES AU 1^er JANVIER 1905.

DÉSIGNATION DES COMPAGNIES.	MONTANT DES DÉPENSES à effectuer.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES			MONTANT DES DÉPENSES restant à effectuer à compter du 1^er janvier 1905.
		ANTÉRIEUREMENT à l'année 1904.	PENDANT l'année 1904.	ANTÉRIEUREMENT à l'année 1905.	
1° Capital.					
Compagnie de l'Est	12,024,271f86c	517,555f86c	37,205f00c	554,760f86c	11,469,511f00c
Compagnie d'Orléans	17,683,789 43	914,587 43	66,127 00	980,714 43	16,703,075 00
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	5,032,939 06	164,636 06	11,846 00	176,482 06	4,856,457 00
Compagnie du Midi	5,602,359 28	188,430 28	13,889 00	202,319 28	5,400,040 00
TOTAUX	40,343,359 63	1,785,209 63	129,067 00	1,914,276 63	38,429,083 00
2° Intérêts, droits de timbre et frais d'émission des obligations.					
Compagnie de l'Est	48,025,039 70	22,054,378 67	697,645 53	22 752,024 20	25,273,015 50
Compagnie d'Orléans	67,170,736 87	32,124,810 87	1,024,717 80	33,149,528 67	34,021,208 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	21,474,160 24	9,079,080 04	296,428 70	9,375,508 74	12,098,651 50
Compagnie du Midi	23,560,129 32	10,164,092 52	334,443 70	10,498,536 22	13,061,593 10
TOTAUX	160,230,066 13	73,422,362 10	2,353,235 73	75,775,597 83	84,454,468 30
3° Total des dépenses.					
Compagnie de l'Est	60,049,311 56	22,571,934 53	734,850 53	23,306,785 06	(A)36,742,526 50
Compagnie d'Orléans	84,854,526 30	33,039,398 30	1,090,844 80	34,130,243 10	(B)50,724,283 20
Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée	26,507,099 30	9,243,716 10	308,274 70	9,551,990 80	(C)16,955,108 50
Compagnie du Midi	29,162,488 60	10,352,522 80	348,332 70	10,700,855 50	(D)18,461,633 10
TOTAUX	200,573,425 76	75,207,571 73	2,482,302 73	77,689,874 46	122,883,551 30

(A) 50 annuités de 734,850 fr. 53 du 1^er janvier 1905 au 1^er juillet 1954.
(B) 46 annuités 1/2 de 1,090,844 fr. 80 du 1^er janvier 1905 au 1^er janvier 1951.
(C) 55 annuités de 308,274 fr. 70 du 1^er janvier 1905 au 1^er janvier 1959.
(D) 53 annuités de 348,332 fr. 70 du 1^er janvier 1905 au 1^er juillet 1957.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1er JANVIER 1902.

(CHAPITRE 12 DU BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES.)

EXERCICE 1904.

LOI DU 30 MARS 1902, ART. 41.

. . . . . .

« A dater du 1er janvier 1902, il sera fait masse des capitaux encore dus par le Trésor aux diverses caisses gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations, en raison des avances consenties par elles aux titres ci-après :

« 1° Conversion de l'Emprunt Morgan (loi du 31 mai 1875, décret du 5 juin 1875, lois des 26 décembre 1892 et 26 décembre 1895);

« 2° Suppléments de pensions militaires (loi du 18 août 1881);

« 3° Liquidation des Caisses vicinale et scolaire (lois des 26 juillet 1893 et 28 décembre 1895);

« 4° Expéditions de Madagascar et du Siam (lois des 7 décembre 1894, 28 décembre 1895, 25 avril 1896 et 8 janvier 1897);

« 5° Indemnités de rachat à la Compagnie du canal du Midi (loi du 27 novembre 1897);

« La Caisse des Dépôts et Consignations recevra en payement des obligations amortissables productives d'un intérêt de trois pour cent (3 p. o/o) et remboursables au moyen de quarante-quatre demi-annuités, dont la première sera à l'échéance du 16 mai 1902 et la dernière à celle du 16 novembre 1923.

« Est abrogé l'article 2 de la loi du 27 novembre 1897. »

En exécution de ces dispositions, les sommes dues par le Trésor à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la date du 1er janvier 1902, ont été arrêtées au chiffre de 785,565,019 fr. 84 c. suivant détail ci-après :

Caisses vicinale et scolaire	415,670,721f 79c
Expéditions de Madagascar et du Siam	83,493,000 00
Suppléments de pensions militaires	89,357,660 60
Emprunt Morgan	168,967,937 45
Rachat du Canal du Midi (principal et intérêts)	28,075,700 00
TOTAL ÉGAL	785,565,019 84

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT ANTÉRIEUR À 1904.	AMORTISSEMENT PENDANT l'année 1904.	TOTAL DES AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1905.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE 12. Remboursement de la Dette du Trésor vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations, au 1er janvier 1902	785,565,019 84	51,965,019 84	27,200,000 00	79,165,019 84	706,400,000 00

Ci-après le tableau d'amortissement de la créance de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette annuité est calculée au taux de 3 p. o/o.

REMBOURSEMENT DE LA DETTE DU TRÉSOR VIS-À-VIS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS AU 1ER JANVIER 1902.

(Loi de finances du 30 mars 1902. — Article 41.)

TERMES SEMESTRIELS.	ANNÉES.	CAPITAL À AMORTIR.	AMORTISSEMENT.	INTÉRÊTS.	MONTANT DES ANNUITÉS.	NOMBRE de SÉRIES AMORTIES.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
1	1902	785,565,019 84	12,665,019 84	12,839,524 89	(A) 25,504,544 73	253 1/2	(A) Les reversements effectués par la Caisse des dépôts sur le montant de l'annuité ordonnancée, ci 25,504,544f 73c
2		772,900,000	12,900,000	11,593,500	24,493,500	258	ont été de 1,746,073 14
3	1903	760,000,000	13,100,000	11,400,000	24,500,000	262	
4		746,900,000	13,300,000	11,203,500	24,503,500	266	
5	1904	733,600,000	13,500,000	11,004,000	24,504,000	270	ce qui ramène à ..... 23,758,471 59 le chiffre des payements.
6		720,100,000	13,700,000	10,801,500	24,501,500	274	
7	1905	706,400,000	13,900,000	10,596,000	24,496,000	278	Ces reversements ont été motivés par la différence de jouissance des diverses annuités.
8		692,500,000	14,150,000	10,387,500	24,537,500	283	
9	1906	678,350,000	14,350,000	10,175,250	24,525,250	287	
10		664,000,000	14,550,000	9,960,000	24,510,000	291	
11	1907	649,450,000	14,800,000	9,741,750	24,541,750	296	
12		634,650,000	15,000,000	9,519,750	24,519,750	300	
13	1908	619,650,000	15,200,000	9,294,750	24,494,750	304	
14		604,450,000	15,450,000	9,066,750	24,516,750	309	
15	1909	589,000,000	15,700,000	8,835,000	24,535,000	314	
16		573,300,000	15,900,000	8,599,500	24,499,500	318	
17	1910	557,400,000	16,150,000	8,361,000	24,511,000	323	
18		541,250,000	16,400,000	8,118,750	24,518,750	328	
19	1911	524,850,000	16,650,000	7,872,750	24,522,750	333	
20		508,200,000	16,900,000	7,623,000	24,523,000	338	
21	1912	491,300,000	17,150,000	7,369,500	24,519,500	343	
22		474 150,000	17,400,000	7,112,250	24,512,250	348	
23	1913	456,750,000	17,650,000	6,851,250	24,501,250	353	
24		439,100,000	17,950,000	6,586,500	24,536,500	359	
25	1914	421,150,000	18,200,000	6,317,250	24,517,250	364	
26		402,950,000	18,450,000	6,044,250	24,494,250	369	
27	1915	384,500,000	18,750,000	5,767,500	24,517,500	375	
28		365,750,000	19,050,000	5,486,250	24,536,250	381	
29	1916	346,700,000	19,300,000	5,200,500	24,500,500	386	
30		327,400,000	19,600,000	4,911,000	24,511,000	392	
31	1917	307,800,000	19,900,000	4,617,000	24,517,000	398	
32		287,900,000	20,200,000	4,318,500	24,518,500	404	
33	1918	267,700,000	20,550,000	4,015,500	24,565,500	411	
34		247,150,000	20,850,000	3,707,250	24,557,250	417	
35	1919	226,300,000	20,150,000	3,394,500	24,544,500	423	
36		205,150,000	21,450,000	3,077,500	24,527,250	429	
37	1920	183,700,000	21,800,000	2,755,250	24,555,500	436	
38		161,900,000	22,100,000	2,428,500	24,528,500	442	
39	1921	139,800,000	22,450,000	2,097,000	24,547,000	449	
40		117,350,000	22,800,000	1,760 500	24,560,250	456	
41	1922	94,550,000	23,100,000	1,418,250	24,518,250	462	
42		71,450,000	23,450,000	1,071,750	24,521,750	469	
43	1923	48,000,000	23,800,000	720,000	24,520,000	476	
44		24,200,000	24,200,000	363,000	24,563,000	484	

REMBOURSEMENT À LA DETTE FLOTTANTE

DES AVANCES FAITES POUR LA LIQUIDATION DES CAISSES DES CHEMINS VICINAUX ET DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES PRIMAIRES.

Ce chapitre comprend exclusivement la portion des avances de l'espèce encore à la charge de la dette flottante.

Aucun crédit n'ayant été ouvert, à ce titre, au budget de l'exercice 1904, la somme restant à amortir, au 1er janvier 1905, est de 78,291,609 fr. 71, comme l'indique le tableau ci-après :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES.	MONTANT DES SOMMES à amortir.	AMORTISSEMENT		TOTAL des AMORTISSEMENTS.	SOMMES RESTANT À AMORTIR au 1er janvier 1905.
		ANTÉRIEUR à 1904.	PENDANT l'année 1904.		
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
CHAPITRE . — Remboursement à la dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux et des lycées, collèges et écoles primaires...	97,193,000 00	18,901,390 29	//	18,901,390 29	78,291,609 71

ANNUITÉ

POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

En conformité de la convention du 2 février 1876, approuvée par la décision du Ministre de la guerre en date du 19 février 1876, il a été inscrit une annuité de 24,250 francs payable pendant trente ans, entre les mains des héritiers de M. Girodon, ex-propriétaire à Lyon, pour les rembourser du prix des terrains cédés à l'État et destinés au service de l'intendance.

Les dépenses afférentes à cette annuité ont été transportées, à compter du 1er janvier 1892, du budget du Ministère de la guerre à celui du Ministère des finances. (Loi du 26 janvier 1892.)

L'état des dépenses et de l'amortissement afférents à cette annuité ressort au tableau ci-après :

SITUATION AU 1er JANVIER 1905.

		SOMMES À AMORTIR.	INTÉRÊTS.	TOTAL.
Montant des dépenses à effectuer		372,800f 00	354,700f 00c	727,500f 00c
Montant des dépenses effectuées	antérieurement à l'année 1904	306,649 00	348,101 00	654,750 00
	pendant l'année 1904	20,986 00	3,264 00	24,250 00
TOTAUX		327,635 00	351,365 00	679,000 00
Montant des dépenses restant à effectuer au 1er janvier 1905		45,165 00	3,335 00	48,500 00

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

EXTRAIT DE LA LOI DU 20 MAI 1863.

ART. 1er. Une somme de 16 millions de francs est affectée au rachat des droits attribués à la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing par le décret du 16 mars 1810, droits représentés par les actions, dont le prix a été fixé par la Commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avril 1861.

ART. 2. Chaque action a droit à un quatorze-centième de la somme de 16 millions de francs ci-dessus fixée. Une somme de 660 fr. 91 cent., valeur au 1er septembre 1860, est acquise pendant trente ans à chacune des actions possédées à titre privé à cette époque. Pareille annuité est acquise et à partir de l'extinction des dotations auxquelles elles étaient affectées aux actions qui ont fait ou qui feront retour postérieurement au 1er septembre 1860.

ART. 3. Les actions possédées à titre privé par le domaine de l'État au 1er septembre 1860 et celles qui lui ont été ou lui seront ultérieurement attribuées sont ou seront annulées de plein droit et ne donneront lieu à aucun remboursement.

ART. 4. Une somme de 571 fr. 42 cent., représentant les intérêts au taux de 5 p. o/o de celle de 11,428 fr. 57 c., revenant à chacune des 1,400 actions, est acquise à partir du 1er septembre 1860, et jusqu'au jour où elle fera retour, à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation.

ART. 6. Les payements à titre d'indemnité provisoire, autorisés par la loi du 1er août 1860, continueront à être effectués en 1863 d'après les mêmes bases; il sera fait compensation de ces payements, jusqu'à due concurrence, avec les annuités acquises aux actions.

Le payement intégral des annuités fixées par les articles 2 et 4 de la présente loi ne commencera qu'à partir du 1er septembre 1864.

ART. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires, et notamment le titre Ier du décret du 16 mars 1810.

EXTRAIT DU DÉCRET DU 12 MARS 1864.

ART. 1er. La Société des canaux d'Orléans et du Loing est dissoute.....

ART. 2. Les actionnaires à titre privé ayant la propriété entière de leurs actions recevront du Trésor un titre nominatif représentant l'annuité à laquelle ils ont droit en vertu de l'article 2 de la loi du 20 mai 1863.

Les actions affectées à des dotations et qui feront retour aux propriétaires privés donneront lieu à la délivrance de pareils titres d'annuités.

ART. 3. Ces annuités seront inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Elles seront transférables de la même manière et suivant les mêmes règles que les rentes sur l'État.

ART. 4. En remplacement de l'intérêt annuel de 571 fr. 42 cent. attribué pour chaque action au titulaire des dotations, en vertu des articles 4 et 6 de la loi du 20 mai 1863, il sera inscrit au Trésor public des dotations dont le montant sera de 571 fr. 42 cent. par action, et qui seront payables par trimestre, avec jouissance à partir du 1er janvier 1864.

Lesdites inscriptions, ainsi que les extraits qui en seront délivrés, porteront la mention des numéros des actions auxquelles elles sont substituées.

Ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles seront transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs.....

COMPTE DES ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Dispositions législatives et réglementaires.

ART. 6. Les actions en échange desquelles des titres d'annuité seront délivrés sont annulées. Celles qui étaient affectées à des dotations sont provisoirement conservées au Trésor, jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément à l'article 7 ci-après.

ART. 7. Il pourra être procédé, avec le consentement des parties intéressées, à un partage définitif, entre l'État et les propriétaires à titre privé, des actions qui doivent faire retour après l'extinction des dotations.

Ce partage aura lieu par voie du sort, suivant le mode qui sera déterminé par notre Ministre des finances.

Celles qui seront dévolues à l'État seront annulées.

Celles qui écherront aux propriétaires à titre privé leur seront remises, avec une annotation signée par l'agent comptable du Grand-Livre et visée au contrôle, portant que le propriétaire a droit pour chaque action à une annuité de 660 fr. 91 cent. payable pendant trente ans à partir de l'extinction de la dotation à laquelle ladite action était affectée.

Elles seront représentées au Trésor et annulées lorsqu'il y aura lieu de les échanger contre des annuités définitives, sur la demande des propriétaires intéressés.

Détail des 1,400 actions à liquider à l'époque de la prise de possession par l'État :

443 actions libres appartenant à divers propriétaires;
20 actions libres dont le droit de retour est en instance au profit de l'État et des anciens propriétaires par suite du décès des usufruitiers;
401 actions libres appartenant au domaine de l'État et qui ont été annulées en exécution de l'article 3 de la loi du 20 mai 1863 et de l'arrêté du 4 juillet 1864 :
(A) 362 actions attribuées à l'État, en exécution des décrets du 22 janvier 1852;
39 actions appartenant à la compagnie lors de la prise de possession par l'État;
401
436 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires;
100 actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur.
1,400

En exécution d'un arrêté en date du 4 janvier 1868, il a été procédé, le 23 du même mois, au partage par moitié des 456 actions affectées à des dotations et dont la nue propriété doit faire retour aux anciens propriétaires. En raison de ce partage, il a été remis au mandataire des héritiers d'Orléans 228 actions, dont 207 encore affectées, 9 dites *de jouissance* (pour la remise de ces 216 titres, on s'est conformé aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 7 du décret du 12 mars 1864), 5 actions ayant fait retour, mais dont la remise n'est pas encore ordonnée, et 7 ayant définitivement fait retour. Les 228 actions échues à l'État ont été annulées (A).

Les dispositions qui précèdent ont été modifiées par la loi du 21 décembre 1872, dont l'extrait suit :

EXTRAIT DE LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 1872. (Promulguée au *Journal officiel* du 29 décembre 1872.)

ART. 1er. Les décrets du 22 janvier 1852 concernant les biens de la famille d'Orléans sont et demeurent abrogés.
ART. 2.....
.....

Les prix non payés des biens et coupes de bois vendus et les annuités non échues représentatives des actions des canaux d'Orléans, du Loing et de Briare, seront également restitués, avec jouissance des intérêts qu'ils peuvent produire à partir du 1er janvier 1872.

(A) Voir, ci-contre, le compte des actions restituées.

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING.

Les opérations en cours de réalisation se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, effectué en conformité d'une loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 21 décembre 1872.

Le montant d'une annuité pour les payements à faire au titre de l'exercice 1904 est de 103,762 fr. 87 (A).

COMPTE DE L'AMORTISSEMENT.

Montant du capital à rembourser.	1° Pour les annuités à inscrire lorsque les actions affectées à des dotations auront fait retour par application des art. 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.....	3,862,856f 66c	(B) 14,532,079f 97c
	2° et pour les annuités inscrites.....	10,669,223 31	
Amortissement effectué :			
Antérieurement au 1er janvier 1904.....		10,291,871 34	
Pendant l'année 1904.....		88,670 13	
TOTAL.....		10,380,541 47	10,380,541 47
Montant du capital à rembourser au 1er janvier 1905.	Pour les annuités à inscrire.....	3,862,856 66	4,151,538 50
	Pour les annuités inscrites.....	288,681 84	

Le taux d'intérêt de cette annuité a été fixé à 4 p o/o l'an.

SITUATION DES DÉPENSES AU 1er JANVIER 1905.

Montant des sommes à payer (intérêts et amortissement).	Pour les annuités à inscrire.....	6,701,627 40	4,276,546f 12c
	Pour les annuités inscrites.....	17,574,918 72	
Montant des annuités remboursées :			
Antérieurement au 1er janvier 1904.....		17,071,966 21c	
Pendant l'année 1904.....		103,762 87 (C)	
TOTAL.....		17,175,729 08	17,175,729 08
Montant des annuités restant à rembourser au 1er janvier 1905.	Annuités à inscrire.....	6,701,627f 40c	7,100,817f 04c
	Annuités inscrites.....	399,189 64	

OBSERVATIONS.

(A) La somme de 103,762 fr. 87 cent. ne représente pas une situation définitive. En effet, il y aura lieu de l'accroître chaque fois qu'une action affectée à une dotation aura fait retour : 1° lorsqu'un dotataire sera décédé sans postérité habile à lui succéder; 2° lorsqu'une héritière aura encouru la déchéance par application des articles 1 et 2 du décret du 3 janvier 1812.

(B) Montant des sommes à amortir :

338 actions affectées à des dotations devant faire retour	3,862,856 66
642 actions de 11,428f 57c payables en 30 ans	7,337,141 94
1 action de 11,224 80 payable en 29 ans	11,224 80
1 action de 11,012 88 payable en 28 ans	11,012 88
8 actions de 10,792 49 payables en 27 ans	86,339 92
2 actions de 9,819 11 payables en 23 ans	19,638 22
2 actions de 8,982 12 payables en 20 ans	17,964 24
367 actions de 8,680 93 payables en 19 ans	3,185,901 31
1,361 actions formant un capital à rembourser de	14,532,079 97

(C) Les payements d'annuités à effectuer pendant l'année 1904 s'élèvent, savoir :

Payements au titre de l'exercice 1904	103,762 87

Suite du COMPTE DES ANNUITÉ

CANAUX D'ORLÉANS E

Situation, au 1er janvier 1905, des annuités et dotations créées pour le rachat desdits canaux, en exécution de la loi du 20 mai 1863 et du décret du 12 mars 1864.

Le nombre des actions appartenant au domaine de l'État à restituer, conformément aux prescriptions de la loi du 21 décembre 1872 précitée, s'élève à 590, savoir :

Actions libres	362
Actions affectées à des dotations	228
TOTAL ÉGAL	590

Dans ce nombre ne sont pas comprises les actions affectées à la dotation de la Légion d'honneur qui ont été converties en annuités trentenaires en 1877, à la suite d'un arrêt du Conseil d'État du 1er décembre 1876.

SITUATION AU 1er JANVIER 1905.

ÉTAT DES ACTIONS.

A l'époque de la prise de possession par l'État, les 1,400 actions se répartissaient comme il suit :

1° Actions libres	805
2° Actions affectées à des dotations	556
TOTAL	1,361 (A)
3° Actions possédées par la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et qui ont été immédiatement annulées	39
TOTAL ÉGAL	1,400

	ACTIONS LIBRES.	ACTIONS affectées à des dotations.
Report des 1,361 actions formant, à l'origine, les deux premiers groupes, ci	805	556
Modifications. — Il convient d'ajouter au premier groupe et de retrancher du second les actions qui sont devenues libres, par suite de l'extinction successive des usufruits et de la suppression de la dotation de la Légion d'honneur, savoir :		
1° De la prise de possession au 31 décembre 1903	218	
2° Pendant l'année 1904	//	
TOTAL	218	218
RÉSULTAT	1,023	338
A déduire les actions remboursées par le Trésor	978	//
RESTE	45	338
TOTAL	383	

(A) DÉCOMPOSITION DES 1,361 ACTIONS.

978 actions libres à 660 fr. 91 cent. chacune, actuellement éteintes.
45 annuités inscrites au 1er janvier 1905 à 660 fr. 91 cent. chacune.
295 actions affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent.
43 actions susceptibles d'être inscrites sous forme d'annuités ou affectées à des dotations de 571 fr. 42 cent. dont le payement était momentanément suspendu au 1er janvier 1905.

1,361 actions.

DE RACHAT DES CANAUX.

DU LOING. (Suite.)

I. — *Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1905.*

	NOMBRE des ACTIONS. (A)	NOMBRE des ANNUITÉS de 660f 91c.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Accroissements antérieurs à 1904.	1,023	26,592	17,574,918f 72c	(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
Accroissements pendant l'année 1904	//	//	//	(B) Voir, pour le développement, le tableau II.
Total des accroissements en 1904	//	//	//	(C) Voir, pour le développement, les tableaux II et III.
Total général des accroissements au 1er janvier 1905.	1,023	26,592	(B) 17,574,918 72	(D) Montant de 157 annuités afférentes à l'année 1904 .. 103,762f 87
Décroissements antérieurs à l'année 1904	866	25,831	(B) 17,071,966 21	
Décroissements pendant l'année 1904	112	157	(D) 103,762 87	
Total des décroissements au 1er janvier 1905	978	25,988	(B) 17,175,729 08	
Annuités restant à amortir au 1er janvier 1905	45	604	(C) 399,189 64	

CANAUX D'ORLÉANS ET DU LOING. (Suite.)

II. — *Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1905.*

DURÉE des engagements contractés par l'État.	DATES des échéances de payement : de la 1re annuité, 1er sept.	DATES des échéances de payement : de la dernière annuité, 1er sept.	NOMBRE des actions libres. (A)	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. : Nombre des annuités.	PAYEMENT ANNUEL à raison de 66f 91c par annuité. : Sommes.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. : Nombre des annuités.	MONTANT DES ANNUITÉS À AMORTIR. : Sommes.	ANNUITÉS AMORTIES. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS AMORTIES. : Sommes.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Nombre des annuités.	ANNUITÉS RESTANT À AMORTIR. : Sommes.
1° Opérations terminées.											
30 ans	1861.	1890.	450	450	297,409f 50c	13,500	8,922,285f 00c	13,500	(B) 8,922,285f 00c	//	//
19 ans	1872.	1890.	367	367	242,553 97	6,973	4,608,525 43	6,973	(C) 4,608,525 43	//	//
30 ans	1862.	1891.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(D) 39,654 60	//	//
20 ans	1872.	1891.	2	2	1,321 82	40	26,436 40	40	(E) 26,436 40	7	//
30 ans	1863.	1892.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	60	(F) 39,654 60	//	//
30 ans	1865.	1894.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(G) 19,827 30	//	//
27 ans	1868.	1894.	1	1	660 91	27	17,844 57	27	(H) 17,844 57	//	//
23 ans	1872.	1894.	2	2	1,321 82	46	30,401 86	46	(I) 30,401 86	//	//
28 ans	1868.	1895.	1	1	660 91	28	18,505 48	28	(J) 18,505 48	//	//
30 ans	1869.	1898.	7	7	4,626 37	210	138,791 10	210	(K) 138,791 10	//	//
27 ans	1872.	1898.	7	7	4,626 37	189	124,911 99	189	(L) 124,911 99	//	//
29 ans	1872.	1900.	1	1	660 91	29	19,166 39	29	(M) 19,166 39	//	//
30 ans	1872.	1901.	22	22	14,540 02	660	436,200 60	660	(N) 436,200 60	//	//
30 ans	1874.	1903.	1	1	660 91	30	19,827 30	30	(O) 19,827 30	//	//
30 ans	1875.	1904.	112	112	74,021 92	3,360	2,220,657 60	3,360	(P) 2,220,657 60	//	//
Totaux			978	978	646,369 98	25,242	16,682,690 22	25,242	16,682,690 22	//	//
2° Opérations en cours de réalisation.											
30 ans	1876.	1905.	2	2	1,321f 82c	60	39,654f 60c	58	(A') 38,332f 78c	2	1,321f 82c
30 ans	1877.	1906.	1	1	660 91	30	19,827 30	28	(B') 18,505 48	2	1,321 82
30 ans	1879.	1908.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	78	(C') 51,550 98	12	7,930 92
30 ans	1881.	1910.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	48	(D') 31,723 68	12	7,930 92
30 ans	1882.	1911.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	46	(E') 30,401 86	14	9,252 74
30 ans	1883.	1912.	1	1	660 91	30	19,827 30	22	(F') 14,540 02	8	5,287 28
30 ans	1884.	1913.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	42	(G') 27,758 22	18	11,896 38
30 ans	1885.	1914.	5	5	3,304 55	150	99,136 50	100	(H') 66,091 00	50	33,045 50
30 ans	1886.	1915.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	38	(I') 25,114 58	22	14,540 02
30 ans	1888.	1917.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	34	(J') 22,470 94	26	17,183 66
30 ans	1889.	1918.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	32	(K') 21,149 12	28	18,505 48
30 ans	1890.	1919.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	30	(L') 19,827 30	30	19,827 30
30 ans	1891.	1920.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	42	(M') 27,758 22	48	31,723 68
30 ans	1892.	1921.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	26	(N') 17,183 66	34	22,470 94
30 ans	1894.	1923.	6	6	3,965 46	180	118,963 80	66	(O') 43,620 06	114	75,343 74
30 ans	1895.	1924.	1	1	660 91	30	19,827 30	10	(P') 6,609 10	20	13,218 20
30 ans	1896.	1925.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	18	(Q') 11,896 38	42	27,758 22
30 ans	1897.	1926.	2	2	1,321 82	60	39,654 60	16	(R') 10,574 56	44	29,080 04
30 ans	1901.	1930.	3	3	1,982 73	90	59,481 90	12	(S') 7,930 92	78	51,550 98
Totaux			45	45	29,740 95	1,350	892,228 50	746	493,038 86	604	399,189 64
RÉCAPITULATION.											
Opérations terminées			978	978	646,369f 98c	25,242	16,682,690f 22c	25,242	16,682,690f 22c	//	//
Opérations en cours de réalisation			45	45	29,740 95	1,350	892,228 50	746	493,038 86	604	(T') 399,189f 64c
			1,023	1,023	676,110 93	26,592	17,574,918 72	25,988	17,175,729 08	604	399,189 64

(A) Actions libres auxquelles se rapportent les annuités.
(B) Amortissement afférent à 30 années (1861 à 1890 inclusivement).
(C) Amortissement afférent à 19 années (1872 à 1890 inclusivement).
(D) Amortissement afférent à 30 années (1862 à 1891 inclusivement).
(E) Amortissement afférent à 20 années (1872 à 1891 inclusivement).
(F) Amortissement afférent à 30 années (1863 à 1892 inclusivement).
(G) Amortissement afférent à 30 années (1865 à 1894 inclusivement).
(H) Amortissement afférent à 27 années (1868 à 1894 inclusivement).
(I) Amortissement afférent à 23 années (1872 à 1894 inclusivement).
(J) Amortissement afférent à 28 années (1868 à 1895 inclusivement).
(K) Amortissement afférent à 30 années (1869 à 1898 inclusivement).
(L) Amortissement afférent à 27 années (1872 à 1898 inclusivement).
(M) Amortissement afférent à 29 années (1872 à 1900 inclusivement).
(N) Amortissement afférent à 30 années (1872 à 1901 inclusivement).
(O) Amortissement afférent à 30 années (1874 à 1903 inclusivement).
(P) Amortissement afférent à 30 années (1875 à 1904 inclusivement).
(A') Amortissement afférent à 28 années (1876 à 1904 inclusivement).
(B') Amortissement afférent à 27 années (1878 à 1904 inclusivement).
(C') Amortissement afférent à 25 années (1879 à 1904 inclusivement).
(D') Amortissement afférent à 23 années (1881 à 1904 inclusivement).
(E') Amortissement afférent à 22 années (1882 à 1904 inclusivement).
(F') Amortissement afférent à 21 années (1883 à 1904 inclusivement).
(G') Amortissement afférent à 20 années (1884 à 1904 inclusivement).
(H') Amortissement afférent à 19 années (1885 à 1904 inclusivement).
(I') Amortissement afférent à 18 années (1886 à 1904 inclusivement).
(J') Amortissement afférent à 16 années (1888 à 1904 inclusivement).
(K') Amortissement afférent à 15 années (1889 à 1904 inclusivement).
(L') Amortissement afférent à 14 années (1890 à 1904 inclusivement).
(M') Amortissement afférent à 13 années (1891 à 1904 inclusivement).
(N') Amortissement afférent à 12 années (1893 à 1904 inclusivement).
(O') Amortissement afférent à 10 années (1894 à 1904 inclusivement).
(P') Amortissement afférent à 9 années (1895 à 1904 inclusivement).
(Q') Amortissement afférent à 8 années (1896 à 1904 inclusivement).
(R') Amortissement afférent à 7 années (1897 à 1904 inclusivement).
(S') Amortissement afférent à 3 années (1901 à 1904 inclusivement).
(T') Pour le développement par années, voir le tableau III.

III. — *État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1905.*

ANNÉES.	NOMBRE DES ANNUITÉS de 66f 91c.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. : CAPITAL.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. : INTÉRÊTS.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER. : TOTAL.	OBSERVATIONS.
1905	45	18,193f 92c	11,547f 03c	29,740f 95c	
1906	43	17,599 82	10,819 31	28,419 13	
1907	42	17,642 89	10,115 33	27,758 22	
1908	42	18,348 64	9,409 58	27,758 22	
1909	39	17,099 82	8,675 67	25,775 49	
1910	39	17,783 78	7,991 71	25,775 49	
1911	37	17,173 30	7,280 37	24,453 67	
1912	35	16,538 43	6,593 42	23,131 85	
1913	34	16,539 05	5,931 89	22,470 94	
1914	32	15,878 80	5,270 32	21,149 12	
1915	27	13,209 37	4,635 20	17,844 57	
1916	25	12,415 85	4,106 90	16,522 75	
1917	25	12,912 51	3,610 24	16,522 75	
1918	23	12,107 20	3,093 73	15,200 93	
1919	21	11,269 65	2,609 46	13,879 11	
1920	19	10,398 62	2,158 67	12,557 29	
1921	16	8,831 82	1,742 74	10,574 56	
1922	14	7,863 24	1,389 50	9,252 74	
1923	14	8,177 81	1,074 93	9,252 74	
1924	8	4,539 42	747 86	5,287 28	
1925	7	4,060 09	566 28	4,626 37	
1926	5	2,900 66	403 89	3,304 55	
1927	3	1,694 85	287 88	1,982 73	
1928	3	1,762 65	220 08	1,982 73	
1929	3	1,833 15	149 58	1,982 73	
1930	3	1,906 50	76 23	1,982 73	
Totaux	604	288,681 84	110,507 80	399,189 64	

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE ET EN RENTES.

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE POUR L'ANNÉE 1904.

Ce compte présente la situation des capitaux de cautionnements inscrits au Trésor au commencement et à la fin de l'année, ainsi que leur mouvement, par ministère et par classe, pendant cette période.

Les capitaux de cautionnements versés en numéraire au Trésor pendant l'année 1904 sont de	15,718,469f 58c
Les remboursements autorisés montent à	23,447,392 89
Dépenses excédant les recettes	7,728,923 31 (A)
Les capitaux qui restaient inscrits au 1er janvier 1904 s'élevaient à	255,925,330 79 (B)
Par conséquent, les cautionnements, inscrits au Trésor au 1er janvier 1905, s'élèvent à la somme totale de	248,196,407 48 (C)

SAVOIR :

Ministère de la justice	22,686 parties.	63,549,974f 93c
Ministère des finances	20,655 parties.	141,001,057 54
Ministère des affaires étrangères	43 parties.	57,700 00
Ministère de l'agriculture	26 parties.	322,500 00
Ministère des colonies	18 parties.	49,145 10
Ministère du commerce	7,628 parties.	18,157,702 85
Ministère de la guerre	326 parties.	754,912 56
Ministère de l'intérieur	73 parties.	140,537 28
Ministère de l'instruction publique	497 parties.	1,740,470 00
Ministère de la marine	68 parties.	708,040 00
Ministère des travaux publics	53 parties.	163,530 17
Agents de change et courtiers	404 parties.	21,513,085 22
Assujettis non classés	»	37,751 83
	52,477	248,196,407 48

(A) Cet excédent de dépenses résulte jusqu'à concurrence de 2,993,620f, du remboursement des cautionnements convertis en rentes pendant l'année 1904, en exécution de l'article 56 de la loi du 13 avril 1898.

(B) Il y a lieu de remarquer que le chiffre de 255,925,330f 79 représente le total des capitaux de cautionnements inscrits sur les livres de la Dette inscrite au 1er janvier 1904, non comprises les sommes restant à payer après ordonnancement.

(C) Le solde au 31 décembre 1904	248,196,407f 48c
représente les capitaux inscrits à cette date non compris les restes à payer après ordonnancement, soit	733,408 49
Il en résulte que la somme totale dont le Trésor reste débiteur au 1er janvier 1905 est de	248,929,815 97

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.

Situation, au 1er janvier 1905 des capitaux de cautionnements en numéraire.

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1904.		RECETTES DE L'ANNÉE 1904. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1904. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1905.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, du mouvement de l'année 1904.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.															
Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués	3,005	9,255,009f 54c	448,300f 00c	//	448,300f 00c	470,800f 00c	//	470,800 00	2,926	9,232,509 54	//	79	//	22,500 00	
Greffiers des cours et tribunaux	3,895	8,370,021 05	634,400 00	//	634,400 00	667,000 00	//	667,000 00	3,888	8,337,421 05	//	7	//	32,600 00	
Huissiers, commissaires-priseurs	6,378	10,902,399 21	634,900 00	//	634,900 00	775,400 00	//	775,400 00	6,328	10,761,899 21	//	50	//	140,500 00	
Notaires	9,302	35,134,745 13	1,621,600 00	//	1,621,600 00	1,558,200 00	//	1,558,200 00	9,543	35,198,145 13	241	//	63,400 00	//	
Comptables et préposés divers	1	20,000 00	//	//	//	//	//	//	1	20,000 00	//	//	//	//	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.															
Comptables et préposés divers	49	71,000 00	1,100 00	//	1,100 00	14,400 00	//	14,400 00	43	57,700 00	//	6	//	13,300 00	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.															
Comptables et préposés divers	74	157,037 28	8,500 00	5,500f 00c	14,000 00	25,000 00	5,500f 00c	30,500 00	73	140,537 28	//	1	//	16,500 00	
MINISTÈRE DES FINANCES.															
Contributions indirectes	7,180	20,421,508 86	670,000 00	//	670,000 00	1,178,813 21	//	1,178,813 21	6,892	19,912,695 65	//	288	//	508,813 21	
Manufactures de l'État	114	598,070 00	22,000 00	//	22,000 00	20,700 00	//	20,700 00	113	599,370 00	//	1	1,300 00	//	
Douanes	629	2,849,258 96	300,200 00	//	300,200 00	350,030 00	//	350,030 00	671	2,799,428 96	42	//	//	49,830 00	
Enregistrement	3,904	27,592,778 44	1,002,100 00	//	1,002,100 00	1,288,496 07	//	1,288,496 07	3,757	27,306,382 37	//	147	//	286,396 07	
Octrois	4,010	3,200,130 08	228,710 00	200 00	228,910 00	308,095 98	200 00	308,295 98	4,248	3,120,744 10	238	//	//	79,385 98	
Percepteurs et receveurs municipaux	5,008	72,890,964 87	2,382,624 00	4,216,700 00	6,599,324 00	6,223,342 78	4,492,800 00	10,716,142 78	4,705	68,774,146 09	//	303	//	4,116,818 78	
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	299	20,812,885 46	474,100 00	1,007,900 00	1,482,000 00	3,246,795 09	731,800 00	3,978,595 09	260	18,316,290 37	//	39	//	2,496,595 09	
Comptables et préposés divers	11	291,200 00	5,500 00	//	5,500 00	124,700 00	//	124,700 00	9	172,000 00	//	2	//	119,200 00	
A reporter	43,859	212,567,008 88	8,434,034 00	5,230,300 00	13,664,334 00	16,251,773 13	5,230,300 00	21,482,073 13	43,457	204,749,269 75	521	923	64,700 00	7,882,439 13	

Suite du COMPTE DES CA[UTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE.]

Suite de la *Situation, au 1er janvier 190[5 des capitaux de cautionnements en numéraire.]*

MINISTÈRES auxquels ressortissent les emplois et classes des titulaires.	CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1904.		RECETTES DE L'ANNÉE 1904. (*Créations d'emplois, augmentations dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			DÉPENSES DE L'ANNÉE 1904. (*Suppressions d'emplois, réductions dans la fixation des cautionnements et mutations de titulaires.*)			CAPITAUX inscrits au 1er janvier 1905.		RÉSULTAT, par classe de titulaires, des mouvements de l'année 1904.				OBSERVATIONS.
											Nombre de parties.		Sommes.		
	Nombre de parties.	Sommes.	Recettes effectives en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Remboursements en numéraire.	Applications à de nouvelles fonctions.	TOTAL.	Nombre de parties.	Sommes.	Augmentation.	Diminution.	Excédent de recette.	Excédent de dépense.	
Report...	43,859	212,567,008f 88c	8,434,034f 00c	5,230,300f 00c	13,664,334f 00c	16,251,773f 13c	5,230,300f 00c	21,482,073f 13c	43,457	204,749,269f 75c	521	923	64,700f 00c	7,882,439f 13c	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.															
Comptables et préposés divers	28	353,000 00	1,000 00	15,000 00	16,000 00	31,500 00	15,000 00	46,500 00	26	322,500 00	//	2	//	30,500 00	
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.															
Comptables et préposés divers	10	44,500 00	//	//	//	//	//	//	10	44,500 00	//	//	//	//	
Postes et télégraphes	7,234	17,873,997 68	1,241,215 58	//	1,241,215 58	1,002,010 41	//	1,002,010 41	7,618	18,113,202 85	384	//	239,205 17	//	
MINISTÈRE DE LA GUERRE.															
Comptables et préposés divers	351	796,641 91	53,700 00	//	53,700 00	95,429 35	//	95,429 35	326	754,912 56	//	25	//	41,729 35	
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.															
Comptables et préposés divers	522	1,791,070 00	92,300 00	19,620 00	161,920 00	142,900 00	69,620 00	212,520 00	497	1,740,470 00	//	25	//	50,600 00	
MINISTÈRE DE LA MARINE.															
Comptables et préposés divers	60	695,170 00	39,000 00	80,000 00	119,000 00	26,130 00	80,000 00	106,130 00	68	708,040 00	8	//	12,870 00	//	
MINISTÈRE DES COLONIES.															
Comptables et préposés divers	18	50,545 10	//	//	//	1,400 00	//	1,400 00	18	49,145 10	//	//	//	1,400 00	
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.															
Chemins de fer	51	170,560 17	21,300 00	//	21,300 00	28,330 00	//	28,330 00	53	163,530 17	2	//	//	7,030 00	
MINISTÈRES DIVERS.															
Agents de change et courtiers	402	21,545,085 22	441,000 00	//	441,000 00	473,000 00	//	473,000 00	404	21,513,085 22	2	//	//	32,000 00	
Assujettis non classés	//	37,751 83	//	//	//	//	//	//	//	37,751 83	//	//	//	//	
	52,535	255,925,330 79 (A)	10,323,549 58	5,394,920 00	15,718,469 58	18,052,472 89	5,394,920 00	23,447,392 89	52,477	248,196,407 48 (1)	917	975	316,775 17	8,045,698 48	(1) Voir page 133.
											58		7,728,923f 31c		

(A) Le montant des capitaux dus s'élève, au 1er janvier 1904 (voir année 1903, page 137), à la somme de..... 256,598,863f 69c

Ce chiffre se décompose comme il suit :

Capitaux inscrits sur les livres de la Dette inscrite	255,925,330f 79c
Capitaux restant à payer après ordonnancement	673,532 90
TOTAL ÉGAL	256,598,863 69

CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

En exécution de la loi du 13 avril 1898 (article 56) un certain nombre de cautionnements ont été réalisés en rentes sur l'État, tant par voie de constitution directe que par voie de transformation ou de substitution.

Le montant de ces cautionnements s'élève au 31 décembre 1904 à 70,775,512 francs, savoir :

	PARTIES.	SOMMES.	RENTES.
Ministère de la justice	1	50,000f	1,500f
Ministère des affaires étrangères	1	20,000	600
Ministère des finances	4,102	63,782,875	1,906,088
Ministère de l'agriculture	10	132,000	4,530
Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes	1,026	3,516,850	108,183
Ministère de la guerre	222	1,023,442	34,114
Ministère de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes	120	1,175,020	35,932
Ministère de l'intérieur	19	204,725	5,993
Ministère de la marine	62	823,600	25,580
Ministère des colonies	4	14,000	420
Ministère des travaux publics	3	33,000	1,141
	5,570	70,775,512	2,124,081

COMPTE DES CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Situation au 31 décembre 1904 des cautionnements réalisés en rentes sur l'État.

MINISTÈRES AUXQUELS RESSORTISSENT LES EMPLOIS ET CLASSES DES TITULAIRES.	CAUTIONNEMENTS RÉALISÉS en rentes sur l'État au 1er janvier 1905.		RENTES	
	Nombre de parties.	Capitaux.	3 p. o/o.	3 p. o/o amort.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.				
Comptables et préposés divers	1	50,000f	1,500f	//
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
Comptables et préposés divers	1	20,000	600	//
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
Comptables et préposés divers	19	204,725	5,693	300f
MINISTÈRE DES FINANCES.				
Contributions indirectes	618	2,224,000	62,801	8,895
Manufactures de l'État	58	323,000	8,016	1,875
Douanes	79	727,050	24,114	1,515
Enregistrement	751	6,005,070	125,346	48,645
Octrois	27	293,150	8,947	60
Percepteurs et receveurs municipaux	2,299	34,548,505	850,332	219,840
Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers et trésoriers divers	263	19,399,100	385,759	151,980
Comptables et préposés divers	7	263,000	4,333	3,630
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.				
Comptables et préposés divers	10	132,000	3,555	975
MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.				
Comptables et préposés divers	2	10,000	300	//
Postes et télégraphes	1,024	3,506,850	100,548	7,335
MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
Comptables et préposés divers	222	1,023,442	32,884	1,230
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.				
Comptable et préposés divers	120	1,175,020	31,822	4,110
MINISTÈRE DE LA MARINE.				
Comptables et préposés divers	62	823,600	25,565	15
MINISTÈRE DES COLONIES.				
Comptables et préposés divers	4	14,000	300	120
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.				
Comptables et préposés divers	3	33,000	751	390
TOTAUX	5,570	70,775,512	1,673,166	450,915
			2,124,081 fr.	

OBLIGATIONS DU TRÉSOR À COURT TERME.

(Lois des 17 février 1898, 30 mars, 12 juillet 1902 et 26 février 1903.)

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 594, 595, 597 et 598.

DETTE FLOTTANTE.

Voir le 1er volume du Compte général de l'Administration des finances, pages 528 et 529.

ANNUITÉS DUES
AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES
POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

La loi du 20 juin 1885 a permis aux communes de se procurer les sommes dont elles auraient besoin pour leurs constructions scolaires, par des emprunts régulièrement autorisés et remboursables au moyen d'annuités égales, comprenant l'intérêt et l'amortissement, dans un délai qui ne pourrait être moindre de 30 ans ni dépasser 40 ans.

Ladite loi autorise l'État à rembourser à titre de subvention aux départements, villes ou communes, une partie des annuités nécessaires au service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements d'enseignement public. L'article 65 de la loi de finances du 26 juillet 1889 a remplacé ce système de subvention par des subventions en capital.

Les tableaux ci-après font ressortir, en ce qui concerne les emprunts contractés pour les constructions scolaires (enseignement supérieur, enseignement secondaire et enseignement primaire), le total des dépenses qui étaient à la charge de l'État, le capital amorti, les annuités payées, le capital et le montant des annuités qui restent dus par l'État.

TABLEAU DE LA DETTE PUBLIQUE CONCERNANT LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES DÉPENDANT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1904 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes. 1		DATES DES CONVENTIONS, décrets ou décisions ministérielles. 2	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. Total des sommes à amortir. 3	Taux de l'intérêt nominal. 4	Nombre d'années de l'amortissement. 5	Montant total des annuités. 6	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES. Antérieurement au 1er janvier 1904. Capital amorti. 7	Annuités payées. 8	Pendant l'année 1904. Capital amorti. 9	Annuités payées. 10	Totaux au 1er janvier 1905. Capital amorti. 11	Annuités payées. 12	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905. Capital restant à amortir. 13	Annuités restant à payer. 14	OBSERVATIONS. 15
			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Bordeaux....	Faculté de médecine.....	Décision ministérielle du 26 avril 1892 (1893).....	250,000 00	4 00	40	505,234 80	31,586 51	126,308 70	3,894 34	12,630 87	35,480 85	138,939 57	214,519 15	366,295 23	Sur ressources de la ville.
Chambéry...	École préparatoire des sciences et des lettres.....	Décision ministérielle du 5 décembre 1892 (1893).....	72,500 00	4 00	40	146,518 00	10,289 44	40,292 45	1,174 53	3,662 95	11,463 97	43,955 40	61,036 03	102,562 60	Emprunt communal.
Lyon.....	Facultés de droit et des lettres	Décision ministérielle du 11 septembre 1888 (1891).....	992,013 00	4 00	40	2,004,798 00	173,574 44	651,559 35	17,382 41	50,119 95	190,956 85	701,679 30	801,056 15	1,303,118 70	Sur ressources de la ville.
	Jardin botanique commun à la Faculté de médecine et de l'École de pharmacie....	Décision ministérielle du 13 avril 1886 (1891).....	30,724 96	3 82	35	55,983 90	7,083 86	20,794 02	703 10	1,599 54	7,786 96	22,393 56	22,938 00	33,590 34	Crédit algérien.
Montpellier..	École supérieure de pharmacie	Convention du 6 mars 1889 (1890).....	129,963 43	3 82	35	236,805 80	29,963 84	87,956 44	2,974 02	6,765 88	32,937 86	94,722 32	97,025 57	142,083 48	*Idem.*
	Facultés de droit et des lettres.....	Décision ministérielle du 6 octobre 1890 (1891).....	78,321 89	3 82	35	142,710 40	18,057 78	53,006 72	1,792 31	4,077 44	19,850 09	57,084 16	58,471 80	85,626 24	*Idem.*
Poitiers.....	Facultés.....	Décision ministérielle du 10 avril 1888 (1892).....	430,000 00	4 10	40	878,451 20	66,302 10	263,535 36	7,121 94	21,961 28	73,424 04	285,496 64	356,575 96	592,954 56	Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.
Rennes.....	*Idem*.....	Convention du 20 novembre 1887 (1896)..	100,000 00	3 65	40	190,928 00	10,321 41	38,185 60	1,496 29	4,773 20	11,717 70	42,958 80	88,282 30	147,969 20	*Idem.*
		Totaux.....	2,083,523 28	.....	.....	4,161,430 10	347,079 38	1,281,638 64	36,538 94	105,591 11	383,618 32	1,387,229 75	1,699,904 96	2,774,200 35	

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire.

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT.								NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1904.	
			CAPITAL TOTAL à amortir.	TAUX de l'intérêt nominal annuel.	MONTANT de l'annuité.	NOMBRE d'années de l'amortissement.	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	NOUVEAU taux d'intérêt.	MONTANT de la nouvelle annuité.				ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1904.		PENDANT L'ANNÉE 1904.		TOTAUX au 31 décembre 1904.		Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
													Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti.	Annuités payées.	Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.				fr. c.			fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1° LYCÉES DE GARÇONS.																				
Angoulême	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 août 1891	53,950 00	4 10	3,141 75	30	"	"	"		"	92,272 00	13,488 34	34,149 33	1,498 00	3,141 75	14,986 34	37,291 08	38,963 66	54,980 92
Bar-le-Duc	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1895	10,943 00	3 50	595 30	30	"	"	"		"	17,859 00	1,921 60	4,762 40	279 54	595 30	2,201 14	5,357 70	8,741 86	12,501 30
Beauvais	Loi de finances du 28 avril 1893.	30 juin 1895	200,000 00	3 50	9,477 50	39	"	"	"		"	369,622 50	24,042 56	80,558 75	3,318 99	9,477 50	27,361 55	90,036 25	172,638 45	279,586 25
Besançon	Loi de finances du 20 juin 1885.	16 juillet 1888	400,000 00	4 30	Annuités variables.	40	"	"	"		"	763,135 00	145,000 00	365,590 00	10,000 00	20,857 50	155,000 00	386,447 50	245,000 00	376,687 50
Bourg	Loi de finances du 8 août 1885.	25 février 1892	50,000 00	4 10	2,911 73	30	"	"	"		"	85,705 87	11,827 49	30,383 00	1,360 46	2,911 73	13,187 95	33,294 73	36,812 05	52,411 14
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	194,500 00	4 30	11,600 83	30	"	"	"		"	337,753 50	55,606 22	140,539 39	5,688 89	11,600 83	61,295 11	152,140 22	133,204 89	185,613 28
Chambéry	Loi de finances du 30 mars 1888.	26 août 1888	100,000 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. — Départ de la nouvelle annuité à la même date.	"	Annuités variables.		33	205,968 29	19,436 31	77,292 11	1,846 45	5,049 56	21,282 76	82,341 67	78,717 24	123,626 62
Idem	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er juin 1893	32,320 00	4 00	*Idem.*	40	"	"	"		"	63,924 55	4,309 31	15,864 49	523 27	1,643 70	4,832 58	17,508 19	27,487 42	46,416 36
Chartres	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er octobre 1891	111,600 00	4 00	*Idem.*	33	"	"	"		"	191,708 57	30,334 22	77,513 31	3,183 22	6,400 14	33,517 44	83,913 45	78,082 56	107,795 12
Dijon	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 février 1892	383,000 00	4 10	19,560 87	40	"	"	"		"	777,556 21	59,041 13	229,851 85	6,342 92	19,560 87	65,384 05	249,412 72	317,615 95	528,143 49
Leon	Loi de finances du 26 décembre 1890.	1er janvier 1891	70,150 00	4 00	3,544 22	40	"	"	"		"	141,768 80	11,092 39	42,530 64	1,181 92	3,544 22	12,274 31	46,074 86	57,875 69	95,693 94
Laval	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887	21,000 00	4 00	1,060 99	40	"	"	"		"	42,439 60	4,823 08	16,975 84	413 92	1,060 99	5,237 00	18,036 83	15,763 00	24,402 77
Idem	*Idem*	1er janvier 1889	4,066 35	4 00	205 45	40	"	"	"		"	8,218 00	782 78	2,876 30	74 11	205 45	856 89	3,081 75	3,209 46	5,136 25
Lyon	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1888	22,600 00	4 00	1,141,83	40	"	"	"		"	45,673 20	4,762 21	17,127 45	428 31	1,141 83	5,190 52	18,269 28	17,409 48	27,403 92
Marseille	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 janvier 1889	25,156 00	4 00	1,270 67	40	"	"	"		"	50,826 80	4,841 22	17,789 38	458 31	1,270 67	5,299 53	19,060 05	19,850 47	31,766 75
Montluçon	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1893	10,000 00	4 10	582 34	30	"	"	"		"	17,299 37	2,104 22	5,652 57	261 27	582 34	2,365 49	6,234 91	7,634 51	11,064 46
Montpellier	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er octobre 1890	20,665 21	3 75	1,075 82	35	"	"	"		"	37,653 70	4,764 35	13,985 66	472 89	1,075 82	5,237 24	15,061 48	15,427 97	22,592 22
Idem	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1891	975 00	4 00	49 26	40	"	"	"		"	1,970 40	154 15	591 12	16 42	49 26	170 57	640 38	804 43	1,330 02
Nantes	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er janvier 1894	38,473 39	3 85	2,173 74	30	"	"	"		"	65,212 20	7,365 14	19,563 66	985 45	2,173 74	8,350 59	21,737 40	30,122 80	43,474 80
Nîmes	Loi de finances du 30 mars 1888.	31 juillet 1893	340,000 00	4 00	18,134 00	35	"	"	"		"	632,691 25	51,779 37	170,274 25	6,671 23	18,134 00	58,450 60	188,408 25	281,549 40	444,283 00
A reporter			2,089,392 95									3,949,258 81	457,476 09	1,363,871 50	45,005 57	110,477 20	502,481 66	1,474,348 70	1,586,911 29	2,474,910 11

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION DES DÉPARTEMENTS, villes ou communes. 1	DATES des LOIS, DÉCRETS et décisions ministérielles ou conventions. 2	DATE DE DÉPART de la première annuité. 3	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. CAPITAL TOTAL à amortir. 4	TAUX de l'intérêt nominal annuel. 5	MONTANT de l'annuité. 6	NOMBRE d'années de l'amortissement. 7	DATE de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.) 8	NOUVEAU taux d'intérêt. 9	MONTANT de la nouvelle annuité. 10
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.
Report.....	.....	.....	2,089,392 95	//	//	//	.....	//	//
Périgueux.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er sept. 1894...	29,788 64	3 775	1,449 69	40	.....	//	//
Reims.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1887..	7,000 00	4 00	353 66	40	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 20 juin 1885.	1er avril 1889....	245,000 00	3 90	Annuités variables.	30	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1890.	1,410 00	4 00	71 23	40	.....	//	//
Rochefort.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er janvier 1887..	50,750 00	4 00	Annuités variables.	40	.....	//	//
Idem.....	Loi de finances du 17 juillet 1889.	16 août 1888.....	105,250 00	4 00	*Idem.*	40	.....	//	//
La Roche-sur-Yon.....	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 février 1892..	16,000 00	4 10	931 75	30	.....	//	//
Rouen.....	Loi de finances du 30 mars 1888.	1er janvier 1888..	275,000 00	4 00	13,893 96	40	.....	//	//
Saint-Étienne.....	Loi de finances du 8 août 1885.	1er juillet 1887..	1,373,437 05	4 50	73,815 56	40	1er janvier 1893. — Même date.	3 75	65,863 76
Saint-Omer.....	Loi de finances du 26 déc. 1890.	25 février 1893...	100,000 00	4 10	5,107 28	40	.....	//	//
Saint-Quentin.....	Loi de finances du 27 février 1887.	1er janvier 1893..	3,940 37	4 00	228 24	30	.....	//	//
Toulon.....	*Idem*.....	1er janvier 1891..	3,467 33	4 00	175 18	40	.....	//	//
Troyes.....	Loi de finances du 8 août 1885	1er janvier 1888..	10,313 00	4 00	521 05	40	.....	//	//
TOTAUX.....	.....	.....	4,310,749 34	//	//	//	.....	//	//

L'ÉTAT.		MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES						DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1904.	
		ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1904.		PENDANT L'ANNÉE 1904.		TOTAUX au 31 décembre 1904.			
NOUVELLE durée de l'amortissement. (Années restant à courir.) 11	MONTANT total des annuités. 12	Capital amorti. 13	Annuités payées. 14	Capital amorti. 15	Annuités payées. 16	Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.) 17	Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.) 18	Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.) 19	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.) 20
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
//	3,949,258 81	457,476 09	1,363,871 50	45,005 57	110,477 20	502,481 66	1,474,348 70	1,586,911 29	2,474,910 11
//	57,987 60	3,445 27	13,047 21	459 58	1,449 69	3,904 85	14,496 90	25,883 79	43,490 70
//	14,146 40	1,607 71	5,658 56	137 98	353 66	1,745 69	6,012 22	5,254 31	8,134 18
//	393,102 50	122,499 90	232,382 50	8,166 66	12,944 16	130,666 56	245,326 66	114,333 44	147,775 84
//	2,849 20	246 70	925 99	24 70	71 23	271 40	997 22	1,138 60	1,851 98
//	108,336 05	12,000 00	46,174 95	1,000 00	2,697 25	13,000 00	48,872 20	37,750 00	59,463 85
//	225,327 70	20,500 00	84,064 75	2,000 00	5,712 05	22,500 00	89,776 80	82,750 00	135,550 90
//	27,952 50	3,784 76	10,249 28	435 34	931 75	4,220 10	11,181 03	11,779 90	16,771 47
//	555,758 40	57,947 39	208,409 40	5,211 85	13,893 96	63,159 24	222,303 36	211,840 76	333,455 04
34 ans et 6 m.	2,612,286 90	285,565 30	998,624 78	25,303 52	65,863 76	310,868 82	1,064,488 54	1,062,568 23	1,547,798 36
//	202,263 01	12,298 20	49,044 61	1,527 01	5,107 28	13,825 21	54,151 89	86,174 79	148,111 12
//	6,847 20	842 60	2,282 40	102 96	228 24	945 56	2,510 64	2,994 81	4,336 56
//	7,007 20	548 29	2,102 16	58 43	175 18	606 72	2,277 34	2,860 61	4,729 86
//	20,842 00	2,173 15	7,815 75	195 46	521 05	2,368 61	8,336 80	7,944 39	12,505 20
//	8,183,965 47	980,935 36	3,024,653 84	89,629 06	220,426 46	1,070,564 42	3,245,080 30	3,240,184 92	4,938,885 17

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	Montant total des annuités.	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Antérieurement au 1er janvier 1904. Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1904. Annuités payées.	Pendant l'année 1904. Capital amorti.	Pendant l'année 1904. Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1904. Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1904. Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 31 décembre 1904. Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
LYCÉES ET COLLÈGES DE JEUNES FILLES.																			
Alais	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	7,100 00	4 10	362 62	40	"	"	"	"	14,504 80	1,094 49	4,351 44	117 59	362 62	1,212 08	4,714 06	5,887 92	9,790 74
Albi	Lois de finances des 8 août 1885 et 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	102,800 00	3 70	Annuités variables.	30	"	"	"	"	169,734 22	14,468 13	36,867 12	2,284 45	4,897 66 Annuité réduite de 1/6e pour garantie.	16,752 58	41,764 78	86,047 42	127,969 44
Auxerre	Loi de finances du 26 janvier 1892.	1er janvier 1895	20,000 00	4 00	1,010 47	40	"	"	"	"	40,418 80	2,526 91	10,104 70	311 54	1,010 47	2,838 45	11,115 17	17,161 55	29,303 63
Brest	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er octobre 1890	19,000 00	4 30	1,133 24	30	"	"	"	"	33,253 26	5,431 86	13,988 18	555 14	1,133 24	5,987 00	15,121 42	13,013 00	18,131 84
Castres	Loi de finances du 26 déc. 1890.	1er janvier 1893	77,500 00	4 04	3,914 00	40	"	"	"	"	155,818 95	9,531 07	38,398 95	1,179 80	3,914 00	10,710 87	42,312 95	66,789 13	113,506 00
Chambéry	Loi de finances du 20 juin 1885.	10 juin 1890	253,300 00	4 40	Annuités variables.	40	26 août 1895. Départ des nouvelles annuités à la même date.	"	Annuités variables.	35	513,164 71	41,381 98	165,060 38	4,217 27	12,651 82	45,599 25	177,712 20	207,700 75	335,452 51
Grenoble	Loi de finances du 27 février 1887.	25 février 1892	98,881 00	4 10	5,050 13	40	"	"	"	"	202,005 20	15,242 66	60,601 56	1,637 51	5,050 13	16,880 17	65,651 69	82,000 83	136,353 51
Guéret	Loi de finances du 26 déc. 1890.	*Idem*	10,000 00	4 10	582 35	30	"	"	"	"	17,345 23	2,365 49	6,280 54	272 10	582 35	2,637 59	6,862 89	7,362 41	10,482 34
Le Havre	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	16,900 00	4 00	853 85	40	"	"	"	"	34,154 00	2,957 08	11,100 05	296 14	853 85	3,253 22	11,953 90	13,646 78	22,200 10
Idem	Décision ministérielle du 29 novembre 1890.	1er janvier 1892	1,675 00	4 00	84 62	40	"	"	"	"	3,384 80	237 69	930 82	27 12	84 62	264 81	1,015 44	1,410 19	2,369 36
Montauban	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	36,100 00	4 00	1,823 88	40	"	"	"	"	72,955 20	6,316 49	23,710 44	632 55	1,823 88	6,949 04	25,534 32	29,150 96	47,420 88
Moulins	Lois de finances du 30 mars 1888.	19 octobre 1888	445,509 00	4,450 48	23,943 94	40	"	"	"	"	909,155 40	86,510 68	310,556 90	8,055 32	23,943 94	94,566 00	334,500 84	350,943 00	574,654 56
Nice	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1893	13,150 00	4 10	765 78	30	"	"	"	"	22,808 66	3,110 59	8,258 84	357 81	765 78	3,468 40	9,024 62	9,681 60	13,784 04
Reims	Loi de finances du 17 juillet 1889.	1er janvier 1890	15,498 10	4 00	783 01	40	"	"	"	"	31,320 40	2,711 75	10,179 13	271 56	783 01	2,983 31	10,962 14	12,514 79	20,358 26
Saint-Quentin	Loi de finances du 30 mars 1888.	*Idem*	19,362 39	4 00	978 23	40	"	"	"	"	39,129 20	3,387 86	12,716 99	339 27	978 23	3,727 13	13,695 22	15,635 26	25,433 98
Tarbes	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1889	117,150 00	4 00	5,918 83	40	"	"	"	"	236,753 20	22,550 80	82,863 62	2,134 87	5,918 83	24,685 67	88, 2 45	92,464 33	147,970 75
Tournon	Loi de finances du 29 déc. 1888.	21 janvier 1889	43,300 00	4 35	Annuités variables.	40	"	"	"	"	84,158 77	7,691 43	30,444 19	854 60	2,011 88	8,546 03	32,456 07	34,753 97	51,702 70
Valenciennes	Loi de finances du 27 février 1887.	27 septembre 1887	75,000 00	4 50	*Idem*.	30	"	"	"	"	138,180 00	27,750 00	73,683 75	2,500 00	4,626 25	30,250 00	78,310 00	44,750 00	59,870 00
		Totaux	1,372,225 49	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,718,244 80	255,266 96	900,997 60	26,044 64	71,392 56	281,311 60	971,490 16	1,090,913 89	1,746,754 64

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'Enseignement secondaire. (Suite.)

DÉSIGNATION des départements, villes ou communes.	DATES des lois, décrets et décisions ministérielles ou conventions.	DATE de départ de la première annuité.	TOTAL DES DÉPENSES À LA CHARGE DE L'ÉTAT. — Capital total à amortir.	Taux de l'intérêt nominal annuel.	Montant de l'annuité.	Nombre d'années de l'amortissement.	Date de la conversion s'il en est intervenu. (Date de départ de la nouvelle annuité.)	Nouveau taux d'intérêt.	Montant de la nouvelle annuité.	Nouvelle durée de l'amortissement. (Années restant à courir.)	MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES — Montant total des annuités.	Antérieurement au 1er janvier 1904. — Capital amorti.	Antérieurement au 1er janvier 1904. — Annuités payées.	Pendant l'année 1904. — Capital amorti.	Pendant l'année 1904. — Annuités payées.	Totaux au 31 décembre 1904. — Capital amorti. (Total des col. 13 et 15.)	Totaux au 31 décembre 1904. — Annuités payées. (Total des col. 14 et 16.)	DÉPENSES restant à effectuer au 31 décembre 1904. — Capital restant à amortir. (Différence entre les col. 4 et 17.)	Annuités restant dues. (Différence entre les col. 12 et 18.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
			fr. c.	fr. c.	fr. c.			fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
COLLÈGES DE GARÇONS.																			
Aubusson	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	10,875 00	4 10	633 30	30	//	//	//	//	18,999 00	2,868 35	7,599 60	308 13	633 30	3,176 48	8,232 90	7,698 52	10,766 10
Beaune	Loi de finances du 29 décembre 1888.	25 mai 1891	100,000 00	4 10	5,107 28	40	//	//	//	//	203,284 82	15,415 41	60,280 98	1,656 10	5,107 28	17,071 51	65,388 26	82,928 49	137,896 56
Brive	Loi de finances du 26 décembre 1890.	25 août 1896	150,000 00	3 65	8,268 63	30	//	//	//	//	246,538 07	22,053 26	56,359 58	3,631 38	8,268 63	25,684 64	64,628 21	124,315 36	181,909 86
Châlons-sur-Marne	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	85,450 00	4 00	4,317 23	40	//	//	//	//	172,689 20	18,005 81	64,758 45	1,619 46	4,317 23	19,625 27	69,075 68	65,824 73	103,613 52
Confolens	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	20,275 00	4 10	1,180 71	30	//	//	//	//	35,106 55	4,796 06	12,673 06	551 66	1,180 71	5,347 72	13,853 77	14,927 28	21,252 78
Falaise	Loi du 20 juin 1885	25 août 1890	20,000 00	4 40	1,207 07	30	//	//	//	//	36,212 10	5,374 60	15,088 37	569 80	1,207 07	5,944 40	16,295 44	14,055 60	19,916 66
Fontainebleau	Lois des 20 juin 1885 et 8 août 1885.	*Idem*	33,328 73	4 40	2,011 57	30	//	//	//	//	59,553 93	9,426 06	25,357 24	970 42	2,011 57	10,396 48	27,368 81	22,932 25	32,185 12
Fontenay-le-Comte	Loi du 20 juin 1885	31 janvier 1887	80,000 00	4 60	4,943 19	30	25 février 1893, 26 novembre 1892.	4 00	4,707 42	24	141,819 20	32,640 85	80,622 74	2,841 21	4,707 42	35,482 06	85,330 16	44,517 94	56,489 04
Gray	Loi de finances du 28 avril 1893.	1er janvier 1893	4,000 00	4 00	202 09	40	//	//	//	//	8,083 60	505 38	2,020 90	62 31	202 09	567 69	2,222 99	3,432 31	5,860 61
Issoire	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	6,000 00	4 10	349 41	30	//	//	//	//	10,482 30	1,582 53	4,192 92	170 00	349 41	1,752 53	4,542 33	4,247 47	5,939 97
Joigny	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 août 1893	30,000 00	4 10	1,532 18	40	//	//	//	//	61,287 20	3,467 25	14,555 71	448 87	1,532 18	3,916 12	16,087 89	26,083 88	45,199 31
La Châtre	Lois de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	4,395 40	4 10	255 96	30	//	//	//	//	7,678 80	1,039 73	2,815 56	119 59	255 96	1,159 32	3,071 52	3,236 08	4,607 28
Le Blanc	Loi du 20 juin 1885	25 février 1893	3,100 00	4 10	174 80	32	//	//	//	//	5,551 24	654 65	1,880 44	75 28	174 80	729 93	2,055 24	2,370 07	3,496 00
Meaux	*Idem*	31 janvier 1888	163,700 00	4 60	10,115 00	30	31 janvier 1897, 1er mai 1897.	3 50	Annuités variables	21	283,231 23	57,933 15	145,450 64	5,545 84	9,247 67	63,478 99	154,698 31	100,221 01	128,532 92
Idem	*Idem*	25 août 1892	29,700 00	4 10	1,729 57	30	13 mai 1897, 25 mai 1897.	3 50	*Idem*	26	49,181 25	7,581 90	18,212 01	782 94	1,557 07	8,364 84	19,769 08	21,335 16	29,412 17
Mortain	Loi de finances du 26 janvier 1892.	25 février 1892	15,000 00	4 10	873 52	30	//	//	//	//	25,829 76	3,956 41	10,106 40	425 05	873 52	4,381 46	10,979 92	10,618 54	14,849 84
Nyons	Loi du 20 juin 1885	30 novembre 1889	10,100 00	4 00	532 27	40	//	//	//	//	21,290 80	1,852 27	7,451 82	179 73	532 27	2,032 00	7,984 09	8,068 00	13,306 71
Pézenas	Lois de finances des 29 déc. 1888 et 26 janvier 1892.	25 février 1892	31,106 30	4 10	1,681 63	35	//	//	//	//	58,369 36	5,576 60	18,010 24	641 45	1,681 63	6,218 05	19,691 87	24,888 25	38,677 49
Remiremont	Loi du 20 juin 1885	*Idem*	9,500 00	4 10	553 23	30	//	//	//	//	16,166 99	2,505 70	6,208 85	269 19	553 23	2,774 89	6,762 08	6,725 11	9,404 91
Riom	Loi du 20 juin 1885	1er janvier 1888	30,300 00	4 00	1,530 86	40	//	//	//	//	61,234 40	6,384 73	22,962 90	574 25	1,530 86	6,958 98	24,493 76	23,341 02	36,740 64
Saint-Nazaire	*Idem*	1er janvier 1893	10,842 07	4 00	547 78	40	//	//	//	//	21,911 20	1,369 86	5,477 80	168 90	547 78	1,538 76	6,025 58	9,303 31	15,885 62
Saint-Servan	Loi de finances du 17 juillet 1889.	25 août 1892	49,850 00	4 10	2,902 99	30	//	//	//	//	86,294 86	11,134 15	29,686 56	1,329 11	2,902 99	12,463 26	32,589 55	37,386 74	53,705 31
Saumur	Loi du 20 juin 1885	14 février 1888	10,100 00	4 00	584 08	30	//	//	//	//	17,522 40	3,605 91	8,761 20	324 31	584 08	3,930 22	9,345 28	6,169 78	8,177 12
Tonnerre	*Idem*	1er janvier 1891	17,200 00	4 18	1,032 00	30	//	//	//	//	30,960 00	4,455 60	12,384 00	483 22	1,032 00	4,938 82	13,416 00	12,261 18	17,544 00
Toul	Loi de finances du 28 avril 1893.	25 novembre 1894	50,000 00	3 85	2,460 20	40	//	//	//	//	97,445 50	5,692 03	21,179 30	761 60	2,460 20	6,453 63	23,639 50	43,546 37	73,806 00
TOTAUX			974,822 50								1,776,723 76	229,878 25	654,097 27	24,509 80	53,450 95	254,388 05	707,548 22	720,434 45	1,069,175 54

RÉCAPITULATION.

Lycées de garçons	4,310,749 34	//	//	//	//	//	//	//	8,183,965 47	980,935 36	3,024,653 84	89,629 06	220,426 46	1,070,564 42	3,245,080 30	3,240,184 92	4,938,885 17
Lycées et collèges de jeunes filles	1,372,225 49	//	//	//	//	//	//	//	2,718,244 80	255,266 96	900,097 60	26,044 64	71,392 56	281,311 60	971,490 16	1,090,913 89	1,746,754 64
Collèges de garçons	974,822 50	//	//	//	//	//	//	//	1,776,723 76	229,878 25	654,097 27	24,509 80	53,450 95	254,388 05	707,548 22	720,434 45	1,069,175 54
ENSEMBLE	6,657,797 33								12,678,934 03	1,466,080 57	4,578,848 71	140,183 50	345,269 97	1,606,264 07	4,924,118 68	5,051,533 26	7,754,815 35

Tableau de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire.

TAUX DE L'INTÉRÊT. (1)	PART DE L'ÉTAT dans le capital emprunté. (2)	ANNUITÉS PAYÉES du 1er janvier au 31 décembre 1904. (3)	CAPITAL AMORTI antérieurement au 1er janvier 1904. (4)	CAPITAL AMORTI du 1er janvier au 31 décembre 1904. (5)	CAPITAL RESTANT à amortir au 31 décembre 1904. (6)	ANNUITÉS RESTANT DUES au 31 décembre 1904. (7)	OBSERVATIONS. (8)
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
Emprunts à 4 60 p. 100 payables par semestre	24,589 98	1,457 06	8,383 16	786 22	15,420 60	20,583 54	
— 4 50 —	71,365 75	4,358 36	24,120 97	2,257 47	44,987 31	61,173 75	
— 4 45 —	28,727 00	1,744 18	9,687 86	906 90	18,132 24	24,616 02	
— 4 40 —	2,864,974 25	172,735 48	845,997 24	84,844 20	1,934,132 81	2,696,279 64	
— 4 375 —	7,123 72	430 92	2,247 68	219 96	4,656 08	6,452 98	
— 4 30 —	26,583 70	1,585 46	8,988 04	837 85	16,757 81	22,669 33	
— 4 26 —	56,466 50	3,352 52	19,928 26	1,815 11	34,723 13	46,374 67	
— 4 25 —	6,804 00	403 40	2,181 61	209 16	4,413 23	5,999 78	
— 4 20 —	446,323 43	25,921 50	120,844 89	12,380 30	313,098 24	448,188 39	
— 4 16 —	13,720 00	805 00	3,406 49	379 60	9,933 91	14,087 50	
— 4 11 —	8,890 88	518 22	3,131 32	284 37	5,475 19	7,255 08	
— 4 10 —	11,493,812 16	668,541 86	2,728,018 95	312,494 27	8,453,298 94	12,049,258 67	
— 4 05 —	21,645 00	1,253 54	4,085 27	547 87	17,011 86	25,070 80	
— 4 00 —	1,017,936 41	58,507 10	335,655 60	31,527 95	650,752 86	878,397 60	
— 3 932 —	225,000 00	13,000 48	97,587 66	8,069 17	119,343 17	149,505 52	
— 3 93 —	17,868 80	1,019 84	6,116 82	561 38	11,190 60	14,787 68	
— 3 91 —	8,700 00	495 28	3,257 79	285 24	5,156 97	6,686 28	
— 3 90 —	11,745 00	667 46	4,595 01	392 53	6,757 46	8,676 98	
— 3 85 —	799,554 37	45,177 90	174,371 65	21,311 93	603,870 79	860,777 65	
— 3 80 —	376,247 39	21,240 32	126,925 59	11,877 46	237,444 34	316,024 47	
— 3 75 —	123,411 17	6,961 00	40,474 66	3,886 99	79,049 52	104,827 18	
— 3 70 —	45,789 00	2,547 44	11,968 54	1,308 06	32,512 40	44,417 64	
— 3 65 —	16,970 00	939 78	4,195 71	477 81	12,296 48	16,938 42	
— 3 60 —	133,798 46	7,948 72	34,717 98	4,421 00	94,659 48	126,412 92	
— 3 5725 —	11,340 00	618 42	3,510 61	341 74	7,487 65	9,894 72	
— 3 52 —	17,615 40	955 50	4,216 78	488 10	12,910 52	17,676 75	
— 3 50 —	142,192 78	7,784 96	45,317 45	4,432 71	92,442 62	121,313 71	
— 3 417 —	43,950 00	2,429 64	19,400 17	1,604 31	22,945 52	27,940 86	
— 3 40 —	7,840 00	430 06	2,202 62	240 38	5,397 00	7,095 99	
— 3 38 —	10,582 00	582 84	4,679 87	386 56	5,515 57	6,702 65	
— 3 35	47,486 72	2,568 96	14,298 22	1,468 60	31,719 90	41,700 48	
— 3 30 —	16,800 00	919 26	5,175 97	540 00	11,084 03	14,248 53	
— 3 25	40,202 60	2,242 10	10,704 98	1,293 75	28,203 87	36,588 89	
— 3 15	9,610 00	495 98	2,674 72	281 24	6,654 04	8,679 65	
— 3 00 —	45,395 10	2,337 34	12,282 27	1,353 64	31,759 19	41,492 11	
TOTAUX	18,241,061 57	1,062,977 88	4,745,352 41	514,513 83	12,981,195 33	18,288,796 83	

18,241,061f 57c

ANNUITÉ POUR REMBOURSEMENT À LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE DE L'AVANCE RELATIVE À L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE DESTINÉ AU SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

La loi du 28 juin 1901 a autorisé, jusqu'à concurrence d'une dépense totale maxima de 1,367,250 francs, l'acquisition, la surélévation de deux étages et l'aménagement en bureaux pour le service des Postes et des Télégraphes, d'un immeuble situé à Paris, rue de Grenelle, n° 107, et cité Martignac, n° 5.

Conformément aux prescriptions de l'article 2 de cette loi, les dépenses corrélatives ont fait l'objet d'un prélèvement sur les fonds de la dotation de la Caisse nationale d'épargne.

Ce prélèvement, autorisé jusqu'à concurrence de 1,367,250 francs, ne s'est élevé en réalité qu'à la somme de 1,160,857 fr. 68, qui a été versée au Trésor par la Caisse nationale d'épargne et inscrite parmi les *Ressources exceptionnelles* du budget de l'exercice 1901. Cette somme, toujours remboursable par anticipation, doit être amortie dans un délai maximum de *treize* années, ayant pour point de départ la date même de la loi.

L'avance ayant été consentie sans intérêts, et un crédit de 1,367,250 francs, sur lequel une somme de 206,521 fr. 72 a été annulée définitivement, ayant été ouvert au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes sur l'exercice 1901, l'annuité à servir a été calculée sur le pied de un *treizième* du prélèvement autorisé, soit $\frac{1,367,250}{13} = 105,174$ fr.

Ainsi qu'on vient de l'indiquer, le versement effectué par la Caisse nationale d'épargne ne s'est élevé qu'à la somme de 1,160,857 fr. 68, et aucun nouveau prélèvement ne sera opéré, l'achèvement des travaux devant être poursuivi au moyen de crédits budgétaires.

La situation du compte est donc actuellement la suivante :

Montant de la dette de l'État		1,160,857f 68c
Amortissements réalisés :		
Année 1902	105,174f 00c	
Année 1903	105,174 00	
Année 1904	105,174 00	
TOTAL	315,522 00	315,522 00
La dette au 1er janvier 1905 étant de		845,335 68

son amortissement complet n'exigera plus que neuf annuités nouvelles, dont la dernière sera seulement de 3,943 fr. 68 cent. Cette dette sera donc éteinte en 1913.

ANNUITÉ DE REMBOURSEMENT
POUR AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

Le Ministre des Travaux publics a été autorisé, en vertu de diverses lois, à accepter des départements, villes, chambres de commerce, etc., des avances destinées à activer l'exécution d'un certain nombre d'entreprises d'amélioration de rivières, canaux et ports maritimes.

Les deux seules avances restant à rembourser partiellement et applicables aux ports de Calais et de Rouen, donnent lieu à des intérêts calculés au taux de 4 p. o/o, sur les sommes restant à amortir. L'amortissement sera terminé en 1906.

Le tableau suivant indique la situation de l'amortissement de ces avances au 1er janvier 1905.

DÉSIGNATION des PORTS.	DÉSIGNATION DES CRÉANCIERS de l'État.	DATE DES LOIS acceptant les avances.	MONTANT des AVANCES.	SOMMES REMBOURSÉES			SOMMES RESTANT à amortir au 1er janvier 1905.	OBSERVATIONS.
				ANTÉRIEUREMENT au 1er janvier 1904.	PENDANT l'année 1904 sur les crédits budgétaires	TOTAL.		
			francs.	francs.	francs.	francs	francs.	
Port de Calais.....	Chambre de commerce de Calais.	1er sept. 1884.	8,450,000	6,684,099	565,704	7,249,803	1,200,197	
Port de Rouen....	Chambre de commerce de Rouen.	11 mars 1885.	6,333,333	4,338,814	627,376	4,966,190	1,367,143	
TOTAUX			14,783,333	11,022,913	1,193,080	12,215,993	2,567,340	

REMBOURSEMENT
DES AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

Une loi du 3 mars 1900 a autorisé le Ministre des Travaux publics à accepter de la Chambre de commerce de Nantes une somme, sans intérêts, de 2,200,000 francs, destinée à activer l'exécution des travaux d'agrandissement de la gare de Nantes-État.

Cette somme devait être versée au Trésor par acomptes successifs, au fur et à mesure des besoins de l'entreprise.

Le remboursement en sera effectué au moyen des crédits inscrits au budget du Ministère des Travaux publics, en quatre payements échelonnés du 1er avril 1902 au 1er avril 1905.

Les versements de la Chambre de commerce de Nantes, au cours des années 1900 et 1901, ont été les suivants :

9 octobre 1900	100,000f 00c
7 novembre 1900	400,000 00
7 février 1901	500,000 00
3 mai 1901	500,000 00
7 août 1901	500,000 00
11 novembre 1901	200,000 00
Ils ont ainsi atteint le montant intégral de l'avance	2,200,000 00

L'État a remboursé, savoir :

Sur le budget de 1902	600,000f 00c	
Sur le budget de 1903	600,000 00	1,800,000 00
Sur le budget de 1904	600,000 00	
La dette au 1er janvier 1905 est ainsi réduite à		400,000 00

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

COMPAGNIE DE L'OUEST.

Subvention pour la construction des lignes de Beuzeville à Lillebonne, Motteville à Saint-Valéry, Châteaubriant à Redon, Plouaret à Lannion, Barentin à Duclair et à Caudebec, Sottevast à Coutances.

Cette subvention, convertie en annuités, avait été fixée à 30 millions de francs par la convention du 31 décembre 1875 (loi du même jour), puis réduite à 29,872,857 francs par la convention du 10 mars 1880 (loi du 15 juin 1881). Ces chiffres s'appliquaient non seulement aux lignes ci-dessus, mais encore à un prolongement de Lillebonne à Port-Jérôme, dont l'établissement a été ajourné. La subvention a été dès lors ramenée à 29,129,953 fr. 86, soit en chiffre rond 29,130,000 francs. L'annuité a été fixée par arrêté ministériel, mais la Compagnie s'est pourvue devant le Conseil d'État.

COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.

Avance en travaux pour travaux supplémentaires sur la ligne du Rhône au Mont-Cenis.

Cette avance, limitée à 22,500,000 francs par la convention du 14 juin 1897 (loi du 18 février 1898), est remboursable par annuités.

SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).

Avance en travaux pour la suppression des passages à niveau.

Cette avance, remboursable en annuités, a été faite en vertu d'une convention du 8 mai 1886 (loi du 16 mai 1886) et s'élève à 5,623,106 fr. 77, en chiffre rond 5,623,000 francs. Les annuités ne sont pas fixées définitivement.

B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.

Avances en argent et en travaux faites par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest, d'Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée et du Midi pour la construction des lignes qui leur ont été concédées en vertu desdites conventions.

Les annuités échues en 1904 correspondent aux avances en travaux et en argent faites de 1884 à 1903 par les Compagnies de l'Est, de l'Ouest et de Paris-Lyon-Méditerranée, aux avances en travaux faites pendant la même période par la Compagnie du Midi, aux avances en travaux et en argent faites de 1889 à 1904 par la Compagnie d'Orléans, enfin aux avances en argent faites de 1884 à 1902 par la Compagnie du Midi. Ces avances s'élèvent à 948,855,000 francs, déduction faite de 150,857,000 francs considérés comme remboursés à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu de la Convention du 17 mai 1897 par compensation avec sa dette de garantie (loi du 24 janvier 1898). Les annuités ne sont pas réglées définitivement.

Les Compagnies continueront à faire des avances, remboursables par annuités, jusqu'à une époque qui ne peut être précisée. Pour chaque exercice, la loi de finances détermine le maximum de l'avance à faire.

Le développement des opérations relatives à l'amortissement des sommes à la charge du Trésor est consigné dans les deux tableaux ci-après :

TABLEAU DES ANNUITÉS AU 1ER JANVIER 1905.

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des annuités. (Chiffres arrondis.)	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
1° — *Subventions payables en annuités.*				
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances	29,130,000f 00c	1,437,000f 00c	4f 74c	Convention du 31 décembre 1875 et loi du même jour ; convention du 10 mars 1880 et loi du 15 juin 1881. — Amortissement du 1er janvier 1883 au 1er décembre 1951. L'annuité est payable par termes semestriels le 1er juin et le 1er décembre.
2° — *Avances remboursables en annuités.*				
COMPAGNIE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE.				
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.)	17,124,000 00	615,000 00	Divers.	Convention du 14 juin 1897 approuvée par la loi du 18 février 1898. — Amortissement du 1er janvier 1899 au 1er janvier 1958.
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).				
Suppression des passages à niveau	5,623,000 00	242,000 00	Divers.	Convention du 8 mai 1886 et loi du 16 août 1886. — Amortissement du 1er janvier 1887 au 1er janvier 1956 (époque moyenne).
TOTAL pour les avances	22,747,000 00	857,000 00		
TOTAL pour les conventions autres que celles approuvées par la loi du 20 novembre 1883, à reporter	51,877,000 00	2,294,000 00		

DÉSIGNATION des compagnies et lignes de chemins de fer.	MONTANT des sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	MONTANT des annuités. (Chiffres arrondis.)	TAUX de l'intérêt.	OBSERVATIONS. (Dates des lois, décrets et conventions, amortissement.)
Report pour les conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883	51,877,000f 00c	2,294,000f 00c		
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.				
Avances remboursables en annuités.				
COMPAGNIE DE L'EST.				
Lignes diverses	186,330,000 00	7,913,000 00	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1954.
COMPAGNIE DE L'OUEST.				
Lignes diverses	190,489,000 00	7,866,000 00	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE D'ORLÉANS.				
Lignes diverses	221,337,000 00	9,027,000 00	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1890 au 1er janvier 1956.
COMPAGNIE P.-L.-M.				
Compagnie P.-L.-M. — Lignes diverses	365,589,000 00	14,644,000 00	(b) Divers.	Amortissement du 1er janvier 1885 au 1er janvier 1958.
Compagnie P.-L.-M. — A déduire	(a)150,857,000 00	6,000,000 00	3f 69c	
Compagnie P.-L.-M. — Reste	214,732,000 00	8,644,000 00		
COMPAGNIE DU MIDI.				
Lignes diverses	135,967,000 00	5,578,000 00	(b) Divers.	Amortissement du 1er juillet 1884 au 31 décembre 1957.
TOTAL	948,855,000 00	39,028,000 00		
TOTAL GÉNÉRAL des annuités au 1er janvier 1905	1,000,732,000 00	41,322,000 00		

(a) Par la convention du 17 mai 1897, approuvée par la loi du 24 janvier 1898, la dette de garantie d'intérêt de la compagnie P.-L.-M. (150,857,478 fr. 14) a été convertie en une réduction annuelle de 6 millions de francs sur les annuités qui lui sont dues du 1er janvier 1897 au 1er janvier 1958.

(b) Pour chaque compagnie, il y a autant de taux d'intérêt différents qu'il y a d'avances annuelles.

NOTA. — Les renseignements contenus dans le présent tableau et le suivant ne sont qu'approximatifs, soit parce que les comptes n'ont pas encore été vérifiés, soit parce que les litiges pendants entre l'État et les Compagnies ne sont pas encore tranchés.

II. — ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1905.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES PENDANT L'ANNÉE 1904.			DES DÉPENSES EFFECTUÉES TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.			MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER au 1er janvier 1905.		
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	Total. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
A. — CONVENTIONS AUTRES QUE CELLES APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
1° Subventions payables en annuités.															
COMPAGNIES DE L'OUEST.															
Beuzeville à Lillebonne. — Motteville à Saint-Valéry. — Châteaubriant à Redon. — Plouaret à Lannion. — Barentin à Duclair et Caudebec. — Sottevast à Coutances.....	29,130,000f 00c	70,062,000f 00c	99,192,000f 00c	2,175,000f 00c	28,014,000f 00c	30,189,000f 00c	159,000f 00c	1,278,000f 00c	1,437,000f 00c	2,334,000f 00c	29,292,000f 00c	31,626,000f 00c	26,796,000f 00c	40,770,000f 00c	67,566,000f 00c
2° Avances remboursables en annuités.															
COMPAGNIE DE P.-L.-M.															
Rhône au Mont-Cenis. (Travaux complémentaires.).....	17,124,000 00	22,441,000 00	39,565,000 00	216,000 00	1,131,000 00	1,347,000 00	327,000 00	1,171,000 00	1,498,000 00	543,000 00	2,302,000 00	2,845,000 00	16,581,000 00	20,139,000 00	36,720,000 00
SYNDICAT DU CHEMIN DE FER DE CEINTURE DE PARIS (RIVE DROITE).															
Suppression des passages à niveau	5,623,000 00	10,614,000 00	16,237,000 00	285,000 00	3,124,000 00	3,409,000 00	29,000 00	213,000 00	242,000 00	314,000 00	3,337,000 00	3,651,000 00	5,309,000 00	7,277,000 00	12,586,000 00
TOTAUX pour les avances.....	22,747,000 00	33,055,000 00	55,802,000 00	501,000 00	4,255,000 00	4,756,000 00	356,000 00	1,384,000 00	1,740,000 00	857,000 00	5,639,000 00	6,496,000 00	21,890,000 00	27,416,000 00	49,306,000 00
TOTAUX pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883. (A reporter.)...	51,877,000 00	103,117,000 00	154,994,000 00	2,676,000 00	32,269,000 00	34,945,000 00	515,000 00	2,662,000 00	3,177,000 00	3,191,000 00	34,931,000 00	38,122,000 00	48,686,000 00	68,186,000 00	116,872,000 00

ÉTAT DÉVELOPPÉ DES DÉPENSES EN CAPITAL ET INTÉRÊTS AU 1ER JANVIER 1905. (Suite.)

DÉSIGNATION des COMPAGNIES ET LIGNES DE CHEMINS DE FER.	MONTANT DES DÉPENSES À EFFECTUER.			MONTANT DES DÉPENSES EFFECTUÉES.									MONTANT DES DÉPENSES RESTANT À EFFECTUER AU 1er JANVIER 1905.		
				ANTÉRIEUREMENT À L'ANNÉE 1904.			PENDANT L'ANNÉE 1904.			TOTAUX AU 1er JANVIER 1905.					
	Sommes à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes amorties. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)	Sommes restant à amortir. (Chiffres arrondis.)	Intérêts. (Chiffres arrondis.)	TOTAL. (Chiffres arrondis.)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Report pour les Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883.....	51,877,000f 00c	103,117,000f 00c	154,994,000f 00c	2,676,000f 00c	32,269,000f 00c	34,945,000f 00c	515,000f 00c	2,662,000f 00c	3,177,000f 00c	3,191,000f 00c	34,931,000f 00c	38,122,000f 00c	48,686,000f 00c	68,186,000f 00c	116,872,000f 00c
B. — CONVENTIONS APPROUVÉES PAR LES LOIS DU 20 NOVEMBRE 1883.															
COMPAGNIE DE L'EST.															
Lignes diverses.....	186,330,000 00	320,343,000 00	506,673,000 00	11,531,000 00	91,306,000 00	102,837,000 00	1,641,000 00	7,718,000 00	9,359,000 00	13,172,000 00	99,024,000 00	112,196,000 00	173,158,000 00	221,319,000 00	394,477,000 00
COMPAGNIE DE L'OUEST.															
Lignes diverses.....	190,489,000 00	337,432,000 00	527,921,000 00	10,672,000 00	84,368,000 00	95,040,000 00	1,422,000 00	6,776,000 00	8,198,000 00	12,094,000 00	91,144,000 00	103,238,000 00	178,395,000 00	246,288,000 00	424,683,000 00
COMPAGNIE D'ORLÉANS.															
Lignes diverses.....	221,337,000 00	319,474,000 00	540,811,000 00	7,943,000 00	61,801,000 00	69,744,000 00	1,370,000 00	7,389,000 00	8,759,000 00	9,313,000 00	69,190,000 00	78,503,000 00	212,024,000 00	250,284,000 00	462,308,000 00
COMPAGNIE P.-L.-M. Lignes diverses.....	365,589,000 00	581,128,000 00	946,717,000 00	15,984,000 00	125,496,000 00	141,480,000 00	2,477,000 00	12,727,000 00	15,204,000 00	18,461,000 00	138,223,000 00	156,684,000 00	347,128,000 00	442,905,000 00	790,033,000 00
COMPAGNIE P.-L.-M. A déduire.....	150,857,000 00	221,143,000 00	372,000,000 00	3,391,000 00	38,609,000 00	42,000,000 00	559,000 00	5,441,000 00	6,000,000 00	3,950,000 00	44,050,000 00	48,000,000 00	146,907,000 00	177,093,000 00	324,000,000 00
COMPAGNIE P.-L.-M. Reste.....	214,732,000 00	359,985,000 00	574,717,000 00	12,594,000 00	86,886,000 00	99,480,000 00	1,918,000 00	7,286,000 00	9,204,000 00	14,511,000 00	94,173,000 00	108,684,000 00	200,221,000 00	265,812,000 00	466,033,000 00
COMPAGNIE DU MIDI.															
Lignes diverses.....	135,967,000 00	201,620,000 00	337,587,000 00	3,665,000 00	28,069,000 00	31,734,000 00	1,307,000 00	8,971,000 00	10,278,000 00	4,972,000 00	37,040,000 00	42,012,000 00	130,995,000 00	164,580,000 00	295,575,000 00
Totaux pour les Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883..	948,855,000 00	1,538,854,000 00	2,487,709,000 00	46,404,000 00	352,431,000 00	398,835,000 00	7,658,000 00	38,140,000 00	45,798,000 00	54,062,000 00	390,571,000 00	444,633,000 00	894,793,000 00	1,148,283,000 00	2,043,076,000 00
Total général des dépenses en capital et en intérêts au 1er janvier 1905...	1,000,732,000 00	1,641,971,000 00	2,642,703,000 00	49,080,000 00	384,700,000 00	433,780,000 00	8,173,000 00	40,802,000 00	48,975,000 00	57,253,000 00	425,502,000 00	482,755,000 00	943,479,000 00	1,216,469,000 00	2,159,948,000 00

DETTE VIAGÈRE

RENTES VIAGÈRES POUR L'ANNÉE 1904.

RENTES VIAGÈRES D'ANCIENNE ORIGINE.

Le compte des rentes viagères anciennes présente la situation desdites rentes au commencement et à la fin de l'année.

Les rentes de cette nature qui figurent encore aujourd'hui sur les livres de la Dette inscrite sont les restes d'emprunts qui ont été contractés pendant les dernières années du XVIII[e] siècle.

Cette partie de la dette viagère du Trésor s'élevait, au 1[er] janvier 1904 (voir page 178 du Compte de 1903), à une partie, pour..... 79[of]

Pendant l'année 1904, les rentes viagères ont été réduites :

1° Par suite d'extinctions définitives résultant de décès notifiés, de..... //

2° Par suite de décès présumés, de..... //

TOTAL des réductions..... //

La situation au 1[er] janvier 1905 est donc, d'une partie, pour..... 79o

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Le présent compte fait connaître les différentes natures de pensions dont les arrérages sont payés sur les fonds du budget, les lois qui en ont autorisé l'inscription, les crédits que ces lois ont accordés et leur situation, les nouvelles pensions liquidées et inscrites, et enfin celles qui ont été éteintes pour cause de décès ou de rejet.

Ces renseignements sont contenus dans trois tableaux (A, B et C). Le compte comprend en outre trois tableaux statistiques sur les pensions civiles régies par la loi du 9 juin 1853 (D, E et F) et un tableau statistique (G) sur les allocations supplémentaires.

TABLEAU A.

Le tableau A présente le compte du montant général des crédits alloués pour l'inscription des pensions de toutes natures depuis 1817 et le compte du montant des pensions inscrites au 1er janvier 1905, par imputation sur ces crédits. Il reproduit donc l'ensemble des opérations qui ont été effectuées sous le régime consacré par la loi du 25 mars 1817.

On remarquera tout d'abord que l'inscription des pensions de diverses natures dépend de dispositions législatives spéciales à chacune d'elles :

I. Le crédit d'inscription des *pensions militaires de la Guerre, de la Marine et du Service colonial* est ouvert annuellement par la loi de finances ;

II. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1853* est formé chaque année du produit des extinctions réalisées au cours de l'année précédente et, s'il y a lieu, des suppléments de crédit alloués par les Chambres par application de l'article 20 de la loi du 9 juin 1853.

Pour ces natures de pensions, le tableau fait ressortir le montant des inscriptions effectuées sur les crédits de chaque exercice par suite de nouvelles concessions ainsi que les soldes non utilisés des crédits de chaque exercice ;

III. Le crédit d'inscription des *pensions civiles 1790* a été fixé par la loi du 25 mars 1817 au chiffre permanent de 3 millions de francs.

La portion disponible de ce crédit qui peut être utilisée chaque année pour des inscriptions nouvelles est déterminée par la différence entre le chiffre des pensions en payement et le chiffre du crédit initial de 3 millions de francs ;

IV. Le crédit d'inscription initial des *pensions aux grands fonctionnaires de l'Empire, pensions de l'ancienne pairie, pensions à titre de récompense nationale, indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, pensions aux survivants des blessés de 1848, pensions de réforme de la magistrature,* a été fixé par les lois créant ces natures de pensions.

Le tableau fait ressortir la portion du crédit qui n'a pas été employée à l'origine.

Enfin, il n'a pas été créé de crédit d'inscription par les lois qui ont mis à la charge du Trésor les *pensions ecclésiastiques sardes, pensions de donataires dépossédés, pensions de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.*

Pour ces natures de pensions, on a admis que le crédit d'inscription est égal au montant des pensions en payement.

Ire Partie du tableau. — *Situation des crédits.*

Les crédits ouverts depuis 1817 pour l'inscription des pensions de toutes natures, déduction faite des crédits disponibles annulés par les lois de règlement de comptes, s'élevaient, au 1er janvier 1904, à la somme de..... 606,837,100f 31c

(Voir le compte de 1903, page 174.)

Les mouvements que ces crédits ont éprouvés pendant l'année 1904 sont les suivants:

1° Crédits ouverts par l'article 32 de la loi de finances du 30 décembre 1903 pour l'inscription des pensions militaires de la guerre.....	6,370,000f 00c	
2° Crédit ouvert par l'article 33 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires de la marine.....	2,500,000 00	
3° Crédit ouvert par l'article 34 de la même loi pour l'inscription des pensions militaires du service colonial.....	200,000 00	14,315,829 00
4° Crédit ouvert par l'article 1er du décret du 21 mars 1904 pour l'inscription des pensions civiles (1853).....	5,245,829 00	
5° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par le décret du 17 mai 1904 et afférent à l'exercice 1900 et antérieurs.....	3,000 00	
6° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions militaires de la guerre ouvert par la loi du 18 juillet 1904 et afférent à l'exercice 1904.....	2,000,000 00	
7° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions militaires de la marine ouvert par la loi du 18 juillet 1904 et afférent à l'exercice 1904.....	500,000 00	
8° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions militaires du service colonial ouvert par la loi du 18 juillet 1904 et afférent à l'exercice 1904.....	75,000 00	6,628,000 00
9° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 18 juillet 1904 et afférent à l'exercice 1904.....	2,000,000 00	
10° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par le décret du 22 septembre 1904 et afférent à l'exercice 1903.....	50,000 00	
11° Crédit supplémentaire d'inscription pour les pensions civiles (1853) ouvert par la loi du 28 décembre 1904 et afférent à l'exercice 1904.....	2,000,000 00	
Total.....		627,780,929 31

A déduire :

Les réductions effectuées en 1904 pour cause d'extinctions sur les crédits d'inscription des pensions de donataires dépossédés, indemnités viagères aux employés de l'ancienne liste civile du roi Louis-Philippe, dotations du Mont-de-

Milan, indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique, pensions ecclésiastiques sardes.....		27,548f 06c	
Les annulations de crédits résultant de la loi du 30 novembre 1904 (Règlement définitif du budget de l'exercice 1898), savoir :			
Crédits d'inscription des pensions militaires de la guerre.....	590 00		359,034 06
Crédits d'inscription des pensions militaires de la marine.....	278,063 00		
Crédits d'inscription des pensions militaires des colonies.....	21,471 00	331,486 00	
Crédits d'inscription des pensions civiles (1853).....	31,362 00		
Reste pour le montant des crédits à rapprocher du résultat des mouvements que les pensions de toute nature ont présentés pendant l'année 1904 et qui sont expliqués ci-après.....			627,421,895 25

(Voir présent compte, récapitulation du tableau A.)

II[e] Partie du tableau. — *Situation des inscriptions.*

Les pensions inscrites antérieurement au 1[er] janvier 1904 par imputation sur les crédits d'inscription ouverts depuis 1817, déduction non faite des pensions rayées pour cause de décès ou de rejet, s'élevaient à..... 599,788,711f 49c

(Voir le compte de 1903, page 175.)

Les pensions inscrites au cours de l'année 1904, par imputation sur les crédits d'inscription ouverts annuellement (*nouvelles concessions des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial, et des pensions civiles 1853, ou réversions, en ce qui concerne les pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction*) s'élèvent à..... 16,454,987 00

Total..... 616,243,698f 49c

A déduire :

1° Le montant des pensions militaires de la guerre, de la marine et du service colonial et des pensions civiles 1853, annulées pour cause de nouvelles liquidations et, par suite, faisant retour aux crédits d'inscription afférent à ces natures de pensions;		
2° Le montant des pensions rejetées pour cause de décès ou pour motifs divers en ce qui concerne les natures de pensions dont le crédit d'inscription n'est susceptible que de réduction ;	226,796 16	
3° Le montant des annulations de pensions civiles 1790 dont le crédit initial d'inscription est permanent.		
Le chiffre des pensions inscrites au 1[er] janvier 1905 s'élève donc à.....		616,016,902 33
et fait ressortir avec le total général des crédits d'inscription ouverts depuis 1817 (voir 1[re] partie du tableau).....		627,421,895 25
une différence de.....		11,404,992 92

qui représente le montant des crédits d'inscription non utilisés sur les différentes natures de pensions (voir avant-dernière colonne de la récapitulation du tableau).

TABLEAU B.

Le tableau B fait ressortir la situation, par nature, des pensions en payement au 1er janvier 1904, les modifications qui y ont été apportées par les opérations effectuées au cours de l'année (accroissements et décroissements), et la situation définitive, en fin d'année, au 1er janvier 1905.

Les pensions de toutes natures représentant les charges du Trésor s'élevaient au 1er janvier 1904, à..... (Voir compte de 1903, page 176.)	231,580,026f 59c
A ajouter :	
1° L'augmentation qui résulte des inscriptions dont il a été rendu compte dans le tableau précédent.....	16,448,987 00
2° L'augmentation qui résulte des inscriptions effectuées par suite d'opérations d'ordre (rétablissements sur la demande des ayants droit des pensions rejetées par application de l'article 30 de la loi de 1853, réunions ou divisions de parts de pensions entre orphelins d'un premier lit et veuves en secondes noces, réversions de pensions au profit des veuves pour les natures de pensions ayant donné lieu à un crédit d'inscription initial) (1).....	204,954 26
TOTAL.....	248,233,967 85
A DÉDUIRE :	
Le montant général des pensions de toutes natures rejetées pour tous motifs.....	13,295,241 99
La situation définitive, représentant les charges du Trésor au 1er janvier 1905, est donc de.....	234,938,725 86

TABLEAU C.

Le tableau C fait connaître le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1905.

Il y a lieu, en effet, de déduire de la situation définitive établie dans le tableau précédent une somme de 464,653 fr. 89 dont le payement est momentanément suspendu par application des dispositions prohibitives de cumul spéciales à chaque nature de pensions.

---

(1) Voir l'énumération faisant l'objet du 4e paragraphe des observations précédentes, relatives au tableau A.

Le montant des pensions dont le payement est exigible au 1er janvier 1905 s'élève à 234,474,071f 97c

réparti entre 261,313 parties prenantes.

Cette somme ne représente pas l'ensemble des charges incombant au Trésor du chef de la Dette viagère.

Il y a lieu d'y ajouter :

I. La somme de 790 francs, montant des rentes viagères d'ancienne origine, dont il est rendu compte page 178 du présent compte.

II. La somme de 4,806,323 francs représentant le montant des allocations supplémentaires inscrites au 1er décembre 1904, et dont il est rendu compte ci-après dans le tableau G.

III. Les traitements viagers des membres de l'ordre de la Légion d'honneur et des médaillés militaires prévus au budget de 1904 pour une somme de 11,821,544 francs dont le payement est assuré par les soins de la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur.

IV. La somme de 4,100,000 francs inscrite au budget de 1904 pour le service des suppléments de pension aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves.

V. La somme de 550 francs, inscrite au budget de 1904, pour le payement des secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile des rois Louis XVIII et Charles X.

VI. La somme de 3,000 francs, inscrite au budget de 1904, pour la part contributive de l'État dans les pensions de la préfecture de la Seine et de la préfecture de police en raison des services militaires des anciens sous-officiers.

COMPTE DES PENSION INSCRITES AU TRÉSOR.

Tableau A. *Situation, au 1er janvier 1905, des crédits accord et employés pour l'inscription des pensions.*

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1904.	PENDANT L'ANNÉE 1904. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1905.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS pendant l'année 1904. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS IMPUTÉES sur les crédits au 1er janvier 1905.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1905.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.											
Crédits ouverts	Diverses lois	279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	
PENSIONS DE L'ANCIENNE PAIRIE.											
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que la loi a fixées.)	Loi du 28 mai 1829	150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	
PENSIONS CIVILES. (Loi de 1790 et lois spéciales.)											
Crédit permanent de 3 millions de francs	Loi du 25 mars 1817 (*art. 30*) Loi du 15 mai 1818 (*art. 17*).	3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	514,114 18	20,377 00	52,580 10	481,911 08	2,518,088 92	
PENSIONS À TITRE DE RÉCOMPENSE NATIONALE.											
Pensions de juillet 1830. — Juin 1832. — Novembre 1834. — Juin 1834 et juin 1848	Diverses lois	1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État (2 décembre 1851)	Lois des 30 juillet 1881, 7 août et 30 novembre 1882	8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins	Loi du 18 avril 1888	200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.											
Crédits antérieurs à 1895	Diverses lois	284,210,313 60	"	"	284,210,313 60	284,210,313 60	"	"	284,210,313 60	"	
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1897	Loi du 26 mars 1897	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	5,000,000 00	"	"	5,000,000 00	"	
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	5,300,000 00	"	(A) 590	5,299,410 00	5,299,410 00	"	"	5,299,410 00	"	
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00	"	
Crédit de 1900	Loi du 13 avril 1900	5,300,000 00	"	"	5,300,000 00	5,296,400 00	"	"	5,296,400 00	3,600 00	
Crédit de 1901	Loi du 25 février 1901	6,350,000 00	"	"	6,350,000 00	6,350,000 00	"	"	6,350,000 00	"	
Crédit de 1902	Lois des 30 mars 1902 et 6 décembre 1902	7,514,000 00	"	"	7,514,000 00	7,513,350 00	"	"	7,513,350 00	650 00	
Crédit de 1903	Loi du 31 mars 1903	6,370,000 00	"	"	6,370,000 00	6,369,192 00	"	"	6,369,192 00	808 00	
Crédit de 1904	Loi du 30 décembre 1903	"	6,370,000	"	8,370,000 00	"	7,133,012 00	106,896 00	7,026,116 00	1,343,884 00	
	Loi du 18 juillet 1904	"	2,000,000	"							
		335,344,313 60	8,370,000	590	343,713,723 60	335,338,665 60	7,133,012 00	106,896 00	342,364,781 60	1,348,942 00	
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE ET DES COLONIES.											
Crédits antérieurs à 1895	Diverses lois	21,846,395 00	"	"	21,846,395 00	21,846,395 00	"	"	21,846,395 00	"	
Crédit de 1895	Loi du 16 avril 1895	2,120,505 00	"	"	2,120,505 00	2,120,505 00	"	"	2,120,505 00	"	
Crédit de 1896	Loi du 28 décembre 1895	2,529,789 00	"	"	2,529,789 00	2,529,789 00	"	"	2,529,789 00	"	
Crédit de 1897	Loi du 29 mars 1897	2,378,318 00	"	"	2,378,318 00	2,378,318 00	"	"	2,378,318 00	"	
Crédit de 1898	Loi du 13 avril 1898	2,850,000 00	"	(A) 299,534	2,550,466 00	2,550,466 00	"	"	2,550,466 00	"	
Crédit de 1899	Loi du 30 mai 1899	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00	2,770,374 00	"	"	2,770,374 00	79,626 00	
Crédit de 1900	Loi du 13 avril 1900	2,850,000 00	"	"	2,850,000 00	2,573,657 00	"	"	2,573,657 00	276,343 00	
Crédit de 1901	Loi du 25 février 1901	2,500,000 00	"	"	2,500,000 00	2,153,738 00	"	"	2,153,738 00	346,262 00	
Crédit de 1902	Loi du 30 mars 1902	2,500,000 00	"	"	2,500,000 00	2,495,689 00	"	"	2,495,689 00	4,311 00	
Crédit de 1903	Loi du 31 mars 1903	2,500,000 00	"	"	2,500,000 00	2,496,649 00	3,000 00	"	2,499,649 00	351 00	
Crédit de 1904	Loi du 30 décembre 1903	"	2,700,000	"	3,275,000 00	"	2,689,753 00	11,546 00	2,678,207 00	596,793 00	
	Loi du 18 juillet 1904	"	575,000	"							
		44,925,007 00	3,275,000	299,534	47,900,473 00	43,915,580 00	2,692,753 00	11,546 00	46,596,787 00	1,303,686 00	
PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES SARDES.											
Crédit indéterminé. (Les pensions sont liquidées d'après les règles que les lois ont fixées.)	Diverses lois	8,596 37	"	3,267 06	5,329 31	8,596 37	"	3,267 06	5,329 31	"	
PENSIONS DES DONATAIRES DÉPOSSÉDÉS.											
Crédit indéterminé. (Les nouvelles concessions résultent de réversibilités dont les conditions sont réglées par la loi.)	Loi du 26 juillet 1821	164,255 00	"	19,925	144,330 00	164,255 00	2,200 00	22,125 00	144,330 00	"	

(A) Crédit annulé par la loi du 30 novembre 1904 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1898.

Suite du tableau A. *Situation, au 1er janvier 1905, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions.* (Suite.)

NATURE DES PENSIONS et DÉSIGNATION DES CRÉDITS.	LOIS ET DÉCRETS QUI ONT OUVERT les crédits.	SITUATION DES CRÉDITS. MONTANT des crédits au 1er janvier 1904.	PENDANT L'ANNÉE 1904. Augmentations.	Diminutions.	MONTANT des crédits au 1er janvier 1905.	SITUATION DES INSCRIPTIONS. PENSIONS inscrites sur les crédits antérieurement au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS pendant l'année 1904. Pensions inscrites.	Pensions annulées.	PENSIONS imputées sur les crédits au 1er janvier 1905.	CRÉDITS NON UTILISÉS au 1er janvier 1905.	PENSIONS INSCRITES en 1904, au titre des exercices clos.	OBSERVATIONS.
		fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
PENSIONS CIVILES. (Loi du 9 juin 1853.)												
Crédits antérieurs à 1895	Divers lois et décrets	151,647,621 34	"	"	151,647,621 34	151,647,621 34	"	"	151,647,621 34	"	"	
Crédit de 1895	Décrets du 6 mars 1895, du 21 mars 1897, du 1er mars 1899 et loi du 2 juillet 1903	4,041,820 00	"	"	4,041,820 00	4,041,820 00	"	"	4,041,820 00	"	"	
Crédit de 1896	Décret du 7 mars 1896, loi du 13 juill. 1896, décret du 21 mars 1897, loi du 5 juill. 1902	6,135,635 00	"	"	6,135,635 00	6,135,635 00	"	"	6,135,635 00	"	"	
Crédit de 1897	Décr. du 21 mars 1897, lois des 8 avril et 13 juillet 1897	7,503,144 00	"	"	7,503,144 00	7,503,144 00	"	"	7,503,144 00	"	"	
Crédit de 1898	Décret du 20 mars 1898 et lois des 19 avril et 3 déc. 1898.	5,820,000 00	"	31,362 00 (A)	5,788,638 00	5,785,972 00	2,666 00	"	5,788,638 00	"	"	(A) Loi du 30 novembre 1904 portant règlement définitif du budget de l'exercice 1898 sous réserve de l'application de l'article 2 du décret du 8 août 1892.
Crédit de 1899	Décret du 1er mars 1899, lois des 30 mars et 5 déc. 1899 et déc. des 25 juill. et 27 oct. 1900.	6,992,802 00	"	"	6,992,802 00	6,940,210 00	"	"	6,940,210 00	52,592 00	"	
Crédit de 1900	Décret du 1er mars 1900, loi du 3 juillet 1900 et décrets des 2 juin, 13 décembre 1901 et 17 mai 1904	8,104,300 00	3,000	"	8,107,300 00	8,033,362 00	1,903 00	"	8,035,265 00	72,035 00	1,903 00	
Crédit de 1901	Décret du 12 mars 1901 et loi du 6 juillet 1901	7,444,005 00	"	"	7,444,005 00	7,316,336 00	10,852 00	1,929 00	7,325,259 00	118,746 00	8,923 00	
Crédit de 1902	Décret du 6 mars 1902 et loi du 1er août 1902	7,487,104 00	"	"	7,487,104 00	7,275,278 00	107,838 00	7,172 00	7,375,944 00	111,160 00	100,666 00	
	Décret du 24 mars 1903	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
Crédit de 1903	Loi du 5 juillet 1903	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	
	Décret du 22 septembre 1904.	6,044,500 00	50,000	"	6,094,500 00	3,138,073 00	2,840,818 00	15,475 00	5,963,416 00	131,084 00	76,438 00	
	Décret du 21 mars 1904	"	5,245,829	"								
Crédit de 1904	Loi du 18 juillet 1904	"	2,000,000	"	9,245,829 00	"	3,641,118 00	"	3,641,118 00	5,604,711 00	"	
	Loi du 28 décembre 1904	"	2,000,000	"								
		211,220,931 34	9,298,829	31,362 00	220,488,398 34	207,817,451 34	6,605,195 00	24,576 00	214,398,070 34	6,090,328 00	187,930 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature. (Loi du 30 août 1883.)	Loi du 18 mars 1884	1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Ancienne liste civile et domaine privé. Crédit indéterminé	Loi du 8 juillet 1852 et décret du 13 juin 1853	2,190 00	"	406 00	1,784 00	2,190 00	"	406 00	1,784 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan. — Crédit indéterminé.	Décret du 18 décembre 1861.	188,750 00	"	1,450 00	187,300 00	188,750 00	1,450 00	2,900 00	187,300 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique. — Crédit indéterminé	Lois des 27 juin 1885 et 30 mars 1888 et décret du 4 mai 1888.	33,157 00	"	2,500 00	30,657 00	33,157 00	"	2,500 00	30,657 00	"	"	
RÉCAPITULATION DU TABLEAU A.												
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire		279,000 00	"	"	279,000 00	279,000 00	"	"	279,000 00	"	"	
Pensions de l'ancienne pairie		150,000 00	"	"	150,000 00	150,000 00	"	"	150,000 00	"	"	
Pensions civiles. (Lois de 1790 et lois spéciales.)		3,000,000 00	"	"	3,000,000 00	514,114 18	20,377 00	52,580 10	481,911 08	2,518,088 92	"	
Pensions à titre de récompense nationale		1,510,900 00	"	"	1,510,900 00	1,503,525 00	"	"	1,503,525 00	7,375 00	"	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851		8,310,000 00	"	"	8,310,000 00	8,299,450 00	"	"	8,299,450 00	10,550 00	"	
Pensions viag. aux survivants des blessés de fév. 1848, à leurs ascendants, veuves ou orphelins.		200,000 00	"	"	200,000 00	199,650 00	"	"	199,650 00	350 00	"	
Pensions militaires de la guerre		335,344,313 60	8,370,000	590 00	343,713,723 60	335,338,665 60	7,133,012 00	106,896 00	342,364,781 60	1,348,942 00	"	
Pensions militaires de la marine		44,925,007 00	3,275,000	299,534 00	47,900,473 00	43,915,580 00	2,692,753 00	11,546 00	46,596,787 00	1,303,686 00	"	
Pensions ecclésiastiques sardes		8,596 37	"	3,267 06	5,329 31	8,596 37	"	3,267 06	5,329 31	"	"	
Pensions de donataires dépossédés		164,255 00	"	19,925 00	144,330 00	164,255 00	2,200 00	22,125 00	144,330 00	"	"	
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		211,220,931 34	9,298,829	31,362 00	220,488,398 34	207,817,451 34	6,605,195 00	24,576 00	214,398,070 34	6,090,328 00	187,930 00	
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature		1,500,000 00	"	"	1,500,000 00	1,374,327 00	"	"	1,374,327 00	125,673 00	"	
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe		2,190 00	"	406 00	1,784 00	2,190 00	"	406 00	1,784 00	"	"	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan		188,750 00	"	1,450 00	187,300 00	188,750 00	1,450 00	2,900 00	187,300 00	"	"	
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique		33,157 00	"	2,500 00	30,657 00	33,157 00	"	2,500 00	30,657 00	"	"	
TOTAUX		606,837,100 31	20,943,829	359,034 06	627,421,895 25	599,788,711 49	16,454,987 00	226,796 16	616,016,902 33	11,404,992 92	187,930 00	

Tableau B. *Situation, au 1er janvier 1905, des pensions de toutes natures inscrites.*

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1904.	OPÉRATIONS PENDANT L'ANNÉE 1904. ACCROISSEMENTS qui affectent les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS qui n'affectent pas les crédits d'inscription.	ACCROISSEMENTS TOTAL.	DÉCROISSEMENTS	SITUATION au 1er janvier 1905.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing	169,140 32	"	1,714 26	1,714 26	2,857 10	167,997 48
Pensions des grands fonctionnaires de l'empire	69,000 00	"	"	"	"	69,000 00
Pensions civiles. (Lois 1790 et subséquentes.)	514,114 18	14,377 00	6,000 00	20,377 00	52,580 10	481,911 08
Pensions à titre de récompense nationale	28,725 00	"	"	"	1,550 00	27,175 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	3,150,676 00	"	41,960 00	41,960 00	242,384 00	2,950,252 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	85,580 00	"	2,100 00	2,100 00	7,000 00	80,680 00
Pensions militaires de la guerre (*a*)	103.098,724 72	7,133,012 00	7,307 00	7,140,319 00	5,179,632 73	105,059,410 99
Pensions militaires de la marine (*b*)	38,898,738 00	2,692,753 00	18,431 00	2,711,184 00	2,273,045 00	39,336,877 00
Pensions ecclésiastiques sardes	8,596 37	"	"	"	3,267 06	5,329 31
Pensions de donataires dépossédés	164,255 00	2,200 00	"	2,200 00	22,125 00	144,330 00
Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)	84,543,906 00	6,605,195 00	120,660 00	6,725,855 00	5,447,024 00	85,822,737 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	624,474 00	"	6,782 00	6,782 00	57,971 00	573,285 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	2,190 00	"	"	"	406 00	1,784 00
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	188,750 00	1,450 00	"	1,450 00	2,900 00	187,300 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	33,157 00	"	"	"	2,500 00	30,657 00
TOTAUX	231,580,026 59	16,448,987 00	204,954 26	16,653,941 26	13,295,241 99	234,938,725 86
PENSIONS MILITAIRES DE LA GUERRE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	84,251,975 89	6,054,245 00	375 00	6,054,620 00	4,338,169 73	85,968,426 16
Veuves et orphelins	18,846,748 83	1,078,767 00	6,932 00	1,085,699 00	841,463 00	19,090,984 83
TOTAUX (*a*)	103,098,724 72	7,133,012 00	7,307 00	7,140,319 00	5,179,632 73	105,059,410 99
PENSIONS MILITAIRES DE LA MARINE.						
Officiers, sous-officiers et soldats	29,454,254 00	2,059,132 00	1,569 00	2,060,701 00	1,796,789 00	29,718,166 00
Veuves et orphelins	9,444,484 00	633,621 00	16,862 00	650,483 00	476,256 00	9,618,711 00
TOTAUX (*b*)	38,898,738 00	2,692,753 00	18,431 00	2,711,184 00	2,273,045 00	39,336,877 00

NOMBRE DE PARTIES. SITUATION au 1er janvier 1904.	MOUVEMENTS pendant l'année 1904. Accroissements	MOUVEMENTS pendant l'année 1904. Décroissements	SITUATION au 1er janvier 1905.	MOTIFS DES ACCROISSEMENTS.	MOTIFS DES DÉCROISSEMENTS.	OBSERVATIONS.
				Dotations sur les canaux d'Orléans et du Loing.		
				Réversions 1,714 26 1,714 26	Décès notifiés 2 285 68 Rejet pour motifs divers 571 42 — 2,857 10	
				Pensions des grands fonctionnaires.		
167	3	5	165	"	"	
				Pensions à titre de récompense nationale.		
10	"	"	10	"	Décès notifiés 1,300 00 Décès présumés 250 00 — 1,550 00	
				Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851.		
568	10	49	529	Nouvelles concessions 41,138 00 Rétablissements 822 00 — 41,960 00	Décès notifiés 230,941 00 Décès présumés 10,668 00 Rejet pour motifs divers 775 00 — 242,384 00	
67	"	4	63			
				Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848.		
15,230	322	842	14,710	Nouvelles concessions 2,100 00 — 2,100 00	Décès notifiés 4,300 00 Décès présumés 2,700 00 — 7,000 00	
				Pensions militaires de la guerre.		
183	8	11	180	Nouvelles concessions 6,054,245 00 Rétablissements 375 00 — 6,054,620 00	Décès notifiés 4,123,860 73 Décès présumés 104,816 00 Rejets pour motifs divers 680 00 Rejets pour nouvelles liquidations 108,813 00 — 4,338,169 73	
104,826	7,039	4,935	106,930			
41,845	2,719	2,503	42,061			
				Pensions de veuves de militaires de la guerre.		
17	"	6	11	Nouvelles concessions 1,078,767 00 Rétablissements 333 00 Divisions 600 00 Réunions 6,100 00 — 1,085,699 00	Décès notifiés 711,003 00 Décès présumés 40,094 00 Expiration de droit 85,942 00 Réunions 3,374 00 Divisions 600 00 Nouvelles liquidations 450 00 — 841,463 00	
376	5	45	336			
95,863	6,553	6,150	96,266			
408	11	32	387			
				Pensions militaires de la marine.		
8	"	2	6	Nouvelles concessions 2,059,132 00 Rétablissements 1,569 00 — 2,060,701 00	Décès notifiés 1,714,340 00 Décès présumés 69,129 00 Motifs divers 1,774 00 Nouvelles liquidations 11,546 00 — 1,796,789 00	
196	7	14	189			
				Pensions de veuves de militaires de la marine.		
14	"	1	13	Nouvelles concessions 633,621 00 Divisions 3,533 00 Réunions 13,329 00 — 650,483 00	Décès notifiés 383,602 00 Décès présumés 14,268 00 Expiration de droit 66,820 00 Réunions 6,437 00 Divisions 3,917 00 Motifs divers 1,212 00 — 476,256 00	
259,778	16,677	14,599	261,856			
				Pensions ecclésiastiques sardes.		
				"	Décès notifiés 2,209 79 Décès présumés 1,057 27 — 3,267 06	
				Pensions de donataires dépossédés.		
				Divisions 100 00 Réunions 2,100 00 — 2,200 00	Décès notifiés 19,575 00 Décès présumés 1,350 00 Réunions 1,100 00 Divisions 100 00 — 22,125 00	
				Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.)		
79,118	5,761	3,699	81,180	Nouvelles concessions 6,605,195 00 Rétablissements 106,178 00 Divisions 1,683 00 Réunions 12,799 00 — 6,725,855 00	Décès notifiés 5,107,148 00 Décès présumés 131,976 00 Expiration de droit 61,803 00 Réunions 10,963 00 Divisions 3,293 00 Motifs divers 105,885 00 Nouvelles liquidations 25,956 00 — 5,447,024 00	
25,708	1,278	1,236	25,750			
104,826	7,039	4,935	106,930			
				Pensions et indemnités de réforme de la magistrature.		
				Nouvelles concessions 6,782 00 — 6,782 00	Décès notifiés 56,675 00 Décès présumés 1,296 00 — 57,971 00	
				Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe.		
				"	Décès notifiés 406 00 — 406 00	
				Pensions civiles (1790).		
25,204	1,657	1,533	25,328	Nouvelles concessions 14,377 00 Divisions 6,000 00 — 20,377 00	Décès notifiés 40,648 10 Décès présumés 1,932 00 Expiration de droit 4,000 00 Divisions 6,000 00 — 52,580 10	
16,641	1,062	970	16,733			
				Anciens dotataires du Mont-de-Milan.		
				Réversions 1,450 00 — 1,450 00	Décès notifiés 2,900 00 — 2,900 00	
				Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique.		
				"	Décès notifiés 2,500 00 — 2,500 00	
41,845	2,719	2,503	42,061	TOTAL 16,653,941 26	TOTAL 13,295,241 99	

COMPTE DES PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Situation des pensions en payement au 1er janvier 1905.

Tableau C.

NATURE DES PENSIONS.	SITUATION au 1er janvier 1905.		PENSIONS dont le payement est suspendu.		RESTE EN PENSIONS dont le payement est exigible.	
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Dotations des canaux d'Orléans et du Loing	165	167,997f 48c	1	571f 42c	164	167,426f 06c
Pensions civiles (1790) (A)	529	481,911 08	9	4,787 00	520	477,124 08
Pensions de donataires dépossédés	336	144,330 00	9	1,707 00	327	142,623 00
Pensions militaires de la guerre. — Officiers, sous-officiers et soldats	81,180	85,968,426 16	302	237,611 14	80,878	85,730,815 02
Pensions militaires de la guerre. — Veuves et orphelins	25,750	19,090,984 83	2	4,800 00	25,748	19,086,184 83
Pensions militaires de la marine. — Officiers, sous-officiers et soldats	25,328	29,718,166 00	45	43,952 33	25,283	29,674,213 67
Pensions militaires de la marine. — Veuves et orphelins	16,733	9,618,711 00	10	3,188 00	16,723	9,615,523 00
Ancienne liste civile et domaine privé du roi Louis-Philippe	6	1,784 00	//	//	6	1,784 00
Pensions à titre de récompense nationale	63	27,175 00	//	//	63	27,175 00
Pensions civiles (1853)	96,266	85,822,737 00	157	158,837 00	96,109	85,663,900 00
Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire	10	69,000 00	//	//	10	69,000 00
Pensions ecclésiastiques	11	5,329 31	//	//	11	5,329 31
Anciens dotataires du Mont-de-Milan	189	187,300 00	1	200 00	188	187,100 00
Indemnités viagères aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851	14,710	2,950,252 00	5	1,500 00	14,705	2,948,752 00
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature	387	573,285 00	//	//	387	573,285 00
Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique	13	30,657 00	2	7,500 00	11	23,157 00
Pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848	180	80,680 00	//	//	180	80,680 00
TOTAUX	261,856	234,938,725 86	543	464,653 89	261,313	234,474,071 97

(A) Lois des 19 frimaire an VII et 17 août 1835; décret du 3 septembre 1806; loi du 25 mars 1817, lois des 4 septembre 1835, 15 juin 1836, 25 juin 1839, 29 juin 1848, 9 août 1848, 12 février 1855; lois des 18 mai 1858; loi du 31 mars 1859; loi du 20 avril 1859; sénatus-consulte du 12 juin 1860; lois des 20 mai 1863, 15 septembre 1871, 1er mars 1872, 15 juin 1872; lois des 3 août 1875, 20 juin 1878, 15 juillet 1879, 30 décembre 1880, 22 août 1881; lois des 11 mai et 2 août 1883; loi du 14 novembre 1886; lois des 29 avril 1889, 10 mars 1891, 29 décembre 1894, 27 novembre 1897, 8 juillet 1899, 12 janvier 1900, 1er août 1902, 7 février 1903 et concession par application de l'art. 32 de la loi du 9 juin 1853.

COMPTE SPÉCIAL DES PENSIONS CIVILES.

EXTRAIT

DU

COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES

RENDU PENDANT L'ANNÉE 1904.

PENSIONS CIVILES.

(Loi du 9 juin 1853.)

				PARTIES.	SOMMES.
Situation au 1er janvier 1904				95,863	84,543,906f
Accroissement.	Nouvelles concessions	6,391	6,605,195	6,553	6,725,855
	Rétablissements	108	106,178		
	Reversions	"	"		
	Divisions	10	1,683		
	Réunions	44	12,799		
Total				102,416	91,269,761
Décroissement.	Décès notifiés	5,606	5,107,148	6,150	5,447,024
	Décès présumés	195	131,976		
	Expiration de droit	177	61,803		
	Réunions	36	10,963		
	Divisions	12	3,293		
	Motifs divers	104	105,885		
	Nouvelles liquidations	20	25,956		
Situation au 1er janvier 1905				96,266	85,822,737

Tableau statistique des pensions inscrites en 1904, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation et la quotité moyenne des pensions.

Tableau D.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		DURÉE MOYENNE des services.		QUOTITÉ moyenne des pensions.
				francs.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	fr. c.
Justice et cultes	Divers		60	188,660	67	7	35	7	3,144 33
	Juges de paix		20	24,829	72	4	31	11	1,241 45
	Cultes		//	//	//	//	//	//	//
Affaires étrangères			10	53,133	58	10	31	10	5,313 30
Intérieur	Divers		47	75,628	62	4	29	2	1,609 10
	Prisons	Service sédentaire	8	15,762	58	6	29	11	1,970 25
		Service actif	50	32,799	55	7	27	7	655 98
	Algérie	Service sédentaire	20	31,410	58	3	36	4	1,570 50
		Service actif	62	50,370	52	//	31	5	812 41
Finances	Administration centrale	Divers	35	132,868	60	8	34	9	3,796 22
		Percepteurs	119	317,365	62	9	34	//	2,666 93
	Contributions directes	Service sédentaire	8	32,000	64	7	42	2	4,000 00
		Service actif	26	82,749	59	7	35	//	3,182 65
	Enregistrement		54	145,319	60	7	36	10	2,691 09
	Douanes	Service sédentaire	56	143,147	62	6	40	4	2,556 19
		Service actif. Ancienne liquidation	//	//	//	//	//	//	//
		Service actif. Nouvelle liquidation	643	587,868	50	8	28	3	914 25
	Contributions indirectes	Service sédentaire	47	131,762	62	2	39	7	2,803 44
		Service actif	180	263,646	53	11	30	10	1,464 70
	Manufactures de l'État	Service sédentaire	6	20,589	62	2	40	11	3,431 50
		Service actif	8	11,466	53	9	30	6	1,433 25
	Caisse des Dépôts		5	15,378	62	11	35	3	3,075 60
	Cour des Comptes		3	13,166	70	//	44	1	4,388 66
	Monnaies		1	817	64	10	30	5	817 00
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	//	//	//	//	//	//	//
	Dernière Liste civile		//	//	//	//	//	//	//
Guerre	Divers		21	32,131	61	3	32	4	1,530 04
	Poudres et salpêtres		7	7,123	60	7	33	6	1,017 57
	Casernes		12	3,026	67	1	20	8	252 16
Marine			5	14,370	56	6	30	3	2,874 00
Colonies			17	24,074	60	8	33	7	1,416 11
Instruction publique	Instituteurs		938	1,140,673	56	6	33	1	1,216 06
	Divers		114	343,925	60	8	36	3	3,016 88
	Beaux-Arts		18	32,628	63	11	34	//	1,812 66
Agriculture	Divers		12	18,386	60	8	29	9	1,532 16
	Haras		13	8,605	51	10	27	9	661 92
	Forêts	Service sédentaire	2	9,000	63	6	41	3	4,500 00
		Service actif. Ancienne liquidation	//	//	//	//	//	//	//
		Service actif. Nouvelle liquidation	108	112,532	56	3	28	6	1,041 96
Commerce et industrie	Commerce		14	23,528	59	9	34	3	1,680 57
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	293	509,909	60	5	34	11	1,740 30
		Service actif	518	389,466	57	3	31	//	751 86
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		25	86,608	61	6	36	2	3,464 32
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		87	191,967	62	10	41	3	2,206 51
	Divers		78	55,041	66	6	30	1	705 65
MOYENNES		Service sédentaire	1,197	2,686,426	62	2	35	2	2,244 29
		Service actif	2,553	2,687,297	55	//	30	11	1,052 60
TOTAUX et MOYENNES			3,750	5,373,723	57	3	32	3	1,432 99

Tableau D.

VEUVES. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.	ORPHELINS. PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN.		QUOTITÉ moyenne des pensions.	TOTAUX. PARTIES.	SOMMES.	QUOTITÉ moyenne des pensions.
	francs.	Ans.	Mois.	fr. c.		francs.	Ans.	Mois.	fr. c.		francs.	fr. c.
43	43,425	60	11	1,009 88	1	1,333	19	8	1,333 00	104	233,418	2,244 40
34	13,452	63	6	395 64	//	//	//	//	//	54	38,281	708 90
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
13	25,695	53	1	1,976 53	3	5,333	18	//	1,777 66	26	84,161	3,236 96
28	18,535	57	8	661 96	//	//	//	//	//	75	94,163	1,255 50
5	2,725	54	8	545 00	//	//	//	//	//	13	18,487	1,422 07
33	7,650	58	3	231 81	4	859	12	10	214 75	87	41,308	474 80
2	302	40	10	151 00	//	//	//	//	//	22	31,712	1,441 45
20	7,867	45	5	393 35	3	1,076	9	3	358 66	85	59,313	697 80
23	25,808	53	7	1,122 08	//	//	//	//	//	58	158,676	2,735 79
103	77,152	56	6	749 04	2	1,593	18	4	796 50	224	396,110	1,768 34
5	6,627	59	10	1,325 40	//	//	//	//	//	13	38,627	2,971 30
13	9,227	54	7	709 76	//	//	//	//	//	39	91,976	2,358 35
47	39,288	57	//	835 91	3	2,262	11	8	754 00	104	186,869	1,796 81
46	26,789	58	6	582 36	2	1,312	12	11	656 00	104	171,248	1,646 61
//	//	//	//	//	2	396	15	4	198 00	2	396	198 00
439	202,894	58	9	462 17	26	10,880	12	5	418 46	1,108	801,642	723 50
34	26,819	59	11	788 79	1	695	19	8	695 00	82	159,276	1,942 39
125	55,318	52	2	442 54	16	7,098	14	4	443 62	321	326,062	1,015 76
6	4,463	57	5	743 83	1	833	20	10	833 00	13	25,885	1,991 15
5	1,985	43	9	397 00	1	1,122	20	3	1,122 00	14	14,573	1,040 92
4	3,914	50	//	978 50	//	//	//	//	//	9	19,292	2,143 55
3	3,384	61	11	1,128 00	//	//	//	//	//	6	16,550	2,758 33
2	765	46	10	382 50	//	//	//	//	//	3	1,582	527 33
1	121	55	6	121 00	//	//	//	//	//	1	121	121 00
//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
16	7,851	53	11	490 68	//	//	//	//	//	37	39,982	1,080 59
6	1,876	65	1	312 66	//	//	//	//	//	13	8,999	692 23
15	1,498	58	8	99 86	1	25	17	8	25 00	28	4,549	162 46
1	2,000	55	1	2,000 00	1	833	16	//	833 00	7	17,203	2,429 00
23	9,018	52	3	392 08	4	1,224	6	8	306 00	44	34,316	779 90
558	198,096	56	11	355 01	39	11,796	14	10	302 46	1,535	1,350,565	879 84
95	88,449	57	//	931 04	6	3,978	11	6	663 00	215	436,352	2,029 54
15	4,007	58	8	267 13	//	//	//	//	//	33	36,635	1,110 15
12	5,378	55	8	448 16	//	//	//	//	//	24	23,764	990 16
10	2,008	54	6	200 80	//	//	//	//	//	23	10,613	461 43
4	4,720	55	1	1,180 00	//	//	//	//	//	6	13,720	2,286 66
//	//	//	//	//	1	100	14	5	100 00	1	100	100 00
77	37,511	61	8	487 15	4	2,060	11	9	515 00	189	152,103	804 77
5	1,887	68	6	377 40	1	619	18	1	619 00	20	26,034	1,301 70
100	56,079	55	11	560 79	10	3,315	17	6	331 50	403	569,303	1,412 66
368	77,281	58	1	210 00	20	3,307	14	2	165 35	906	470,054	518 82
9	11,646	58	//	1,294 00	1	449	14	10	449 00	35	98,703	2,820 08
75	42,391	56	5	565 21	2	1,083	15	5	541 50	164	235,441	1,435 61
60	11,772	60	11	196 20	3	218	12	4	72 66	141	67,031	475 39
829	565,960	57	5	682 70	42	25,105	15	//	597 73	2,068	3,277,491	1,584 86
1,654	601,713	57	5	363 79	116	38,694	13	10	333 56	4,323	3,327,704	769 76
2,483	1,167,673	57	5	470 26	158	63,799	14	2	403 78	6,391	6,605,195	1,033 51

Tableau E. *RÉCAPITULATION, par Ministère et par Service, du nombre et du montant*

MINISTÈRES ET SERVICES.			PENSIONS DE FONCTIONNAIRES. PARTIES.	PENSIONS DE FONCTIONNAIRES. SOMMES. fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854			30	10,859 00
Justice et cultes	Divers		572	1,753,832 00
	Juges de paix		176	207,773 00
	Cultes		11	19,403 00
Affaires étrangères			194	1,104,404 00
Intérieur	Divers		397	718,801 00
	Prisons	Service sédentaire	672	527,915 00
		Service actif	370	248,412 00
	Algérie	Service sédentaire	203	350,011 00
		Service actif	203	200,578 00
	Administration centrale	Divers	361	1,304,142 00
		Percepteurs	1,373	3,618,870 00
	Contributions directes	Service sédentaire	232	656,667 00
		Service actif	60	186,741 00
	Enregistrement		815	2,142,388 00
	Douanes	Service sédentaire	739	1,313,611 00
		Service actif — Ancienne liquidation	2,708	1,548,413 00
		Service actif — Nouvelle liquidation	9,918	8,943,283 00
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	750	2,107,880 00
		Service actif	2,343	3,267,066 00
	Manufactures de l'État	Service sédentaire	155	373,086 00
		Service actif	37	53,069 00
	Caisse des dépôts		69	178,708 00
	Cour des comptes		36	149,574 00
	Monnaies		10	24,236 00
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	38	63,510 00
		Service actif	30	39,597 00
	Dernière liste civile		2	3,509 00
Guerre	Divers		363	574,808 00
	Poudres et salpêtres		45	42,542 00
	Caserniers		170	33,494 00
Marine			118	313,011 00
Colonies			313	365,030 00
Instruction publique et beaux-arts	Instituteurs		16,135	15,348,432 00
	Divers		1,925	5,015,565 00
	Beaux-Arts		277	328,939 00
Agriculture	Divers		255	322,769 00
	Haras		101	62,197 00
	Forêts	Service sédentaire	180	537,972 00
		Service actif — Ancienne liquidation	438	186,322 00
		Service actif — Nouvelle liquidation	1,396	1,388,357 00
Commerce et industrie	Commerce		194	316,166 00
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	3,759	5,579,122 00
		Service actif	7,790	4,983,314 00
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		204	910,176 00
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		879	1,632,167 00
	Divers		813	491,520 00
TOTAUX			57,859	69,548,241 00

des pensions civiles en payement au 1er janvier 1905. **Tableau E.**

PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS. PARTIES.	PENSIONS DE VEUVES ET D'ORPHELINS. SOMMES. francs.	TOTAUX PAR SERVICES. PARTIES.	TOTAUX PAR SERVICES. SOMMES. fr. c.	TOTAUX PAR MINISTÈRES. PARTIES.	TOTAUX PAR MINISTÈRES. SOMMES. fr. c.	OBSERVATIONS.
"	"	30	10,859 00	30	10,859 00	
791	791,231	1,363	2,545,063 00	1,880	2,908,936 00	
324	129,657	500	337,430 00			
6	7,040	17	26,443 00			
196	331,703	390	1,436,107 00	390	1,436,107 00	
310	185,568	707	904,369 00			
508	139,530	1,771	965,540 00	3,163	2,561,052 00	
221	49,683					
202	112,244	685	691,143 00			
77	28,310					
340	403,647	3,620	6,390,547 00			
1,546	1,063,888					
243	201,496	567	1,070,558 00			
32	25,654					
912	769,125	1,727	2,911,513 00			
925	472,201					
3,386	627,661	21,136	14,301,300 00			
3,457	1,396,131					
890	629,202	6,077	6,853,477 00	33,845	32,684,011 00	
2,094	849,329					
129	94,098	344	529,639 00			
23	9,386					
45	32,669	114	211,377 00			
61	88,186	97	237,760 00			
15	10,016	25	34,252 00			
55	27,729	133	137,590 00			
10	6,754					
6	2,489	8	5,998 00			
326	167,744	689	742,552 00			
29	7,716	74	50,258 00	1,113	844,441 00	
180	18,137	350	51,631 00			
74	80,314	192	393,325 00	192	393,325 00	
608	228,214	921	593,244 00	921	593,244 00	
7,223	2,140,038	23,358	17,488,470 00			
1,680	1,451,128	3,605	6,466,693 00	27,458	24,361,408 00	
218	77,306	495	406,245 00			
212	87,868	467	410,637 00			
52	10,398	153	72,595 00	4,050	3,119,767 00	
196	157,198					
586	83,467	3,430	2,636,535 00			
634	283,219					
181	86,600	375	402,766 00	18,739	12,772,240 00	
1,765	874,714	18,364	12,369,474 00			
5,050	932,324					
250	332,684	454	1,242,860 00			
1,285	579,488	2,164	2,211,655 00	4,485	4,137,347 00	
1,054	191,312	1,867	682,832 00			
38,407	16,274,496	96,266	85,822,737 00	96,266	85,822,737 00	Moyenne : 891f 51c.

Tableau F.

TABLEAU STATISTIQUE faisant ressortir, par Ministère et par Service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1904, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès.

Tableau F.

MINISTÈRES ET SERVICES.			FONCTIONNAIRES.					VEUVES.					ORPHELINS.					TOTAUX.	
			PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment du décès.	PARTIES.	SOMMES.	ÂGE MOYEN au moment de la mise à la retraite.	DURÉE moyenne de la pension.	ÂGE MOYEN au moment de la radiation.	PARTIES.	SOMMES.
				fr. c.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		francs.	ans mois.	ans mois.	ans mois.		fr. c.
Pensions concédées antérieurement au 1er janvier 1854			2	943 00	36.2	50.3	86.5	8	4,124	38.10	44.11	83.9	//	//	//	//	//	10	5,067 00
Justice et cultes	Divers		56	172,281 00	65.7	9.6	75.1	48	47,672	59.3	17.5	76.8	1	636	17.9	3.3	21.	105	220,589 00
	Juges de paix		30	34,661 00	69.1	7.	76.1	27	9,080	63.9	15.2	78.11	//	//	//	//	//	57	43,711 00
	Cultes		//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Affaires étrangères			22	121,293 00	60.5	11.4	71.9	10	20,023	54.1	16.9	70.10	1	3,333	19.10	1.2	21.	33	144,649 00
Intérieur	Divers		28	54,774 00	60.3	12.7	72.10	16	11,620	57.11	13.	70.11	//	//	//	//	//	44	66,394 00
	Prisons	Service sédentaire	59	52,721 00	57.8	14.11	72.7	27	5,510	58.	16.1	74.1	2	383	10.1	10.11	21.	88	58,614 00
		Service actif	17	12,616 00	54.3	2.1	56.4	15	2,931	61.1	2.10	63.11	4	746	17.1	3.11	21.	36	16,293 00
	Algérie	Service sédentaire	24	49,534 00	56.8	8.	64.8	11	4,717	46.4	16.10	63.2	2	604	13.	2.7	15.7	37	54,855 00
		Service actif	21	20,963 00	53.3	1.7	54.10	4	1,576	42.2	2.4	44.6	2	364	10.4	3.2	13.6	27	22,903 00
	Administration centrale	Divers	23	71,329 00	62.4	12.11	75.3	19	20,446	57.4	18.11	76.3	2	3,666	12.9	8.3	21.	44	95,441 00
	Contributions directes	Percepteurs	115	264,150 00	61.4	12.3	73.7	73	40,443	60.3	14.11	75.2	4	2,349	17.4	3.8	21.	192	306,942 00
		Service sédentaire	15	41,854 00	59.6	11.7	71.1	15	14,197	59.10	17.10	77.8	//	//	//	//	//	30	56,051 00
		Service actif	//	//	//	//	//	1	482	40.11	1.1	42.	//	//	//	//	//	1	482 00
	Enregistrement		73	192,925 00	61.3	14.11	76.2	52	41,432	58.6	17.1	75.7	2	1,862	12.11	8.1	21.	127	236,219 00
	Douanes	Service sédentaire	52	85,696 00	61.5	13.7	75.	56	30,642	59.2	17.8	76.10	3	993	17.7	3.5	21.	111	117,331 00
		Service actif. Ancienne liquidation	687	511,777 00	52.1	18.8	70.9	431	97,252	59.6	15.5	74.11	31	9,311	14.10	6.2	21.	1,139	618,340 00
		Service actif. Nouvelle liquidation						40	25,097	60.2	16.6	76.8	2	1,307	9.8	11.4	21.	110	176,114 00
Finances	Contributions indirectes	Service sédentaire	68	149,710 00	62.1	12.6	74.7	109	44,923	56.1	16.4	72.5	9	4,077	14.11	4.2	19.1	293	272,458 00
		Service actif	175	223,458 00	54.3	13.3	67.6	9	7,430	57.1	15.2	72.3	1	833	20.10	0.2	21	25	41,658 00
	Manufactures de l'État	Service sédentaire	15	33,395 00	57.6	13.5	70.11	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	839 00
		Service actif	1	839 00	50.2	4.	54.2	1	543	57.3	12.1	69.4	//	//	//	//	//	5	9,942 00
	Caisse des Dépôts		4	9,399 00	58.5	6.6	64.11	3	2,537	56.1	12.8	68.9	1	563	12.8	8.4	21.	6	14,755 00
	Cour des Comptes		2	11,655 00	71.7	11.3	82.10	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	1,906 00
	Monnaies		1	1,906 00	72 5	4.4	76.9	2	1,077	62.	12.11	74.11	//	//	//	//	//	5	10,600 00
	Services financiers de l'Algérie	Service sédentaire	3	9,523 00	59.7	14.3	73.10	3	1,340	38.11	2.2	41.1	1	600	18.3	2.9	21.	21	33,024 00
		Service actif	17	31,084 00	56.4	2.6	58.10	3	1,087	59.6	19.1	78.7	//	//	//	//	//	4	2,054 00
	Dernière liste civile		1	967 00	51.1	33.1	84.2	23	11,743	60.6	15.11	76.5	//	//	//	//	//	31	46,712 00
Guerre	Divers		28	34,969 00	62.6	13.10	76.4	1	168	50.11	2.7	53.6	1	56	18.6	2.6	21.	3	1,271 00
	Poudres et salpêtres		1	1,047 00	67.2	1.2	68.4	10	1,138	66.10	11.3	78.1	//	//	//	//	//	26	4,502 00
	Caserniers		16	3,364 00	62.6	10.3	72.9	6	4,281	63.9	15.1	78.10	2	825	9.	10.6	19.6	14	17,713 00
Marine			6	12,607 00	57.1	14.1	71.2	24	7,618	56.1	9.5	65.6	4	816	17.5	3.7	21.	67	58,547 00
Colonies			39	50,113 00	62.7	6.9	69.4	368	86,380	61.10	11.10	73.8	55	14,293	15.11	4.4	20.3	1,389	941,975 00
Instruction publique	Instituteurs		966	841,302 00	56.4	14.6	70.10	78	62,999	61.3	15.4	76.7	5	4,559	17.6	3.2	20.8	241	481,545 00
	Divers		158	413,987 00	60.11	12.1	73.	12	3,510	63.10	9.1	72.11	//	//	//	//	//	34	23,541 00
	Beaux-Arts		22	20,031 00	63.5	12.3	75.8	13	4,258	52.10	19.1	71.11	//	//	//	//	//	27	18,565 00
Agriculture	Divers		14	14,307 00	58.	13.10	71.10	2	367	52.1	2.5	54.6	//	//	//	//	//	4	1,669 00
	Haras		2	1,302 00	55.5	2.1	57.6	8	6,974	60.5	20.6	80.11	//	//	//	//	//	26	42,627 00
	Forêts	Service sédentaire	18	35,653 00	56.9	22.5	79.2	53	10,906	59.11	14.3	74.2	8	1,627	14.2	6.10	21.	177	95,406 00
		Service actif. Ancienne liquidation	116	82,873 00	57.9	12.4	70.1	5	1,747	51.1	20.7	71.8	//	//	//	//	//	18	17,880 00
		Service actif. Nouvelle liquidation						84	37,879	59.4	11.10	71.2	14	7,123	14.8	5.10	20.6	354	391,759 00
Commerce et industrie	Commerce		13	16,133 00	63.5	12.6	75.11	250	41,170	60.5	12.7	73.	37	5,203	14.10	4.6	19.4	839	357,379 00
	Postes et télégraphes	Service sédentaire	256	346,757 00	59.10	14.	73.10	12	18,026	59.2	13.11	73.1	//	//	//	//	//	33	96,690 00
		Service actif	552	311,206 00	57.4	12.9	70.1	57	24,065	58.6	15.2	73.8	4	1,698	16.10	4.2	21.	142	164,421 00
Travaux publics	Ingénieurs, administration centrale		21	78,664 00	62.5	12.10	75.3	63	8,907	59.3	16.4	75.7	7	957	13.7	6.2	19.9	153	57,391 00
	Conducteurs, sous-ingénieurs, employés secondaires		81	138,658 00	61.8	10.11	72.7												
	Divers		83	47,527 00	66.2	9.8	75.10												
Moyennes		Partie sédentaire	1,348	2,571,486 00	61.4	12.5	73.9	815	480,792	59.1	15.8	74.9	57	32,507	14.11	5.6	20.5	2,220	3,084,785 00
		Partie active	2,555	2,038,467 00	55.4	14.9	70.1	1,227	287,495	60.	13.6	73.6	148	36,277	15.3	4.10	20.1	3,930	2,362,239 00
Totaux et moyennes			3,903	4,609,953 00	57.5	13.11	71.4	2,042	768,287	59.7	14.5	74.	205	68,784	15.2	5.	20.2	6,150	5,447,024 00

COMPTE SPÉCIAL

DES

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

1° aux officiers, sous-officiers et soldats et assimilés des armées de terre et de mer, et aux veuves, retraités sous les régimes antérieurs aux lois des 22 juin 1878, 5 août 1879, 23 juillet 1881 et 8 août 1883; 2° aux agents de tout grade du service actif des douanes et des forêts et aux veuves de ces agents retraités antérieurement aux lois des 26 février 1887 et 4 mai 1892; 3° aux gardes d'artillerie, contrôleurs d'armes, adjoints du génie, chefs et sous-chefs ouvriers d'État, archivistes d'état-major retraités sous les régimes antérieurs à la loi du 10 novembre 1890.

Crédit alloué par la loi du 30 décembre 1903 (Dette viagère, chapitre 39).	4,806,540f
Allocations inscrites.....	4,806,323
Reste disponible.....	217

ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

(Lois de finances des 26 janvier 1892, art. 49; 26 juillet 1893, art. 48; 29 mars 1897, art. 34; 13 avril 1898, art. 41 et 42 et 30 mai 1899, art. 28 et 29.)

Tableau G. *DÉVELOPPEMENT des inscriptions à la fin de l'année 1904.* Tableau G.

NATURE DES PENSIONS.	HOMMES.											VEUVES.													PENSIONS UNIFIÉES.					
	SÉRIE 1.	SÉRIE 2.	SÉRIE 3.	SÉRIE 4.	SÉRIE 5.	SÉRIE 6.	SÉRIE 7.	SÉRIE 8.	SÉRIE 9.	SÉRIE 10.	SÉRIE 11.	SÉRIE 12.	SÉRIE 13.	SÉRIE 14.	SÉRIE 15.	SÉRIE 16.	SÉRIE 17.	SÉRIE 18.	SÉRIE 19.	SÉRIE 20.	SÉRIE 21.	SÉRIE 22.	SÉRIE 23.	SÉRIE 24.	HOMMES. (Séries 1 à 11.)		VEUVES. (Séries 12 à 24.)		AMPUTÉS OU ASSIMILÉS.	
																									Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
Militaires de la guerre	13	28	184	608	60	31	261	216	2,195	1,467	1,919	15	29	69	88	313	814	180	39	127	144	781	537	2,184	4,295	246,510	69	6,403	8,041	1,268,314
Militaires de la marine	6	34	22	90	21	//	219	201	300	301	673	4	10	35	43	51½	192	72	8	148	207	538	419	880	177	13,804	112	7,597	772	112,523
Douaniers (Loi du 9 juin 1853)	//	//	//	37	45	//	//	249	149	333	1,588	//	//	//	//	//	19	22	1	//	80	1	162	704	347	29,996	2,393	119,464	//	//
Douaniers (Loi du 22 août 1790)	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	1	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//	//
Forestiers (Loi du 9 juin 1853)	//	//	//	14	9	1	//	4	107	224	34	//	//	//	//	//	31	13	2	//	10	40	116½	42	120	9,888	399	19,544	//	//
Totaux... Parties	19	62	206	749	135	32	480	670	2,751	2,325	4,215	19	39	104	131	364½	1,056	287	50	275	441	1,360	1,234½	3,810	4,939	//	2,973	//	8,813	//
Totaux... Sommes	10,640	29,760	82,400	239,680	32,400	7,680	96,000	120,600	440,160	279,000	505,800	7,600	15,600	33,280	41,920	87,480	211,200	57,400	10,000	44,000	52,920	163,200	98,760	304,800	//	300,198	//	153,008	//	1,380,837
	11,644 parties pour 1,844,120 francs.											9,171 parties pour 1,128,160 francs.													16,725 parties pour 1,834,043 francs.					
TOTAL GÉNÉRAL	37,540 parties pour 4,806,323 francs.																													

RÉCAPITULATION PAR NATURE DE PENSIONS.

NATURE DES PENSIONS.	PARTIES.	SOMMES.	OBSERVATIONS.
Militaires de la guerre	19,318	2,674,144f	
Veuves de militaires de la guerre	5,389	704,963	
Militaires de la marine	2,816	433,507	
Veuves de militaires de la marine	2,719 1/2	321,917	
Douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	2,748	351,816	
Veuves de douaniers. (Loi du 9 juin 1853.)	3,382	206,864	
Douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	1	120	
Veuves de douaniers. (Loi du 22 août 1790.)	//	//	
Forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	513	65,568	
Veuves de forestiers. (Loi du 9 juin 1853.)	653 1/2	47,424	
TOTAL GÉNÉRAL	37,540	4,806,323	

TABLEAU faisant ressortir, par séries, l'augmentation des allocations inscrites en 1904 et 1905 sur l'allocation inscrite en 1903.

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS.		
		1903.	1904.	1905.
Colonel	1	413	477	560
Lieutenant-colonel	2	354	409	480
Commandant	3	295	341	400
Capitaine	4	236	273	320
Lieutenant	5	177	205	240
Sous-lieutenant	6	177	205	240
Adjudant	7	148	171	200
Sergent-major	8	133	154	180
Sergent	9	118	136	160
Caporal	10	88	102	120
Soldat	11	88	102	120

GRADES ET ASSIMILATIONS.	SÉRIES.	ALLOCATIONS.		
		1903.	1904.	1905.
VEUVES DE :				
Général de division	12	295	341	400
Général de brigade	13	295	341	400
Colonel	14	236	273	320
Lieutenant-colonel	15	236	273	320
Commandant	16	177	205	240
Capitaine	17	148	171	200
Lieutenant	18	148	171	200
Sous-lieutenant	19	148	171	200
Adjudant	20	118	136	160
Sergent-major	21	88	102	120
Sergent	22	88	102	120
Caporal	23	59	68	80
Soldat	24	59	68	80

TABLE DÉTAILLÉE DES MATIÈRES.

Pages.

TABLE SOMMAIRE..... 3

COMPTES DE LA DETTE PUBLIQUE.

TABLEAU récapitulatif de la dette publique (situation au 1er janvier 1905)..... 4

DETTE CONSOLIDÉE.

NOTE explicative..... 14

I. Rentes émises.

1° Rentes provenant d'emprunts..... 16
2° Rentes provenant de conversions..... 18
3° Rentes provenant de consolidations ou remises à divers..... 20
Récapitulation des rentes créées..... 22

II. Rentes annulées.

1° Rentes qui ont fait retour à l'État..... 24
2° Rentes annulées à la suite de conversions..... 26
3° Rentes rachetées à la Bourse..... 26
Récapitulation des rentes annulées..... 26
Récapitulation générale..... 28
Résultat des conversions..... 30
Mouvement et situation des rentes 3 p. o/o..... 32

Pages.

État indiquant le classement, par coupures, des rentes mixtes et au porteur dans chaque nature de fonds, au 1er janvier 1905 34

Etat indiquant le classement des rentes, par catégories d'inscriptions, pour chaque nature de fonds, du 31 décembre 1885 au 31 décembre 1904 36

État présentant le mouvement des rentes 5, 4 1/2, 3 1/2, 4 et 3 p. 0/0, depuis leur origine jusqu'au 31 décembre 1904 42

Tableau sommaire indiquant, par période, les accroissements de la dette consolidée depuis l'origine du grand-livre et les annulations qui ont eu lieu jusqu'au 1er janvier 1905, avec la distinction des rentes actives et de celles appartenant à la Caisse d'amortissement 46

Relevé de la situation de la dette consolidée du 1er janvier 1830 au 1er janvier 1905. (Rentes inscrites.) 60

Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 64

DETTE REMBOURSABLE À TERME OU PAR ANNUITÉS.

RENTES 3 P. 0/0 AMORTISSABLES.

Note explicative 66

Compte des annuités.

1° Relevé du résultat des émissions 68
2° Tableau de l'amortissement des annuités de 15 francs de rente. 69
3° État des dépenses 70
4° Tableau récapitulatif des annuités des émissions de 1878 à 1891. 72
5° Observations sur le tableau des annuités 74

Compte des rentes.

1° État au 1er janvier 1905 des crédits d'inscription 76
2° Mouvement et situation des rentes 76
3° Mouvement des rentes mises en réserve et classées au compte des portions non réclamées 76
4° Etat indiquant le classement, par coupures, des rentes au porteur 77
5° Relevé de la situation des diverses catégories d'inscriptions du 31 décembre 1878 au 31 décembre 1904 77

ANNUITÉS AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de l'Est 79

Note sur l'annuité à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée 81

Note sur l'annuité à la Compagnie d'Orléans pour les lignes échangées entre elle et l'État 82

Note sur les annuités aux compagnies de chemins de fer pour les lignes dont les travaux sont terminés et reçus 83

Pages.

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1905..... 84

Tableau détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1905..... 86

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1905. (Subventions.). 94

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1905. (Avances.)... 100

Résumé de la situation des dépenses au 1er janvier 1905..... 104

État des annuités restant à amortir au 1er janvier 1905..... 106

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par la dite Compagnie pour la ligne de Cazamozza à Fium'Orbo (Corse)..... 107

Développement concernant les annuités dues à la Compagnie des chemins de fer départementaux pour le remboursement des dépenses faites par ladite Compagnie pour la ligne de Ponte-Leccia à Calvi (Corse)..... 109

Note sur les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour payement des garanties d'intérêts afférents aux années d'exploitation 1871 et 1872..... 111

Relevé et composition des annuités..... 116

État des annuités restant à payer au 1er janvier 1905..... 117

Situation des dépenses au 1er janvier 1905..... 118

ANNUITÉS DIVERSES.

Remboursement de la Dette du Trésor vis à vis de la Caisse des dépôts et consignations au 1er janvier 1902. (Chapitre 10 du budget du Ministère des finances.)..... 119

Remboursement à la Dette flottante des avances faites pour la liquidation des caisses des chemins vicinaux, des lycées, collèges et écoles primaires..... 122

ANNUITÉ POUR CONSTRUCTION DESTINÉE AU SERVICE DE L'INTENDANCE.

Note explicative..... 123

Situation au 1er janvier 1905..... 123

ANNUITÉS DE RACHAT DES CANAUX.

Canaux d'Orléans et du Loing.

Dispositions législatives et réglementaires et note explicative..... 124

Situation, au 1er janvier 1905, des annuités et dotations créées pour le rachat des canaux d'Orléans et du Loing..... 128

Mouvement et situation des annuités au 1er janvier 1905..... 129

Tableau du payement des annuités au 1er janvier 1905..... 130

Etat des annuités restant à amortir au 1er janvier 1905..... 131

CAUTIONNEMENTS EN NUMÉRAIRE ET CAUTIONNEMENTS EN RENTES.

Note explicative..... 133

Situation, au 1er janvier 1905, des capitaux de cautionnements en numéraire..... 134

Situation, au 31 décembre 1904, des cautionnements réalisés en rentes sur l'État... 138

Pages.

OBLIGATIONS À COURT TERME ET DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 594 et 595, 596 et 597). 140

DETTE FLOTTANTE.

(Voir le 1er volume du compte général des finances, pages 528 et 529.)..... 140

ANNUITÉS DUES AUX DÉPARTEMENTS, VILLES OU COMMUNES POUR CONSTRUCTION D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

NOTE EXPLICATIVE..... 141

TABLEAU détaillé des annuités inscrites au 1er janvier 1904 et restant dues par l'État aux départements, villes ou communes pour constructions. (Enseignement supérieur.) 142

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement secondaire..... 144

RÉCAPITULATION..... 150

TABLEAU de la Dette publique concernant les constructions scolaires dépendant de l'enseignement primaire..... 152

ANNUITÉ POUR REMBOURSEMENT A LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE DE L'AVANCE RELATIVE A L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE DESTINÉ AU SERVICE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1905..... 154

ANNUITÉS POUR REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES PAR LES DÉPARTEMENTS, LES VILLES ET LES CHAMBRES DE COMMERCE POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES RIVIÈRES, DES CANAUX ET DES PORTS.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1905..... 155

REMBOURSEMENT DES AVANCES FAITES POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

NOTE EXPLICATIVE et situation au 1er janvier 1905..... 156

ANNUITÉS À PAYER AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

1° Conventions autres que celles approuvées par les lois du 20 novembre 1883;

2° Conventions approuvées par les lois du 20 novembre 1883.

NOTE EXPLICATIVE..... 157

Pages.

Tableau des annuités au 1er janvier 1905..... 158

État développé des dépenses en capital et intérêts au 1er janvier 1905..... 160

DETTE VIAGÈRE.

RENTES VIAGÈRES.

Note explicative et situation au 1er janvier 1905..... 166

PENSIONS INSCRITES AU TRÉSOR.

Note explicative..... 167

Situation, au 1er janvier 1905, des crédits accordés et employés pour l'inscription des pensions..... 172

Situation des pensions de toute nature inscrites au 1er janvier 1905..... 176

Situation des pensions en payement au 1er janvier 1905..... 178

COMPTE SPÉCIAL DES PENSIONS CIVILES.

Tableau statistique des pensions inscrites en 1904, faisant ressortir l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne des services compris dans la liquidation, et la quotité moyenne des pensions..... 180

Récapitulation, par ministère et par service, du nombre et du montant des pensions civiles en payement au 1er janvier 1905..... 182

Tableau statistique faisant ressortir, par ministère et par service, le nombre et le montant des extinctions réalisées pendant l'année 1904, l'âge moyen des titulaires au moment de leur admission à la retraite, la durée moyenne de la pension et l'âge moyen au moment du décès..... 184

COMPTE SPÉCIAL DES ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Développement des inscriptions de l'année 1904..... 188

Récapitulation par nature de pensions..... 188

Tableau faisant ressortir par séries l'augmentation des allocations inscrites en 1904 et 1905 sur l'allocation inscrite en 1903..... 190

COLL.
FOLIO
16

COMPTE
DES
FINANCES
1904
2